

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 novembre 2025

Il y en aura pour tous les goûts et toutes les sensibilités !

J-C – Etre un virtuose, c'est une chose, être un génie en est une autre encore moins accessible ou plus rare encore, car s'allie à la virtuosité une sensibilité extrême qui se traduit par une imagination intarissable sans laquelle la musique ne peut être harmonieuse ou mélodieuse, elle finit par tourner en rond, s'épuise et devient ennuyeuse.

Matteo Mancuso n'a pas atteint cet échelon suprême contrairement à Joe Bonamassa, mais il peut encore progresser s'il retourne à la racine du blues, du jazz ou du rock. Un mal de dent qui atteint la racine est insupportable, n'est-ce pas ? C'est là qu'on s'aperçoit que cette sensibilité est inégalable. Pas besoin de désherbant chimique si vous désherbez un champ en extrayant les racines des herbes indésirables. Si votre terrain biologique est équilibré ou sain, bactéries ou virus ne prendront pas racine dans vos cellules, vous demeurerez en bonne santé.

Ah la racine, celle par laquelle tout est parti et arrive, tout est possible ! Sans même qu'on sache pourquoi ou sans qu'on ait demandé quoi que ce soit, ceux qui s'en rapprochent sont sur la bonne voie, tandis que ceux qui s'en éloignent sont condamnés aux pires tourments. L'essence des choses est matérielle avant d'être spirituelle, ce qui ne manque pas forcément de lyrisme.

N'oublions pas que l'hymne à la joie a été composé par un sourd, le plus illustre d'entre tous.

John McLaughlin - Here Come the Jiis | Live at Montreux Jazz Festival 2022

<https://www.youtube.com/watch?v=j7wORic89AA&list=RDYO7a1KPJqO4&index=10>

John McLaughlin, Jean-Luc Ponty, Zakir Hussain: "Lotus Feet" | International Jazz Day Istanbul (2013)

https://www.youtube.com/watch?v=HDyfFNJGRDA&list=RDHDyfFNJGRDA&start_radio=1

Shakti (Shrinis Dream) 2023 50th Anniversary Tour

https://www.youtube.com/watch?v=_ImHgazfrnI&list=RD_ImHgazfrnI&start_radio=1

Matteo Mancuso Trio live in Rotterdam North Sea Jazz Festival 2025-07-12 [full concert]

https://www.youtube.com/watch?v=uQvYRHuFnVE&list=RDuQvYRHuFnVE&start_radio=1

Matteo Mancuso - Full Live at Montreux International Guitar Show 2024

https://www.youtube.com/watch?v=MNZ-s0vZZ9w&list=RDMNZ-s0vZZ9w&start_radio=1

The most beautiful fusion! Flamenco, Accordion & Violin in Music

https://www.youtube.com/watch?v=aX9uBuL11SY&list=RD aX9uBuL11SY&start_radio=1

Quand les anglo-saxons et les sionistes s'unissent, c'est toujours pour le pire !

Toutes les 5 minutes passées aux toilettes avec votre smartphone, vous augmentez de 46% le risque de développer des hémorroïdes. - Yahoo Actualités 4 novembre 2025

Selon une étude menée par le Beth Israel Deaconess Medical Center de Boston, relayée par le *Times of India*, les personnes qui utilisent leur smartphone aux toilettes présentent un risque 46% plus élevé de développer des hémorroïdes par rapport à celles qui n'ont pas cette habitude. Cette pratique, qui consiste notamment à faire défiler les réseaux sociaux, lire des actualités ou envoyer des messages pendant que l'on est assis sur la cuvette, prolonge considérablement le temps passé aux toilettes. Yahoo Actualités 4 novembre 2025

Le Beth Israel Deaconess Medical Center est le résultat d'une fusion de 1996 entre le Beth Israel Hospital (fondé en 1916) et le New England Deaconess Hospital (fondé en 1896). Wikipédia.

J-C – Pour un peu ces dates correspondraient avec la parution de *L'Etat juif* de Théodore Herzl en 1896, et la déclaration de Balfour en 1917. Ils avaient décidé de faire chier les Palestiniens mais pas que !

Cela ne risque pas de m'arriver, je ne transporte jamais mon smartphone sur moi, sauf dans mon sac à main quand je vais faire des courses. En fait, je ne m'en sers très peu ou pratiquement pas.

Chez moi, où je passe le plus clair de mon temps, en dehors de shorts rafistolés déjà vieux de 10 ans aux poches trop étroites pour accueillir ce genre d'objet, je porte que dal sur moi, pas de montre, pas de bracelet, pas de collier, pas de bague.

J'ai abandonné depuis longtemps cet attirail qui relève d'un fétichisme désuet qui vous rattache à une communauté. Je n'ai pas besoin de signes extérieurs de reconnaissance pour m'affirmer ou être bien dans ma peau, je suis indépendant et inoxydable, incorruptible, cela suffit à mon bonheur, en guise d'ambition individuelle, vous avouerez qu'on ne peut guère faire plus dépouillé, pour un peu je passerais pour un ascète ! Un stoïcien passe encore.

De fait, je ne pratique ni le culte de la personnalité ni celui de la propriété privée, et même quand je vais chier, je pense librement et je ne tolère pas les intrus !

Et puis, je vais vous dire un truc, quand vous avez un microbiote intestinal en bonne état et la conscience tranquille, vous ne risquez pas d'avoir des hémorroïdes. C'est tout ce que je vous souhaite. Vous allez en avoir besoin avec cette causerie, courage camarades !

Lu.

- Une classe dirigeante peut être renversée, soit par une conquête étrangère, soit par un coup d'État, soit par une révolution, soit par des moyens plus subtils qui ne sont pas toujours immédiatement perceptibles par les gouvernés. Mais tout changement de régime conduit à la formation d'une nouvelle classe dirigeante.

J-C - Quand la classe capitaliste fut renversée au XXe siècle en Russie, en Chine, à Cuba, au Vietnam, en Corée du Nord et dans d'autres pays en Europe ou en Asie, elle n'a jamais donné naissance à une nouvelle classe. Les dirigeants des partis communistes ayant trahi le socialisme, ne constituèrent pas une nouvelle classe à proprement parler.

Ils se glissèrent dans le costume confortable des capitalistes et continuèrent de gérer la société pour le propre compte de leur caste parasitaire et corrompue sans que les rapports sociaux d'exploitation en vigueur soient modifiés, de sorte que lorsque l'URSS disparut le 26 décembre 1991, les capitalistes n'eurent qu'à endosser les uniformes embourgeoisés de ces parasites, tandis qu'une partie des bureaucrates staliniens troquèrent leur statut contre celui dorénavant plus avantageux de capitaliste.

Aucune classe ne fut créée ou ne disparut vraiment à cette occasion, puisque les fonctions des unes et des autres ou leurs rapports n'avaient pratiquement jamais disparus, après la mort de Lénine en 1924, à aucun moment les peuples de l'URSS ne disposèrent du pouvoir politique.

Les bureaucrates staliniens se chargèrent d'assumer l'intérim ou le rôle d'intermittents du spectacle, le temps que les capitalistes reviennent au pouvoir et que les acquis des révolutions soient liquidés. C'est ce à quoi nous assistons également en Chine à une autre échelle et dans d'autres conditions, l'Etat et le parti communiste chinois se mettant au service du capitalisme mondial.

Lu dans le même article.

Le dilemme d'Hamlet et notre époque

Plus courageux, Hamlet parvient à faire un choix par procédé d'élimination : *«Qui supporterait les turpitudes de cette vie s'il n'y avait cette peur de l'autre contrée qu'est la mort, dont aucun voyageur n'est revenu ?»*. Au terme de cette réflexion de portée universelle – Être ou ne pas être -, le héros de Shakespeare prend le parti de se résigner aux turpitudes qui lui sont familières, par crainte de devoir en subir d'autres, plus insoutenables. Le monologue d'Hamlet tire sa force de la simplification de l'énigme, où Être devient le synonyme de *«contrée connue»*, et Ne pas être, celui de *«contrée inexplorée»*. C'est ainsi que le dilemme d'Hamlet en est venu à symboliser la nécessité, pour l'homme, de se résigner aux malheurs présents, quelle que soit leur cruauté.

Nous en étions là, pour ainsi dire, depuis les méditations du prince du Danemark, jusqu'à ce que notre époque – une première depuis les temps modernes – s'attelle à réexaminer le dilemme shakespearien. Insensiblement, au cours des vingt dernières années, s'est imposée une nouvelle réalité : les turpitudes de la vie sous le joug atlantiste sont devenues si insoutenables, si contraires à la survie même de l'humanité, que la majorité des pays du monde s'est en quelque sorte *«révolutionnarisée»*, en optant pour l'aventure de l'inconnu – reléguant le courage d'Hamlet au tronçon sédentaire de l'Histoire.

Il est vrai que ces nouvelles réalités sont difficilement perceptibles par les populations occidentales, endoctrinées par un terrorisme médiatique ininterrompu, dont l'objet est de travestir le réel, en

faisant croire aux populations que leurs intérêts sont les mêmes que ceux du complexe militaro-industriel de l'oligarchie atlantiste. À n'en pas douter, le peuple palestinien, du plus jeune enfant amputé sans anesthésie, jusqu'au vieillard errant sans nourriture sous les bombes occidentales, en passant par les hommes sauvagement torturés, violés et électrocutés pour avoir osé réclamer leur liberté, a une connaissance du monde autrement plus élaborée que ces défenseurs des droits de l'homme suprémaciste à asservir, par nettoyage ethnique et extermination, s'il le faut, les peuples qui aspirent à la liberté.

En définitive, dans sa méditation – de toute beauté, tel n'est pas le propos -, Hamlet n'a pas pensé à nous : la réalité indéniable et irréversible de notre époque, est que la majorité des pays du monde, de l'Afrique à l'Eurasie à l'Amérique latine, a décidé de quitter le navire de l'unipolarité pour l'inconnu – quel que soit le nom de cet inconnu : OCS, BRICS, BRI, Sud global, Monde multipolaire, Communauté de destin pour l'humanité...

J-C - Je ne suis pas sûr que *"les turpitudes de la vie sous le joug atlantiste sont devenues si insoutenables"* pour la majorité des occidentaux, des peuples nantis. Les petits bourgeois ont l'habitude d'exprimer leurs vœux à haute voix sans s'apercevoir qu'elle véhicule leurs illusions ou en dise long sur leur propre compromission.

On en veut pour preuve, que lorsqu'ils doivent imaginer un monde meilleur, ils ne prennent pas le risque de sombrer dans *"l'inconnu"*, puisqu'à aucun moment ils n'évoqueront le socialisme

La France soumise à un régime judiciaire tyrannique.

Justice en France : une femme condamnée car son chat allait chez le voisin - RT 1 nov. 2025

Dominique Valdès, enseignante de 64 ans, va une nouvelle fois faire face à la justice biterroise. Cette habitante d'Agde, déjà condamnée le 17 janvier par le tribunal judiciaire de Béziers (Hérault), est convoquée en décembre à cause des allées et venues supposées de Rémi... son chat roux.

Le voisin à l'origine de cette procédure, qui a déjà obtenu la condamnation de Dominique à lui verser 450 euros de dommages et intérêts – assortis du règlement de 800 euros de frais d'avocat et d'une astreinte de 30 euros à chaque fois que Rémi daignerait poser la patte sur sa propriété –, a accusé le félin d'avoir récidivé.

« À la clé, une nouvelle addition à payer qui grimpe à 2 000 euros. Et avec le risque que l'astreinte puisse passer ensuite à 150 euros par apparition du chat roux dans le jardin », a relaté *Le Parisien* qui a révélé cette affaire pour le moins insolite. Selon la même source, il est reproché à Rémi d'avoir laissé « des traces de pattes sur un crêpi en cours de séchage » et « d'avoir uriné sur une couette et de faire ses besoins dans le jardin ».

« Ce qui est reproché à mon chat, c'est au départ d'avoir soi-disant abîmé un enduit de façade. Lors du jugement, il est ressorti qu'on ne pouvait pas prouver que mon chat avait dégradé l'enduit, mais j'ai été condamnée », a-t-elle déclaré au micro de *BFMTV*, estimant être « devenue maltraitante » à l'égard de son félin en l'empêchant de sortir.

Business is business et sinophobie. Leur humanisme est la politesse des salauds...

Nouveau scandale pour Shein, accusé d'avoir vendu des poupées à caractère pédopornographique - Capital 2 novembre 2025

À quelques jours de l'installation d'un magasin physique à Paris, le géant chinois de l'ultra-fast-fashion Shein a été signalé à la justice française, samedi 1er novembre, pour avoir vendu des *«poupées sexuelles d'apparence enfantine»*, selon BFM.

Le parquet de Paris a ouvert une enquête visant deux sites chinois – Shein et AliExpress – proposant à la vente des poupées d'enfant destinées à des pratiques sexuelles.

En réaction, le ministre du Commerce Serge Papin a déclaré sur X que *«l'État ne faiblira pas pour protéger les Françaises et les Français»*. Capital 2 novembre 2025

J-C – Les protéger de quoi ?

Trouvé en 3 secondes sur le Net accessible à tout public :

https://www.ruedesplaisirs.com/catalogue/sextoy,m=1?srsltid=AfmBOor681Z-oVvl_YcXZLzFYeBgEoOkuwWZ02MW865bMjNgTc2rWZk8

<https://fr.xvideos.com/lang/francais>

J-C – Finalement, si toutes ces saloperies sont légalement accessibles ou commercialisées en France, c'est l'Etat, Macron et son gouvernement, les institutions qui en portent la responsabilité. C'est à l'image des élites dégénérées de ce pays.

Place à la lutte des classes !

Selon The Daily Telegraph, la dette publique du Royaume-Uni a triplé en 20 ans - RT 2 nov. 2025

Le niveau de la dette publique britannique a triplé entre 2005 et 2025, a rapporté *The Daily Telegraph* le 2 novembre, citant une analyse du cabinet de conseil Oxford Economics. Selon le quotidien britannique, il s'agit de la plus forte augmentation de cet indicateur parmi toutes les économies des pays développés.

The Daily Telegraph a souligné qu'en raison de l'incapacité des gouvernements successifs à vivre selon leurs moyens, la dette publique britannique s'élève désormais à 3 800 milliards de dollars (environ 3 290 milliards d'euros), soit pratiquement 100 % du PIB. En conséquence, le pays est contraint de dépenser chaque année plus de 130 milliards de dollars (environ 112,6 milliards d'euros) pour payer les intérêts de sa dette. L'article souligne que seuls l'Espagne et les États-Unis ont enregistré des taux de croissance similaires de la dette publique au cours des 20 dernières années.

Selon le journal britannique, les économistes craignent que le Royaume-Uni ne se retrouve dans une situation dangereuse où le coût élevé du service de la dette et la faible croissance économique

pourraient entraîner une augmentation des impôts pour rembourser les emprunts, ce qui nuirait à l'économie et conduirait à de futures hausses de l'imposition. De surcroît, le pays est déjà confronté à un coût d'emprunt plus élevé que la France et les États-Unis.

Dans le même temps, la situation dans le pays est loin d'être stable pour de multiples raisons : inflation élevée, crise énergétique, instabilité politique et baisse du niveau de vie. Depuis 2022, quatre gouvernements se sont succédés au Royaume-Uni, et le mécontentement populaire continue de croître, alimenté par la crise migratoire et une politique économique contestée.

J-C - Qu'est-ce que signifie - *"l'incapacité des gouvernements successifs à vivre selon leurs moyens"* ?

- L'avenir des générations futures est hypothéqué,
- Le capitalisme n'a plus les moyens de subvenir aux besoins élémentaires de la population ou de maintenir son niveau de vie,
- Le capitalisme n'est plus compatible avec le progrès social,
- Le capitalisme doit disparaître.

France.

Ils osent tout...

- L'ex-ministre Guillaume Kasbarian « *assume le record* » d'expulsions locatives, et provoque un tollé - Le HuffPost 3 novembre 2025
- Comment le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, justifie la baisse du nombre d'enseignants - Le Huffpost 3 novembre 2025

Bienveillance envers les milliardaires, malveillance envers les plus pauvres, tout est dans l'ordre des choses.

Suppression de la prime de Noël pour certains précaires, comment le gouvernement se justifie - Le HuffPost 4 novembre 2025

C'est une aide très attendue chaque hiver par les foyers modestes. Seulement, à partir de 2026, la prime de Noël pourrait être versée uniquement aux familles avec enfants, excluant les personnes seules ou les couples sans enfant.

Versée au moment des fêtes de fin d'année, cette prime est destinée à 2,5 millions de personnes, qui sont bénéficiaires du RSA, de l'allocation de solidarité spécifique (les chômeurs longue durée), ou de l'allocation équivalent retraite. Elle s'élève à 228 euros pour un couple sans enfant, et à 152 euros pour une personne célibataire sans enfant.

L'an dernier, près de 470 millions d'euros ont été consacrés à cette prime. Cette année, le gouvernement n'entend mettre sur la table que 260 millions.

«L'Etat français a été très généreux et tant mieux. Il y a eu une époque de générosité sur toutes les politiques sociales. Je pense que maintenant, il faut faire attention», a expliqué le ministre du Travail et des Solidarités, mardi 4 novembre sur France Inter. Le HuffPost et Capital 4 novembre 2025

J-C – Effectivement *« l'Etat français a été très généreux »* envers les milliardaires qui ont vu leur fortune passée de 500 à 1500 milliards d'euros au cours des dernières années, au détriment du reste de la population, dont les plus pauvres, les services publics, les budgets sociaux, etc. Sans parler des centaines de milliardaires consacrés au complexe militaro-industriel et à la guerre...

Faites tomber les masques des fachos.

Criminalité : Jordan Bardella souhaite faire de la France « le pays le plus répressif d'Europe » - 20 Minutes/AFP 3 novembre 2025

Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, dimanche sur LCI.

« Je souhaite faire de la France le pays le plus répressif d'Europe à l'égard de la délinquance et de la criminalité qui [...] pourrait la vie de nos compatriotes », a dit Jordan Bardella, interrogé sur le curseur qui serait le sien en matière d'autorité et de lutte contre la délinquance

« La France ne renouera pas avec la prospérité si on ne rétablit pas l'ordre et l'autorité. [...] C'est la raison pour laquelle moi, je suis pro-police, je suis pro-forces de l'ordre, je suis pro-militaire », a-t-il répondu. *« Il y a des crimes les plus graves »* qui devraient conduire leurs auteurs en prison *« sans possibilité de sortir »*, a-t-il également affirmé. 20 Minutes/AFP 3 novembre 2025

En famille. Si LFI était compatible avec le PS qui est lui-même compatible avec Renaissance, il faut en déduire que LFI l'était aussi.

Budget 2026 : Jean-Luc Mélenchon accuse les socialistes d'avoir « changé d'alliance » - 20 Minutes/AFP 2 novembre 2025

A l'occasion d'un déplacement ce dimanche à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), le chef de file de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon a accusé les socialistes d'avoir *« changé d'alliance »* et d'être *« passés de l'alliance avec nous à l'alliance avec [Gabriel] Attal »*, le secrétaire général du parti présidentiel Renaissance.

« Ils étaient alliés à gauche avec nous, avec les communistes et avec les Verts. Et maintenant ils veulent s'allier avec monsieur Attal et avec ce qu'ils appellent, eux, le centre gauche », a-t-il dit. 20 Minutes/AFP 2 novembre 2025

LFI : apologie de l'État bourgeois et soutien aux marchands d'armes français – GMI 10 octobre 2025

LFI ne veut pas de révolution sociale internationale menée par la classe ouvrière pour renverser le capitalisme mondial, mais une « *révolution citoyenne* » du « *peuple* » français contre un vague « *système* ».

<https://groupemarxiste.info/2025/10/10/lfi-apologie-de-letat-bourgeois-et-soutien-aux-marchands-darmes-francais/>

Palestine occupée.

Le massacre continue.

Gaza: plus de 210 journalistes palestiniens tués par l'armée israélienne en deux ans de conflit - RFI 2 novembre 2025

Gaza: réunis en Turquie, des pays musulmans refusent toute tutelle sur le territoire palestinien - RFI 4 novembre 2025

Sept pays musulmans réunis lundi 3 novembre à Istanbul pour discuter de l'avenir de Gaza ont insisté sur une gouvernance par les seuls Palestiniens, refusant qu'un « nouveau système de tutelle » soit imposé au territoire, après deux semaines d'un cessez-le-feu fragile.

« *Les Palestiniens doivent gouverner les Palestiniens et les Palestiniens doivent assurer leur propre sécurité* », a déclaré le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan, s'exprimant seul devant la presse à l'issue d'une réunion avec ses pairs d'Arabie saoudite, du Qatar, des Émirats arabes unis, de Jordanie, du Pakistan et d'Indonésie.

« *Gaza a besoin d'être reconstruit et que sa population rentre chez elle. Elle doit panser ses plaies. Mais (...) personne ne souhaite voir émerger un nouveau système de tutelle* », a insisté Hakan Fidan. « *Toute mesure prise pour résoudre la question palestinienne (...) ne doit pas risquer de créer la base de nouveaux problèmes. Nous y sommes très attentifs* », a-t-il encore insisté, espérant une « *réconciliation inter-palestinienne* » rapide entre le Hamas et l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Celle-ci permettrait, selon lui, de « *renforcer la représentation de la Palestine au sein de la communauté internationale*. » RFI 4 novembre 2025

L'ex-procureure générale de l'armée israélienne arrêtée après la fuite d'une vidéo montrant des soldats maltraitant des prisonniers palestiniens - BFMTV 3 novembre 2025

Le Hamas dénonce le « *fascisme* » en Israël après ce vote en faveur de la peine de mort - Le HuffPost 4 novembre 2025

Un groupe arabo-américain porte plainte contre une nouvelle loi sur l'antisémitisme - AP 3 novembre 2025

Le Comité américano-arabe contre la discrimination conteste une nouvelle loi californienne visant à protéger les élèves juifs de la discrimination, arguant qu'elle est inconstitutionnellement vague et viole leur droit à la liberté d'expression.

La plainte fédérale, déposée dimanche à San Jose, vise à invalider une loi signée le mois dernier par le gouverneur Gavin Newsom, créant un Bureau des droits civiques chargé d'aider les établissements scolaires à identifier et à prévenir l'antisémitisme. Les législateurs de l'État ont approuvé cette loi dans un contexte de fortes tensions politiques aux États-Unis liées à la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza.

La nouvelle loi entrera en vigueur le 1er janvier. Elle ne définit pas l'antisémitisme, mais donne aux enseignants l'impression qu'ils pourraient être accusés de discrimination *«s'ils exposent leurs élèves à des idées, des informations et du matériel pédagogique pouvant être considérés comme critiques envers l'État d'Israël et la philosophie du sionisme»*, selon la plainte.

Jenin Younes, directrice juridique nationale du Comité américano-arabe contre la discrimination, affirme que l'absence de directives a un effet dissuasif sur la liberté d'expression des enseignants.

«Ils s'autocensurent de manière excessive, car ils ne savent pas ce qui pourrait leur causer des problèmes», a-t-elle relevé.

Liban.

Sud-Liban : après l'attaque israélienne de Blida, Joseph Aoun ordonne la riposte - RT 31 oct. 2025

L'attaque israélienne menée dans la nuit du 29 au 30 octobre à Blida, au Sud-Liban, a marqué un tournant dans la fragile trêve en vigueur depuis novembre 2024. Une patrouille israélienne s'est infiltrée en territoire libanais avant de tirer sur le siège de la municipalité, tuant un employé.

Cet acte, jugé sans précédent depuis l'accord de cessez-le-feu, a provoqué une vague d'indignation à travers le pays et relancé le débat sur la réponse du Liban face aux violations répétées de sa souveraineté. Le président Joseph Aoun a convoqué une réunion d'urgence à Baabda, ordonnant au commandement de l'armée de *« riposter à toute incursion israélienne »* afin de défendre le territoire et la population.

Le Hezbollah est-il en train de se réarmer ? - RT 1 nov. 2025,

Le Hezbollah affirme avoir restauré ses capacités après les lourdes pertes de 2024. Israël dénonce cette reconstitution militaire pour justifier ses frappes répétées.

Tom Barrack presse le Liban de désarmer le Hezbollah : «*Le pays n'a plus de temps*» - RT 2 nov. 2025

Lors du Forum de Manama, l'émissaire américain Tom Barrack a appelé les dirigeants libanais à entamer sans délai des négociations avec Israël sur la Ligne bleue et à consacrer le monopole des armes à l'État. Selon lui, le Liban « *n'a plus de temps* » et risque une nouvelle guerre s'il ne prend pas cette voie.

Critiquant la paralysie politique et la dépendance du pays au Hezbollah, Tom Barrack a estimé que « *tout Libanais, en dehors du Hezbollah, veut mettre fin à tout cela* », avertissant qu'Israël n'attendra pas indéfiniment une initiative libanaise. Il a affirmé que « *le président Joseph Aoun est capable de négocier* », tout en soulignant que la peur d'un affrontement interne freine les dirigeants.

L'émissaire, proche de Donald Trump, a insisté sur la nécessité pour Beyrouth de rompre son isolement régional : « *Le Liban doit rejoindre le train qui mène vers Jérusalem et Tel Aviv.* » Il a également proposé un projet de transformation du Sud-Liban en zone économique spéciale soutenue par les pays du Golfe, remplaçant l'influence financière iranienne sur le Hezbollah par des investissements estimés à 10 milliards de dollars.

Liban: après les frappes meurtrières dans le sud, Israël intensifie la pression sur le Hezbollah - RFI 2 novembre 2025

Quatre personnes, identifiées par Israël comme des « *combattants de l'unité d'élite du Hezbollah* », ont été tuées samedi 1er novembre dans le sud du Liban, lors d'une frappe de drone contre leur voiture, à 35 kilomètres de la frontière. Trois autres personnes ont été blessées alors qu'un autre raid de l'aviation israélienne a également fait un blessé.

L'Égypte réaffirme son soutien total au Liban et appelle à la reconstruction du Sud - RT 3 nov. 2025

Le Premier ministre égyptien, Moustapha Madbouly, a annoncé le 2 novembre que le président Abdel Fattah al-Sissi avait donné pour instruction de « *soutenir pleinement le Liban* », notamment à travers la reconstruction du Sud dévasté par les frappes israéliennes.

En conférence de presse à Beyrouth, aux côtés du Premier ministre libanais Nawaf Salam, Moustapha Madbouly a condamné les attaques « *répétées* » de l'armée israélienne et exigé son retrait des positions encore occupées au Liban, préalable, selon lui, au lancement de la reconstruction. Il a réaffirmé que l'Égypte soutenait toutes les initiatives visant à garantir la stabilité et la sécurité du pays du Cèdre.

Cette déclaration intervient après la réunion au Caire du Haut Comité libano-égyptien, qui s'est conclue par la signature de quinze accords et programmes de coopération couvrant l'économie, l'agriculture, l'énergie, les transports, l'éducation, l'environnement ou encore la gouvernance.

Parallèlement, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, a réaffirmé l'attachement du Caire à « *l'unité du Liban et à l'application intégrale de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU* », appelant à la fin des agressions israéliennes.

Iran.

Téhéran face à une crise historique de l'eau : le barrage Amir Kabir à sec d'ici deux semaines - RT 3 nov. 2025

La principale source d'eau potable de Téhéran, le barrage Amir Kabir, risque de s'épuiser dans les deux prochaines semaines en raison d'une sécheresse historique touchant l'Iran, selon les médias officiels.

Le barrage, qui fournit une partie de l'eau à plus de dix millions d'habitants, ne contient plus que 14 millions de mètres cubes, soit 8 % de sa capacité, alors qu'il en retenait 86 millions l'année dernière. À ce rythme, il ne pourra plus approvisionner la capitale que pour deux semaines, a alerté Behzad Parsa, directeur de la compagnie des eaux de Téhéran.

Cette crise s'inscrit dans la pire sécheresse que le pays ait connue depuis des décennies, avec des précipitations dans la province de Téhéran « *quasi inexistantes depuis un siècle* ». La ville repose sur les pentes méridionales des montagnes d'Alborz, dont les rivières alimentent plusieurs réservoirs, désormais fortement affectés.

La population consomme environ trois millions de mètres cubes par jour, et les autorités ont déjà commencé à couper l'eau dans certains quartiers pour économiser les ressources. Les coupures d'électricité et l'instauration de jours fériés en juillet et août pour réduire la consommation d'eau et d'énergie ont souligné la gravité de la situation, exacerbée par des vagues de chaleur dépassant 40 °C.

Le phénomène illustre une crise plus large en Iran, où les provinces arides du sud sont particulièrement touchées par la surexploitation des ressources souterraines et le changement climatique. La situation en Iran résonne également chez son voisin, l'Irak, confronté à sa pire sécheresse depuis 1993 : les niveaux des fleuves Tigre et Euphrate ont chuté jusqu'à 27 %, entraînant une grave crise humanitaire dans le sud du pays.

Ukraine.

Vers un bloc anti-ukrainien en Europe ? La Slovaquie, la Hongrie et la Tchéquie pourraient s'unir contre la politique de Bruxelles 1 nov. 2025

La Slovaquie a officiellement soutenu l'idée de créer un bloc anti-ukrainien au sein de l'Union européenne, en coopération avec la Hongrie et la Tchéquie. L'annonce a été faite par Lubos Blaha, vice-président du parti au pouvoir Smer, dans un entretien publié par Izvestia le 1er novembre. Selon lui, une telle alliance est non seulement possible mais aussi « *probable* », car « *l'Europe est de nouveau, après des décennies, frappée par une folie collective qui nous mène tous à la guerre, au déclin et au chaos* ».

Blaha a souligné que les gouvernements de ces trois pays reconnaissent le danger que représente, selon lui, la politique actuelle de Bruxelles envers Moscou. Il considère que la meilleure réponse est de s'unir pour se défendre. Toujours dans Izvestia, il a dénoncé « *l'hystérie militaire antirusse* » et *critiqué les sanctions contre la Russie, affirmant qu'elles ont échoué, et que « subventionner l'oligarchie corrompue de l'Ukraine mène tout droit à l'enfer »*.

L'idée de cette coalition a d'abord été révélée par le média Politico à la fin du mois d'octobre. Le principal conseiller politique du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, Balázs Orbán, y a déclaré que la Hongrie souhaitait former une alliance « *sceptique à l'égard de l'Ukraine* » avec la Tchéquie et la Slovaquie. Il a indiqué que son objectif était d'aligner les positions de ces pays avant les réunions des chefs d'État et de gouvernement de l'UE.

Selon Politico, cette coopération pourrait sérieusement compromettre les tentatives de l'Union européenne pour prolonger l'aide financière et militaire à l'Ukraine. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán s'est montré fermement opposé à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, estimant que cela risquerait d'entraîner une guerre sans fin et de faire peser sur les contribuables européens le financement d'une armée ukrainienne durant plusieurs décennies.

En Tchéquie, l'ancien Premier ministre Andrej Babiš, dont le parti ANO vient de remporter les élections parlementaires, partage cette ligne. Il affirme que « *l'Ukraine n'est pas prête pour l'Union européenne* » et que les livraisons d'armes à Kiev devraient être gérées par l'OTAN.

De son côté, la Slovaquie a également confirmé qu'elle ne participerait à aucun mécanisme européen prévoyant un financement de l'aide militaire à l'Ukraine. Le Premier ministre slovaque, Robert Fico, s'est engagé à mettre fin aux livraisons d'armes à Kiev.

L'objectif de cette alliance serait de s'opposer à la « *dictature de Bruxelles* » et de remettre en question les politiques actuelles de soutien à l'Ukraine.

En attendant sa formalisation, ce projet illustre l'émergence en Europe d'un courant ouvertement critique envers l'Ukraine, ses soutiens occidentaux, et surtout envers la politique étrangère de l'Union européenne dominée par Bruxelles, Paris et Berlin.

Bielorussie.

Des fuites exposent la faillite de l'«*opposition*» biélorusse soutenue par l'UE et les États-Unis

Lorsque Sviatlana Tsikhanouskaya, figure de l'opposition biélorusse, s'est autoproclamée « *présidente* » d'un gouvernement alternatif en 2020, elle a été accueillie avec enthousiasme — et surtout comblée de fonds — par les gouvernements occidentaux qui aspiraient à destituer le dirigeant de longue date de son pays, Alexandre Loukachenko, et à éliminer l'allié régional le plus proche de la Russie de l'échiquier géopolitique. Le New York Times a donné le ton en la glorifiant, telle une Jeanne d'Arc revisitée.

Cependant, une série de scandales publics a incité les sponsors étrangers de Tsikhanouskaya à abandonner progressivement sa croisade impopulaire contre le gouvernement de Loukachenko. En août, on a appris qu'elle a secrètement reçu des milliers d'euros des services secrets biélorusses en août 2020, en échange de quoi elle a publiquement supplié les manifestants de cesser leur

mobilisation, avant de fuir le pays. Tsikhanouskaya a gardé cet accord secret jusqu'à ce qu'il soit révélé et tente depuis de s'en dédouaner.

https://www.mondialisation.ca/des-fuites-exposent-la-faillite-de-lopposition-bielorusse-soutenue-par-lue-et-les-etats-unis/5702658?doing_wp_cron=1761976875.0145630836486816406250

Etats-Unis.

"New York sera la lumière": élu maire, Zohran Mamdani affirme que sa victoire montre la voie pour "vaincre" Donald Trump - BFMTV 5 novembre 2025

Zohran Mandani, élu maire de New York ce mardi 4 novembre à l'âge de 34 ans, a estimé que la ville, dont est originaire le président américain, pouvait *"montrer à une nation trahie par Donald Trump comment le vaincre"*.

Dans son discours de victoire, le premier maire musulman de la plus grande ville des États-Unis, qui entrera en fonction le 1er janvier, a estimé que son élection marquait la victoire de *"l'espoir sur la tyrannie"* et qu'*"en cette période d'obscurité politique, New York sera la lumière"*. BFMTV 5 novembre 2025

J-C – La tyrannie change de clan, voilà tout !

En complément.

Manipulation médiatique des consciences au profit de l'Etat profond.

Etats-Unis : Avec l'élection de deux gouverneures, les démocrates donnent un coup à Donald Trump - 20minutes.fr 5 novembre 2025

J-C - Ils font croire que les républicains et Trump particulièrement auraient enregistré une cinglante défaite électorale après que les démocrates eurent remporté les postes de gouverneur dans deux Etats, en Virginie et dans le New Jersey. Or, il se trouve, que si le candidat sortant républicain a bien été battu dans l'Etat de Virginie, il se trouve que cet Etat n'a jamais été remporté par Donald Trump lors d'une présidentielle, donc le résultat de cette élection est somme toute logique. Quant au New Jersey, le poste de gouverneur était déjà détenu par une démocrate, elle a conservé son poste, là aussi dans un Etat où Donald Trump avait été battu par le candidat démocrate lors des présidentielles. Donc pas de quoi fouetter un chat ou crier victoire.

Les médias américains et français sont le porte-parole de l'Etat profond ou du clan de la guerre à tous les peuples, y compris le peuple américain, du Pentagone, de la CIA, des GAFAM, de Big Pharma, du Green New Deal, du transgenrisme et du transhumanisme, du néoconservatisme à outrance, etc. ils entendent défendre ce clan extrémiste de l'oligarchie financière anglo-saxon contre celui conservateur ou plus modéré qui soutient Trump.

Trump est leur marionnette. Ils l'ont fait élire par défaut ou faute de meilleur candidat, à condition qu'il accorde de nombreuses concessions à ce clan radical de la finance, quitte à se retrouver en porte-à-faux avec sa base électorale qui à la première occasion le sanctionnera si sa condition sociale ne s'améliore pas ou pire se détériore encore. Dès lors, sur le plan de la propagande, ils

utiliseront toutes les occasions qui se présenteront pour faire davantage pression sur Trump, pour l'affaiblir ou l'isoler, afin qu'il applique leur programme de guerre ou totalitaire.

Mort d'un pourri.

Etats-Unis : Mort de Dick Cheney, emblématique vice-président de George W. Bush - 20 Minutes/AFP 4 novembre 2025

Celui qui a souvent été dépeint comme un marionnettiste de l'ombre pendant ses années à la Maison-Blanche, est mort lundi à l'âge de 84 ans en raison de complications liées à une pneumonie ainsi qu'à des maladies cardiaques et vasculaires. Il restera dans les mémoires pour avoir été l'un des faucons qui ont joué un rôle central et controversé dans l'invasion de l'Irak en 2003 et l'usage de la torture.

En tant que secrétaire à la Défense, Cheney supervise l'opération Just Cause au Panama et l'opération Tempête du désert au Koweït en 1991,

Nommé ministre de la Défense sous George H. W. Bush, en 1989, Dick Cheney est aux commandes du Pentagone pendant la guerre du Golfe de 1990-1991. Puis il part dans le secteur privé lorsque le démocrate Bill Clinton déloge Bush père de la Maison-Blanche. Il dirige le grand groupe de services pétroliers Halliburton pendant cinq ans, avant de retourner en politique, en tant que colistier de George W. Bush pour la présidentielle de 2000. Un groupe pétrolier dont le chiffre d'affaires va ensuite bondir lors des années suivant l'invasion de l'Irak.

Il fut l'un des principaux instigateurs de l'invasion de l'Irak en 2003

Devenu vice-président, Cheney insuffle son idéologie néoconservatrice à la Maison-Blanche et joue un plus grand rôle à ce poste que la plupart de ses prédécesseurs. Ses détracteurs l'accusent d'avoir poussé le président à envahir l'Irak en plaidant notamment pour une opération militaire contre Saddam Hussein sans la saisine préalable de l'ONU, d'avoir affirmé que le dictateur possédait des armes chimiques et bactériologiques et qu'il avait remis en route son programme de fabrication d'une bombe atomique.

Figure machiavélique connue pour sa considérable influence en coulisses, l'ancien numéro deux de George W. Bush (2001-2009) s'est forgé une réputation telle qu'il est considéré comme ayant été l'un des vice-présidents les plus puissants de l'histoire américaine. 20 Minutes/AFP 4 novembre 2025 ; Wikipédia.

Les Etats-Unis : Etat terroriste.

Nouvelle frappe américaine contre un bateau de narcotrafiquants présumés, trois morts - AFP 2 novembre 2025

Les Etats-Unis ont annoncé avoir mené samedi une nouvelle frappe contre un bateau de narcotrafiquants présumés dans les Caraïbes, tuant ses trois occupants, malgré les critiques concernant la légalité de ces opérations à l'origine d'une crise avec le Venezuela.

Cette attaque, révélée par le ministre de la Défense Pete Hegseth, porte à au moins 65 morts le bilan de ces frappes aériennes ordonnées par l'administration de Donald Trump au nom de la lutte contre l'afflux de drogue aux Etats-Unis.

Les États-Unis exhortent l'ASEAN à faire preuve de fermeté face à la Chine - The Associated Press
2 novembre 2025

Trump accuse le Nigeria de "*tolérer les meurtres de chrétiens*" et menace d'une action militaire - France 24 2 novembre 2025

Le président américain Donald Trump a déclaré samedi qu'il avait demandé au département de la Défense de se préparer à une éventuelle action militaire au Nigeria si le gouvernement nigérian "*continue de permettre le massacre de chrétiens*".

Lu.

L'organe délibératif suprême de l'ONU rejette à une large majorité le blocus économique imposé par les États-Unis à ce pays des Caraïbes depuis 1962. La résolution obtient 165 voix pour, 7 contre et 12 abstentions.

L'Assemblée générale des Nations Unies a demandé ce mercredi pour la trente-troisième fois et par une écrasante majorité la fin de l'embargo économique des États-Unis contre Cuba, une imposition unilatérale qu'elle dénonce depuis 1992.

La résolution de cette année a obtenu 165 votes en faveur, 7 contre (Argentine, États-Unis, Hongrie, Israël, Macédoine du Nord, Paraguay et Ukraine) et 12 abstentions (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Costa Rica, Tchéquie, Équateur, Estonie, Lettonie, Lituanie, Maroc, Moldavie, Roumanie et Pologne).

Honduras.

Honduras: Sous le feu du coup d'Etat de la droite et de l'ambassade des États-Unis - bolivarinfos.over-blog.com 1 Novembre 2025

Le procureur général du Honduras, Johel Zelaya, a ouvert une enquête pour déterminer les responsabilités dans ce qui, personne n'en doute à Tegucigalpa, est un attentat civil et militaire contre le système démocratique du Honduras.

Ceci se produit à un mois des élections générales, qui, selon les sondages, devraient donner la victoire à la candidate de Liberté et Refondation (LIBRE), Rixi Moncada.

Le bureau du procureur a fait savoir qu'il possède une série d'enregistrements audio et de transcriptions qui montrent une stratégie concertée pour saboter la transmission des résultats et construire un récit de discrédit de la candidate du parti au pouvoir Rixi Moncada qui, nous le répétons, devrait s'imposer aux élections prévues pour le 30 novembre.

Les archives montrent des opérations réalisées entre le député du Parti National Tomás Zambrano, la conseillère du Conseil National Electoral (CNE), Cossette López-Osorio également du Parti National et un militaire d'active dont l'identité n'a pas été révélée.

Les conversations mettent à nu la façon dont ils pensent développer une fraude électorale face à une victoire pratiquement sûre de LIBRE.

Dans celles-ci, ils précisent avoir l'intention d'influer sur des contrats logistiques (transport et personnel accrédité), de contrôler l'observation des élections grâce à des infiltrés, de créer des interruptions dans la transmission des données et de lancer une annonce publique selon une ligne déjà tracée pour installer comme vainqueur le candidat de droite du Parti Libéral, Salvador Nasralla, un violent mandat des urnes de la Constitution du pays.

Certaines phrases illustrent ces intentions. Cossette dit sans ambages : « *L'important, c'est qu'on annonce que Salvador Nasralla va gagner, pas Rixi Moncada.* »

Dans d'autres passages, on envisage d'utiliser des entreprises de même tendance pour le transport du matériel électoral, et on signale l' nécessité « *d'annoncer* » des résultats partiels favorables qui serviront ensuite à contester les résultats et à suspendre le processus.

Les audio décrivent une méthode et Zambrano propose de créer des contenus médiatiques qui sèment la suspicion sur le déroulement des élections.

Le militaire non identifié propose des contrôles illégaux sur le système de communication et « *des opérations* » de déstabilisation de différentes natures.

Le cocktail politique, militaire et patronal, qui naît des enregistrements est, en argot technique, un risque systémique : non seulement, il sape la transparence des opérations, mais il construit le récit grâce auquel on cherche à violer la volonté du peuple.

Le plus grave n'est pas le contenu des conversations, mais leur place dans un schéma historique.

Le Honduras a traversé des épisodes pendant lesquels la manipulation du scrutin et l'intervention d'acteurs armés et de structures clientélistes ont eu des conséquences dramatiques.

Aujourd'hui, ceux qui ont été signalés dans ces épisodes précédents semblent à nouveau (avec moins de masque et beaucoup plus de technologie) prêt à exploiter des brèches techniques et administratives : connectivité, contrôle des bureaux de vote, accréditation des contrôleurs et possibilité d'annoncer « *des coupures* » dans l'annonce des résultats.

Les enregistrements révélés par le procureur rendent compte d'un plan destiné à faire pression sur des acteurs extérieurs parmi lesquels se détache l'ambassade des États-Unis à Tegucigalpa, dans le but de ne pas reconnaître une éventuelle victoire de LIBRE. Ceci transformerait un différend interne en crise de reconnaissance internationale avec des effets durables sur la souveraineté et la gouvernabilité.

Il faut ajouter, comme l'enseigne l'histoire, que derrière cette tentative se trouve la main directrice du personnel actif du service de renseignement de l'ambassade des États-Unis elle-même.

Pour lire la suite :

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2025/11/honduras-sous-le-feu-du-coup-d-etat-de-la-droite-et-de-l-ambassade-des-etats-unis.html>

Inde.

Pourquoi l'Inde rapatrie ses réserves d'or; ce rapatriement permet à l'Inde de renforcer sa souveraineté - brunobertez.com 1 novembre 2025

Les réserves d'or de l'Inde ont atteint un niveau historique. Le pays détient maintenant plus de 65 % de ses réserves totales de ce précieux métal. À titre de comparaison, en septembre 2022, cette part était de 38 %. C'est ce que rapporte Bloomberg.

Au cours du premier semestre de l'exercice financier qui a débuté en avril, la Banque de réserve de l'Inde a rapatrié environ 64 tonnes d'or. En valeur, le métal jaune représentait 13,92 % des réserves totales à fin septembre. La Banque de réserve de l'Inde détenait au total 880 tonnes d'or en septembre, dont 576 tonnes en stockage national. Ce chiffre constitue un record historique. Au total, la Banque de réserve de l'Inde a rapatrié 280 tonnes d'or au cours des quatre dernières années.

Auparavant, la Banque de réserve de l'Inde préférait conserver la majeure partie de ses avoirs en or à l'étranger. L'essentiel de ces avoirs était concentré à la Banque d'Angleterre et à la Banque des règlements internationaux.

La Banque centrale de l'Inde n'a pas justifié cette modification. Cependant, certains économistes estiment que cette mesure pourrait viser à renforcer le contrôle sur le précieux métal suite au gel des avoirs russes par les pays du G7.

La Banque d'Inde, soit dit en passant, est l'un des plus importants acheteurs d'or au monde. Elle cherche donc à réduire sa dépendance au dollar américain. À cette fin, l'établissement de réglementation diminue progressivement ses avoirs en obligations du Trésor américain.

La diversification des réserves et la réduction de la dépendance au dollar sont une tendance croissante. L'or représente désormais 13,92 % des réserves de change totales de l'Inde (en hausse par rapport à 11,70 % en mars 2025), servant de « valeur refuge » contre l'inflation, la volatilité des devises et les chocs financiers.

La RBI achète de l'or depuis 2018 (279 tonnes ajoutées au total) et réduit ses avoirs en bons du Trésor américain (US Treasuries), dans un contexte de dédollarisation globale et de tensions commerciales (comme les tarifs de 50 % imposés par Trump sur les importations indiennes de pétrole russe). Cela renforce la résilience économique, couvrant plus de 101 % de la dette extérieure de l'Inde.

Après le gel des réserves russes, la confiance dans les institutions financières occidentales s'est effondrée. Stocker de l'or à l'étranger n'est plus une garantie de sécurité : les pays comprennent désormais que même les actifs physiques peuvent être bloqués sous la pression des sanctions.

En rapatriant son or, l'Inde se protège du risque de sanctions unilatérales ou de chantage politique, privant progressivement ses partenaires occidentaux de tout moyen de pression.

Inde: lancement historique d'un satellite destiné à la télécommunication - RFI 3 novembre 2025

L'Inde affirme un peu plus sa place parmi les grandes puissances spatiales. Ce dimanche 2 novembre dans l'après-midi, elle a lancé sa fusée la plus puissante depuis le centre spatial situé dans l'Andhra Pradesh. L'opération, pilotée par l'ISRO, l'agence spatiale indienne, s'est déroulée avec succès. La mission vise à placer en orbite un nouveau satellite de communication.

Le monstre de 640 tonnes emporte à son bord un satellite de communication de plus de 4,4 tonnes, le plus lourd jamais placé en orbite par l'Inde.

Ce satellite permettra à l'armée et à la marine indiennes de bénéficier de communications plus sûres, plus rapides et plus stables, notamment dans les zones maritimes.

Après ce lancement réussi, commence une phase délicate de mise en orbite et de calibrage, qui devra durer quatre à cinq semaines avant l'entrée en services du satellite.

Pays-Bas.

Législatives aux Pays-Bas: décompte terminé, victoire du centre confirmée - AFP 4 novembre 2025

La victoire annoncée du centriste Rob Jetten aux élections législatives aux Pays-Bas a été confirmée lundi après le dépouillement des derniers bulletins de vote, dans un duel très serré avec l'extrême droite de Geert Wilders.

Les deux hommes ont tous deux obtenus 26 sièges. La victoire se jouait donc au nombre de voix.

La différence entre le D66 centriste et le PVV d'extrême droite est maintenant de 28.455 voix.

Les derniers votes provenaient d'environ 90.000 expatriés néerlandais, dont les bulletins envoyés par correspondance ont été dépouillés à La Haye.

Les Néerlandais vivant à l'étranger ont davantage voté pour le D66 (18,47%) que pour le PVV (8,57%).

Le Conseil électoral néerlandais annoncera officiellement les résultats vendredi.

Rob Jetten, 38 ans, est en bonne voie pour devenir le plus jeune et le premier Premier ministre ouvertement gay du pays.

La fragmentation de la politique néerlandaise fait qu'aucun parti n'a remporté suffisamment de sièges au parlement, qui en compte 150, pour former une majorité absolue.

L'option la plus viable, et celle que préfère M. Jetten, est une coalition avec le CDA (18 sièges, centre-droit), l'alliance de gauche Verts/Parti travailliste (20 sièges) et les libéraux du VVD (22 sièges).

Jusqu'à la formation d'une nouvelle coalition, le gouvernement démissionnaire de Dick Schoof continue de gérer les affaires courantes.

M. Schoof se prépare à rester Premier ministre au moins jusqu'à Noël.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 novembre 2025

Info perso et au-delà

Entre une insuffisance respiratoire persistante et une grosse blessure à la jambe droite très douloureuse, j'ai beaucoup de mal à me concentrer. Mon mode de vie est perturbé, je dors le jour, je ne fais plus rien, je suis épuisé.

Je croyais avoir retrouvé ma fille, en fait je me suis aperçu que je l'avais définitivement perdue. Elle est méconnaissable et me traite en étranger, je n'en reviens pas, c'est bien triste et injuste.

Je ne dois pas compter non plus sur le développement de ce blog ou de ce courant politique. Bref, tout fout le camp ! Je vais finir par me contenter de vivre ma petite vie indienne et oublier tout le reste. En fait, je crois que je ne pourrais jamais m'y résoudre, car quoi qu'il arrive, sans notre idéal de liberté, c'est comme si nous étions déjà mort ! Or, il faut bien continuer à vivre, alors autant que ce soit en servant notre cause jusqu'au bout, non pas parce qu'elle serait désespérée, mais au contraire parce qu'elle vaincra !

Ce n'est pas ce que pense les militants ou les travailleurs auxquels on parle du socialisme, ils estiment que rien ne permet d'affirmer que le socialisme vaincra le capitalisme, donc il vaut mieux oublier cette perspective et collaborer avec les éléments progressistes subordonnés au capitalisme, afin d'obtenir une amélioration de notre condition ou défendre nos acquis sociaux.

A les entendre, en quelque sorte, vaut mieux moins que rien quand plus est inaccessible, ce qui est un très mauvais calcul ou un raisonnement sans fondement, lorsqu'on observe la formidable régression sociale qui s'est produite sur toute la ligne dans tous les pays occidentaux depuis une quarantaine d'années, hormis là où la classe ouvrière avait fait preuve d'une farouche résistance, et encore provisoirement, car lorsque la réaction ne peut pas enlever le morceau en entier, elle grignote petits bouts par petits bouts, et sauf exception à ce jour avec la Sécu et les retraites, sur tout le reste elle est parvenue à ses fins, peut-être pas entièrement, partiellement, chacun peut le constater, c'est ainsi que globalement la situation sociale et le fonctionnement en général de la société est devenu cauchemardesque. Elle est également parvenue à faire adopter une multitude de mesures ou lois liberticides restreignant les libertés individuelles et collective, de sorte qu'on se retrouve dans une société toujours plus policière et militarisée, cela aussi chacun peut le constater.

Que chacun s'en accommode en fonction de son statut social relativement privilégié ou de la marge financière dont il dispose encore, n'invalide en rien le constat que j'ai dressé rapidement, et il serait malhonnête de ne pas reconnaître que l'atmosphère en France est devenue particulièrement nauséabonde et violente, sur fond d'abus de pouvoir du tyran installé à l'Elysée qui gouverne pour le compte du gang oligarchique mafieux de BlackRock et Cie.

Globalement, sur tous les plans la situation ne fait qu'empirer pour les masses sans aucun espoir à long terme d'amélioration ou d'un retournement de situation, si les rapports entre les classes devaient demeurer inchangés, le pire serait à venir sans aucun doute possible.

Répétons-le, ceux qui ne croient plus dans le socialisme, entre nous, qui n'y ont jamais cru parce qu'ils ignoraient en quoi il consistait, qui sont matériellement ou financièrement à l'aise, espèrent qu'ils seront épargnés ou qu'ils pourront toujours s'en sortir à titre individuel, quitte à ignorer ou se moquer du sort épouvantable réservé au reste de la société et du monde, or, ce n'est pas donné à tout le monde, et de toutes manières il existe des limites à ce que chacun est prêt à supporter en son nom. On vient de le voir avec le génocide palestinien qui tourmente toutes les consciences ou ébranle en profondeur toutes les classes.

Quand les principes qui guident notre comportement et d'une certaine manière notre morale sont violés ou féroce ment piétinés, on ne peut plus demeurer indifférent, rester insensible, on se sent agressé, on perçoit plus ou moins clairement quelle menace le régime en place fait peser sur notre avenir et ceux de nos enfants ou petits-enfants, on se doit de réagir, de prendre en mains notre destin, ce qui passera obligatoirement par l'inventaire de nos croyances ou connaissances, d'où la nécessité de ne jamais juger les masses ou pire les condamner, parce qu'au fil du temps leur comportement sera amené à évoluer favorablement, inexorablement, en laissant la porte ouverte à cette évolution on peut les guider sur la voie de la révolution socialiste, en la fermant on ne se priverait de toute issue politique, ce serait suicidaire, criminel.

Comme quoi, bien que l'effondrement du capitalisme emprunte une voie différente de celle qui avait été conçue au XIXe siècle, les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 demeurent valables, pour peu qu'au lieu d'attendre ou espérer que les conditions matérielles des masses deviennent insupportables pour qu'elles se soulèvent contre le régime, ce qui ne risque pas d'arriver demain la veille parce qu'oligarchie veille au grain, on prenne en compte tous les aspects de la dégénérescence de la société qui la rendent littéralement invivable sur le plan psychologique ou mental, intellectuel, culturel, artistique, morale, qui aurait envie de vivre dans une société aussi médiocre, injuste, cruelle, seule une minorité, des monstres, pourrait l'assumer, mais pas la majorité des masses, pas le meilleur des masses, c'est impossible, cela n'a jamais existé et n'existera jamais. Les couches les plus éveillées et humanistes se révolteront et prendront la direction de la révolution socialiste.

Si j'en reviens toujours à cette stratégie, c'est parce que je n'en ai pas trouvé d'autres, vous aurez noté que malgré tout elle repose quand même sur des facteurs objectifs, car même si la manière dont on perçoit une situation est de l'ordre du subjectif, son origine est matérielle. Par exemple, si l'idée de sortir le soir vous angoisse parce que vous craignez une agression, c'est bien parce que la violence est très répandue dans la société, c'est un fait bien réel et non un concept ou un truc sorti de votre imagination.

Cela s'adresse à des militants et des travailleurs qui possèdent un niveau de conscience supérieur. Par hasard, douteriez-vous de leur existence ? Peut-être parce que vous n'en faites pas partie, eh bien sans attendre rejoignez-les !

Il est relativement facile de se faire passer pour un anti-impérialiste, un antifasciste, un antiraciste, un écologiste, un féministe, etc. cela sert de bonne conscience au petit bourgeois bien propre sur lui, ou de caution aux imposteurs de gauche ou d'extrême gauche qui refusent de rompre avec Macron, avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Quand le POI déclare sa flamme au parti de Clinton, Obama et Biden...

Mamdani élu maire de New-York déclaration de DSA – Communiqué du POI 6 novembre 2025

<https://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2025/11/Mamdani-elu-maire-de-New-York-declaration-de-DSA-%E2%80%93-Communiqué-du-POI.pdf>

J-C – Le PT est plus fréquentable, LO aussi...

L'annulation d'un colloque sur la Palestine au Collège de France ne nous concerne pas.

Le Collège de France, qui s'est distingué en soutenant les mystifications climatique et sanitaire, est le gratin de l'élite intellectuelle corrompue de ce pays, la caution intellectuelle et morale du régime pro sioniste ou nazi en place.

Que le Collège de France honore entre autres le Qatar qui sert de maison de retraite à tous les dictateurs déchus et de siège social aux Frères musulman, est dans l'ordre des choses.

Que la Licra dénonce une « *foire antisioniste* » et s'associe au Crif pour dénoncer la tenue de ce colloque est également dans l'ordre des choses.

A bas le colonialisme, à bas l'impérialisme stade suprême du capitalisme !

International : Ce qu'il y a en Afrique, ce n'est pas du terrorisme, c'est de l'impérialisme - Bolivar Infos 9 Novembre 2025

Le capitaine Ibrahim Traoré, président de la transition au Burkina Faso, a lancé une critique frontale contre les puissances étrangères. Son message est clair : la violence qui affecte son pays et toute la région n'est pas du terrorisme, mais une forme d'impérialisme conçue pour voler les richesses du continent.

Il a précisé que ces groupes comme l'Etat Islamique sont les instruments d'un plan destiné à maintenir la région dans un état de guerre permanente et à rendre son développement impossible : « *Ce qu'il y a en Afrique, ce n'est pas du terrorisme, c'est de l'impérialisme.* »

« *Ce sont leurs instructeurs qui apprennent aux terroristes à manipuler les drones. Leur objectif est de nous maintenir dans une guerre permanente pour que nous ne puissions pas nous développer et continuions à les payer avec nos richesses,* » a-t-il déclaré.

Le dirigeant burkinabé a affirmé que ce schéma de création et de financement de groupes terroristes pour justifier l'invasion et le pillage des ressources se répète non seulement en Afrique, mais aussi au Moyen-Orient.

« *C'est ce qui se passe au Nigeria, au Burkina Faso, au Mali, et dans une infinité de pays, pas seulement en Afrique, mais aussi au Moyen-Orient. Ce sont les impérialistes qui créent ces groupes terroristes pour envahir et piller des pays.* »

Ainsi, Traoré a défini ses groupes terroristes comme un instrument de domination au service des intérêts gémonies et remis en question la fausse bannière de la lutte des États-Unis contre le terrorisme, alors que ce sont eux-mêmes qui le financent et l'entraînent pour atteindre leurs objectifs. Bolivar Infos 9 Novembre 2025

Un sujet de discussion.

L'opposition contrôlée ou l'illusion de la démocratie démasquée. "*Une opposition ne remet pas réellement en cause le pouvoir en place*", tout est dit ici. L'opposition contrôlée est contre-révolutionnaire.

Trois définitions.

IA de Google.

- L'« *opposition contrôlée* » est une expression politique controversée utilisée pour décrire une opposition qui ne remet pas réellement en cause le pouvoir en place, que ce soit par manque de moyens, d'influence ou par une collusion implicite.

- Elle peut également désigner une opposition qui, bien que critique, se limite à respecter les règles et les institutions existantes, contrairement à une opposition radicale ou révolutionnaire.

CHATGPT

L'« *opposition contrôlée* » est un terme utilisé pour désigner un système politique dans lequel un pouvoir en place permet l'existence d'oppositions, mais sous des conditions strictes qui en limitent véritablement l'efficacité et l'impact. Dans ce type de système, l'opposition peut sembler avoir des possibilités de s'exprimer ou de s'organiser, mais elle est souvent surveillée, restreinte ou manipulée par le pouvoir en place.

Cela peut inclure des mesures telles que :

La dispersion des mouvements d'opposition en favorisant des factions divisées.

La censure médiatique pour réduire la portée de la contestation.

L'utilisation de lois pour criminaliser les activités des opposants.

Des élections qui ne sont pas réellement libres et équitables, où l'issue est souvent prévisible.

En somme, l'opposition contrôlée crée une illusion de pluralisme politique tout en maintenant un contrôle ferme sur le pouvoir.

Lu.

- À la différence des systèmes totalitaires qui n'admettent aucune opposition organisée et qui mettent tout en œuvre pour briser les ressorts de la société civile, les régimes autoritaires, eux, tolèrent l'opposition et se contentent de la surveiller.

J-C – Le mouvement ouvrier tel qu'il existe depuis un siècle correspond assez bien à la définition ou au rôle dévolu à l'opposition contrôlée, vous ne trouvez pas ? On peut remplacer contrôlée par corrompue, vendue, la collaboration de classes...

On ferait mieux de se demander quelles conditions préalables doivent être remplies pour que l'opposition contrôlée existe ou pourquoi, en découvrant son origine on aurait la réponse à ces questions ou elle serait démasquée.

Convenons que ce serait bien trop compromettant pour tous les acteurs qui en font partie, on découvrirait que tous ceux qui se plaignent de la censure, du musellement de la liberté d'expression par les médias contrôlés et les autorités politiques, de leur bannissement des médias mainstreams, ont scellé un pacte avec le régime en place en épargnant les fondements du capitalisme et en jurant loyauté envers les institutions de la Ve République. Ces mêmes acteurs politiques en ont fait partie il y a à peine quelques décennies en arrière, sous la Ve République, on les voyait sur les plateaux de télévision, puis ils en furent bannis. Ils ne comprirent pas pourquoi après l'implosion de l'URSS, l'existence d'une gauche officielle ou parlementaire qui servait de caution aux pseudos régimes démocratiques en Europe n'avait plus de raison d'être, et le curseur idéologique devait se déplacer fortement à droite.

La crème ou l'élite de cette gauche composée d'imposteurs ou d'affairistes suivit naturellement le mouvement à droite toute, elle devint à son tour néolibérale, elle renoua avec l'impérialisme, avec lequel elle n'avait jamais vraiment rompu en réalité, ce qui impliqua de la part des autres acteurs qui se réclamaient de la gauche qu'ils se démasquent à leur tour ou qu'ils s'impliquent davantage au côté du régime en crise, certains refusèrent et critiquèrent son tournant droitier, ce qui leur valut d'être finalement bannis des représentants de la gauche, le même processus eu lieu à droite où l'époque de la souveraineté de la nation était passée de mode au profit de sociétés financières transnationales qui allaient dorénavant dominer l'économie mondiale...

Tout ce beau monde se retrouve dans des médias dits sociaux qui publient leur littérature ou leurs entretiens, en gros ils partagent la même tendance idéologique qu'ils proviennent de l'extrême droite, de la droite ou de la gauche, ils participent aux mêmes émissions au point qu'on peine à les distinguer. On pourrait les inscrire dans la continuité du Front populaire, du CNR, du NFP, dans ce panier de crabes ils ne dépareilleraient pas.

Ce sont en quelque sorte les déchets de l'opposition contrôlée pour ceux qui viennent de la gauche parlementaire comme pour ceux qui viennent de la droite officielle. Des médias dits sociaux de gauche accueillent ceux qui viennent de la droite et de l'extrême droite, ils leur servent de caution démocratique, et pour que cela passe inaperçu, ils accueillent aussi ceux de gauche, je vous laisse imaginer ce que donne cette fusion rose, rouge, bleue, brune, un ramassis de déchets de déchets ! J'ai oublié d'évoquer ceux qui se disent apolitiques, ils n'en valent pas la peine.

L'opposition contrôlée est fondamentalement une imposture, une escroquerie politique. Elle est composée d'opposants soumis, lâches, ils passent leur temps à se faire passer pour des combattants du régime auquel ils n'ont jamais cessé de collaborer, sinon, ils en seraient exclus et figureraient

comme moi et d'autres militants révolutionnaires aux abonnés absents, réduits au silence par la force des choses.

J'ai lu dans un article, que lors d'une déclaration récente, Macron aurait indiqué "*vouloir contrôler plus sévèrement les réseaux sociaux, prétendument pour lutter contre la désinformation, mais en réalité, pour garder le contrôle des informations que reçoivent ses concitoyens, en les obligeant à s'informer uniquement auprès des médias contrôlés par le gouvernement. Une démarche de censure pure et simple que le président français partage avec les pontes de l'Union européenne.*

Il faut défendre la liberté d'expression et les journalistes qui font leur travail maintenant, car une fois que tout le monde sera muselé, dire la vérité sera un crime !"

Mais ces journalistes, disent-ils toute la vérité ou uniquement celle qui les arrange ?

Admettons qu'il arrive à certains de dire parfois la vérité, ne serait-ce pas parce qu'il leur arrive de s'arranger avec la vérité qu'ils seraient si vulnérables, car finalement, ce qu'il leur arrive, ne serait-ce pas ce qu'ils ont fait subir à des acteurs politiques qui à un moment donné défendaient la vérité, ils les ont censurés parce qu'ils allaient trop dans leurs analyses, il ne fallait pas qu'ils remettent en cause l'existence du régime, aujourd'hui c'est à leur tour et ils le prennent mal, on comprend et on compatit.

La lutte des classes est impitoyable. Elle se réduit à deux camps irréductibles qui se livrent un combat à mort, de la même manière qu'il n'existe que deux classes indépendantes, celle des capitalistes et celle des travailleurs, il n'y a pas de place pour un troisième camp, une troisième voie, il n'y a pas de voie du milieu.

L'ensemble des médias dits sociaux, alternatifs, indépendants et j'en passe, font partie de l'opposition contrôlée et des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie, ils ne représentent pas les intérêts de la classe ouvrière...

L'opposition contrôlée à la manœuvre. Comment des dictateurs prennent le pouvoir.

Tout va mal parce que nous sommes gouvernés par des gens qui veulent que tout aille mal par Caitlin Johnstone - Réseau International 10 novembre 2025

- La situation est catastrophique parce que nous sommes gouvernés par des gens qui la souhaitent.

J-C - Vous conservez le régime économique et politique, vous changez juste le personnel et tout ira pour le mieux. Voilà le genre de sornette criminelle que certains s'évertuent à propager, alors qu'au point où nous en sommes rendus, il faut faire table rase !

En famille. S'ils le disent eux-mêmes. Le mythe du parti de gauche... de l'oligarchie.

New York : victoire historique pour le socialiste Zohran Mamdani - France 24 5 novembre 2025

- Caricaturé en "*communiste*" par Donald Trump, les propositions (encadrement des loyers, bus et crèches gratuits) de Zohran Mamdani relèvent plutôt de la social-démocratie. BFMTV 4 novembre 2025

- Donald Trump l'a qualifié de « *communiste* » pendant la campagne électorale mais les propositions de Zohran Mamdani, qui se considère « *socialiste* », relèvent plutôt de la social-démocratie. 20minutes.fr 5 novembre 2025

J-C – Personne parmi nous ne se fait d'illusions sur un acteur politique membre du Parti démocrate de Clinton, Obama, Biden, n'est-ce pas ? Mamdani n'était visiblement pas le candidat idéal de Trump à la mairie de New York, normal direz-vous et je vous donne raison.

En revanche, comment interprétez-vous les violentes attaques qui ont été portées contre lui par les blogs *Réseau International* et *Le Grand Soir* mêlant leurs voix à celle de la pire réaction ?

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point ces différents clans de l'opposition contrôlée sont particulièrement nuisibles, entre celui qui présente Mamdani comme un monstre ou une ordure, et celui qui le pare de vertus (Mediapart, le NFP, notamment) qu'il n'a pas, pour mieux faire oublier leur compromission respective ou qu'on est en présence d'imposteurs dans les deux cas.

Si cela emmerde Trump et ses semblables qu'un musulman pro palestinien ait remporté une élection, je ne vais pas mêler ma voix à ces chiens enragés ou profiter de cette occasion pour attaquer cet élu, j'attendrai une meilleure occasion, vous saisissez la nuance.

Pour justifier mes positions, je n'ai pas besoin de me livrer à des explications tordues, car contrairement aux acteurs de l'opposition contrôlée je n'ai rien à cacher à mes lecteurs, mon engagement politique est clair, inattaquable, et je l'assume.

Je regrette seulement que mes lecteurs n'en tiennent pas compte. Au passage, comme annoncé j'ai totalement déserté ces blogs ou médias dits sociaux.

En complément.

Comme quoi je ne suis pas borné ou sectaire. 3 articles qui relèvent le niveau, teintés d'illusions, mais c'est inévitable, à vous de les discerner.

Déluge de calomnies contre Mamdani, nouveau maire de New York par Jérémie Younes, 7 novembre 2025

<https://www.acrimed.org/Deluge-de-calomnies-contre-Mamdani-nouveau-maire>

Comment la gauche radicale a conquis New York - frustrationmagazine.fr 6 novembre 2025

<https://frustrationmagazine.fr/new-york-zohran-mamdani>

Le nouveau maire de New York, Zohran Mamdani, incarne une génération politique nouvelle, mais aussi un héritage intellectuel singulier : celui de ses parents - investigaction.net 6 novembre 2025

<https://investigaction.net/le-nouveau-maire-de-new-york-zohran-mamdani-incarne-une-generation-politique-nouvelle-mais-aussi-un-heritage-intellectuel-singulier-celui-de-ses-parents/>

Dysharmonie. Ils ont un penchant pour le nazisme.

Le chef d'orchestre russe Valery Gergiev écarté par la Philharmonie de Paris - huffingtonpost.fr 28 février 2022

La Philharmonie de Paris a annoncé ce lundi 28 février, au cinquième jour de la guerre en Ukraine, avoir annulé à son tour des concerts du chef d'orchestre Valery Gergiev, réputé proche de Vladimir Poutine, *“par solidarité avec le peuple ukrainien”*.

La Philharmonie de Paris "condamne" de "graves incidents" lors d'un concert d'un orchestre israélien - AFP 7 novembre 2025

La Philharmonie de Paris a condamné *"fermement"* vendredi les *"graves incidents"* survenus jeudi soir dans sa salle lors d'un concert de l'Orchestre philharmonique d'Israël et a annoncé qu'elle avait porté plainte.

Des *"sanctions exemplaires doivent être prises"* contre ces *"agitateurs haineux"*, a réagi sur X Yonathan Arfi, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). *"Les appels au boycott et les perturbations qui se multiplient sont inacceptables. Ils n'empêcheront jamais les artistes ciblés par la haine de rencontrer l'ovation du public"*, a-t-il ajouté.

Ces derniers jours, la polémique avait enflé sur la tenue de ce concert, des militants pro-palestiniens demandant son annulation tandis que la CGT-Spectacle réclamait que la Philharmonie *"rappelle à son public les accusations gravissimes qui pèsent contre les dirigeants"* d'Israël, notamment dans la guerre à Gaza. Le dispositif de sécurité autour du concert avait été renforcé.

"Bienvenue à l'Orchestre national d'Israël (...) La liberté de création et de programmation est une valeur de notre République. Aucun prétexte à l'antisémitisme!", avait déclaré dans un message sur X la ministre de la Culture Rachida Dati.

Ils sont en guerre contre tous les peuples.

Soudan: 40 morts au Kordofan, les combats s'intensifient dans la région - AFP 5 novembre 2025

Une attaque dans la ville stratégique d'El-Obeid, capitale régionale du Kordofan-Nord au Soudan, a fait au moins 40 morts, a annoncé mercredi l'ONU, pendant que les violences continuent dans la région voisine du Darfour.

"Des sources locales rapportent qu'au moins 40 civils ont été tués et des dizaines de blessés hier dans une attaque sur un rassemblement lors de funérailles" à El-Obeid, a déclaré le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

Des avions israéliens frappent des villes du sud du Liban - AP 7 novembre 2025

Jeudi, des avions israéliens ont frappé plusieurs villes du sud du Liban après avoir exhorté les habitants à évacuer, marquant une escalade dans leurs frappes quasi quotidiennes sur le pays.

Ces frappes aériennes sont survenues quelques heures après que le Hezbollah a découragé le gouvernement libanais à négocier avec Israël.

Les États-Unis frappent un 16e navire accusé de contrebande de drogue - AP 5 novembre 2025

Le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a annoncé mardi une nouvelle frappe meurtrière contre un navire accusé de transporter de la drogue dans l'est du Pacifique. Le jour même, un porte-avions américain a commencé à se diriger vers la région.

L'attaque a tué deux personnes à bord du navire, a indiqué M. Hegseth, portant le bilan des victimes de la campagne menée par l'administration Trump dans les eaux sud-américaines à au moins 66 morts en au moins 16 frappes.

S'ils le disent eux-mêmes. Falsification : Les médias institutionnels sont les champions !

J-C – Mon propos ici n'est pas de venir en aide à Trump, mais de montrer que les médias mainstreams osent tout pour manipuler les consciences. Après, pour leur accorder la moindre confiance, il faut être un crétin.

Scandale à la BBC : le discours de Trump manipulé, mais la chaîne blâme un producteur externe - RT 5 nov. 2025

La BBC a tenté de rejeter la responsabilité de la falsification du discours de Donald Trump du 6 janvier 2021, prononcé à la veille de l'assaut du Capitole par ses partisans, sur une société de production indépendante. La chaîne britannique a indiqué que le matériel avait été monté par October Films Ltd.

La commission de la culture, des médias et des sports de la Chambre des communes a adressé une lettre au président de la BBC, Samir Shah, pour lui demander quelles mesures étaient prises à la

suite de cet incident. Un représentant de la BBC a indiqué que la chaîne ne commentait pas les documents divulgués, mais qu'elle prenait « *au sérieux* » les réactions qu'elle recevait.

Le 3 novembre, le quotidien *The Daily Telegraph* a révélé que la BBC avait falsifié le discours du président américain, en se référant à une lettre de 19 pages envoyée anonymement aux membres du conseil d'administration de la société. Selon l'article, cette lettre concerne l'émission Panorama d'une heure diffusée par la BBC en octobre 2024 à l'approche des élections présidentielles américaines.

Fausse vidéo dévoilée

Dans cette émission, le discours avait été monté de telle manière qu'on pouvait en conclure que le président appelait à prendre d'assaut le bâtiment du Congrès. « *Nous allons marcher jusqu'au Capitole, je serai avec vous et nous nous battons. Nous nous battons comme des diables* », déclare Trump dans le clip diffusé dans l'émission de la BBC.

En réalité, la première partie de la phrase intervient à la 15e minute du discours. Trump a ainsi dit : « *Nous allons marcher jusqu'au Capitole. Et nous encouragerons nos courageux sénateurs et membres du Congrès* ». La deuxième partie de la phrase, qui évoque la nécessité de se battre « *comme des diables* », a été prononcée par le président américain 54 minutes plus tard.

The Daily Telegraph a noté que, juste après le montage de l'extrait, la BBC a montré des images de personnes se dirigeant vers le bâtiment du Congrès, ce qui donne l'impression qu'elles répondaient à l'appel du président américain. Ces images avaient été tournées avant que Donald Trump ne commence son discours devant plusieurs milliers de partisans réunis à Washington.

Complément.

- Au cœur du scandale : une édition de l'émission Panorama, diffusée à la veille de l'élection présidentielle américaine, qui aurait manipulé un discours de Donald Trump datant du 6 janvier 2021. Selon le rapport rédigé par Michael Prescott, ancien conseiller de la commission d'éthique éditoriale de la BBC, des extraits éloignés du discours ont été montés pour faire croire que Trump incitait à la violence. La séquence aurait sciemment occulté l'appel du président à manifester « *pacifiquement* ».

Dans une déclaration datée du 3 novembre, la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a qualifié la BBC de « *machine de propagande gauchiste financée par les contribuables britanniques* », alors qu'elle est inféodée à la City, ainsi en guise de réponse une manipulation en remplace une autre ou pour ne pas mettre en cause directement l'Etat profond. (Source : RT 8 nov. 2025)

Comment voulez-vous que le quidam s'y reconnaisse ou fasse la part des choses quand tout le monde lui ment délibérément ? Comment voulez-vous qu'il comprenne que ceux qui sont au pouvoir et ceux qui le critiquent ou sont les mieux placés pour y accéder, le manipulent et font allégeance à l'Etat profond ?

Epilogue.

Royaume-Uni : Les têtes tombent à la BBC pour le scandale du montage d'un discours de Trump - 20 Minutes/AFP 10 novembre 2025

Pour tenter d'éteindre l'incendie qui touche le groupe audiovisuel public britannique, son directeur général Tim Davie et sa patronne de l'information ont annoncé dimanche soir leur démission.

Après cette annonce, le président américain a dénoncé les « *journalistes corrompus* » de la BBC, sur son réseau Truth Social. « *Ce sont des personnes très malhonnêtes qui ont tenté d'influencer le résultat d'une élection présidentielle. Pour couronner le tout, elles viennent d'un pays étranger, considéré par beaucoup comme notre allié numéro un. C'est terrible pour la démocratie !* ».

Le génocide se traduit par des crises de conscience, notamment.

Un ancien ministre britannique présente des excuses extraordinaires pour avoir fait confiance à Israël concernant le meurtre de «l'ange de la miséricorde» de la Palestine

Alistair Burt admet qu'il «*aurait dû être plus direct*» dans sa dénonciation d'Israël concernant la mort d'une ambulancière âgée de 21 ans, abattue près de la frontière entre Israël et Gaza alors qu'elle se précipitait au secours d'un blessé.

Un ancien ministre conservateur a accusé le gouvernement de Benjamin Netanyahu d'avoir «*assassiné*» une jeune secouriste palestinienne – surnommée «*l'ange de la miséricorde*» – opérant un revirement extraordinaire, après avoir auparavant refusé de critiquer Israël suite à ce décès.

Alistair Burt a également accusé Israël de mener de pseudo enquêtes sur sa mort et celle d'autres Palestiniens impliquant les forces de défense israéliennes (FDI) dans le but de «*dissimuler des meurtres*».

Burt, qui a été ministre chargé du Moyen-Orient dans le gouvernement conservateur de Theresa May, affirme que lui et son gouvernement ont eu tort de ne pas «*dénoncer*» Israël suite à la mort de l'ambulancière Razan al-Najjar, 21 ans, lors des manifestations palestiniennes à la frontière de Gaza avec Israël en 2018.

Elle avait été mortellement blessée par balle alors qu'elle portait secours à un manifestant blessé, provoquant l'indignation internationale et une célébrité posthume pour la charismatique Najjar.

Une enquête des Nations unies a conclu à l'existence de «*motifs raisonnables*» de croire qu'elle avait été abattue délibérément par les Forces de défense israéliennes (FDI).

Lorsque l'incident s'était produit, Burt, alors ministre des Affaires étrangères chargé du Moyen-Orient, avait refusé de critiquer Israël, se contentant de l'exhorter à enquêter sur l'affaire.

De plus, il avait pointé du doigt les Palestiniens, affirmant que «*des éléments extrémistes avaient exploité les manifestations à des fins violentes*».

Cependant, dans une confession publique remarquable, Burt déclare aujourd'hui regretter sa réaction «*peu reluisante*», affirmant être désormais certain que Najjar a été «*clairement ciblée et assassinée*» par Israël.

Il a ajouté que les promesses israéliennes d'«*enquêter*» sur ce meurtre et d'autres de ce genre étaient fallacieuses, et que lui et le gouvernement britannique avaient eu tort de faire confiance aux démentis israéliens.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles il n'avait pas condamné les actions d'Israël lors de la mort de Najjar, Burt, visiblement affecté, a déclaré : «*Je sais exactement ce que j'ai fait. Je sais pourquoi je l'ai fait. Et c'est terrible*».

Il a poursuivi : «*J'y ai beaucoup réfléchi. Le souvenir le plus marquant que j'en garde est celui de la jeune ambulancière Razan al-Najjar, abattue. Elle a clairement été ciblée et assassinée par les Israéliens*».

Burt a déclaré que lui et le gouvernement britannique avaient commis une grave erreur en prenant au mot l'administration Netanyahu lorsqu'elle avait affirmé qu'elle enquêterait et assumerait sa responsabilité si elle constatait que Tsahal était responsable de la mort de Najjar.

Ce n'était absolument pas son intention, affirme-t-il. Cette enquête, ainsi que d'autres enquêtes officielles promises, se sont avérées «*vaines*», voire pire, un simple stratagème cynique pour dissimuler la vérité.

«*Nous nous sommes fiés à la réponse israélienne selon laquelle ils connaissent tous les détails de chaque tir effectué par Tsahal. Je soupçonnais alors – et cela s'est confirmé depuis – que ces enquêtes étaient en réalité inutiles et servaient de couverture aux Israéliens pour ces meurtres et les dissimulations qui en découlent*».

«*Le Royaume-Uni et moi-même aurions dû dénoncer cela avec plus de fermeté*».

Les propos de Burt interviennent dans un contexte d'une autre controverse en Israël concernant la divulgation d'images vidéo qui montreraient des soldats de Tsahal pratiquant la torture au camp israélien de détention pour prisonniers palestinien de Sde Teiman.

Le revirement de Burt est révélé dans un nouveau livre sur le rôle de la Grande-Bretagne dans les événements entourant le conflit israélo-gazaoui [le régime sioniste ne fait pas la guerre qu'à Gaza mais à l'ensemble de la Palestine, NdT], écrit par le journaliste et auteur Peter Osborne et intitulé «*Complices : le rôle de la Grande-Bretagne dans la destruction de Gaza*».

Les propos francs de Burt, et en particulier le récit saisissant de son «*triste*» souvenir d'avoir fait confiance à tort au gouvernement Netanyahu concernant la mort de Najjar et d'autres Palestiniens, seront perçus par les critiques d'Israël comme un signe supplémentaire du recul de l'influence internationale de cet État suite au conflit de Gaza.

Une enquête interne menée par Tsahal sur la mort de Najjar en 2018 avait conclu qu'elle n'avait pas été visée intentionnellement.

L'armée israélienne avait été accusée de mener une campagne diffamatoire après la diffusion d'un film prétendant montrer que, lors d'une interview télévisée, Najjar avait admis être un «*bouclier humain*».

Un porte-parole de Tsahal avait déclaré qu'elle n'était «*pas l'ange de la miséricorde dépeint par la propagande du Hamas dépeint*».

Il s'est avéré par la suite que la vidéo avait été manipulée : Najjar avait déclaré qu'elle était un *«bouclier humain pour protéger les blessés»*. Les mots «pour protéger les blessés» avaient été supprimés.

L'ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni au moment des faits avait mis en doute l'que Najjar était vraiment une soignante et déclaré que sa mort était une preuve supplémentaire de la brutalité du Hamas.

Au moment de sa mort, elle portait une tunique blanche et avait les mains au-dessus de la tête, un geste reconnu par tous les participants au conflit comme signalant qu'il s'agissait d'un personnel soignant qui ne devait pas être pris pour cible.

L'enquête menée par la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies (CDHNU) sur sa mort a conclu qu'elle était clairement identifiée comme infirmière et qu'elle *«ne représentait pas une menace pour la vie ou l'intégrité physique des soldats israéliens lorsqu'elle a été abattue»*.

La CHDNU *«a trouvé des motifs raisonnables de croire que des tireurs d'élite israéliens ont intentionnellement tiré sur des personnels de santé alors qu'ils étaient clairement identifiés comme tels»*.

Dans une interview accordée au *New York Times* un mois avant sa mort, Najjar avait évoqué son rôle de femme secouriste bénévole.

Elle avait déclaré : *«Être secouriste n'est pas seulement un métier d'homme. C'est aussi un métier pour les femmes. Nous avons un seul objectif : sauver des vies et évacuer les personnes. Et envoyer un message au monde entier : sans armes, nous pouvons tout faire»*.

<https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/israel-gaza-palestine-angle-of-mercy-b2856720.html>

En complément.

- « *La victoire historique de Zohran dans la plus grande ville des États-Unis prouve que le peuple soutient les droits des Palestiniens* », a déclaré Ahmad Abuznaid, directeur exécutif de la Campagne américaine pour les droits des Palestiniens. mondoweiss.net November 5, 2025

Malheureusement, il faut du temps et des événements violents pour que les consciences mûrissent un peu... et retournent en léthargie quelque temps plus tard, hélas ! A ne pas confondre avec une conviction inébranlable qu'on s'est forgée soi-même au fil du temps.

Splendeur et décadence d'un régime à l'agonie. Prostitution infantine. Ils le savaient, ces monstres ont laissé faire.

J-C - L'exemple vient d'en haut. Et ils osent faire la morale au monde entier !

- Aux États-Unis, en moins de 20 ans, 300.000 enfants ont été mariés, essentiellement des jeunes filles de parfois dix ans à peine. Bien que peu connues des Américains, ces unions sont tout à fait

légales dans 43 des 50 états du pays. Et dans neuf d'entre eux, elles se font sans aucune limite d'âge. radiofrance.fr 27 août 2023

300.000 enfants ont été mariés aux Etats-Unis, en moins de 20 ans, nous dit-on, mais combien de centaines de milliers de très jeunes filles ont-elles eu des rapports sexuels avec des hommes adultes et n'ont pas été mariées avec eux ?

Un Indien d'une quarantaine d'années m'a dit un jour, vous ne trouverez pas une fille vierge de plus de 13 ans dans le village, je n'ai pas osé lui demander des détails tellement j'ai été surpris, je croyais exactement l'inverse. Prof au lycée français, j'ai dû repousser les avances de deux gamines d'une douzaine d'années en pleine classe, j'ai immédiatement informé le proviseur pour me couvrir.

Ma compagne (54 ans) fut mariée à l'âge de 12 ans. Quand je lui ai demandé à quel âge sa fille Kavida avait-elle été mariée, elle me répondit à 12 ans. Très choqué, je lui demandai pourquoi, elle me répondit qu'étant veuve, c'était son frère aîné qui avait pris cette décision, elle n'avait pas pu s'y opposer. La fille de Kavida qui va avoir 11 ans aura plus de chance que sa mère, puisqu'aujourd'hui tout le monde condamne cette pratique, il ne reste que le frère aîné de ma compagne pour y être encore favorable, mais sa voix n'a plus d'importance. C'était donc la dernière génération de jeunes filles victimes de cette pratique archaïque, mais pas partout en Inde.

Prostitution des mineurs en France : l'aide sociale à l'enfance encore éblouissante - RT 8 nov. 2025

Les témoignages se suivent et se ressemblent. Dans un reportage diffusé le 6 novembre sur M6, Inès confie avoir été entraînée dans l'engrenage de la prostitution « *deux-trois jours* » seulement après être arrivée dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance (ASE) où elle avait été placée à la suite de violences familiales. « *Je ne connaissais rien au sexe, elle me fait comprendre que si on ne le fait pas on aura des problèmes* », confie-t-elle notamment à la caméra.

Alors âgée de 11 ans, le calvaire d'Inès va durer quatre ans, « *jusqu'à ce que la police arrête ses proxénètes* », a relaté la chaîne d'information qui évoque une « *liberté de mouvement déconcertante* » de la mineure dans les différents foyers des Bouches-du-Rhône qu'elle a fréquentés. « *On pouvait sortir à 1h du matin, on rentrait à 7h du matin* », a notamment déclaré Inès.

« *Les enfants se prostituent parce qu'ils ont été placés. Aucun enfant dont nous avons la défense, aucun enfant ne se prostituait avant* », a dénoncé auprès de M6 maître Michel Amas, présenté comme étant « *en charge de plusieurs dizaines de dossiers de prostitution de mineurs* ».

« *Au lieu de dire, "l'enfant est sous l'emprise d'un réseau de pédophilie qui la prostitue", ils disent – systématiquement – "l'enfant est en fugue" et ça inverse la responsabilité* », a fustigé l'homme de loi. « *Celui qui est responsable, c'est cette enfant qui est en fugue, ce n'est pas eux qui ont échoué dans la protection de l'enfance* », a-t-il poursuivi, dénonçant l'attitude des pouvoirs publics sous la tutelle desquels se trouvent les foyers de l'ASE.

« *C'est vrai que c'est connu que des jeunes sont approchés aux abords de foyers qui sont repérés comme des foyers d'adolescents* », a pour sa part confié Isabelle Santiago, députée socialiste du Val-de-Marne, toujours auprès de M6. Cette élue, co-auteure d'un rapport sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance, a pointé du doigt un retard « *considérable* » de la France dans la lutte contre ce fléau. De fait, 15 000 mineurs seraient exploités par des réseaux de prostitution, en France, a rappelé la chaîne privée.

Début mai, RMC diffusait le témoignage d'Ilona, contrainte à la prostitution alors qu'elle n'a que 12 ans. Elle aussi avait été confiée à l'ASE à Marseille, elle aussi relatait qu'une fille plus âgée était venue la voir dans les jours qui avaient suivi son arrivée en foyer.

« *Ils entendaient qu'on se prostituait, ils n'ont rien fait* », a-t-elle accusé le personnel du centre où elle était placée. « *Ils m'ont garanti qu'ils protégeraient mon enfant, ils l'ont jeté dans la gueule du loup, Ilona n'est pas la première : la prostitution existe dans des foyers depuis très longtemps* », confie aux journalistes Sophie, la mère d'Ilona.

Rififi dans le gang mafieux de la Commission européenne.

Belgique : l'ancien commissaire européen Didier Reynders mis en examen pour blanchiment 5 nov. 2025

Un tribunal belge a formellement inculqué Didier Reynders pour blanchiment d'argent, a rapporté Le Soir le 5 novembre, soulignant que son inculpation signifierait que les explications fournies sur l'origine des fonds ne suffisaient pas à justifier les flux financiers. L'ancien commissaire européen à la Justice supervisait au sein de la Commission européenne le gel et l'expropriation des avoirs russes.

Aux côtés d'autres infractions, l'enquête s'intéresse à l'origine d'un million d'euros en liquide dont l'ancien commissaire européen aurait tenté de dissimuler la provenance. Il aurait notamment déposé 800 000 euros sur son compte bancaire en plusieurs versements, ainsi que 200 000 euros sur un compte joueur de la loterie nationale, avant d'en retirer une partie en gains supposés.

Totalitarisme. Quand la mafia de la finance est devenue légale.

Les lobbys américains de la Big Tech, plus puissants que jamais à Bruxelles - RT 5 nov. 2025

À Bruxelles, les institutions européennes subissent une pression inédite des géants technologiques, dont les budgets de lobbying explosent pour modeler les régulations numériques à leur avantage.

Ce phénomène, révélé par le rapport conjoint de Corporate Europe Observatory (CEO) et LobbyControl, place la « *Big Tech* » en pole position des influences économiques, avec des enjeux cruciaux pour la souveraineté du continent.

En 2025, le secteur numérique consacre 151 millions d'euros au lobbying, en hausse de 33 % depuis 2023. Meta domine avec plus de 10 millions d'euros, suivie de Microsoft et Apple à 7 millions chacune. Amazon, Google et Qualcomm complètent un top 10 concentrant 49 millions d'euros, soit un tiers des dépenses totales. Ces firmes mobilisent 890 lobbyistes à temps plein, dont 437 badgés pour un accès permanent au Parlement européen.

Le rythme des rencontres est vertigineux : 146 avec la Commission et 232 avec les eurodéputés entre janvier et juin 2025.

Cette armada vise à adoucir le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA), piliers contre les abus de position dominante, la transparence algorithmique ou la modération des contenus.

Au-delà des réunions officielles, l'influence s'étend via des think tanks financés, des événements sponsorisés et des experts cooptés, échappant souvent au registre de transparence de l'UE.

La bataille s'intensifie autour de l'AI Act, premier cadre mondial pour l'IA. Les géants plaident pour une régulation « *souple* » au nom de l'innovation.

Une autre pression se fait via l'administration Trump qui critique les règles européennes comme « *restrictives* », menaçant de nouvelles mesures douanières

Le même constat vaut pour le prolétariat de la plupart des pays dans le monde.

Espagne: le taux de pauvreté des jeunes de moins de 30 ans a presque doublé depuis 2007 - RFI 6 novembre 2025

Un rapport de Caritas, la fondation catholique espagnole, vient d'alerter de la précarité de la jeunesse espagnole, qui est la génération sacrifiée alors que l'Espagne s'affiche comme le pays le plus dynamique de la zone euro. Près de 2,5 millions de personnes de moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté, soit presque le double qu'en 2007.

Le miracle économique espagnol, avec une croissance dynamique et une dette publique sous la barre des 3%, ne profite pas à la jeunesse.

Plusieurs facteurs expliquent ce décalage entre les bons chiffres économiques et la réalité. D'abord, il y a le chômage des jeunes, qui reste très élevé. Près de 23,5% des moins de 30 ans sont sans emploi et les salaires restent très bas, moins de 1 000 euros en moyenne pour un premier poste.

Crise du logement

À cela s'ajoute, la crise du logement. Le rapport souligne les difficultés financières pour accéder à un logement. Seulement 25% des jeunes parviennent à s'émanciper du cocon familial, ce sont ceux dont les parents disposent de biens immobiliers.

Selon l'étude, le nombre de jeunes en situation d'exclusion a explosé depuis la pandémie de Covid-19. Ils représentent 11% du total. Enfin, il est précisé que ce sont les femmes qui sont le plus touchées et les jeunes issus de famille sociale déjà précaire.

L'ascenseur social ne fonctionne plus en Espagne, dénonce le rapport de Caritas, qui regrette que l'école soit également devenue un lieu d'exclusion pour de nombreux jeunes. RFI 6 novembre 2025

France.

Totalitarisme. Etat policier. Déni. Négationnisme.

J-C – On ne critique pas un régime génocidaire, alors on ne critique pas « *les forces de sécurité intérieure* »

Sainte-Soline : Laurent Nunez refuse de parler de « *violences policières* » sur les heurts avec les manifestants - Le HuffPost 6 novembre 2025

Le ministre de l'Intérieur Laurent Nunez a « *condamné* » ce jeudi 6 novembre les « *propos* » et « *gestes* » tenus par des gendarmes lors d'une manifestation à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) en mars 2023, révélés dans des vidéos publiées par deux médias. Mais il réfute le terme de « *violences policières* ». Toutefois, le ministre de l'Intérieur défend "*une réponse (des forces de l'ordre, NDLR) très majoritairement proportionnée*" et déplore des faits marginaux.

Mais, a poursuivi Laurent Nunez, « *je ne laisserai jamais critiquer les forces de sécurité intérieure et vous savez très bien que ce genre de faits qui sont graves, j'en conviens, (...) permettent toujours à certains de critiquer d'une manière générale l'institution policière ou la gendarmerie* ».

« *Ces gendarmes ont envie de tuer des gens* »... Un blessé de Sainte-Soline réagit aux vidéos de violences policières - 20minutes.fr 6 novembre 2025

Mediapart et Libération ont publié des images inédites des caméras-piétons des gendarmes lors de la manifestation de Sainte-Soline du 25 mars 2023, révélant des gestes illégaux comme des tirs tendus ordonnés par la hiérarchie et une volonté affichée de blesser les manifestants.

Un homme de 33 ans a été grièvement blessé par une grenade de désencerclement qui lui a fissuré le tibia « *de bas en haut* », et témoigne de sa colère face aux images. « *On a des forces de l'ordre, qui représentent un Etat, qui ont envie de tuer des gens.* »

Selon ce témoin, ces images prouvent que l'argument des « *quelques éléments* » ne tient plus car la violence semble généralisée voire encouragée par les autorités.

Palestine occupée.

La justice turque émet un mandat d'arrêt contre Netanyahu - aa.com.tr 8 novembre 2025

Un juge d'Istanbul ordonne l'arrestation de 37 suspects dont le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour génocide et crimes contre l'humanité à Gaza ainsi que pour l'attaque contre la flottille Global Sumud.

La mesure répond à une requête du parquet d'Istanbul.

Le parquet dénonce des crimes systématiques de génocide et contre l'humanité perpétrés par l'État d'Israël à Gaza depuis le 7 octobre 2023 où des milliers de civils, dont femmes et enfants sont tués, d'autres subissent des blessures et où des quartiers entiers sont devenus inhabitables.

Le communiqué de la justice cite le meurtre le 29 janvier 2024 d'Hind Receb, 6 ans, tuée par 335 balles israéliennes.

Il rappelle l'attaque du 17 octobre 2023 contre l'hôpital baptiste Al-Ahli (500 morts), la destruction délibérée le 29 février 2024 de matériel médical, le bombardement le 21 mars 2025 de l'hôpital turco-palestinien de l'amitié, de multiples assauts sur d'autres centres de santé et le blocus total de Gaza avec une interdiction de l'aide humanitaire.

Des activistes de la flottille Global Sumud qui tentent d'acheminer de l'aide par mer sont attaqués dans les eaux internationales par la marine israélienne.

Le parquet ouvre d'office une enquête pour torture, vol qualifié, dommages aux biens, privation de liberté et détournement de navires.

Il s'appuie sur la Convention de l'ONU sur le droit de la mer et le code pénal turc.

Les victimes de la flottille Global Sumud déposent plainte une fois rentrées en Türkiye en tant que parties civiles.

Les preuves confirment la responsabilité pénale des autorités israéliennes pour crimes contre l'humanité (art. 77 CP turc) et génocide (art. 76).

Comme les suspects ne résident pas en Türkiye, le juge émet des mandats d'arrêt contre 37 personnes dont Netanyahu, le ministre de la Défense Yisrael Katz, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir, le chef d'état-major Eyal Zamir et le commandant de la marine David Saar Salama.

Syrie.

J-C – En famille chez les barbares avec l'ONU...

Syrie: l'ONU lève ses sanctions contre le président Ahmed al-Charaa - RT 7 novembre 2025

Le Conseil de sécurité de l'ONU a levé les sanctions imposées depuis 2013 à Ahmed al-Chareh. La résolution, préparée par les États-Unis, a été adoptée à une large majorité – 14 voix pour et une abstention, celle de la Chine. Elle retire le président de transition syrien et son ministre de l'Intérieur, Anas Khattab, de la liste noire visant les individus liés à Daech et à Al-Qaïda, levant ainsi les interdictions de voyage, le gel des avoirs et l'embargo sur les armes.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Mike Waltz, a salué un « *message politique fort* », affirmant que le texte reconnaissait que « *la Syrie est entrée dans une nouvelle ère* ». À son tour, Emmanuel Macron a qualifié la décision d'« *étape importante* », y voyant la validation de la stratégie diplomatique française entamée plus tôt.

Malgré son passé jihadiste et son inscription sur la liste des sanctions de l'ONU, Ahmed al-Chareh a entamé, depuis son arrivée au pouvoir, une série de déplacements internationaux, chacun autorisé par des dérogations du comité des sanctions. En septembre, il s'était exprimé devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'apprête désormais à devenir le premier président syrien à être officiellement reçu à la Maison Blanche, ce 10 novembre. RT 7 novembre 2025

Iran.

Lettre de la Chine, de l'Iran et de la Russie à l'AIEA - Réseau Voltaire 30 octobre 2025

Nous, Ambassadeurs et Représentants permanents de la République populaire de Chine, de la République islamique d'Iran et de la Fédération de Russie, avons l'honneur de nous référer à la lettre conjointe de nos Ministres des affaires étrangères datée du 28 août 2025 (INFCIRC1314-A/79/1004-S/2025/546), dans laquelle ceux-ci exposent la position commune concernant les récentes mesures que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne (groupe E3) ont prises en rapport avec la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Nous réaffirmons que l'invocation du mécanisme de retour aux sanctions par le groupe E3, de par sa nature même, est invalide sur le plan tant du droit que de la procédure. Les membres du groupe E3, qui ont eux-mêmes violé les engagements qu'ils avaient pris au titre du Plan d'action global commun (PAGC) et de la résolution 2231 (2015), et qui n'ont pas épuisé les procédures établies dans le cadre du mécanisme de règlement des différends, n'ont aucune légitimité pour en invoquer les dispositions.

Par conséquent, nous soutenons que, conformément à la résolution 2231 (2015), toutes les mesures prévues par celle-ci se sont éteintes le 18 octobre 2025. Cette extinction met fin à l'obligation faite au Directeur général de l'AIEA de faire rapport sur les activités de vérification et de contrôle menées au titre de cette résolution. À l'AIEA, les modalités de mise en œuvre du Plan d'action global commun, ainsi que les dispositions régissant les activités de vérification et de contrôle menées en République islamique d'Iran à la lumière de la résolution 2231 (2015), ont été adoptées dans la résolution du Conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2015 (GOV/2015/72) [voir ci-dessous]. Cette résolution reste en vigueur et constitue la seule orientation que le Secrétariat de l'AIEA est tenu de suivre en la matière.

Le paragraphe 14 de cette résolution dispose sans ambiguïté que le Conseil « décide de rester saisi de la question pendant dix ans après le jour d'adoption du PAGC ou jusqu'à la date à laquelle le Directeur général considère que l'Agence est parvenue à la conclusion élargie pour l'Iran, si ce délai est plus court ». Par conséquent, à compter du 18 octobre 2025, la question correspondante a été automatiquement retirée de l'ordre du jour du Conseil des gouverneurs, et aucune autre action n'est requise à cet égard.

Nos pays insistent une fois de plus sur le fait qu'il est essentiel que les parties concernées restent déterminées à trouver un règlement politique qui tienne compte des préoccupations de toutes les parties au moyen d'une coopération et d'un dialogue diplomatiques fondés sur le principe du respect mutuel, qu'elles s'abstiennent de recourir à des sanctions unilatérales, à des menaces de recours à la force ou à toute autre action susceptible d'aggraver la situation, et que tous les pays contribuent à la création d'une atmosphère et de conditions propices à la diplomatie.

Les Missions permanentes de la Chine, de la Fédération de Russie et de la République islamique d'Iran espèrent que le Secrétariat fera dûment diffuser cette lettre à tous les États membres de l'AIEA en tant que circulaire d'information.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de notre très haute considération.

Russie.

Le Premier ministre russe en Chine : face aux « obstacles » occidentaux, Moscou et Pékin consolident leur partenariat stratégique - RT 3 nov. 2025

Mikhaïl Michoustine est arrivé en Chine le 3 novembre pour une visite de deux jours.

Au cours de sa rencontre avec son homologue chinois Li Qiang, le Premier ministre russe a souligné que les relations bilatérales avaient atteint « *leur niveau le plus élevé de toute leur histoire* » et continuaient de se renforcer de manière « harmonieuse » dans tous les domaines, malgré les « obstacles » et les « *divers obstacles et les sanctions illégales imposées par l'Occident* ».

Selon lui, ce dialogue institutionnel régulier constitue un « *format efficace* » pour coordonner les politiques exécutives des deux pays « *dans un esprit de partenariat international et de coopération stratégique* ».

Le Premier ministre russe a indiqué que Moscou accordait une priorité particulière à la coopération en matière d'investissements. Il a rappelé qu'un accord bilatéral sur la protection des investissements entrera en vigueur le 1^{er} décembre, facilitant la création de coentreprises sino-russes.

Dans l'énergie, la collaboration russo-chinoise a pris un caractère stratégique, couvrant les secteurs du pétrole, du gaz, du charbon et du nucléaire. Sur le plan industriel, les deux pays multiplient les unités de production conjointes et les alliances technologiques.

« *Malgré les perturbations dans la politique et l'économie mondiales, la coopération entre la Russie et la Chine se renforce. Nous lançons de nouveaux projets à grande échelle visant à exploiter des gisements de pétrole et de gaz, et à produire des équipements de haute technologie* », a indiqué Mikhaïl Michoustine. Il a souligné que la Chine était aujourd'hui le plus important partenaire commercial de la Russie, notant que la part du dollar et de l'euro dans les règlements commerciaux « *est déjà tombée à un niveau négligeable* ».

De son côté, Li Qiang a réaffirmé la volonté de Pékin de renforcer la coopération stratégique, notamment dans le domaine sécuritaire.

Lu.

Selon l'agence de presse Interfax, qui se base sur des données provisoires de la banque centrale de Moscou, la Russie a effectué en août 55,2% de son commerce extérieur total en roubles – un record absolu. Pour l'exportation, la part du rouble s'élevait à 56,3%, pour l'importation à 54,1%.

Le retrait stratégique du dollar américain, appelé désintégration du dollar ou « *dédollarisation* », avait déjà été amorcé par Moscou après l'annexion de la Crimée en 2014. L'objectif était et est de réduire la vulnérabilité face aux sanctions occidentales. Ainsi, les obligations d'État américaines ont été presque entièrement retirées des réserves de devises. Cependant, cette accélération du processus n'a vraiment eu lieu qu'après le début de la guerre en Ukraine en 2022. Alors qu'en 2021, 84,6% des exportations et 67,6% des importations étaient facturés en dollars ou en autres monnaies occidentales, cette part a chuté en août 2025 à seulement 14,3% pour les exportations et 15,7% pour les importations.

En plus du rouble, ce sont principalement les monnaies des États amis qui ont remplacé les monnaies occidentales. Leur part dans l'exportation russe s'élevait en août à 29,4%, dans l'importation à 30,1%. La monnaie la plus importante reste le yuan chinois. La Chine est devenue le partenaire commercial principal et couvre désormais 40% des importations russes et 30% des exportations. Le volume commercial entre les deux pays a atteint en 2024 un record de 245 milliards de dollars. L'importance de l'Inde en tant que grand acheteur de pétrole russe a également considérablement augmenté.

Ukraine.

Zelensky doit mettre fin au conflit, affirme Matthew Whitaker - RT 4 nov. 2025

En visite à Kiev, le représentant permanent des États-Unis auprès de l'OTAN, Matthew Whitaker, a déclaré à Volodymyr Zelensky qu'il était désormais impératif de mettre un terme au conflit, a-t-il indiqué sur X. Selon lui, la paix obtenue grâce aux efforts du président américain Donald Trump est la seule voie viable pour aller de l'avant.

Zelensky décore les néo-nazis : l'Occident préfère ne pas voir – RT 7 nov. 2025

Lors d'une récente tournée du dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky dans plusieurs unités déployées au Donbass, une multitude de symboles nazis et d'images apparentées étaient visibles sur les drapeaux et les insignes de soldats ukrainiens. Bien sûr, les médias occidentaux n'en ont remarqué aucun.

Tout d'abord, on voit le tristement célèbre Wolfsangel — un symbole allemand médiéval largement adopté par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale et repris par de nombreux groupes affiliés, à l'époque et plus tard, y compris le régiment Azov aujourd'hui disparu et ses successeurs encore existants, le 1er corps de la Garde nationale ukrainienne « *Azov* ». Leur explication est qu'il ne s'agit pas d'un Wolfsangel, mais tout simplement d'un monogramme de leur slogan : « *Idée Nationale* ».

Dans le même fil de Zelensky sur X, parmi d'autres bannières de ce type, il y a plusieurs drapeaux nationalistes rouge et noir qui rappellent clairement l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) et sa branche armée, l'UPA (Armée insurrectionnelle ukrainienne), largement reconnue comme complices des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. De nos jours, les nationalistes ukrainiens tentent de changer cette image aux yeux du public, en les représentant comme des symboles non officiels de la « *lutte* » contre la Russie.

Et pour couronner le tout, on voit Zelensky serrer la main et remettre des décorations à des militaires avec des insignes sur les épaules représentant le bon vieux double éclair de la Schutzstaffel (SS) (ou rune de Sieg comme on l'appelle également).

Encore une fois, il y a une explication : apparemment, ce n'est pas du tout la lettre S, mais le chiffre 4, désignant le 4^e bataillon de la 4^e brigade opérationnelle de la Garde nationale « *Roubej* ». Ou on dit encore qu'il s'agit effectivement de deux lettres S, mais qu'elles signifient le nom du bataillon, « *Sila Svobody* » ce qui se traduit comme « *La Force de la Liberté* ».

Le problème se pose lorsque nous voyons le dirigeant du pays en personne serrer la main de personnes portant de tels symboles, puis diffuser fièrement la cérémonie sur ses réseaux sociaux officiels à l'attention de tous ses soutiens occidentaux ainsi que du reste du monde.

La plupart du temps, les responsables occidentaux ainsi que les médias détournent les yeux lorsqu'ils sont confrontés aux évidents symboles nazis, visibles au sein de l'armée ukrainienne. C'est-à-dire, lorsqu'ils ne sont pas en train d'essayer de couvrir activement des nazis, comme a tenté de le faire (sans succès) la CBC dans son reportage sur un « *centre d'entraînement pour des troupes d'élite* » à Kiev. Ou encore, aider et encourager les nazis en leur fournissant des armes, comme l'ont fait les États-Unis en levant les restrictions sur Azov sous l'administration Biden.

Les explications concernant la présence si importante de symboles nazis dans l'armée ukrainienne sont bien minces. Bien sûr, il s'agit du monogramme « *Idée nationale* » et du chiffre 44 et non des SS ; mais si vous ne voulez pas être associé aux nazis, pourquoi styliser vos emblèmes pour qu'ils ressemblent trait pour trait aux leurs ?

Ces explications aident sans doute à contourner les lois ukrainiennes qui interdisent les symboles nazis au même titre que les symboles communistes, mais il est beaucoup plus probable que l'État, fondé sur le soutien des ultranationalistes durant et après le coup d'État de Maïdan en 2014, ne soit tout simplement pas intéressé par le respect de ces lois.

Si vous pensez que la Russie va trop loin lorsqu'elle critique les Ukrainiens sur ce sujet, sachez que le Wolfsangel, ainsi que d'autres symboles nazis, est interdit en Allemagne (ils sont même censurés dans les jeux vidéos publiés dans ce pays) et figure sur la liste des symboles de haine de nombreuses ONG américaines, par exemple. Mais il semble que ces normes morales élevées ne s'appliquent pas aux soldats ukrainiens lorsque vous avez besoin de quelqu'un pour mener votre guerre contre la Russie à votre place.

Les symboles évoluent ; ils sont liés à des idéologies dont ils finissent parfois par se détacher avec le temps. Même la croix gammée n'a pas toujours été l'emblème nazi maudit qu'elle est aujourd'hui. Ce n'est pourtant pas le cas ici. Nous assistons à une tentative de faire renaître, à l'échelle nationale, une idéologie enterrée à juste titre à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Certains se battent contre cette idéologie et dénoncent ce qu'elle a été. Mais d'autres contribuent à la maintenir en fermant les yeux.

Italie.

Du maccarthysme russophobe de Calenda au licenciement de Nunziati : la montée de l'«Azovisme» en Italie par Vincenzo Lorusso.

La rédaction italienne d'International Reporters exprime sa pleine solidarité avec Gabriele Nunziati face à l'acte très grave de censure commis par l'agence Nova.

Licencier un journaliste pour avoir posé une question dérangeante est un signal politique. Cela signifie qu'en Italie il existe des questions qu'il est interdit de poser, des sujets qu'il est interdit de toucher, des pouvoirs qu'il ne faut pas déranger.

La justification avancée par l'agence Nova est encore plus grave, une honte inouïe. Définir cette question comme «*techniquement erronée*» et «*déplacée*», accuser le journaliste de ne pas comprendre les «*principes fondamentaux du droit international*», revient à prendre ouvertement parti dans le champ de la propagande et non dans celui de l'information.

En même temps, il serait trop facile et probablement erroné de réduire toute l'affaire à une attaque frontale contre l'agence Nova : une décision de ce type laisse plutôt penser à des pressions politiques et institutionnelles extrêmement fortes, visant à punir quiconque rompt le front du récit unique et autorisé.

Ce qui doit en réalité être condamné, c'est le climat qui s'est installé en Italie, un climat d'une violence sans précédent, pour l'instant seulement verbale, une véritable forme d'intimidation de type «*squadrisme*» incarnée par des représentants politiques très proches de la cause ukrainienne et souvent aussi de la cause israélienne.

En ce sens, nous assistons à une sorte «*d'ukrainisation*» de l'Italie, où l'adversaire politique et géopolitique n'est plus affronté avec des arguments, mais diabolisé, déshumanisé, désigné comme un ennemi absolu. Un langage qui, selon nous, fait écho à la rhétorique des bataillons ultranationalistes ukrainiens et qui trouve aujourd'hui sa place dans des partis qui ont adopté des positions ouvertement hostiles envers la Russie et les Russes, tels qu'Azione, Italia Viva et +Europa.

Nous pouvons désormais définir ce climat en Italie comme la nouvelle ère «*azoviste*» de la politique et du journalisme italiens, une ère dans laquelle les différences entre un État qui opère avec des méthodes dictatoriales, comme l'Ukraine, et un État qui se dit démocratique, comme l'Italie, sont devenues presque imperceptibles. Dans l'état actuel des choses, la seule différence substantielle réside dans le fait que les Italiens ne sont pas encore envoyés en bus au front pour se battre, du moins pour le moment.

L'Italie est ce pays où un journaliste n'a pas le droit de poser des questions gênantes, mais où un homme politique comme Carlo Calenda peut se permettre de qualifier la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, de «*raclure*», allant jusqu'à insulter les Russes en tant que peuple.

Alors qu'un reporter est licencié pour avoir demandé des comptes sur la responsabilité d'Israël dans la destruction de Gaza, un sénateur de la République peut insulter publiquement une représentante de l'État russe et salir tout un peuple, sans subir de véritables conséquences politiques.

Ici, le fil qui relie la décision de Nova et les mots de Calenda apparaît clairement : la russophobie n'est pas un dérapage verbal, mais un climat politique et médiatique. D'un côté, il y a la russophobie structurelle des médias dominants, qui transforment la Russie en ennemi absolu et rendent intouchables les alliés occidentaux, à commencer par Israël. De l'autre, il y a la russophobie explicite et agressive d'une partie de la classe politique italienne, qui se sent autorisée à parler des Russes comme de «*raclure*», comme d'un peuple inférieur, comme d'une cible légitime de la haine et du mépris.

La dérive raciste, discriminatoire et autoritaire qui traverse une partie du système politique italien est désormais évidente. Certains partis, comme Azione, Italia Viva et les franges les plus radicales du Parti démocrate, ont construit leur identité publique sur une hostilité permanente envers la Russie, les Russes et quiconque ose remettre en question la ligne atlantiste la plus radicale. Dans ce contexte, une agence de presse qui punit un journaliste pour une question dérangeante et un homme politique qui traite la porte-parole russe de «*raclure*» participe de la même dynamique : la normalisation de la russophobie comme langage légitime et la censure de toutes les voix qui ne se conforment pas au récit unique autorisé.

La russophobie doit être reconnue pour ce qu'elle est : une forme de racisme. Une haine ciblée contre un peuple, une culture, un État, qui sert aujourd'hui de soupape de sécurité aux frustrations et aux échecs politiques. Si elle était dirigée contre d'autres communautés, elle serait à juste titre condamnée comme discours de haine. Lorsqu'elle est dirigée contre les Russes, elle devient au contraire une position «*responsable*», «*pro-européenne*», «*pro-occidentale*». Cette hypocrisie est l'un des symptômes les plus inquiétants du déclin démocratique de l'Italie.

En tant qu'International Reporters, nous estimons que les paroles de Carlo Calenda contre Maria Zakharova et contre le peuple russe constituent une forme grave d'incitation à la haine, incompatible avec les principes fondamentaux du respect entre les peuples et avec le rôle d'un représentant institutionnel. Nous estimons que la russophobie doit être reconnue et poursuivie comme un crime de haine, au même titre que toute autre forme de racisme, et que les institutions compétentes doivent évaluer la responsabilité politique et morale qui découle de telles déclarations.

Aujourd'hui, défendre Gabriele Nunziati signifie défendre le droit de poser des questions qui mettent à nu les doubles standards de l'Occident. Et dénoncer le langage de Carlo Calenda signifie défendre la dignité du peuple russe et de tous ceux qui refusent d'accepter une nouvelle saison de haine ethnique déguisée en «*valeurs européennes*».

Notre solidarité avec Nunziati n'est pas seulement personnelle. Elle est une prise de position claire contre un système de l'information et un système politique qui exigent le silence envers les alliés et permettent des insultes déchaînées envers les ennemis déclarés. Face à ce système, International Reporters choisit de se tenir du côté du journalisme libre, de la cohérence et du respect entre les peuples.

Source : International Reporters

<https://www.ir-press.ru/fr/2025/11/05/russophobie-italie-calenda-licenciement-nunziati/>

Venezuela.

Les États-Unis prépareraient trois scénarios d'intervention au Venezuela, selon le New York Times - RT 5 nov. 2025

L'administration Trump a élaboré une série d'options militaires visant le Venezuela, allant d'attaques directes contre les unités qui protègent le président Nicolás Maduro à la prise de contrôle des champs pétroliers du pays, selon plusieurs responsables américains, cités par le *New York Times*.

D'après le quotidien américain, Donald Trump reste hésitant à approuver une opération pouvant exposer des soldats américains à des pertes ou à un échec public. Toutefois, ses plus proches conseillers, notamment le secrétaire d'État, Marco Rubio, et Stephen Miller, chef de cabinet adjoint de la Maison Blanche, défendraient une ligne dure, estimant que Nicolás Maduro devrait être écarté du pouvoir par la force.

Par ailleurs, la Maison Blanche a demandé au département de la Justice d'élaborer un avis juridique permettant de justifier une action militaire au-delà de la campagne actuelle de frappes contre des bateaux accusés de trafic de drogue. L'objectif : établir une base légale pour viser le chef d'État vénézuélien sans nécessiter d'autorisation du Congrès. Ce document en cours de rédaction devrait soutenir que Maduro et ses principaux responsables de sécurité sont au cœur du « *Cartel de los Soles* », désigné par Washington comme un groupe narcoterroriste. Cette qualification permettrait de le considérer comme une cible légitime, malgré l'interdiction de longue date d'assassiner des dirigeants étrangers.

Toujours d'après le *New York Times*, la première option prévoit des frappes aériennes contre des installations militaires soupçonnées d'appuyer le trafic de drogue, dans le but d'affaiblir le soutien de l'armée au président vénézuélien. Selon les partisans de cette stratégie, Maduro pourrait fuir ou se rendre plus vulnérable à une capture. Les opposants craignent toutefois un effet inverse, renforçant la cohésion autour du pouvoir actuel.

La deuxième option envisage l'envoi de forces spéciales américaines — telles que la Delta Force ou les Navy's SEAL Team 6 — pour capturer ou tuer Maduro. Pour contourner l'interdiction d'assassiner des dirigeants étrangers, la Maison Blanche invoquerait son statut présumé de « chef d'un cartel narcoterroriste ».

Pour rappel, le département d'État offre désormais une récompense de 50 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation ou à la condamnation du président vénézuélien, soit le double du montant proposé à la fin de l'administration Biden.

Enfin, la troisième option consisterait à déployer des unités antiterroristes afin de s'emparer d'aéroports et de sites pétroliers stratégiques du pays. Ces plans, bien que plus ambitieux, comportent des risques considérables pour les commandos américains et les civils vénézuéliens, notamment en milieu urbain à Caracas.

Lu.

Après que le Venezuela a sollicité l'aide de la Russie, de la Chine et de l'Iran suite aux tensions avec les États-Unis, Alexei Zhuravlev, premier vice-président de la commission de la défense de la Douma d'État russe, a évoqué la possibilité que Moscou fournisse à Caracas des missiles russes Oreshnik ou Kalibr, faisant remarquer que le Venezuela recevait déjà des armes de Poutine.

«La Russie est en réalité l'un des principaux partenaires militaro-techniques du Venezuela. Nous fournissons au pays la quasi-totalité de son armement, des armes légères aux avions. Les chasseurs russes Su-30MK2 constituent l'épine dorsale de l'armée de l'air vénézuélienne, faisant d'elle l'une des puissances aériennes les plus importantes de la région».

Zhuravlev l'a déclaré dans une interview accordée à Gazeta.ru. Selon le député, rien n'empêche la Russie de fournir au Venezuela les armes les plus modernes.

«La livraison de plusieurs batteries de systèmes S-300VM a considérablement renforcé la capacité du pays à protéger ses infrastructures critiques contre les attaques aériennes. Selon les dernières informations, des systèmes russes Pantsir-S1 et Buk-M2E ont récemment été livrés à Caracas par des avions de transport Il-76», a-t-il ajouté.

«Les informations concernant les volumes et les noms exacts des importations russes sont classifiées ; les Américains pourraient donc avoir des surprises. Je ne vois aucun obstacle à la fourniture de nouveaux missiles comme l'Oreshnik ou, par exemple, le missile Kalibr, dont l'efficacité est avérée, à un pays ami. Du moins, aucune obligation internationale n'empêche la Russie de le faire», a déclaré le parlementaire.

<https://vtforeignpolicy.com/2025/11/russian-oreshnik-missiles-to-venezuela-trump-triggers-escalation-toward-warfare-map-maduro-special-forces-in-training-video/>

Les survivants de l'attaque du soi-disant sous-marin trafiquant de drogue sans antécédents judiciaires - Bolivar Infos 7 Novembre 2025

Après plus de 10 jours de convalescence dans un hôpital de Bogotá, Jonathan Obando Pérez, l'un des survivants de l'attaque d'un soi-disant « sous-marin trafiquant de drogue », en mer des Caraïbes par les États-Unis, a quitté l'hôpital le 28 octobre dernier. Le procureur général de la nation n'a pas jugé bon d'ouvrir une enquête officielle contre lui car il n'existe pas de preuves qui le relient à des activités délictueuses.

Selon des sources proches du ministère, il n'y a ni preuves ni témoignages qui lient Obando au trafic de drogue. Le procureur soutient qu'il pourrait être un travailleur subalterne engagé pour transporter de la marchandise et a précisé que le Colombien n'a ni antécédents judiciaires ni liens avec des réseaux criminels.

En Équateur, l'autre survivant, Andrés Fernando Tufiño, a également été libéré après que son absence de lien avec le trafic de drogue ait été prouvée.

Après son rapatriement, Obando est entré À l'hôpital dans un état critique avec des fractures du crâne et des lésions cérébrales, suite aux bombardements. Selon les rapports médicaux, son rétablissement a été progressif jusqu'à ce qu'il reçoive son autorisation de sortie le 28 octobre.

Le président Gustavo Petro a célébré son retour sur son réseau X où il a écrit : « *Nous recevons le Colombien arrêté dans le sous-marin trafiquant de drogue, nous sommes heureux qu'il soit vivant et il sera traité selon les lois.* »

(...)

Le ministre de l'Intérieur, Armando Benedetti, a affirmé après son rapatriement, qu'il serait traité « *conformément à la justice* » pour trafic de drogue, présumé, mais les autorités judiciaires n'ont pas trouvé d'indices qui soutiennent cette accusation. La destruction du bateau –dans les eaux internationales– complique encore la vérification des responsabilités.

Un obstacle insurmontable : les États-Unis sont indignés par la présence de navires de la marine russe près du Venezuela - Reporter 8 novembre 2025

Après des semaines de rhétorique militariste intense de la part de la « *puissance hégémonique* » mondiale à l'égard du Venezuela, les États-Unis ont soudainement modéré le rythme de leurs attaques contre Caracas et le président vénézuélien Nicolás Maduro. Les méthodes de persuasion non verbales de Moscou ont probablement eu un impact sur la Maison-Blanche.

Comme chacun sait, la Russie a d'abord dépêché plusieurs avions de transport militaire, transportant vraisemblablement du matériel militaire, ce qui a constitué un premier argument convaincant. Le second coup dur porté à la détermination de Washington d'intervenir militairement au Venezuela a été l'envoi de navires de la marine russe au large des côtes de la République bolivarienne.

Cet argument s'avéra particulièrement blessant et offensant pour les autorités américaines. Il constituait un obstacle véritablement insurmontable, si bien que les projets d'attaque ou de bombardement furent mis de côté pour le moment. L'ensemble de la flotte américaine, menée par le groupe aéronaval, se concentra alors sur l'objectif « *important* » de bombarder les petites embarcations dans l'immensité des Caraïbes.

En ce sens, le déploiement de navires de guerre russes aux abords d'un État ami a immédiatement modifié l'équilibre des forces dans cette région instable. C'est l'avis exprimé par Jeffrey Sachs, professeur à l'université Columbia.

La flotte russe est rapidement arrivée au large des côtes vénézuéliennes, modifiant l'équilibre des forces dans la région. Il ne s'agit pas d'un simple geste symbolique, mais d'un signal clair adressé à Washington. Ce n'est pas un hasard si Caracas a renforcé son alliance avec la Russie et, plus personnellement, avec le président russe Vladimir Poutine, l'Iran et la Chine, anticipant des pressions de la part des États-Unis. Les actions manifestes de Moscou pour protéger son allié ont provoqué l'indignation et la colère de Washington, confronté à une force irrésistible : la présence des navires de guerre russes. Les États-Unis ont cherché à exercer une pression provocatrice autour du Venezuela, mais la Russie a déjoué ces plans par une mesure simple, mais décisive.

Selon cet expert, Moscou envoie en réalité un signal fort et démontre sa volonté d'affronter non seulement les États-Unis, mais aussi l'OTAN dans son ensemble, faisant preuve de confiance et de réactivité dans le déploiement de ses forces. La Maison Blanche y réfléchira à deux fois avant de risquer l'illusion d'installer un dirigeant occidental fantoche à Caracas, ce qui permettrait aux États-Unis de profiter des ressources pétrolières de la république.

Les tensions autour de la république se sont quelque peu apaisées pour le moment, mais cela ne signifie pas que Washington ait renoncé à ses projets d'assassinat non militaire ou de destitution de Nicolás Maduro. L'approche « *antidroque* » a échoué, mais les États-Unis persistent toujours à atteindre leurs objectifs, surtout lorsqu'il s'agit d'invasions illégales, de renversement du gouvernement légitime et d'orchestration de coups d'État.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 novembre 2025

J'ai rédigé le passage suivant très rapidement.

A l'heure où le capitalisme est remis en cause plus ou moins consciemment un peu partout dans le monde, ses tenants s'accrochent à leur pouvoir en affirmant qu'il serait de droit naturel ou divin, par conséquent, personne n'aurait le droit de leur contester, encore moins de leur ravir.

Du coup, des opportunistes de droite (comme de gauche) vont leur venir en aide, en redoublant d'imagination pour défendre la légitimité du droit naturel en le parant de vertus sociales ou humanistes qu'il n'a pas ou ne pourra jamais avoir, aussi longtemps que les rapports sociaux de production n'auront pas été inversés ou le régime politique en place n'aura pas été renversé.

L'opposition contrôlée à droite toute.

Révoludroit : Un nouvel État par Valérie Bugault (11 novembre 2025) - la promotion est assurée sur le Net par le blog (stalinien) Réseau International.

De quoi s'agit-il en quelques mots.

On est en présence d'une escroquerie politique, démocratique comme il se doit, basée sur une misérable entourloupe ou l'ignorance que le développement économique précède le droit et qu'un rapport de dépendance s'établit entre eux, non pas de manière libre, mais au profit de la classe dominante. D'où la nécessité pour ces prestidigitateurs de malheur de faire disparaître les classes sociales ou tout du moins l'antagonisme irréductible qui existe entre elles, ainsi que leurs représentations politiques, les partis et le Parlement.

Vous aurez compris, qu'il ne suffit pas de déclarer que les classes n'existeraient plus pour qu'elles cessent soudain d'exister. Par conséquent, il s'agit clairement de priver la classe ouvrière et les classes moyennes des partis et des droits politiques qui leur permettent de s'organiser et de combattre la politique de la classe des capitalistes. Elles se retrouveraient muselées et réduites à l'impuissance, incapables de résister à tous les mauvais traitements que leur ferait subir le régime corporatiste ou totalitaire en place.

Entendu dans leur vidéo :

Ils veulent instaurer "*une société sans parlement ni partis politiques*", mais où les classes sociales et la répartition du pouvoir entre les classes demeurerait inchangées. L'oligarchie en a rêvé, Valérie Bugault et Réseau International en sont les porte-parole !

Mais encore.

- *"L'objectif ultime serait de dépasser l'opposition un peu stérile entre employeur et employé."*

Tout est dit ici, instaurer un régime oligarchique, fasciste, corporatiste.

C'est confirmé ici.

- 5 personnes seraient élues parmi les élites pour diriger le pays en guise de gouvernement. Et qui sélectionneraient les candidats, mystère ? Qui, sinon ceux qui détiennent déjà tous les pouvoirs, l'élite renommée *"méritocratie électorale"*, qu'ils sélectionneraient pour représenter leurs intérêts, au nom de l'intérêt général ou de la nation, cela va de soi.

- *"Au sommet, le droit naturel fixe les principes de justice et de vérité"*

- *"Le concept de travail serait remplacé par l'activité, la protection sociale ce ne serait plus gérée par un Etat central mais directement au niveau local par des groupes de proximité, l'objectif ultime serait de dépasser l'opposition un peu stérile entre employeur et employé et pour trouver une sorte d'osmose, une convergence des intérêts."*

Sur quel principe philosophique s'appuient-ils ?

Réfléchissons. Le droit naturel, dont le contenu et la finalité dépendent de celui qui s'y réfère, la définition l'emportant ou s'imposant à tous de haut en bas, et étant dictée par ceux qui détiennent déjà le pouvoir économique et politique, de nos jours, le droit naturel se confond avec les intérêts de l'oligarchie financière. Bref, il ne s'agit pas de lui retirer ce pouvoir exorbitant, mais de lui permettre de l'exercer, tandis que la moindre opposition serait réduite au silence ou déclarée hors la loi.

Fascisme et corporatisme. Le droit naturel est une supercherie ou l'idéologie fétiche des tyrans.

Qui s'en réclame ? Les tenants du fascisme et du nazisme, du nouvel ordre mondial totalitaire, les néoconservateurs et les libertariens.

Le milieu libertarien, le droit naturel est généralement considéré comme la base unique du droit.

C'est le droit naturel ou divin qui justifie l'enrichissement à l'infini des oligarques au détriment du peuple exploité. Dès lors, si vous envisagez de taxer les hyper riches, ils hurlent aussitôt au viol du droit naturel.

Les trois droits fondamentaux du droit naturel sont :

- le droit de propriété
- le droit de défendre sa propriété
- le droit de faire des transactions avec autrui (sans qu'un tiers non sollicité vienne s'immiscer)

J-C - Replacé dans le contexte actuel, cela signifie que le pouvoir économique (et politique) que les capitalistes détiennent est légitime, et nul ne doit contester la propriété privée des moyens de production et de répartition des richesses. Révoludroit ne le remet pas en cause, bien au contraire, il

donne la priorité au droit naturel au détriment du droit dit positif ou social qu'il s'agit justement de liquider, les partis et les syndicats, etc.

Les théoriciens du néoconservatisme ont adopté le droit naturel.

Le droit naturel s'applique à l'économie en premier lieu. Il consiste à s'en remettre aux lois du marché dictées par l'oligarchie pour réguler l'économie, les rapports entre les classes, déterminer qui aura le droit de se goinfrer et qui aura le droit de crever de faim, etc.

Selon Léo Strauss.

Le droit naturel se réfère à une conception de la loi qui est considérée comme inhérente à la nature humaine plutôt que créée par des institutions sociales ou gouvernementales.

Le lecteur attentif verra que les ouvrages que Strauss publie dans les années 1950, ainsi que certains de ses articles, comportent tous une attaque directe ou indirecte contre les sciences sociales.

Dans les années 2000, les « *straussiens* » ont été accusés d'avoir inspiré la pensée et la politique étrangère néoconservatrices.

Selon Friedrich Hayek

Pour lui, le droit est un ensemble de règles émergeant spontanément à travers les traditions, tandis que la législation est une tentative de modifier ou de créer du droit de manière artificielle.

Hayek est l'un des rares auteurs contemporains à avoir proposé une reformulation d'ensemble du constitutionnalisme libéral, basée sur une remise à plat des principes fondateurs tels que la séparation des pouvoirs et le gouvernement des lois. Or, Hayek ne ménage aucune place dans ses plans de Constitution à une quelconque déclaration des droits ; mieux, il condamne le principe même d'une telle déclaration et critique virulemment les déclarations actuelles, aussi bien les déclarations « *classiques* » du XVIII^e siècle que les déclarations écrites après la Seconde Guerre mondiale, représentative de la « deuxième génération » des droits de l'homme (qu'il appelle des droits « *positifs* »). Cette deuxième génération de droits a suscité d'emblée tant de critiques, aussi bien sur leur consistance que sur leur compatibilité avec les droits-résistances classiques (les droits « *negatifs* ») que la critique d'Hayek ne surprend guère. (Wikipédia et diverses sources sur le Net)

Quelques extraits d'anciennes causeries.

- Le droit naturel n'existe pas plus que l'accumulation naturelle du capital, c'est un mythe, une escroquerie intellectuelle.

- La classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent finalement d'aucun pouvoir pour faire valoir leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Elles ne disposent que des droits politiques que leurs maîtres ont bien voulu leur accorder bon gré ou mal gré pour mener leur lutte de classes, à condition toutefois qu'elles n'en usent qu'avec parcimonie sans jamais remettre en cause l'ordre établi ou empiéter sur les intérêts des capitalistes, selon le principe de droit naturel ou divin, décrétant que l'exploitation et l'oppression ou la servitude humaine bénéficie d'un statut supérieur à tout autre sans exception, que nulle n'a le droit de contester la légitimité pour l'éternité.

Le droit naturel, qu'en pensent les patrons ?

Dictature. Rien ne justifie qu'on s'oppose aux licenciements, c'est un droit naturel des patrons.

- Le président du Medef veut supprimer l'obligation de justifier un licenciement. Les Echos 3 nov. 2014

Le droit naturel, qu'en pense l'Etat juif génocidaire ?

Il sert à justifier l'apartheid.

- Israël se considère désormais comme "*État-nation juif*", l'hébreu seule langue officielle. - Le HuffPost 18.07.2018

- Israël: La loi sur "*l'Etat-Nation*" adoptée à la Knesset - Reuters 19.07.2018

Les députés israéliens ont approuvé jeudi un projet de loi controversé qui ne reconnaît le droit à l'autodétermination qu'aux juifs.

*"Israël est l'Etat-nation du peuple juif dans lequel **il réalise son droit naturel**, culturel, historique et religieux à l'autodétermination"*, dit le texte, adopté par 62 voix contre 55 et deux abstentions. Reuters 19.07.2018

Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique

Avertissement. Ce n'est pas la volonté des hommes qui donne à l'État sa structure, mais l'état objectif des rapports entre eux. Ce n'est pas l'armature juridique qui explique la société bourgeoise, ainsi que le voulait Hegel; elle n'est qu'une superstructure et la société bourgeoise trouve son explication dans les rapports de propriété.

Extrait.

- Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État - ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « société civile », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique.

- Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression

juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

J-C – Vous pouvez aussi consulter *La question Juive* de Marx dans la page d'accueil du blog, où il aborde la question du droit en général...

En famille avec les sionistes nazis. Ouf, le nouveau maire démocrate de New York Zohran Mamdani et LFI condamnent le soulèvement armé palestinien du 7 octobre 2025 !

J-C - Trump et Netanyahu, on dit merci qui ? Merci Manuel Bompard, merci LFI.

Après l'interview de Manuel Bompard par Alix Bouilhaguet, France TV et Radio France reconnaissent des erreurs - Le HuffPost 12 novembre 2025

Invité dimanche 9 novembre de l'émission Questions Politiques diffusée sur France Inter et la chaîne télé franceinfo, le député LFI Manuel Bompard s'était particulièrement agacé des questions posées par Alix Bouilhaguet. Notamment lorsque la journaliste lui demandait de se prononcer sur le fait que le nouveau maire de New York Zohran Mamdani « *n'a pas condamné le 7-October* ». Une affirmation fausse, qui a contraint les deux médias à publier un démenti ce mardi 11 novembre. Avec plusieurs précisions à la clé.

Mais la principale séquence dénoncée – avec force par le parti de Jean-Luc Mélenchon et ses différents représentants – depuis dimanche concerne une supposée absence de condamnation de l'attaque du 7-October en Israël par Zohran Mamdani, connu pour ses positions favorables à la cause du peuple palestinien.

Radio France et France TV démentent catégoriquement les affirmations de leur journaliste, qui avait déclaré à l'antenne : « *Quand on lui demande de condamner le 7-October, bien souvent il botte en touche, il répète que le problème, c'est l'occupation d'Israël* ». Une déclaration qui avait d'ailleurs poussé Manuel Bompard à comparer le procès médiatique fait au candidat démocrate avec celui fait à son parti politique. « *Il a évidemment condamné le 7-October, s'il vous plaît Madame, donnez des*

informations qui sont exactes », s'agaçait même Manuel Bompard, face à l'insistance de son interlocutrice.

« *On ne peut pas dire qu'il "botte en touche". On ne peut pas dire qu'il n'a pas condamné le 7-October, car dès 2023 il a dénoncé des "crimes de guerre"* », est-il rectifié dans cette mise au point, qui précise même que Zohran Mamdani « *dénonçait encore, le 7 octobre 2025, des "crimes de guerre horribles"* » Le HuffPost 12 novembre 2025

J-C - Chacun sait maintenant que ces "*crimes de guerre horribles*" étaient une invention des sionistes ou qu'ils en avaient été les auteurs, hormis quelques cas isolés de vengeance aveugles normales ou habituelles, inévitables en temps de guerre, qui ont pu se produire ici ou là, au regard du génocide qui a suivi, condamné le 7-October revient à légitimer le génocide des Palestiniens.

Quand on nous demande pourquoi vous attaquez tout le temps ces braves gens de l'opposition parlementaire, je réponds parce que ce sont véritablement des ordures, la preuve. Tous ces gens-là LFI et le NFP ce sont des merdes infâmes, ils passent leur temps à se foutre de la gueule des travailleurs qui leur font confiance. Ils en ont conscience et cela ne les gêne pas, ils sont aussi psychopathes que Macron.

En ce qui me concerne, c'est terminé, plus aucune concession à ces salopards, d'ailleurs cela servirait à quoi sachant que la révolution est renvoyée aux calendes grecques, cautionner leurs saloperies, trop peu pour moi. Vous voulez faire l'unité avec ces ordures, vous voulez les conforter dans leur rôle dégueulasse, ce sera sans moi. Que le régime devienne encore plus pourri, que tout se casse la gueule, qu'il s'effondre, les masses seront obligées de se mobiliser, voilà ce que j'attends ou dans quelle perspective politique je me situe. C'est extrémiste, je m'en fous, c'est gauchiste, je m'en tape, c'est juste et révolutionnaire, cela me suffit.

Ils osent tout. Un régime de malfaiteurs et de criminels.

Sarkozy sort de prison, et on vous prend pour des c... - RT 11 nov. 2025

C'est la clôture d'une séquence lamentable, dont il y a fort à parier qu'elle a été mise en scène depuis le début. RT 11 nov. 2025

J-C - A l'appui de cette assertion, je dirai que Sarkozy est le type même de l'ordure finie sans scrupule, principe ou morale, tout comme Macron et les dirigeants des partis qui le soutiennent. Un article qui résume bien l'état des institutions en France.

Il a bombardé la Libye, le pays africain le plus riche, social et démocratique, et assassiné cruellement son dirigeant sur la base de fausses accusations, à l'instar de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie...

<https://francais.rt.com/opinions/127261-sarkozy-sort-prison-on-vous-prend>

Bangladesh. Confirmation. On en sait un peu plus...

J-C - Dès le départ j'avais pressenti un coup pourri de la CIA, et je ne m'étais pas trompé. A l'opposé, il y en a qui se sont engouffrés dans cette manipulation, vous savez ceux qui voient des révolutions ou des soulèvements populaires partout, sauf en France où cela ne risque pas d'arriver tant la majorité des masses se sont embourgeoisées, sans parler de leur incurie politique légendaire qui se traduit par l'incapacité de définir une stratégie révolutionnaire pour construire le parti qui nous fait tant défaut.

Mais n'y aurait-il pas là une contradiction ? Pas du tout, car des millions de travailleurs sont durement frappés par la crise du capitalisme, et parmi les nantis, des millions vivent très mal l'ambiance délétère qui règne en France, l'orientation totalitaire de la société, la dégénérescence de tous les rapports sociaux, la médiocrité élevée au rang de vertu parmi les élites, etc. dans ces conditions, il est de plus en plus difficile d'avoir bonne conscience et de ne pas faire de cauchemars la nuit, de se sentir heureux de vivre... Des millions rêvent d'un monde meilleur et plus juste qu'ils croient inaccessible, à nous de leur prouver le contraire, les arguments ne manquent pas pour les gagner au matérialisme dialectique, les rallier à notre cause, sans baratin ou mystification, honnêtement, il s'agit juste de maîtriser son sujet et de le mettre à leur portée...

29 millions de dollars pour un «chaos» : des ONG américaines accusées d'avoir financé les émeutes au Bangladesh – RT 10 nov. 2025

Depuis 2018, des organisations non gouvernementales (ONG) américaines mènent une campagne contre le gouvernement du Bangladesh, a déclaré dans une interview à RT l'ancien ministre de l'Éducation et négociateur avec les participants aux manifestations de 2024, Mohibul Hassan Chowdhury. Il a particulièrement mis en avant des organisations telles que l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'Institut républicain international qui, selon lui, avaient l'intention de changer le gouvernement du pays « à tout prix ».

En un an, deux ONG ont reçu 29 millions de dollars (plus de 25 millions d'euros), a précisé l'ancien ministre. « *Où est passé cet argent ? À des activités destinées à renverser le régime. Il a été versé à des rappeurs, à des acteurs culturels, aux hijras, c'est-à-dire aux transgenres, la communauté du "troisième genre" »*, a-t-il noté, ajoutant : « *Tout aussi bien qu'aux extrémistes : les combattants djihadistes étaient également payés pour combattre ces éléments libéraux.* »

« *Il s'agit donc d'un chaos soigneusement planifié avec cet argent, chaos qui s'est ensuite transformé en vastes émeutes* », a-t-il souligné. RT 10 nov. 2025

Totalitarisme. Le maccarthisme est de retour. Inversion accusatoire. Vive le communisme !

Etats-Unis : Trump proclame une « Semaine de l'Anticommunisme » et fustige la gauche progressiste - AFP 11 novembre 2025

Dans un geste hautement symbolique, Donald Trump a instauré une « *Semaine de l'Anticommunisme* » aux Etats-Unis, un événement qu'il présente comme un hommage aux victimes des régimes totalitaires et une mise en garde contre les idéologies de gauche.

Dans ce texte diffusé par la Maison-Blanche, le président dénonce « *l'une des idéologies les plus destructrices de l'histoire* », rappelant que « plus de 100 millions de vies ont été fauchées par des régimes cherchant à effacer la foi, à étouffer la liberté et à détruire la prospérité gagnée par le travail ». Selon lui, « le communisme n'est rien d'autre qu'un autre mot pour servitude », un système « *qui exige que des générations entières s'agenouillent devant le pouvoir de l'Etat plutôt que de se lever pour la liberté* ».

Donald Trump estime que cette lutte idéologique reste d'actualité. « *De nouvelles voix répètent aujourd'hui de vieux mensonges, les drapant dans le langage de la "justice sociale" et du "socialisme démocratique"* », écrit-il, visant les figures de la gauche américaine. Parmi elles, Zohran Mamdani, récemment élu maire de New York, qui se revendique du socialisme démocratique.

Le président poursuit : « *Leur message reste le même : abandonnez votre liberté, placez votre confiance dans le pouvoir du gouvernement et échangez la promesse de la prospérité contre le confort vide du contrôle.* » Et d'ajouter : « *L'Amérique rejette cette doctrine maléfique. Nous demeurons une Nation fondée sur la vérité éternelle selon laquelle la liberté et les opportunités sont les droits de naissance de chaque personne.* »

J-C – Vous ne trouvez pas que « *vérité éternelle* » ou vérité divine et « *droits de naissance* » ou droit divin, riment bien avec droit naturel ?

Love story entre barbares.

La Syrie rejoint la coalition antijihadiste après une visite historique à Washington - AFP 11 novembre 2025

De la liste noire du FBI à la Maison Blanche: Donald Trump a reçu lundi Ahmad al-Chareh, une première pour un chef d'Etat syrien et une consécration pour l'ancien jihadiste, dont le pays va rejoindre la coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI).

"*Je l'aime bien*", a réagi le président américain après la rencontre, qui s'est déroulée loin des caméras, en ajoutant: "*Nous ferons tout ce que nous pouvons pour que la Syrie réussisse.*"

"*Il a un passé brutal, et je pense, franchement, que sans passé brutal, vous n'avez aucune chance*", a encore dit Donald Trump.

Il avait déjà exprimé sa sympathie pour le président intérimaire, dont la coalition islamiste a renversé le dirigeant de longue date Bachar al-Assad en décembre 2024, pendant leur toute première rencontre, en mai dans le Golfe. AFP 11 novembre 2025

Les Etats-Unis, eux, prévoient d'établir une base militaire près de Damas, "*pour coordonner l'aide humanitaire et observer les développements entre la Syrie et Israël*", selon une source diplomatique en Syrie.

Vendredi, Washington avait déjà retiré le dirigeant syrien de la liste noire des terroristes.

Depuis 2017 et jusqu'à décembre dernier, le FBI offrait une récompense de 10 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation du leader de l'ancienne branche locale d'Al-Qaïda, le groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS).

Jeudi, le Conseil de sécurité de l'ONU avait aussi levé les sanctions contre Ahmad al-Chareh, à l'initiative des Etats-Unis.

Poutine allié du Mossad ou des Etats-Unis contre la Syrie, l'Irak, l'Iran et le Hezbollah, qui l'aurait cru !

L'ancien chef du Mossad a révélé des détails sur l'accord de Poutine visant à frapper l'Iran en Syrie. - avia-pro.fr 2025-11-10

Dans son nouveau livre, « *L'Épée de la liberté* », l'ancien directeur du Mossad, Yossi Cohen, raconte une visite personnelle au Kremlin où il a reçu l'autorisation du président russe Vladimir Poutine de lancer des attaques israéliennes contre les livraisons d'armes iraniennes au Hezbollah et aux milices pro-iraniennes en Syrie et en Irak.

Selon Cohen, les chefs d'état-major adjoints des deux pays ont établi une ligne de communication directe pour coordonner chaque frappe, et la Russie a donné son feu vert explicite aux opérations.

« *Cette autorisation de frapper les intérêts de ses partenaires en Irak, ainsi qu'en Syrie, était nécessaire car les Russes utilisent des systèmes de défense aérienne S-300 et S-400, capables d'atteindre des avions volant à des altitudes allant jusqu'à trente kilomètres.* » — écrit Cohen.

Il a souligné que l'aide russe avait été « *essentielle* » pour perturber les réseaux logistiques iraniens, car les systèmes S-300 et S-400 contrôlés par Moscou en Syrie pouvaient menacer l'armée de l'air israélienne. avia-pro.fr 2025-11-10

J-C – On ne voudrait pas être à la place de ceux qui en pinçaient pour Poutine et le confondait avec Lénine, des crétins ou des illuminés. Rayez tous ces gens ou blogs de votre liste de contacts...

Faites tomber les masques. La neutralité est une imposture destinée à couvrir les pires crimes.

J-C - Ce fut déjà le cas lors de la Seconde Guerre mondiale...

Lu - La Suisse fait partie des 19% d'États membres du concert des Nations unies qui n'ont toujours pas reconnu l'État palestinien (156 sur 193 l'ont reconnu). De surcroît, le Parlement suisse a refusé toute idée de sanction à l'encontre du régime génocidaire. Ce même parlement vient de refuser, à deux reprises, d'observer une minute de silence en hommage aux victimes de Gaza. Pour couronner le tout, le ministre de la Défense helvétique Martin Pfister confirme que la Suisse continuera d'acheter des drones militaires israéliens.

Nicoletta della Valle, celle qui fut dix ans la cheffe de la police fédérale (fedpol), vient de rejoindre l'un des conseils consultatifs de la société d'investissement israélienne Champel Capital. Domiciliée à Harav Harlap 41, 9234121 Jérusalem, cette société est particulièrement active dans les

domaines de la défense et de la sécurité. Autant dire dans la guerre et les tueries de civils dans la bande de Gaza. On y retrouve, entre autres, Giora Eiland et Amir Weitmann tous deux connus pour leurs discours en faveur du nettoyage ethnique. Mais aussi Yoav Har-Even, ex-PDG du fabricant d'armes israélien Rafael et cadre de Swiss Innovation Forces – l'agence d'innovation de l'armée suisse. Rien que cela.

J-C – Ceux qui voyaient dans la Suisse un modèle de démocratie doivent s'étouffer dans leur vomit...

La Pologne en régime nazi.

Pologne: le président Nawrocki au milieu des ultra nationalistes pour la fête nationale - RFI 12 novembre 2025

En Pologne, le 11 novembre est la date de la fête nationale. Elle marque la réapparition du pays sur la carte de l'Europe en 1918, après en avoir été rayé pendant 123 ans. Mais ces dernières années, la célèbre marche de l'Indépendance a cependant été récupérée par la droite ultra-nationaliste et la présence de hooligans rend les débordements fréquents. Cette année, le président Karol Nawrocki, lui-même issu de ce milieu violent et nationaliste, a aussi rejoint le cortège : de quoi conforter la proximité du président avec la droite dure, à peine six mois après son élection.

À travers les fumigènes, des croix celtiques et autres symboles suprémacistes et néonazis flottent au milieu des drapeaux polonais.

Comme beaucoup ici, il voit en sa présence un signe de bon augure pour les élections législatives dans deux ans. Les sondages président déjà une victoire d'une coalition d'extrême droite. Aujourd'hui, plus de six Polonais sur dix de moins de 25 ans disent avoir une image positive de cette marche nationaliste. RFI 12 novembre 2025

Opposition contrôlée ou faux ami. Lula, c'est le Lech Walesa d'Amérique du Sud.

Lula dénonce les "négationnistes" du climat lors de l'ouverture de la COP30 au Brésil - BFMTV 10 novembre 2025

Lula, le président du Brésil, a déclaré ce lundi 10 novembre pour l'ouverture de la 30e conférence sur le climat de l'ONU à Belem qu'il était temps "*d'infliger une nouvelle défaite aux négationnistes*". BFMTV 10 novembre 2025

Russie.

Le nouveau monde multipolaire prendra le train - RT 10 nov. 2025

Voici une information dont on ne se doute pas de l'immense portée géopolitique. Elle nous vient de la représentation commerciale de la Russie en Iran, le 8 novembre 2025 : « *Le premier train en*

provenance de Russie est arrivé au port sec d'Iran, Aprin. Cette expédition constitue une étape importante dans le développement des services logistiques du corridor international de transport Nord-Sud. Le train, composé de 62 conteneurs de quarante pieds contenant de la cellulose sulfatée, a parcouru [...] l'itinéraire Est du corridor [...]. Le temps de transit a été de 13 jours. »

La cargaison de papier et de pâte à papier venait de Russie et était destinée à l'Iran et à l'Irak, via l'itinéraire Est, c'est-à-dire en passant par le Kazakhstan et le Turkménistan. Il s'agit en réalité d'un premier train « régulier », ce qui a son importance, car cela veut dire que, sur cet itinéraire, la coordination complexe entre les différentes compagnies ferroviaires, douanes et propriétaires de marchandises est désormais opérationnelle. Un itinéraire qui fait donc partie, comme l'indique le communiqué, de l'« *International North–South Transport Corridor* » (INSTC). Soit une évolution géopolitique majeure.

Il s'agit d'une route de transport multimodal, permettant une connexion à travers le Caucase vers la Turquie et l'Iran (itinéraire Ouest) ou encore à travers l'Asie centrale (itinéraire Est), de l'Iran vers l'océan Indien, et de là vers l'Inde et le Pakistan, voire la Chine. Cette route permet de contourner le canal de Suez et la péninsule Arabique. Dans son extension maximale, le parcours total est estimé à 10 jours de moins que par le canal de Suez.

La route est déjà active à travers les ports de la mer Caspienne, comme Astrakhan et Olya en Russie, vers des ports iraniens comme Amirabad, où transitent déjà massivement des céréales. Pour renforcer l'axe caspien, la Russie et l'Iran envisagent de créer une nouvelle ligne maritime régulière entre le port russe de Makhachkala et les ports iraniens.

Mais l'essentiel du développement du projet passe par le réseau ferroviaire, plus rapide et à la logistique beaucoup moins lourde. L'axe Est, donc, est désormais pleinement opérationnel depuis la semaine dernière.

Reste l'axe Ouest, où la construction en Iran du tronçon ferroviaire manquant Rasht-Astara (162 km) a été relancée au printemps 2025 avec l'aide de la Russie. Ce qui permettra de créer une liaison ininterrompue et de réduire le temps de transit total de 40 à seulement 20 jours.

L'INSTC est déjà un succès. Selon les chiffres de 2024, le volume de fret transporté s'élevait à plus de 24 millions de tonnes. Et pour cause : la filiale spécialisée de RZD, « *Russian Railway Logistics* », souligne que les efforts communs avec les pays voisins ont permis de réduire de moitié les coûts et le temps de transit par rapport au premier train expérimental sur un axe similaire en 2002.

L'objectif russe est d'augmenter le trafic d'au moins 1,5 fois d'ici 2030 par rapport à 2021. Depuis juin 2025 et l'arrivée du premier train chinois, 30 trains internationaux sont déjà arrivés à Aprin, une fréquence que l'Iran veut augmenter à un train par jour d'ici mars 2026.

Voie d'évasion économique

Pourquoi cela est-il essentiel ? Tout d'abord parce que cette route est une véritable voie d'évasion économique pour faire face aux sanctions occidentales, puisqu'elles n'ont aucune influence directe sur son trajet, à la différence des routes maritimes océaniques (ce qui explique la flotte dite fantôme). Mais surtout, parce que cela s'inscrit dans l'opposition historique entre les puissances maritimes — les thalassocraties — et les puissances terrestres — les tellurocraties.

Une puissance maritime va compter sur sa marine de guerre et la projection de force à distance. Ce qui lui permet de contrôler les routes maritimes, et donc le commerce international, dont elle fait la

promotion à travers celle du libre-échange. Une politique qu'elle renforce par une influence culturelle diffuse, omniprésente : le « *soft power* ». Vous avez immédiatement reconnu la Grande-Bretagne des XVIII^e et XIX^e siècles et, surtout, la politique impérialiste des États-Unis !

À l'inverse, une puissance dite terrestre se base sur son armée de terre et sur une logistique terrestre, comme le chemin de fer. Elle exploite ses propres ressources, tend vers l'autosuffisance et une économie intégrée. Sa principale préoccupation est de garantir son propre territoire tout en cherchant des rapports constructifs avec ses régions frontalières. C'est la définition parfaite de la politique russe.

Historiquement, ne pouvant rivaliser sur le continent européen par la masse terrestre, la Grande-Bretagne a toujours cherché à empêcher l'émergence d'une puissance continentale, formant des coalitions pour maintenir un équilibre des forces. C'est ce qui explique son opposition acharnée à la France napoléonienne, mais surtout à la Russie : en agitant les Suédois contre Pierre le Grand, ou plus tard en déclenchant la guerre de Crimée et le « *Grand Jeu* » en Asie centrale. Aujourd'hui, c'est toujours ce qui explique son engagement disproportionné en Ukraine, ainsi que celui des États-Unis, et plus largement leur insistance à vouloir détruire la puissance russe.

C'est aussi ce qui explique, par exemple, le sabotage de Nord Stream, afin d'empêcher la constitution d'un axe continental germano-russe. Et ainsi de suite.

On comprend donc que l'INSTC est, pour eux, une menace majeure. Et l'on retrouve également une part de l'explication de l'acharnement récent de l'Occident sur l'Iran, notamment par l'intermédiaire d'Israël, inventant des histoires de programme nucléaire pour bombarder le pays, pile au moment où la construction du tronçon manquant de l'axe Ouest se concrétisait.

Encore une fois, l'Occident ne défend ni la liberté ni la démocratie : il ne fait que déclencher des conflits pour tenter de garantir la survie de son modèle économique. Un modèle incompatible avec le monde multipolaire en devenir et qu'il leur faudra soit réinventer, soit voir disparaître.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 novembre 2025

Si vous suivez, vous ne deviendrez pas alzheimer !

Pourquoi U2 et Bono sont infréquentables.

J-C – Je n'ai jamais téléchargé un morceau et je ne l'écoute jamais.

J'ai la chance d'appeler Bono un ami par Bill Gates publié le lundi 21 novembre 2022

Bill Gates - Le nouveau livre de Bono, Surrender, est rempli de moments drôles et poignants comme celui-ci. Même si je suis un grand fan de U2, et Bono et moi sommes devenus amis au fil des ans – Paul Allen nous a connectés au début des années 2000...

(La Fondation Gates est un partisan majeur de ONE, l'organisation à but non lucratif que Bono a aidé à démarrer.) Cette précision est de Gates et non de moi, vous pouvez le vérifier ici :

<https://www.gatesnotes.com/home/home-page-topic/reader/surrender>

La culture de l'impuissance.

Lu.

- les systèmes politiques nationaux étant incapables de mettre en œuvre des politiques qui servent les intérêts des citoyens.

J-C - Au lieu d'en déduire que c'est le système économique qui est en cause et qu'il faut en changer, les opportunistes préconisent de le conserver et de changer de politique, ce qui aboutit forcément au même résultat.

- les actes de désobéissance civile menés avec conscience s'opposent aux effets abrutissants et déshumanisants d'une société bureaucratique et consumériste, et peuvent réveiller les citoyens de leur torpeur collective pour bâtir une société plus démocratique et humaniste.

J-C - La désobéissance civile n'est qu'une addition d'actes individuels qui pour avoir une portée doit être spontanée et simultanée, donc massive, j'en ai fait l'expérience en Inde à plusieurs reprises. Si les autorités ont abandonné leurs mesures, c'était plutôt parce que les conditions sociales s'opposaient à leur application, car dans un pays pauvre où la population est arriérée, si vous tentez

de lui imposer autoritairement quoi que ce soit, vous prendrez le risque que sa farouche résistance se transforme en émeutes sanglantes à tout moment.

Cela dit, cela ne règle rien du tout sur le fond. Ces mesures ou lois sont adoptées mais ils ne les imposent pas à la population, ils les appliquent à leur convenance sur fond de corruption généralisée. Le port du casque est obligatoire, personne ou presque n'en porte, mais lors d'un contrôle de police on peut vous le reprocher, vous glissez 200 roupies dans la main du flic et vous filez !

Quand ils ont confiné la population en mars 2021, ils ne sont pas avisés à se pointer dans les villages, car ils savaient que personne ne respectait cette mesure, ils se seraient fait lyncher ou caillasser ! Ils envoyaient des auto-rickshaws munis de haut-parleurs, le pauvre type qui était payé pour cela parcourait le village sans s'arrêter puis disparaissait, ce qui nous a bien fait rire.

Avec la vaccination, ils s'y sont risqués une fois ou deux, puis on ne les a plus jamais revus, trop risqué sans doute ! C'est pareil, quand les Indiens comprirent qu'on se foutait de leur gueule, les flics disparurent totalement de la circulation, plus de barrages, plus un flic visible nulle part, les routes furent désertes pendant 2 mois, j'eus l'impression d'être revenu 25 ans en arrière, quand les bagnoles et les deux-roues à moteur étaient rares, quel bonheur !

Alors, la désobéissance civile pour "bâtir une société plus démocratique et humaniste", il ne faut pas y compter, c'est un leurre pour vous détourner de la lutte de classe et de la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Faux amis et opposition contrôlée. Comme quoi il faut se méfier des apparences...

Le blog stalinien *Le Grand Soir* défend la cause palestinienne en publiant des articles qui consacrent la partition-liquidation de la Palestine, par exemple ici :

- La solution à deux États vise à instaurer une paix véritable.

<https://www.legrandsoir.info/trump-veut-recreer-le-mandat-britannique-en-palestine.html>

Le blog stalinien *Réseau International* ne se contente pas de diffuser la littérature et les vidéos d'officines ou d'acteurs politiques d'extrême droite ou monarchistes, à travers les commentaires il donne gracieusement la parole à une organisation qui affiche ouvertement son anticomunisme hystérique : <https://livresdefemmeslivresdeverites.blogspot.com/2017/07/introduction-livres-de-femmes.html>

A la fin d'un autre article publié par le même blog on pouvait lire :

- Qu'attendent les oppositions (A Macron, Starmer, Merz et Tusk - J-C) pour dire non à l'escalade, comme le fait avec c Giorgia Meloni, qui refuse l'envoi de troupes au sol en Ukraine ?

J-C - C'est sans doute la "*prudence et la sagesse*" qui ont conduit Giorgia Meloni à la direction des Frères d'Italie, un parti réputé fasciste ou qui a conservé le logo de la flamme fasciste du Movimento sociale italiano (MSI), héritier direct du parti fasciste de Mussolini. (Wikipédia)

"*Prudence et sagesse*" que ne partage pas le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov :

- Le chef de la diplomatie russe a souligné le fait que l'Italie, contrairement à ses intérêts nationaux, s'était ralliée à ceux qui misaient sur la «*défaite stratégique*» de la Russie et avait décidé de rompre ses liens culturels avec Moscou. (RT 13 novembre 2025)

<https://francais.rt.com/russie/127340-interview-lavrov-sur-paix-ukraine-journal-italien-refuse-publier>.

J-C - Il faut dire que cet engouement pour Giorgia Meloni était signé Riposte Laïque, qui se présente comme, "*un site de ré information patriote contre l'islamisation de la France*", tout un programme, apparemment compatible avec le stalinisme, quoi de plus naturel en somme.

Dans le même blog le 14 novembre 2025, je suis aussi tombé sur un article délirant qui était censé rendre compte d'un document de la Rand sur la Russie, et en consultant l'original en français dans le blog de la Rand, je me suis aperçu que l'article publié par Réseau International était frauduleux du début à la fin.

La RAND vient de le dire : «*Sans Poutine, le monde est foutu*» par Mounir Kilani - Réseau International 14 novembre 2025

La RAND Corporation vient d'écrire la plus belle des victoires pour Vladimir Poutine sans même s'en rendre compte.

Le 6 octobre 2025, le think-tank du Pentagone – celui qui a inspiré la guerre froide, la guerre du Vietnam et la «*guerre contre le terrorisme*» – a publié 8 pages terrifiantes.

Titre : Preparing for the Death of Vladimir Putin (Se préparer à la mort de Vladimir Poutine) Lien : <https://www.rand.org/pubs/commentary/2025/10/preparing-for-the-death-of-putin.html>

J-C - Consultons le document de la Rand. Je tiens à préciser à ceux qui n'auront pas la patience ou le temps de lire en entier l'article de la Rand, que quasiment nulle part il était fait mention d'une quelconque "*victoire de Poutine*", tout au plus la Rand s'interrogeait en manifestant une inquiétude mesurée sur l'après Poutine ou l'incertitude sur l'avenir politique de la Russie, sans jamais évoquer un danger à faire trembler le monde.

Se préparer à la mort de Poutine - rand.org 6 octobre 2025

- Enfin, et avec prudence, les décideurs politiques doivent voir que la succession n'est pas seulement un risque mais aussi une opportunité. Le danger d'instabilité, de nouveau militarisme ou de concurrence entre les élites est réel. Dans le même temps, la transition pourrait être fluide ou même présenter un réformateur apparent. Cela peut laisser la Russie affaiblie, tournée vers l'intérieur ou peut-être ouverte à un certain changement. Une gamme d'éventualités peut être testée en utilisant des techniques telles que la rétro-source, l'analyse de scénarios et la planification basée sur des hypothèses. Ces méthodes peuvent fournir la base de données probantes pour une approche unifiée qui permet aux partenaires occidentaux de saisir les nouvelles opportunités tout en évitant les erreurs des années 1990 et 2000.

J-C - Risque et opportunité sont abordés de façon mesurée, pas de quoi célébrer une "*victoire de Poutine*", que sa mort ou sa retraite un jour ou l'autre pose des interrogations ou des inquiétudes est somme toute normal, sans plus, il n'est pas unique non plus.

La version artistique du droit naturel.

Lu.

- Ce que la culture a de plus noble : sa capacité à dire l'universel. La musique, comme la littérature ou la peinture, n'est le prolongement d'aucun gouvernement. L'art appartient à l'humanité tout entière.

J-C - Cela tombe bien, hier soir j'ai visionné deux vidéos épouvantables dédiées à Beethoven dont je suis fan, je les ai balancées avant d'écouter la fin. L'une était sponsorisée par une section française du Lion's Club international créé par un homme d'affaires américain, Melvin Jones, composé de cadres moyens et supérieurs, de patrons de petites ou grandes entreprises, d'élus (Sarkozy), de préférence francs-maçons, l'intervenant affirma que Beethoven n'était surtout pas révolutionnaire, il aurait été monarchiste, constitutionnel ajouta-t-il pour faire plus vraisemblable, alors que c'était un grossier mensonge.

Beethoven était bien républicain et révolutionnaire, il rompit ses relations avec Goethe, voici dans quelle condition précisément (source chatgptfrancais.org) :

- La dispute entre Beethoven et Goethe fait référence à un incident où Goethe, à l'occasion d'une audience avec le grand-duc de Weimar, s'est en effet mis à genoux pour montrer son respect et sa déférence envers l'aristocrate. Cet acte a profondément choqué Beethoven, qui était un fervent défenseur des idéaux républicains et de l'égalité, notamment influencé par les idées de la Révolution française.

Beethoven a exprimé son mécontentement face à cet acte qu'il considérait comme une soumission à l'aristocratie et comme une trahison de ses propres valeurs. Il a vu cela comme un manque de dignité et de respect envers le véritable potentiel humain. Cette divergence de principes a accentué leurs clivages et a contribué à la détérioration de leur relation.

Cet incident illustre bien la tension entre les idéaux romantiques de liberté et d'individualisme prônés par Beethoven et le conservatisme social et aristocratique que Goethe avait parfois tendance à accepter, soulignant une fracture dans leurs visions du monde.

J-C - Autre preuve du caractère républicain et révolutionnaire de Beethoven que je connaissais aussi (source idem) :

La symphonie que Beethoven destinait à Napoléon Bonaparte est sa Troisième Symphonie, connue sous le nom de "*Eroica*". À l'origine, Beethoven avait intitulé cette symphonie "*Bonaparte*", en raison de son admiration pour Napoléon, qu'il considérait comme un champion des idéaux de la Révolution française, notamment la liberté et l'égalité.

Cependant, en 1804, lorsque Beethoven a appris que Napoléon s'était couronné empereur en 1804, il a été profondément déçu. Pour lui, cette action trahissait les principes républicains qu'il avait

initialement admirés chez Napoléon. En réponse à ce changement, Beethoven a décidé de retirer le nom de Bonaparte de sa symphonie et de l'appeler "*Eroica*", ce qui signifie "*Héroïque*".

Ce changement de titre était aussi un moyen pour Beethoven de réaffirmer ses propres idéaux, ainsi que son rejet de l'autorité monarchique. La "*Eroica*" est devenue un symbole de la transition entre les idéaux de la Révolution et les réalités politiques de son époque, reflétant la complexité des attitudes de Beethoven vis-à-vis des figures de pouvoir.

J-C - "*Son rejet de l'autorité monarchique*" était connu de tous, cela lui causa bien des déboires financiers parce que ses mécènes étaient des nobles !

Le Lion's Club fonctionne comme une secte ou la franc-maçonnerie, un think tank néoconservateur, une fondation qui se veut philanthropique, "*une organisation caritative publique, une organisation d'aide sociale*" qui sélectionne ses membres, formate idéologiquement leurs cerveaux déjà acquis à sa cause, celle de l'oligarchie financière ; L'intervenant dans cette vidéo en profitera pour balancer une saloperie sur les Gilets Jaunes, on se demande ce que cela venait foutre là. Bref, cela puait la réaction !

- Selon un classement publié par le Financial Times en 2007, la Fondation du Lions Clubs International (LCIF) est classée première organisation non gouvernementale (ONG) mondiale sur sa capacité à canaliser et coordonner l'engagement social et philanthropique des entreprises.

En France, le Lions Clubs regroupe 25 000 membres bénévoles, au sein de 1 200 clubs répartis dans les 15 districts régionaux.

En France, les Lions revendiquent recueillir 20 millions d'euros de dons et 1,4 million d'heures de bénévolat par an (chiffres de 2014).

La fondation Bill-et-Melinda-Gates fait don de 30 millions de dollars à un programme initié en 2013 par le Lions Clubs et Gavi L'Alliance du vaccin, afin de protéger des millions d'enfants de la rougeole et de la rubéole. Wikipédia.

J-C - Comme le monde est petit !

L'adresse de la vidéo merdique :

Beethoven, génie tourmenté et musicien penseur

<https://www.youtube.com/watch?v=iuSZ6k5ww3A>

Il fallait y penser !

Pour lutter contre les plateformes comme Shein ou Temu, Bruxelles autorise la taxation des petits colis importés dans l'UE - franceinfo.fr 13 novembre 2025

Les ministres des Finances de l'Union européenne ont adopté cette mesure en vue de sa mise en œuvre dès le 1er trimestre 2026.

L'UE tente de lutter contre l'afflux de produits chinois, commandés sur des plateformes telles que Temu ou Shein. Les ministres des Finances de l'Union européenne ont approuvé, jeudi 13 novembre, la suppression de l'exonération de droits de douane sur les colis importés en Europe d'une valeur inférieure à 150 euros. Les Vingt-Sept espèrent pouvoir mettre en œuvre cette mesure, réclamée notamment par la France, dès le 1er trimestre 2026.

Cette taxation des petits colis devrait en outre s'accompagner de l'instauration de frais de traitement sur chaque petit colis entrant dans l'UE, en majorité achetés via des plateformes d'origine chinoise. Le montant de ces frais de traitement n'a pas été encore fixé, mais Bruxelles a proposé en mai deux euros par paquet. L'UE espère pouvoir appliquer ces frais à partir de la fin 2026.

Commentaires d'internautes.

- Shein en implantant un magasin physique à oser s'attaquer à l'Empire Pineau printemps redoute. Ça n'a pas entraîné les médias aux ordres ont sorti leur histoire de poupée pédomachin, exactement comme Internet à ses débuts pour défendre son Minitel France Télécom avait fait la même chose en prétendant que c'était un refuge de pédoterroristes. Le plus navrant c'est que ça marche à tous les coups et les politiques embrayent aveuglément

- Ils ne vont plus importer des petits colis mais des gros colis pleins de petits qui seront déballés et réexpédiés depuis leurs plateformes en Europe en renégociant à la baisse, les prix des transporteurs locaux. Au final le petit colis mettra 1 ou 2 jours de plus à arriver sans avoir été taxé à l'import. Encore une belle usine à gaz pour rien.

- Au lieu de faire plusieurs commandes à quelques € on fera une commande groupée (ça se fait sur Aliexpress), comme ça on ne paiera que 2€ une seule fois, j'essaye au maximum de faire marcher le commerce local, mais quand les prix sont 10 à 20 fois ceux pratiqués en Chine, pour du matos que le commerçant local a acheté dans le même pays, je n'aime pas être pris pour un pigeon (genre coque de clé, ampoule led, etc. etc.)

- Ce n'est pas pour autant que les gens achèteront Français. Nous n'en avons pas les moyens. Les grossistes préfèrent acheter chinois et nous le revendre au prix fort, la contrefaçon et la sécurité c'est une façon détournée d'interdire les gens à acheter en direct en Chine car ils ne peuvent pas nous racketter au passage. Ce sont des hypocrites, leurs boutiques sont pleines de produits asiatiques.

Une philosophie, pas une rébellion.

J-C - Les intellectuels petits bourgeois exclus de la cour des grands ou marginalisés par les élites et les médias mainstream, incapables de concevoir une société débarrassée du règne de l'exploitation et de l'oppression, se réjouissent de la marginalisation du dollar et de l'euro.

Ils se figurent que la souveraineté économique des Etats suffirait à résoudre les contradictions du capitalisme, car ils ne veulent pas admettre que ce sont ses fondements qui sont à l'origine de la crise qui le ronge, et non des mesures ou une orientation politique inadaptée qu'il suffirait de modifier pour que le capitalisme se porte mieux ou satisfasse les besoins des peuples, une pure illusion !

Cédez-nous votre place, sans rien changer on fera mieux que vous. Si j'osais, je vous soumettrais la question qui me vient spontanément à l'esprit, tant pis, j'ose : Dans quel sens ?

Ils critiquent le capitalisme et ils se proposent de le sauver, au lieu de nous aider à nous en débarrasser définitivement. Ils abusent leur auditoire ignorant du fonctionnement du capitalisme, dont finalement ils font la promotion. Tous ces opposants de pacotille, sont-ils davantage utiles ou nuisibles à notre cause ?

Lu.

- Ce serait une erreur d'interpréter la dédollarisation comme une croisade anti-américaine.

Comme le soulignent de nombreux analystes, l'objectif n'est pas de «détruire» le dollar, mais de démocratiser la finance mondiale, de s'assurer qu'aucune nation ne puisse dicter unilatéralement ses conditions à d'autres.

Pour la première fois de mémoire d'homme, les nations se demandent ouvertement si une monnaie unique devrait exercer une telle influence écrasante sur les marchés internationaux.

Il s'agit essentiellement d'un changement de philosophie. Pendant près d'un siècle, le dollar a représenté la stabilité, la confiance et la prévisibilité.

En 2024, il représentait encore environ 57,7% des réserves de change mondiales, une part considérable, mais en baisse constante par rapport aux 71% de 2000. L'érosion a été lente mais régulière.

Et à mesure que la Russie et la Chine présenteront des alternatives crédibles, ce déclin pourrait bientôt s'accélérer.

J-C - Quand les puissances occidentales, à commencer par les Etats-Unis, perdent le contrôle de nations qui leur étaient soumises possédant d'importantes ressources naturelles, la Chine et la Russie se proposent de les remplacer pour les exploiter à leur tour...

Là où les grandes puissances occidentales vacillent ou font preuve de faiblesse, il faut bien que d'autres prennent leurs places pour assurer la survie du capitalisme mondial, d'autant plus que leurs économies sont liées ou imbriquées, qu'une s'effondre et toutes sont menacées...

Pourquoi nous ne signerons pas cet appel.

A Son Excellence, M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU

- ... le 7 octobre 2023. Les crimes commis ce jour-là par le Hamas et d'autres factions armées nous ont horrifiés.

<https://jewsdemandaction.org/>

J-C - Je tiens à préciser que je ne condamne pas cette initiative, j'explique pourquoi je ne m'y associerai pas :

1 - Parce qu'il reprend la rhétorique des anglo-saxons-sionistes sur le 7 octobre 2023.

2 - Parce qu'il s'adresse à l'ONU qu'ils légitiment au passage.

3 - Parce qu'il cautionne l'existence de l'Etat juif suprémaciste ou génocidaire.

Cela fait beaucoup ! Maintenant, que les staliniens (Le Grand Soir et Réseau International) en soient le porte-parole et le signent est dans l'ordre des choses !

Des centaines de Juifs et d'Israéliens célèbres exhortent les puissants du monde à tenir Israël responsable des « atrocités commises à Gaza » - Le Grand Soir 11 novembre 2025

Une lettre ouverte signée par au moins 460 intellectuels juifs et israéliens, des célébrités, des acteurs politiques, appelle l'ONU et des chefs d'États à intervenir sur « les conditions qui président à l'occupation, à l'apartheid et au déni des droits des Palestiniens », absentes de l'accord de cessez-le feu du président Trump des États-Unis.

Un groupe de leaders et de personnalités juives célèbres appellent le monde à tenir Israël responsable de ses actes à Gaza et de faire usage du cessez-le feu avec le Hamas comme tournant décisif vers une paix juste et durable.

Par une lettre ouverte intitulée « *Des Juifs exigent d'agir* » publiée mercredi, Avraham Burg, ancien président de la Knesset et président d'Israël par intérim, Daniel Lévy, ancien négociateur israélien, Naomi Klein écrivaine canadienne et Peter Beinart, auteur, rejoints par au moins 460 personnalités juives exhortent à des sanctions contre Israël et à l'application du droit international.

<https://www.legrandsoir.info/des-centaines-de-juifs-et-d-israeliens-celebres-exhortent-les-puissants-du-monde-a-tenir-israel-responsable-des-atrocites.html>

L'Etat juif : Un régime nazi assumé.

La Knesset vote la peine de mort pour les «terroristes» et le contrôle des médias étrangers - RT 13 nov. 2025

Alors que le cessez-le-feu à Gaza demeure précaire, la Knesset a adopté, lundi 10 novembre, deux textes symboliques d'un glissement sécuritaire sans précédent. Sous la pression de son aile ultranationaliste, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a validé en première lecture une loi imposant la peine de mort obligatoire pour les « terroristes » palestiniens, et une autre accordant au pouvoir exécutif le droit de fermer des médias étrangers sans décision judiciaire.

Ces mesures, encore en débat, traduisent la victoire idéologique de l'extrême droite religieuse sur le Likoud, et la marginalisation des voix modérées au sein de la coalition.

Le premier texte, porté par Limor Son Har-Melech et le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir (Otzma Yehudit), vise à permettre l'exécution de tout Palestinien reconnu coupable du meurtre d'un Israélien « *dans le but de nuire à l'État d'Israël* ».

Ce nouveau texte abaisse le seuil judiciaire, autorisant une majorité simple de juges militaires à prononcer la mort, supprimant toute prise en compte de circonstances atténuantes.

La presse israélienne s'est émue de cette évolution : Haaretz parle d'une « *tache indélébile sur l'État d'Israël* », tandis que les partis d'opposition, notamment celui de Yair Lapid, dénoncent une loi « *raciste et inefficace* » qui alimente le cycle de vengeance et accentue la fracture entre Israéliens et Palestiniens.

Le second texte, adopté le même soir, autorise le gouvernement à fermer ou bloquer tout média étranger sans l'autorisation préalable d'un tribunal. Il institutionnalise le décret provisoire de 2024, surnommé « *loi al-Jazeera* », qui avait servi à interdire la chaîne qatarie, accusée de propagande pro-Hamas.

Le projet, défendu par le ministre des Communications Shlomo Karhi, donne désormais au Premier ministre le pouvoir de couper les signaux satellites ou de saisir du matériel journalistique. Des juristes de la Knesset ont mis en garde contre une législation « *anticonstitutionnelle* », supprimant toute garantie judiciaire et ouvrant la voie à la censure politique. L'opposition y voit une attaque frontale contre la liberté de la presse et un pas de plus vers l'étatisation de l'information.

Le média Yediot Aharonot a révélé la mise en place par Tel-Aviv d'une « *guerre de l'information coordonnée* » pour contrer les images de la souffrance civile à Gaza, accusées de nourrir la critique internationale. Avec ces deux lois, Israël entérine un virage autoritaire inédit depuis sa fondation.

J-C – Il faudrait plutôt affirmer que les fondations d'Israël étaient suprémacistes, donc totalitaire dès le milieu du XIXe siècle...

En complément.

Exclusif : "Il n'y a pas de véritable cessez-le-feu (à Gaza)", affirme la rapporteuse spéciale de l'Onu pour les territoires palestiniens - Euronews 12 novembre 2025

Dans une interview exclusive accordée à Euronews, Francesca Albanese, la rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens, affirme que le cessez-le-feu établi à Gaza n'est pas réel et que plus de 230 Palestiniens ont été tués depuis le début de l'entrée en vigueur de la trêve.

Il faut bien que les sionistes nazis fassent leurs affaires...

Emmanuel Macron change d'avis sur la présence d'entreprises israéliennes sur ces salons - Le HuffPost 13 novembre 2025

Machine arrière. Depuis le printemps 2024, Emmanuel Macron avait fixé une doctrine, consistant à écarter les entreprises israéliennes impliquées dans la guerre à Gaza des salons militaires organisés dans l'Hexagone. Mais en cette fin d'année 2025, le chef de l'État opère une volte-face remarquée en autorisant « *l'ensemble des entreprises israéliennes qui le souhaitent* » à participer au salon de la sûreté et de la sécurité intérieure Milipol Paris, organisé du 18 au 21 novembre.

« Cette décision a pour objectif de contribuer à un dialogue constructif avec les autorités israéliennes sur tous les sujets relatifs à la paix au Proche-Orient et à nos relations bilatérales », assure encore la présidence, citée par l'AFP. Le HuffPost 13 novembre 2025

L'invention du "peuple élu" est le produit d'un comportement pathologique, d'un déséquilibre psychique.

Non, les pyramides de Gizeh n'ont pas été construites par d'anciens esclaves hébreux par Juan Cole - Mondialisation.ca, 13 novembre 2025

Ann Arbor (commentaire éclairé) – Le mythe tenace véhiculé par les Israéliens sur les questions historiques devient un véritable danger géopolitique, tout autant que les affabulations des sionistes chrétiens, comme l'actuel ambassadeur américain en Israël, Mike Huckabee. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu affirme que le juriste musulman ou mufti Amin al-Husseini aurait incité Hitler à commettre l'Holocauste, probablement l'une des déclarations les plus provocatrices et islamophobes qui soient, et un mensonge absolu.

Parmi les nombreuses fausses allégations historiques persistantes, il faut citer celle selon laquelle les pyramides de Gizeh auraient été construites par des esclaves juifs, pyramides qui font l'actualité avec l'inauguration du superbe nouveau musée égyptien. Cette affirmation a été largement diffusée par le Premier ministre israélien Menahem Begin en 1977, à la stupéfaction de son interlocuteur dans les négociations, le président égyptien Anwar El Sadat.

Egypt Independent rapporte que Magdy Shaker, archéologue en chef au ministère du Tourisme et des Antiquités,

“a fustigé les déclarations du journaliste israélien Eddy Cohen sur le rôle d'Israël dans la construction des pyramides”, concluant : “On se demande comment on peut prétendre avoir participé à la construction d'un édifice aussi monumental que la pyramide de Khéops sans même exister à l'époque”.

Les Hébreux ou “Juifs” n'ont pas participé à la construction des pyramides, car il n'y avait pas encore de Juifs à cette époque. Les trois pyramides de Gizeh ont été construites pendant la IV^e dynastie (vers 2575-2465 avant notre ère). Moïse est un personnage mythique imaginé par les scribes juifs de l'Iran achéménide dans les années 500 avant notre ère et plus tard, d'après des récits populaires circulant au sujet d'une branche des Cananéens, et on ignore s'il a réellement existé et à quelle époque. Si l'on en croit la tradition, il aurait vécu entre 1391 et 1271 avant notre ère, soit quelque 11 siècles après la construction des pyramides.

Les archéologues ne trouvent pas en Palestine de preuves de ce qu'on considère comme des pratiques juives typiques, telles que l'absence de porc et de certains fruits de mer dans l'alimentation, ou le refus d'adorer plusieurs dieux, avant les années 200 avant notre ère. Il est donc difficile de déterminer à partir de quand les Juifs ont commencé à être identifiables, par opposition à une branche des Cananéens qui vouaient un culte particulier à l'une des anciennes divinités cananéennes.

Non seulement les esclaves juifs n'ont pas construit les pyramides, mais on sait désormais avec certitude que les ouvriers n'étaient nullement des esclaves. Comme l'écrit Natalie Martin,

“les dernières découvertes révèlent une main d’œuvre permanente d’environ 10 000 ouvriers qualifiés et saisonniers, dont la plupart étaient bien nourris, logés à proximité dans des villes éphémères et travaillaient par équipes”.

Nous savons depuis longtemps que les ouvriers étaient bien logés et bien nourris, avec des rations de viande et de bière, même si les manœuvres consommaient probablement plus de viande maigre de chèvre que d’aloyau. Des inscriptions récemment découvertes dans les pyramides mentionnent des équipes d’ouvriers et font référence à des contremaîtres et des artisans, poursuit Mme Martin. Ces inscriptions confirment l’existence d’une main-d’œuvre hiérarchisée et bien organisée. Les équipes provenaient de nombreuses provinces de l’empire de la IV^e dynastie et travaillaient probablement par roulement. À l’époque, Gizeh se situait sur un bras du Nil aujourd’hui disparu, et était donc un port florissant.

Les tombes de certains ouvriers ou contremaîtres subsistent dans la région, et comme le souligne le doyen des égyptologues Zaki Hawas, les esclaves n’avaient pas droit aux tombes dans l’Égypte antique.

Si vous souhaitez en savoir plus, consultez le livre de Mark Lehner, à partir de la page 397, dans cet ouvrage sur le travail dans le monde antique.

Mark Lehner émet d’ailleurs l’hypothèse intéressante que certains artisans étrangers auraient travaillé sur les pyramides, non pas comme esclaves, mais comme ouvriers doués de compétences spécifiques, notamment dans le travail du granit ou du cuivre. Cette expertise pourrait être issue de la cité-État phénicienne de Byblos. Des Nubiens d’Égypte supérieure et des Libyens auraient également participé à ces travaux. Bien qu’il s’agisse principalement d’un projet égyptien, plusieurs peuples de la région de l’époque ont peut-être apporté une contribution mineure, d’où le caractère cosmopolite du projet.

Quant aux Israélites, il n’existe aucune trace archéologique de leur passage en Égypte, et encore moins de leur asservissement. Les événements de l’Exode sont souvent associés au règne de Ramsès II (qui régna de 1279 à 1213 avant notre ère), mais une grande stèle à Louxor détaillant les événements de son règne, où je suis allé une fois, ne mentionne pas d’esclaves hébreux, ni de révolte d’esclaves, ni de traque jusqu’à la mer Rouge, et Ramsès II ne s’est pas noyé dans ses eaux. Ramsès II a vécu jusqu’à l’âge de 90 ans et est mort dans son lit. Sa momie révèle qu’il souffrait de problèmes dentaires, d’arthrite et d’artériosclérose.

L’histoire, comme tout le reste dans la société contemporaine, est politique, et les falsifications historiques sont souvent exploitées pour rallier les populations à des intérêts bien précis ou revendiquer une prétendue gloire passée. Ces dérives sont inacceptables pour tout individu sain d’esprit. Au lieu de tirer gloire de ses ancêtres, nous devrions plutôt agir en êtres humains bienveillants, éthiques, créatifs et généreux. Agiter les vieilles rancœurs remontant à des lustres devient même inquiétant, surtout sans la moindre preuve archéologique ou scientifique. Juan Cole - Mondialisation.ca, 13 novembre 2025

Le gang mafieux des 7 s'est réuni au Canada.

Guerre en Ukraine : Un scandale de corruption secoue Kiev et Zelensky, le G7 maintient la pression sur la Russie - 20minutes.fr/AFP13 novembre 2025

Les ministres de l'Energie et de la Justice ont annoncé leur démission à la demande du président Volodymyr Zelensky sur fond de scandale de corruption, un des pires de ces dernières années dans ce pays qui lutte depuis près de quatre ans contre l'invasion russe. Cette annonce intervient peu après que les instances anticorruption ukrainiennes ont indiqué avoir démantelé un vaste système de corruption dans le secteur énergétique portant sur 100 millions de dollars de pots-de-vin, orchestré selon les enquêteurs par un proche du président.

Le parquet national anticorruption (SAP) avait accusé mardi l'ex ministre de l'Energie et actuel ministre de la Justice Guerman Galouchtchenko d'avoir perçu des « *avantages personnels* » dans cette affaire en échange du contrôle sur les flux financiers du secteur énergétique donné à un proche du président, Timour Minditch.

Cette affaire a suscité une vague d'indignation en Ukraine. Le scandale prend une dimension particulière compte tenu de l'extrême dépendance de l'Ukraine à l'aide militaire et financière occidentale...

Présent au sommet du G7 ce mercredi au Canada, le ministre ukrainien des Affaires étrangères a appelé les sept grandes puissances (Etats-Unis, Japon, Canada, France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni) à continuer à investir dans la fabrication de missiles et de drones, et la défense aérienne de l'Ukraine.

Les chefs de la diplomatie des pays du G7 ont assuré qu'ils s'efforçaient de continuer à soutenir l'Ukraine et maintenir la pression sur la Russie, le Canada annonçant, par exemple, de nouvelles sanctions contre Moscou.

Les monarchies sont les bienvenues à la COP comme à Bilderberg.

Mary de Danemark de retour au Brésil pour la COP30 - Point de Vue 12 novembre 2025

Pour son retour au Brésil, la reine Mary de Danemark a mis, cette fois-ci, le cap sur Belém, dans le nord-est du pays, où elle reste du 10 au 13 novembre 2025 pour participer à la 30e Conférence des parties qui se déroule jusqu'au 21 novembre prochain dans la capitale de l'État du Pará.

L'impérialisme a sonné le glas de l'illusion de la république bourgeoise démocratique.

J-C – Les guerres impérialistes n'ayant jamais cessé depuis le début du XXe siècle, on est en droit de se demander comment et pourquoi cette illusion a-t-elle pu durer aussi longtemps.

Je vous mets sur la piste en avançant deux facteurs :

1 – Le nouveau cycle du capitalisme initié au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, qui se traduira par l'expansion de la division du travail et du marché mondial...

2 – L'abandon du socialisme par la social-démocratie et du communisme par l'Internationale Communiste stalinisée, qui se traduira par la subordination du mouvement ouvrier au capitalisme et à ses institutions. Ils serviront de caution démocratique à la dictature du capital...

Les présidents américains ont toujours eu un faible pour les pires dictateurs.

Rappel.

La visite du président autoproclamé syrien al-Sharaa à la Maison Blanche, rappelle la détestation de longue date de Washington pour les processus démocratiques et tous ceux qui les défendent, au-delà du périmètre occidental et parfois même en son sein.

Prenons l'exemple du shah d'Iran après la Seconde Guerre mondiale. En 1949, soit deux ans seulement après le début de la guerre froide qu'il a lui-même initiée, le président Harry Truman a accueilli le shah à la Maison Blanche, quatre ans avant que la CIA et les Britanniques ne renversent Mohammad Mossadegh, démocratiquement élu à Téhéran.

Quatre autres présidents l'ont invité à revenir pour cinq autres visites : John F. Kennedy en 1962, Richard Nixon en 1969 et 1973, Gerald Ford en 1975 et Jimmy Carter en 1977.

En 1970, ce fut le tour de Suharto. Nixon l'avait en effet invité pour une visite d'État en 1970, soit cinq ans après que le sang d'un million de personnes, selon les dernières estimations, a coloré les rivières indonésiennes, pour défendre l'héritage de Sukarno, le père de l'indépendance indonésienne.

Lorsque Reagan a reçu Suharto à la Maison Blanche, il a organisé un dîner officiel et encensé ce dictateur cruel pour "*son leadership avisé et inflexible*".

Augusto Pinochet a été invité par Carter en 1977, soit quatre ans après le coup d'État qui a renversé le président chilien Salvador Allende. Efraín Ríos Montt a été convié par Reagan en 1982, alors qu'il perpétrait, en tant que pire dictateur militaire du Guatemala, une campagne de terreur et de génocide qui a marqué la psyché de la population maya du Guatemala.

Etc. (hélas).

Tous ces individus, et combien d'autres encore, poursuivaient un but, tout comme al-Sharaa. Si la présence d'al-Sharaa dans le Bureau ovale cette semaine nous révolte, nous devrions être tout aussi révoltés par les huit dernières décennies de pratiques de l'empire à l'étranger.

C'est peut-être l'occasion d'admettre la propension de nos prétendues élites à soutenir toutes sortes de meurtriers de masse, de tyrans, de génocidaires et de dictateurs, et de réaliser leur aversion pour la démocratie et ses mécanismes, et pour quiconque — au-delà du périmètre occidental, et parfois même à l'intérieur — les défend. (Patrick Lawrence - Consortium News, le 11 novembre 2025)

J-C – Quel aveu ! Qu'est-ce qu'on nous dit ici, sinon que les intellectuels ou les idéologues des classes moyennes ont toujours su à quoi s'en tenir sur la nature pourrie du régime américain sans pour autant jamais rompre avec le capitalisme, c'est moi qui le précise. Tel n'est pas les

enseignements politiques qu'ils en tirent. Ce sont des opposants d'opérette, des opportunistes dignes de figurer dans les rangs de l'opposition contrôlée.

Les États-Unis tentent de retrouver leur influence en Afrique grâce aux djihadistes par Serge Savigny Savigny – Observateur continental – Mondialisation.ca, 14 novembre 2025

L'Afrique en 2025 connaît une forte recrudescence de l'activité terroriste. Les groupes armés étendent rapidement leur influence sur tout le continent.

Les statistiques dressent un sombre tableau. Selon le Global Terrorism Index 2025, la région du Sahel représente cette année environ 51% de tous les décès dus au terrorisme dans le monde. Selon ces indicateurs, elle a dépassé le Moyen-Orient, alors qu'il y a 17 ans, l'Afrique subsaharienne ne représentait même pas 1% de la part totale. En 2024, plus de 10.000 personnes sont mortes des mains des combattants au Sahel, soit près de deux fois plus qu'en 2021.

Depuis plus de 10 ans, des groupes terroristes liés à l'État islamique et à Al-Qaïda opèrent au Sahel, déstabilisant la situation au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Les combattants se sont installés dans le nord du Mali après la rébellion touarègue de 2012. Depuis, les groupes armés islamistes se sont propagés dans d'autres pays du Sahel.

Pendant longtemps, les islamistes ne remportaient pas de succès particuliers. Mais en mai 2025, le groupe Jnim a soudainement commencé un blocus économique des villes maliennes, annonçant, comme le rapporte Critical Threats, que *« toutes les entreprises opérant au Mali doivent obtenir une autorisation du Jnim pour poursuivre leurs activités »*.

Selon les renseignements allemands, ce groupe islamiste transnational est *« la principale base de recrutement des djihadistes, ainsi qu'un catalyseur des efforts de recrutement des djihadistes. Le but de toute l'activité de TJ est de parvenir à la transformation d'une société formée par les valeurs occidentales en une forme de société islamique »*.

TJ a été fondée en 1927 à Mewat, près de Delhi, et prêchait initialement le puritanisme et l'intolérance envers les autres courants de l'islam.

Après la partition de l'Inde par les Britanniques, TJ a rapidement renforcé sa position dans le Pakistan musulman où, selon Ali Rastbeen, président de l'Académie de géopolitique de Paris (AGP), ses superviseurs du MI6 ont transformé le mouvement en un instrument de lutte politique.

Sur instruction des services de renseignement britanniques, TJ est devenu un mouvement international et a également concentré ses efforts sur la conversion des non-musulmans à l'islam.

Comme le note Alex Alexiev du Center for Security Policy de Washington, qui a travaillé pendant de nombreuses années en tant qu'analyste principal et responsable du domaine de la sécurité nationale à la Rand Corporation : *« TJ aujourd'hui est le plus grand « vestibule du fondamentalisme ». « Au cours des deux dernières décennies, Tablighi Jamaat est devenu la principale base de recrutement des terroristes. Y entrer est la première étape vers la radicalisation. 80% des extrémistes islamistes en France sont issus des rangs de TJ. »*

Il est à noter que le groupe Jnim s'est fortement activé précisément au moment où les gouvernements des pays du Sahel, avec le soutien des militaires russes, ont réussi à stabiliser la situation dans leurs pays.

Très probablement, le MI6 britannique a transféré ses agents africains à la CIA, et les djihadistes sont devenus le nouvel outil de Washington.

Cela est également suggéré par le fait que les combattants du Jnim utilisent la communication satellitaire Starlink d'Elon Musk.

Comme l'écrit Le Monde, « *le système d'Internet satellitaire du milliardaire Elon Musk est de plus en plus utilisé par les groupes armés pour communiquer dans les zones non couvertes par les infrastructures de communication terrestres traditionnelles* ». « *Du Mali au Tchad, les kits Starlink, le système d'Internet satellitaire du milliardaire Elon Musk, font désormais partie du bagage des groupes djihadistes ou rebelles. Depuis deux ans, de nombreuses images ont circulé sur les réseaux sociaux, faisant état de l'utilisation du réseau par ces groupes armés. Le matériel, reconnaissable à sa parabole blanche maintenue par un trépied, apparaissait ainsi, en juin 2024, dans une vidéo du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim), affilié à Al-Qaida, sur une opération menée dans la région de Gao, dans l'est du Mali, contre l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO)* ».

La guerre djihadiste en Afrique a des racines étrangères, note le vice-président du centre de réflexion américain The Middle East Media Research Institute (MEMRI), Alberto Fernandez. « *Les leaders djihadistes d'Afrique de l'Ouest, Ag Ghaly et Amadou Koufa, ont été radicalisés par des étrangers, vraisemblablement des prédicateurs pakistanais de Tablighi Jamaat* », écrit Fernandez, omettant de mentionner que les services de renseignement américains agissent rarement directement, leurs opérations étant généralement financées par l'intermédiaire de mandataires des monarchies arabes.

C'est ainsi que Washington tente de retrouver son influence en Afrique : déstabiliser les régions où les gouvernements pro-russes sont forts en utilisant des djihadistes sous son contrôle. Le résultat d'une telle guerre par procuration est prévisible : le chaos, le sang et la destruction. Et dans ce contexte, les corporations américaines obtiendront l'accès aux ressources naturelles africaines.

Totalitarisme. Des virus inflationnistes qui frappent principalement les populations des pays occidentaux.

J-C – Ils s'en prennent à notre santé et à notre alimentation, ce qui revient au même, l'industrie des produits alimentaires transformée et les trusts de l'industrie agro-alimentaire, les trusts pharmaceutiques, nous empoisonnent... Ces monstres sont prêts à faire n'importe quoi pour contraindre la population à changer de comportement alimentaire, entre autres. En plus, cela leur permet d'accroître leur profit, donc leur pouvoir...

Il ne vous aura pas échappé, qu'en se comportant de cette manière à l'insu des peuples, ce sont ceux qui accusent leurs opposants de « *complotistes* » qui le sont eux-mêmes.

Le prix des œufs s'envole en France : la grippe aviaire est-elle seule responsable ? - Euronews 12 novembre 2025

Le prix moyen des œufs a augmenté de 18 % en France au cours de l'année écoulée, bien au-delà de la moyenne de l'Union européenne, où ce produit alimentaire de base a augmenté de 10 %.

En Europe, l'France n'est devancée que par la République tchèque (38,6 %), la Slovaquie (30,9 %), le France (30,4 %), la Lettonie (18,9 %), la Hongrie (18,2 %) et la Pologne (18 %).

La propagation du virus parmi les volailles a entraîné l'abattage de plus de deux millions de poules pondeuses en France, ce qui a encore accentué la tension sur le marché. Au niveau international, la grippe aviaire a également touché les États-Unis et plusieurs pays de l'Union européenne, où l'on estime que plus de six millions d'oiseaux ont été perdus. Euronews 12 novembre 2025

J-C – La population appauvrit se rabat sur les France à défaut de pouvoir se nourrir de viande.

Euronews – Outre l'impact de la grippe aviaire, il signale que la consommation d'œufs a augmenté de 4,2 % en un an, alors que le nombre de poules n'a augmenté que de 0,3 %.

J-C – Et en France. Racket organisé. Cette pénurie est planifiée par les trusts agro-alimentaires pour réaliser plus de profit.

Challenges – Le 11 novembre, dans les rayons du Carrefour Market de la rue Paul-Painlevé de Nîmes (Gard). Quelques jours plus tôt, c'est un Leclerc Drive, dans cette même région Occitanie, qui ne permettait pas d'acheter ce produit frais adoré des Français.

Les distributeurs ont peu d'intérêt à communiquer sur l'absence d'un produit pour lequel la demande ne cesse de croître (+ 4 % au cours des neuf derniers mois), tandis que l'offre ne parvient pas à suivre (+ 1 %).

En magasin, Carrefour avance aussi une autre explication. « *Les poules élevées en plein air sont momentanément confinées à la demande des autorités* », peut-on lire sur un écriteau. Une épizootie de grippe aviaire est-elle alors à l'origine de l'absence d'œufs en rayon actuellement ? La Fédération du commerce et de la distribution (FCD) peine à y croire : « *Le plein air représente 45 % des œufs en vente, cette raison paraît peu probable.* » Même son de cloche du côté du CNPO et de sa directrice, Alice Richard : « *Bien sûr, le sujet nous inquiète beaucoup, mais nous touchons du bois, seul un petit élevage a été touché cette année.* »

Il se produit chaque année en France près de 15 milliards d'œufs, soit 226 œufs consommés par Français en 2024, en hausse de 13 % en dix ans. Environ 45 % sont vendus en coquilles dans la grande distribution et les réseaux spécialisés ; les 55 % restants sont vendus sous forme d'ovoproduits et dédiés à l'industrie agroalimentaire. « *Il suffit que la demande industrielle augmente d'1 % pour provoquer des déséquilibres dans la chaîne logistique ou encore les emballages* », poursuit Hubert Beyler.

Autosuffisante en œufs coquilles, la filière marche donc sur un fil, d'autant que, par la loi, il est désormais impossible d'installer de nouvelles exploitations avec des poules en cage. « Nos installations se transforment lentement pour proposer toujours plus d'élevage au sol et en plein air. Mais cela demande des investissements lourds sur des exploitations qui, à surface équivalente, accueillent moins d'animaux et génèrent donc moins de production », analyse le CNPO, alors que le nombre d'exploitations proposant une production au sol ou en plein air a déjà plus que triplé en dix ans, passant de 15 % à 53 %. « *Au 1^{er} janvier 2026, plus aucune marque distributeur ne proposera d'œuf dont les poules sont élevées en cage* », promet la FCD.

Les conditionneurs sont « 7 ou 8 à se partager 80 % du marché ». En œuvrant sur le marché libre, ils se donnent le pouvoir d'apprécier à la hausse leur prix de vente. Challenges 12 novembre 2025

Si cela coûte trop cher de produire des France pour satisfaire les besoins alimentaires de la population, il faut changer de système économique, non ?

J-C – Etrange, en Inde où nous sommes 1,4 milliard, nous ne connaissons pas ce genre de situation. Vous ne trouvez pas cela étrange que seuls les pays riches soient concernés, et n'évoquez pas une stratégie ou un complot en bande organisée, on vous retournerait l'accusation pourtant bien fondée.

Les Indiens consomment beaucoup d'œufs, pas spécialement par amour des France ou parce qu'ils seraient végétariens, cela, c'est une fable pour occidentaux en quête d'exotisme, mais parce qu'ils sont trop pauvres pour acheter de la viande très chère.

AFP – Depuis l'automne 2023, la vaccination des canards est obligatoire en France, une stratégie qui a selon les experts permis d'éviter des épizooties majeures ces deux dernières années.

L'AFP signalait dans un article du 21 octobre 2025 qu' « un foyer d'infection par l'influenza aviaire a été recensé dans le Lot-et-Garonne récemment, concerne un élevage de 2.000 canards « vaccinés » », autrement dit, comme pour le Covid, la vaccination ne sert à rien, quoique pas tout à fait.

AFP – La part du financement de l'État à la vaccination – estimée à 100 millions d'euros par an – est passée de 70% pour la saison dernière à 40% pour la saison en cours depuis début octobre.

« Pour les éleveurs, c'est le retour d'une période particulièrement anxiogène marquée par des contraintes renforcées, des pertes économiques prévisibles, et surtout, un profond sentiment d'abandon par l'État », a réagi mardi la Coordination rurale. Le syndicat agricole demande au moins 70% de prise en charge par l'État et un accompagnement renforcé des éleveurs touchés par les restrictions. AFP 21 octobre 2025

Il n'y a rien de philanthropique là-dedans, rien que de la filouterie !

Nouvelle défection majeure chez les alarmistes du climat par Benoît Rittaud - climato-realistes.fr 10 novembre 2025

À l'issue d'un cheminement intellectuel qu'on devine complexe, le grand mérite de Bill Gates est d'avoir eu le courage de récemment dire tout haut les conclusions qui sont les siennes.

<https://www.climato-realistes.fr/nouvelle-defection-majeure-chez-les-alarmistes-du-climat/>

J-C - C'était prêté un peu vite à Gates des bonnes intentions qu'il n'a jamais eues, dans la mesure où il a toujours exploité toutes les contradictions et les opportunités qui se présentaient en fonction du développement de la situation mondiale pour s'enrichir davantage et accroître son pouvoir au détriment de tous les peuples pour les maintenir dans la servitude.

En fait il n'a rien renié du tout, il l'a écrit dans son blog : "Nous devons continuer à soutenir les percées qui aideront le monde à atteindre zéro émission." Mais encore : "Bien que le changement

climatique aura de graves conséquences – en particulier pour les populations des pays les plus pauvres – cela ne conduira pas à la disparition de l'humanité. (...) Les projections d'émissions ont diminué, et avec les bonnes politiques et les investissements, l'innovation nous permettra de réduire les émissions beaucoup plus loin.". Plus loin : "*Pour être clair: le changement climatique est un problème très important. (...) Chaque dixième de degré de chaleur que nous prévenons est extrêmement bénéfique parce qu'un climat stable facilite l'amélioration de la vie des gens*", quelle aberration ou contrevérité ! De plus, comme s'il s'en souciait, passons.

<https://www.gatesnotes.com/home/home-page-topic/reader/three-tough-truths-about-climate>

Bref, il n'a pas du tout abandonné le Green New Deal, il s'adapte au discours de Trump, qui s'est recentré sur les énergies fossiles (et le nucléaire) dont le rôle dans le fonctionnement et le développement de l'économie mondiale est irremplaçable, sous peine que le capitalisme soit menacé politiquement en chargeant trop la barque sur le plan social. Ils appellent donc à mettre un frein et non à la fin de la stratégie favorisant les énergies renouvelables, réduites à un rôle auxiliaire ou complémentaire au côté des énergies fossiles et du nucléaire.

Ils ont saisi les dangers que faisait peser sur l'économie mondiale la théorie frauduleuse du réchauffement climatique de nature anthropique sans toutefois abandonner la totalité de ses conclusions, en fait ils comptent désormais jouer sur les deux tableaux à la fois ou combiner les deux théories en présence de manière à en tirer le maximum de profits, normal puisque c'est la seule chose qui les intéresse.

Pour mieux comprendre le "*recentrage*" de Gates, on peut consulter le think tank RAND directement lié au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne.

Dans un document il présente leur objectif de la manière suivante : «la rivalité géopolitique entre les États-Unis et la Chine comporte des risques de conflit militaire ouvert, de guerre économique et de subversion politique, ainsi que le danger que les tensions entre les deux principales puissances mondiales détruisent la possibilité de parvenir à un consensus mondial sur des questions telles que le climat et l'intelligence artificielle. Modérer cette rivalité apparaît comme un objectif fondamental, tant pour les États-Unis et la Chine que pour le reste du monde».

Mais encore, il estime indispensable "*de parvenir à un consensus mondial*", à "*une vision commune en matière de principes organisationnels de la politique mondiale pouvant fournir au moins une base pour un statu quo convenu*", par crainte des conséquences sociales et politiques qui découleraient de la désorganisation de l'économie mondiale ou du chaos qu'entraînerait un affrontement ou une rupture entre les États-Unis et la Chine ainsi qu'avec leurs alliés respectifs.

La RAND appelle à « stabiliser » les relations entre les États-Unis et la Chine par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 11 novembre 2025

<https://www.voltairenet.org/article223151.html>

Allemagne.

La guerre, c'est la paix. Militarisation de l'Allemagne.

Service militaire en Allemagne : examen médical pour tous les majeurs, tirage au sort en cas de manque de volontaires - 13 nov. 2025

La coalition au pouvoir en Allemagne, composée du Parti social-démocrate (SPD) et du bloc des partis conservateurs Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et Union chrétienne-sociale (CSU), a approuvé le 13 novembre un projet de loi qui rétablira la commission médicale obligatoire pour tous les hommes âgés de 18 ans et plus en vue d'un service ultérieur dans les forces armées du pays (Bundeswehr), a rapporté le journal Bild.

Selon le quotidien allemand, le service militaire restera volontaire, mais il y a une nuance : si le nombre de volontaires aptes au service militaire est insuffisant, les autorités complèteront les effectifs manquants par tirage au sort, en fonction des besoins du ministère de la Défense du pays.

Le nouveau projet de loi oblige tous les hommes majeurs en Allemagne à remplir un questionnaire en ligne contenant des informations sur leur état de santé, leur condition physique, leur niveau d'éducation et leur aptitude au service militaire. Bild a précisé que les femmes peuvent le faire sur une base volontaire.

D'après Der Spiegel, conformément à ses engagements envers l'OTAN, les effectifs des forces armées allemandes devraient augmenter d'environ 80 000 à 260 000 personnes. En outre, il est prévu de recruter 200 000 réservistes. Si les objectifs ne sont pas atteints, les autorités allemandes adopteraient une loi sur le retour du service militaire obligatoire, a ajouté le journal allemand.

Allemagne: les suppressions d'emplois s'accélèrent dans l'industrie électro-métallurgique - AFP 14 novembre 2025

Le secteur a perdu 105.000 employés sur un an selon un décompte arrêté à septembre, soit 2,7% de ses effectifs d'après des chiffres publiés par la fédération patronale de l'industrie métallurgique et électrique (Gesamtmetall).

Au total, 3,82 millions de personnes travaillaient dans l'électro-métallurgie en Allemagne en septembre.

C'est 240.000 employés de moins, soit une baisse de près de 6% par rapport au pic atteint en 2019.

Illustration de la crise, le fleuron de l'industrie automobile allemande, le géant Volkswagen prévoit la suppression de 35.000 emplois d'ici 2030, soit 29% de ses effectifs en Allemagne.

Bosch veut économiser 2,5 milliards d'euros avec des suppressions de postes - Capital 17 septembre 2025

Déjà cet été, Bosch avait annoncé jusqu'à 1 100 suppressions d'emplois supplémentaires d'ici à 2029 en Allemagne, en plus des 7 000 postes supprimés l'an dernier dans le monde.

Ford prévoit de supprimer jusqu'à 1.000 emplois dans son usine allemande en raison de la faible demande de VE - Investing.com 16 septembre 2025

Cette nouvelle vague de suppressions élargit un plan d'économies initié en 2024, qui visait déjà à éliminer 2.900 emplois sur le site de Cologne d'ici fin 2027 dans l'administration, le développement et d'autres départements.

Liban.

Liban: la Finul accuse Israël d'avoir construit un mur en territoire libanais - RFI 15 novembre 2025

Un communiqué de la Finul publié vendredi 14 novembre précise qu'une étude géospatiale effectuée en octobre par la force onusienne confirme qu'un mur érigé par Israël franchit la Ligne bleue, tracée après le retrait israélien du Sud-Liban, en l'an 2000. Le texte indique que ce mur rend plus de 4 000 mètres carrés de terrains inaccessibles à la population libanaise.

Ces nouveaux empiètements s'ajoutent à l'occupation par l'armée israélienne, depuis un an, de six collines stratégiques en territoire libanais, en plus des fermes de Chebaa, des collines de Kfarchoucha et de la partie libanaise du village de Ghajar, occupée depuis plusieurs décennies, sur les contreforts du Golan. RFI 15 novembre 2025

Soudan.

Gouverneur du Darfour : 85 % des combattants des Forces de soutien rapide sont étrangers – almanar.com.lb 11 novembre 2025

Le gouverneur du Darfour, Minni Arko Minawi, a révélé que «les Forces de soutien rapide, qui combattent au Soudan, comptent plus de 85% d'éléments étrangers», soulignant que *«la plupart de ces combattants proviennent des pays voisins»*.

Dans un tweet publié sur sa plateforme X, M. Minawi a expliqué que *« ce fait est peut-être méconnu »*, mais qu'il représente, selon lui, *« le cœur de la crise sécuritaire actuelle »*. almanar.com.lb 11 novembre 2025

Israël trempe dans le génocide au Soudan : liens secrets avec les FSR – histoireetsociete.com 11 novembre 2025

Au-delà du choc mondial provoqué par les atrocités à El Fasher, les indices de liens secrets entretenus par Israël avec les FSR se multiplient.

Une enquête récente de Sudan Transparency a révélé que les services secrets israéliens ont établi des canaux de communication avec le commandant des FSR, Mohamed Hamdan Daglo, dit Hemedti, depuis au moins 2021. L'enquête mentionne en particulier un vol secret qui a pris place en

mai 2021, impliquant un haut responsable militaire retraité. Au cours d'une escale éclair de 45 minutes à Khartoum, il aurait livré du matériel de surveillance de pointe.

Le rapport établit que « *au Soudan, Israël n'a pas entretenu des relations seulement avec les Forces Armées Soudanaises (FAS), mais aussi avec le Commandant des FSR, Hemedti* », ajoutant que « *la livraison de matériel d'espionnage dernier cri* » faisait partie de cette relation dissimulée.

Des chercheurs indépendants ont ainsi identifié des batteries de missiles multiples de type LAR-160, fabriquées en Israël, aux mains des FSR. Ces armes ont été développées par IMI (Industries Militaires Israéliennes).

Chercheur panafricain basé au Caire, Kribsoo Diallo, lors d'un interview avec QNN, considère que ces liens ont « *un impact direct sur le champ de bataille* ». « *S'ils sont confirmés, on pourra dire que ces liens ont étayé les capacités opérationnelles des FSR en leur apportant du renseignement et des systèmes de communications avancés* », dit-il, ajoutant que « *cela pourrait expliquer leur aptitude à maintenir un siège aussi long à El-Fasher, et aussi à mettre en place des attaques hautement coordonnées sur les zones civiles* ».

Les atrocités commises par les FSR suivent le mode d'emploi établi par Israël à Gaza

Beaucoup de commentateurs remarquent que les FSR utilisent de plus en plus le langage et les tactiques employées par Israël à Gaza, présentant les violences de masse comme « *une nécessité militaire* ».

Une enquête d'Al Jazeera expose que les justifications légales avancées par les FSR pour attaquer les zones civiles sont alignées sur le style israélien. Par exemple, le camp de déplacés de Zamzam a été rebaptisé « *zone militaire* » avant d'être attaqué. Les experts juridiques arguent que cette pratique est le reflet des arguments invoqués à Gaza où les hôpitaux, les écoles et les abris sont bombardés sous prétexte qu'ils constitueraient des '*bases du Hamas*'.

Un conseiller des FSR a même déclaré aux médias israéliens que les opérations de l'armée soudanaise « *sont similaires aux attaques terroristes des Palestiniens contre Israël* ». Une rhétorique qui vise probablement à s'attirer la sympathie de Tel Aviv.

Luigi Daniele est un professeur chevronné de droit humanitaire international à la Faculté de Droit de Nottingham. Pour lui, « *les FSR ont adopté le langage d'Israël pour légitimer la punition collective* ». Il détaille : « *déclarer des quartiers entiers ou des camps de réfugiés comme 'zones militaires' a clairement pour but d'enlever aux civils qui y résident toute forme de protection, selon une tactique qui a été expérimentée à Gaza* ».

Pour sa part, l'ambassadeur du Soudan auprès des nations Unies, Mr Al-Harith Idris a déclaré devant le Conseil de Sécurité de l'ONU que les massacres à El-Fasher « *constituent un génocide au regard de tous les standards légaux* ». Il précise que « *des femmes et des jeunes filles sont attaquées en plein jour* », concluant que « *ce à quoi nous assistons à El Fasher, c'est la continuation d'une campagne systématique de nettoyage ethnique commencée dès 2023* »

Pour les organisations de défense des droits humains, le silence international autour de Gaza et du Soudan souligne la protection dont les auteurs d'exactions bénéficient grâce aux liens du renseignement et des alliances de politique étrangère. Selon Diallo, « *ce que nous voyons à El Fasher n'est pas une simple tragédie locale, c'est la reproduction d'un schéma mondialisé où*

l'impunité est assurée grâce à la technologie militaire, la couverture politique et la coopération des services de renseignements ». histoireetsociete.com 11 novembre 2025

Soudan : le gouvernement entend faire cesser «l'ingérence des Émirats arabes unis dans le conflit» - RFI 14 novembre 2025

Pour le Conseil souverain soudanais par intérim dirigé par le Général Abdel Fattah al-Burhan également chef de l'armée du Soudan, il ne suffit pas aux États-Unis de dénoncer les ingérences étrangères, mais encore faut-il qu'ils stoppent l'ingérence d'Abu Dhabi dans la guerre.

Le Général al Burhan a révélé, le 11 novembre dernier, qu'à la demande de Khartoum, Washington avait organisé récemment une rencontre avec un haut responsable émirien. Il s'agit du Cheikh Shakhbout Ben Nahyan, Ministre d'État chargé du renseignement, à qui la délégation soudanaise a remis 21 clés USB contenant des preuves sur l'implication d'Abu Dhabi dans la guerre aux côtés des paramilitaires.

La réunion a eu lieu en présence de Masaad Boulos, l'envoyé spécial américain pour l'Afrique. Le responsable émirien n'a pas nié, mais il a quitté la réunion sans un mot, affirme le général al Burhan.

Soudan : le gouvernement rejette le Quartet pour la paix tant que les Émirats arabes unis y participent – RFI 13 novembre 2025

Ces déclarations ont été faites à l'issue d'une rencontre tripartite à Port-Soudan entre le ministre soudanais des Affaires étrangères, son homologue égyptien Badr Abdel-Aati, et Tom Fletcher, le chef des opérations humanitaires de l'ONU. Le pouvoir soudanais refuse de participer aux réunions du Quartet tant qu'Abu Dhabi, considéré comme juge et partie, continue à y siéger.

Niger.

Le président du Niger annonce la nationalisation d'entreprises dans les secteurs de l'uranium et de l'or - afrinz.ru 14 novembre 2025

Le président du Niger, Abdourahamane Tiani, a annoncé le passage sous contrôle de l'État d'un certain nombre d'entreprises opérant dans les secteurs de l'uranium et de l'or. Le chef de l'État a fait cette déclaration lors de sa visite dans la ville d'Agadez.

M. Tiani s'est exprimé lors d'un meeting devant des milliers d'habitants. Il a souligné que « *la richesse de notre pays appartiendrait à notre pays* » et que l'époque du contrôle étranger sur les ressources naturelles nationales était révolue.

« *[C'est] la fin d'une souffrance qui a trop perduré pendant 68 ans d'exploitation de l'uranium dans le nord Niger* », a déclaré le président, cité par ActuNiger.

Selon M. Tiani, les revenus tirés de l'exploitation des ressources doivent profiter aux citoyens du pays.

« *Il faut se ressaisir et rester debout pour défendre la patrie* », a insisté Tiani en s'adressant aux participants du meeting.

Il a également appelé les entrepreneurs à investir dans des projets nationaux dans les secteurs de l'industrie de transformation, de l'agro-industrie, de la production de matériaux de construction ainsi que dans des initiatives locales de création d'emplois.

Plus tôt en novembre, lors d'une visite au camp militaire d'Agali, dans la région de Dosso, M. Tiani avait dénoncé le soutien apporté aux groupes armés au Sahel par des pays occidentaux.

La région d'Agadez est l'une des plus riches du continent africain en réserves d'uranium, d'or, de cuivre et de pétrole. Jusqu'à récemment, l'acteur clé de l'exploitation restait la société française Orano, qui contrôlait les principaux gisements d'uranium depuis les années 1970.

En juin, les autorités nigériennes ont nationalisé Somair — la filiale essentielle d'Orano et monopole national dans l'extraction d'uranium. Niamey a déclaré que cette décision permettrait une gestion plus efficace des ressources dans l'intérêt du peuple. Orano, qui détenait 63,4 % des actions de la société, a porté plusieurs plaintes, notamment devant les tribunaux nationaux et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), exigeant des compensations et la restitution de ses actifs.

En août, les autorités du Niger ont demandé la récusation de l'arbitre chargé de l'affaire de la nationalisation, estimant que le juriste avait auparavant présidé une formation arbitrale du CIRDI qui avait rendu une décision défavorable au Niger dans le cadre d'une autre procédure. En septembre, le CIRDI a rendu une décision en faveur d'Orano dans l'affaire concernant la nationalisation par le gouvernement nigérien de la mine d'uranium de Somair.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 novembre 2025

En fait, sans le savoir nous vivions dans un monde pédophile.

Lu.

Aux États-Unis, l'âge du consentement varie de 16 à 18 ans. Dans 31 États, il est fixé à 16 ans, dans 8 à 17 ans et dans 11 à 18 ans.

L'âge du consentement sexuel est arbitraire. En 1871, le Delaware a abaissé l'âge du consentement sexuel féminin de 10 à 7 ans. Dans le reste des États-Unis, cet âge était alors compris entre 10 et 12 ans.

Aujourd'hui, dans certains pays d'Amérique du Sud et d'Afrique, l'âge du consentement féminin est de 12 ans.

En Autriche, il est de 14 ans. En France, en Pologne, en République tchèque, en Suède, en Grèce, au Danemark et en Islande, il est de 15 ans.

Dans le reste de l'Europe, il est de 16 ou 17 ans. En Chine, il est de 14 ans. Au Japon, il a récemment été relevé de 13 à 16 ans.

Dans de nombreux pays musulmans, les relations sexuelles hors mariage sont interdites. En Iran, les garçons peuvent se marier à 15 ans et les filles à 13 ans. (Source : Paul Craig Roberts - November 18, 2025)

J-C - Les occidentaux auraient eu des mœurs et une morale supérieure, une culture, un niveau de développement supérieur aux autres peuples réputés arriérés ou barbares, une sous-espèce de l'homme, une sorte d'animaux descendant du singe ou à peine plus développés, tout comme les femmes il n'y a pas si longtemps encore, si vous vous souvenez bien.

Et ce sont ces pervers dégénérés qui nous donnent des leçons de moralité, qu'on devrait écouter ou croire sur parole lorsqu'ils affirment qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme, que les guerres qu'ils fomentent sont inévitables...

C'est cette espèce de salopards avec leur système économique, dont il faut se débarrasser au plus vite.

Un modèle de soulèvement contre-révolutionnaire.

Tout est révolution de couleur: l'érosion de l'analytique géopolitique

Peu de choses ont été plus importantes pour l'analyse géopolitique et la maturation de l'étude de l'histoire politique contemporaine que la construction du concept de "*révolution colorée*" au milieu de la première décennie du nouveau millénaire pour étudier la Révolution Bulldozer (Yougoslavie), la Révolution Rose (Géorgie) et la Révolution Orange (Ukraine). Peut-être seul le développement du concept de "*guerre hybride*" a eu un impact comparable.

De manière résumée et neutre, une révolution colorée est une tentative de changement de régime par la massification de protestations (initialement) pacifiques orchestrées à partir de la mobilisation des "*organisations de la société civile*". D'une manière plus cynique, une révolution colorée consiste en une tentative de changement de régime dirigée contre un gouvernement contre-hégémonique par la mobilisation d'actifs financés depuis des années par des appareils publics ou privés occidentaux.

Il existe un modèle ou un moule de la "*révolution colorée*" typique, qu'on peut retrouver dans le manuel de Gene Sharp sur la "*résistance pacifique*" contre les "*régimes autoritaires*".

Avec peu de variations, ce modèle a été appliqué, en plus des occasions déjà mentionnées, en Arménie, en Ukraine une seconde fois, dans les pays arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, aux États-Unis, au Brésil, au Bangladesh et dans plusieurs autres pays, avec moins de succès en Russie, en Chine, en Iran, en Inde, au Venezuela, en Turquie et en Biélorussie.

<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2025/11/18/tout-est-revolution-de-couleur-l-erosion-de-l-analytique-geopolitique.html>

On ne combat pas pour le plaisir de combattre, mais pour vaincre notre ennemi, l'éliminer.

Il y en a, qui sans doute à l'image de leur existence médiocre, sont pessimistes. Ils cultivent l'art de la défaite, ils lui livrent un culte pour ainsi dire, ils en ont fait leur fonds de commerce.

Ils dénoncent ou critiquent les dérives ou les conséquences de la survie du capitalisme, mais dès qu'on leur soumet l'idée de s'en débarrasser, ils se renfroignent, c'est comme si on voulait leur retirer leur raison de vivre, leur gagne-pain, ils refusent violemment. Ils ne combattent pas pour vaincre le capitalisme, c'est ce qu'il faut bien comprendre, contrairement à nous.

Après la lecture d'un article, un internaute a envoyé un commentaire révélateur en guise de conclusion :

- "*Tina (il n'y a pas d'alternative) à le faire tomber.*"

J-C - Pas d'alternative au capitalisme, aucun espoir, notre combat pour changer de société est perdu d'avance. Génial, non ? Voilà à quoi sert ce genre d'article, à briser la résistance des travailleurs au lieu de les aider à prendre confiance en eux...

Un autre internaute a écrit parce qu'il y en a qui se contente de peu ou qui sont au bord du désespoir:

- "Caitlin, tu es un phare de lumière, d'espoir et d'humanité."

J-C - Que cela fasse du bien aux désespérés qui sont à moitié aveugles, pourquoi pas.

Il n'y a pas de combats faciles dans la lutte contre l'Empire - Caitlin Johnstone Nov 15, 2025

https://www.caitlinjohnst.one/p/there-are-no-easy-fights-in-the-struggle?utm_source=post-email-title&publication_id=82124&post_id=178972537&utm_campaign=email-post-title&isFreemail=false&r=kuh7y&triedRedirect=true&utm_medium=email

Traduction :

<https://marie-claire-tellier.over-blog.com/2025/11/il-n-y-a-pas-de-combats-faciles-dans-la-lutte-contre-l-empire.html>

<https://reseauinternational.net/il-ny-a-pas-de-combats-faciles-dans-la-lutte-contre-lempire/>

Cela dit, il y a toujours de l'espoir, lu dans d'autres commentaires de travailleurs américains :

1- Nous avons besoin que les dirigeants révolutionnaires se réunissent avec le peuple pour créer une révolution mondiale qui soutient toute vie sur terre. Pas le détruire comme le capitalisme le fait.

2- Et se mettre à jour sur la théorie sociale critique en lisant ces penseurs qui alignaient leurs brillantes idées avec les classes populaires - Marx; Lénine; Rosa Luxemburg; Emma Gold Et nous avons besoin d'un cadre cognitif postcapitaliste qui fournit une vision galvanisante et un programme cohérent, et qui est clairement une forme d'éco-socialisme basé sur la démocratie radicale, l'égalité et la justice.

3- L'organisation politique, c'est le ticket.

4- Je ne suis pas d'accord. Nous avons deux, peut-être 3 partis politiques. C'est ce qui nous a donné cela. Nous avons besoin d'un autre type de chose de base. Je ne sais pas à quoi cela ressemble, mais je sais que le «système» est si truqué et corrompu qu'il ne permettra jamais que le changement se produise.

J-C - Ce travailleur américain a raison tant que ce «système» truqué et corrompu existera, jamais aucun changement ne se produira, c'est cela qu'il faut ancrer profondément dans la tête de chaque travailleur et jeune pour les inciter à se tourner vers le socialisme.

Qu'est-ce qu'on en a à foutre ! Votre santé mentale ou tout court qui est visée. Faites le ménage, le vide !

J-C - Le sujet abordé ci-dessous concerne moins de 1% de la population. Comment cela, c'est simple. Puisque 99% ne possèdent aucun pouvoir, on est bien d'accord, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute que nos conversations téléphoniques soient piratées, elles ne contiennent aucun élément à risque ou compromettant susceptible d'intéresser qui que ce soit, qu'en feraient-ils, rien !

Alors pourquoi y en a-t-il qui en permanence s'évertuent à nous faire croire le contraire, notamment dans des articles ou vidéos relayés par tous les médias, particulièrement les médias dits sociaux qui n'ont aucun scrupule à harceler leurs lecteurs, en leur faisant croire qu'ils seraient soumis en permanence à des menaces pernicieuses ou dangereuses, de sorte qu'ils finissent par devenir paranoïaques ou en proie à de graves crises de nature psychotique.

N'allez pas croire que ce serait anodin ou sans répercussion sur votre santé mentale, car à force d'être répétés, martelés sans cesse, ces messages alarmistes s'additionnent dans votre cerveau un peu à la manière d'une substance toxique qui aurait des effets dévastateurs à long terme sur certains organes. Vous vous habituez en quelque sorte à ce bruit de fond malsain. Il s'immisce malicieusement dans votre quotidien, l'air de rien il devient envahissant. Il se traduit inconsciemment par un état d'alerte, une tension injustifiée, de l'anxiété sans fondement, il fait naître chez vous un état de suspicion qui perturbe vos rapports au monde extérieur. Il va se manifester par une peur inconsidérée ou la crainte que n'importe quoi ou n'importe qui peut vous arriver. Cet état psychotique s'installe et devient la norme, la paix de l'esprit l'exception. Votre mental est perturbé à votre insu. Ils sont en train de vous manipuler ou de vous rendre fou.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que le principal danger qui menace votre équilibre psychologique n'est pas celui qu'on croit au premier abord ou qu'on vous indique, mais ceux qui le colportent et qui prétendent sont là pour vous rendre service, de faux amis, les médias et les réseaux dits sociaux, y compris ceux qui se prétendent alternatifs, indépendants, progressistes, démocratiques, humanistes, sans eux vous ignorerez qu'un danger (inexistant) vous menaçait et vous vous en porteriez que mieux, c'est tout ce que je vous souhaite.

Prenez une substance toxique liquide, les médias et les réseaux dits sociaux fournissent l'instrument ou la seringue pour vous l'injecter. Si vous n'avez pas encore acquis un esprit critique bien aiguisé, fuyez ces médias dits sociaux malfaisants.

Lu.

Dans un entretien accordé à France Inter le 10 novembre 2025, Nicolas Lerner a mis en garde contre les illusions de sécurité conférées par les applications de messagerie. Selon le chef des services secrets français, *«Il n'y a pas d'application qui vous garantisse une confidentialité à 100% de vos échanges»*. Même les systèmes réputés cryptés, tels que Telegram ou Signal, ne protègent pas totalement des tentatives d'interception, qu'elles émanent de forces de l'ordre ou d'acteurs malveillants.

Nicolas Lerner précise : *«Il faut considérer, c'est ce que nous faisons aux services, qu'un téléphone, ce que vous échangez dans votre téléphone, les conversations que vous avez, les messages que vous avez, peuvent être interceptés»*. Plusieurs logiciels sont capables d'intercepter les messages avant leur chiffrement, rendant la promesse de sécurité limitée, y compris pour les utilisateurs aguerris.

Le constat dressé par Nicolas Lerner rejoint celui des experts en cybersécurité. Comme le souligne Roxane Suau, spécialiste chez Pradeo interrogée par TF1, *«notre téléphone est un véritable espion»*. Les applications les plus anodines peuvent collecter et transmettre des données personnelles non strictement nécessaires à leur fonctionnement : carnet de contacts, journal d'appels, voire accès à la localisation ou à la caméra. Chaque installation d'application, chaque utilisation de fonctionnalités connectées multiplie les points de vulnérabilité du smartphone du citoyen.

Nicolas Lerner le martèle : *«Aujourd'hui, il n'y a pas une solution qui vous prémunisse à 100% du risque d'être intercepté et écouté»*. En filigrane, l'appel à la prudence s'adresse à tous : le

smartphone, compagnon discret du quotidien, peut se transformer en outil d'espionnage potentiellement omniprésent, au-delà des seules intentions de ses détenteurs.

Source: The Epoch Times via Strategika

France. 85% de nantis, 15% en précarité généralisée. Et alors ?

J-C - Partis comme nous sommes partis, c'est-à-dire très mal, un changement de régime n'est pas pour demain ! Faut-il désespérer pour autant ? Non.

Ceux qui parmi nous sont arc-boutés sur les théories du XIX^e siècle, ne veulent pas comprendre que les stratégies d'hier sont devenues en partie obsolètes, on doit en mettre une au point qui corresponde au monde dans lequel nous vivons, en conservant les enseignements du marxisme qui demeurent valables...

On sait que les masses ne peuvent pas accéder spontanément au socialisme, les militants non plus, mais cela on ne l'a jamais admis, gravissime erreur. Par conséquent, avant de vouloir construire un parti de militants qui aient intégré les bases du socialisme, il faut commencer par les former au matérialisme dialectique pour en faire des militants conscients, indépendants, invulnérables à l'influence ou à la propagande de la réaction, incorruptibles, de manière à ce qu'ils maîtrisent l'instrument qui leur permettra d'accéder au socialisme et de le défendre par la suite...

Ce mode de pensée pour interpréter le monde est vraiment accessible à tous. Il permet de tout analyser.

C'est comme lorsqu'on apprend à lire ou à compter ou encore le solfège, une fois que cet apprentissage est terminé on peut lire, compter ou jouer n'importe quoi ou presque, rien n'empêche de poursuivre ces études pour progresser encore. Ainsi armé, on est capable de comprendre ce que signifie le socialisme, de l'étudier, de le partager autour de nous, de s'en servir dans la lutte de classe. Une fois qu'on est suffisamment nombreux, à l'occasion d'une crise on peut entraîner de larges couches des masses au combat et leur fixer pour objectif politique la prise du pouvoir, toutes les révolutions ont débuté par une minorité, il en ira de même lors des prochaines.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, il faut avoir une confiance indéfectible dans les masses, et maîtriser le processus que j'ai décrit sommairement, avoir la volonté de le mettre en pratique.

"Plus de 15% des Français vivent sous le seuil de pauvreté, un taux jamais atteint", alerte Yves Mériillon, porte-parole des Restos du cœur - franceinfo.fr 18 novembre 2025

Porte-parole et bénévole des Restos du cœur, Yves Mériillon revient dans le "11h/13h" du mardi 18 novembre, sur la réalité de la pauvreté en France.

L'Insee a publié une étude qui montre que plus de 15% des Français vivent sous le seuil de pauvreté. C'est un taux qui n'a jamais été atteint.

Il y a beaucoup de jeunes. Ça nous a surpris la première fois qu'on a fait la statistique. La moitié des personnes accueillies chez nous ont moins de 25 ans. C'est énorme. Il y a des étudiants, il y a des enfants avec les familles. Il y a aussi beaucoup de familles monoparentales, ce qui est un sujet de

préoccupation important pour nous parce qu'on sait qu'elles sont beaucoup plus fragiles que les familles à deux parents. Puis on a toujours des retraités avec des petites retraites, des gens qui ont eu des carrières interrompues. On a des travailleurs pauvres qui travaillent à temps incomplet et qui ne s'en sortent pas.

Quels sont les critères que vous appliquez cette année ?

On a un seuil de revenu, de reste à vivre. On compare le reste à vivre des familles à un certain seuil. Si on est en dessous, on peut accéder à l'aide alimentaire. Je vais vous donner un chiffre effrayant : 42% des familles que nous recevons, une fois le loyer et les charges locatives payés, n'ont plus un euro pour terminer le mois. Donc, ces personnes, on les voit, comme d'autres associations, parce que sinon ils ne peuvent pas joindre les deux bouts. Ou dans le cas des familles monoparentales, des mamans qui nous disent : *"Moi, mes enfants, ils manqueront de rien, mais c'est moi qui vais me priver d'un ou deux repas par jour."*

Observez-vous une disparité en fonction des territoires ?

Il y a une disparité entre zones rurales et zones urbaines, mais, au final, ce sont quand même des gens qui, non seulement ont un revenu extrêmement faible, mais qui sont en précarité par rapport à l'emploi, par rapport aux droits sociaux, par rapport au logement. Ce sont des gens qui cumulent des précarités. Ce n'est pas simplement la précarité alimentaire. franceinfo.fr 18 novembre 2025

J-C – Je comprends de quoi il parle, parce qu'ici en Inde tous les travailleurs et leurs familles sont confrontés à cette précarité généralisée, y compris moi.

Complément.

Évolution du pouvoir d'achat en France (2000-2024)

Tendances générales des revenus et du coût de la vie en France

Plus concrètement, le niveau de vie médian (après impôts et transferts, pour une personne seule) tournait autour de 1800 euros par mois au début des années 2000 (valeur 2023). Ce niveau médian a atteint environ 2100 € mensuels vers 2010, puis est resté quasiment inchangé jusqu'au milieu des années 2010. À partir de 2017, on observe une reprise : le niveau de vie médian dépasse 2400 € en 2023. Ainsi, le gain total de pouvoir d'achat médian sur 2000-2023 est modeste, de l'ordre de quelques centaines d'euros par mois, concentré principalement sur la fin de période.

Parallèlement, les dépenses contraintes ont fortement augmenté dans le budget des ménages français, en particulier pour la classe moyenne. Les dépenses pré-engagées – qui regroupent notamment le logement (loyers, remboursements d'emprunts immobiliers), les factures d'énergie, les assurances, les abonnements télécoms, ou les remboursements de crédits – représentaient environ 28% du budget des classes moyennes en 2001. En 2017, cette part est montée à environ 32%. Autrement dit, la proportion de revenu dont les ménages disposent librement après paiement des charges fixes s'est réduite. Cette évolution contribue à l'écart entre la mesure statistique du pouvoir d'achat (qui peut montrer une légère hausse du revenu moyen) et le ressenti des ménages, qui voient leurs marges de manœuvre financières se restreindre. Les enquêtes d'opinion traduisent ainsi un pessimisme persistant : depuis la fin des années 2000, une majorité de Français estime que leur pouvoir d'achat «*stagne ou diminue*», malgré les statistiques officielles généralement en hausse modérée. En 2009, environ 70% des Français s'identifiaient comme appartenant aux classes moyennes, contre seulement 58% en 2019 – signe qu'une partie de la population a le sentiment de

sortir du «*ventre mou*» de la société pour glisser vers les catégories modestes. En 2023, la proportion s'est redressée autour de 63% d'autopositionnement en classe moyenne, sans retrouver le niveau d'avant-crise de 2008, ce qui suggère un léger regain de confiance mais un climat toujours préoccupé quant à l'avenir économique.

Salaires, revenus et fiscalité

Pour la classe moyenne française, les salaires et revenus d'activité constituent la principale source de pouvoir d'achat. Sur 2000-2024, l'évolution des salaires réels a été contrastée selon les catégories socioprofessionnelles. D'une manière globale, le salaire moyen réel a augmenté faiblement. Des études montrent qu'au cours des 20 dernières années, le salaire net moyen des employés ou ouvriers n'a progressé que d'environ +0,3 à +0,4% par an en pouvoir d'achat, tandis que celui des cadres n'a progressé que d'environ +0,2% par an. Sur deux décennies, cela signifie un gain cumulé d'à peine +6 à +8% pour les catégories populaires et intermédiaires, et d'environ +4% pour les cadres supérieurs. Autrement dit, les salaires ont globalement suivi l'inflation de très près, sans véritable augmentation de pouvoir d'achat salarial pour la majorité des travailleurs, hormis le cas particulier du SMIC (salaire minimum).

En effet, le SMIC en France est indexé sur l'inflation et a bénéficié en plus de «coups de pouce» ponctuels. Entre 2000 et 2024, le SMIC horaire a augmenté plus vite que le salaire médian. Rien qu'entre 2019 et 2024, période de forte inflation, le SMIC a été revalorisé d'environ +20%, contre une hausse estimée à seulement +8% du salaire médian sur la même période. Ce différentiel est en partie voulu par les mécanismes de protection des bas salaires, mais il a pour effet de resserrer l'écart entre le bas de l'échelle et le milieu. De nombreux actifs de la classe moyenne inférieure ont le sentiment d'être «*coincés*» : ils gagnent à peine plus que le SMIC, sans bénéficier pour autant des aides ciblées réservées aux plus modestes. Cette situation alimente un ressentiment, l'impression de «*payer pour les autres*» (via les impôts) tout en peinant à joindre les deux bouts.

Logement : un facteur clé de l'érosion du pouvoir d'achat

Le coût du logement est de loin le premier poste de dépense des ménages français, et son augmentation a été l'un des principaux freins au pouvoir d'achat des classes moyennes entre 2000 et 2024.

Les années 2000 ont vu une envolée des prix de l'immobilier sans précédent depuis l'après-guerre. Entre 1997 et 2008, les prix moyens des logements en France ont doublé en valeur nominale. Cette hausse spectaculaire, d'environ +100% en 11 ans, a largement dépassé la croissance des revenus. Si bien qu'en termes d'accessibilité financière, l'«*indice de pouvoir d'achat immobilier*» s'est fortement dégradé : selon les estimations d'économistes, la capacité d'achat immobilier d'un ménage (mesurée par le ratio revenu disponible / prix des logements) a diminué d'environ 50% entre les années 1975-2005 et aujourd'hui. En d'autres termes, un ménage moyen peut acquérir une surface nettement plus réduite avec son revenu en 2024 qu'il ne le pouvait il y a 30 ou 40 ans.

Pour illustrer, en 1999 il fallait environ 4 années de revenu médian pour acheter un logement moyen en province ; il en faut désormais plus de 6 années. À Paris, où les prix sont extrêmes, le mètre carré tournait autour de 3000 € en l'an 2000, contre près de 10 000 € en 2024. De très nombreux ménages de classe moyenne ont ainsi été exclus de la propriété dans les zones tendues (grandes métropoles, littoraux attractifs, etc.).

Pour les ménages qui sont restés locataires, les loyers ont également augmenté, bien que de façon plus encadrée. Entre 2000 et 2020, l'indice des loyers en France a progressé d'environ +50% (soit

un peu moins que l'inflation cumulée sur la période). Cependant, cet indice reflète la moyenne de tous les loyers, y compris ceux de locataires de longue date protégés par la loi. Les nouveaux entrants sur le marché locatif ont souvent subi des hausses plus fortes, surtout dans les grandes villes où la demande excède l'offre. En outre, la tendance à l'amélioration de la qualité des logements (normes de confort accrues, logements plus grands par occupant) a aussi tiré les dépenses à la hausse.

Au total, le poids du logement dans le budget des ménages de classe moyenne s'est nettement alourdi. D'après les enquêtes Budget de famille (Insee), la part consacrée au logement (loyer ou remboursement, charges et énergie) par les ménages «*intermédiaires*» est passée d'environ 25% dans les années 1980-90 à près de 31% en 2015. Entre 2005 et 2015 à elle seule, cette part a augmenté d'environ 20% (passant par exemple de ~26% à ~31% du budget). Cette tendance s'est probablement poursuivie dans les années récentes, compte tenu de la hausse des prix immobiliers jusqu'en 2021 et de l'augmentation des taux d'intérêt en 2022-2023 (qui renchérit les mensualités des nouveaux emprunts). Beaucoup de familles de classe moyenne préfèrent consentir à un effort financier très important pour le logement (souvent dans le but de rester propriétaires ou de vivre dans une zone jugée favorable pour l'emploi et l'éducation des enfants), quitte à sacrifier d'autres dépenses.

Coût de l'énergie et des transports

Les dépenses liées à l'énergie ont eu un impact variable sur le pouvoir d'achat des Français depuis 2000, avec un choc particulièrement dur après 2021.

C'est en 2022 que la facture énergétique a explosé : le prix du gaz naturel a été multiplié par 2 à 3, et celui de l'électricité a suivi (sur les marchés de gros). Toutefois, en France l'État a instauré un «*bouclier tarifaire*» qui a plafonné les hausses de tarifs réglementés (4% en 2022, puis 15% début 2023). Même avec cette protection, les ménages ont subi une augmentation palpable des factures de gaz et d'électricité. Le chauffage est devenu un luxe pour certains : en 2022, environ 10% de la population était en situation de précarité énergétique (incapacité à maintenir son logement à température adéquate). En 2023, selon l'Observatoire national de la précarité énergétique, près de 8 ménages sur 10 ont déclaré avoir restreint leur chauffage pour limiter leurs factures – un comportement qui touche désormais y compris la classe moyenne inférieure, et plus seulement les plus pauvres. On constate également une hausse des impayés et des coupures d'énergie : le médiateur de l'énergie a relevé près de 700 000 interventions pour impayés en 2023, en hausse de +24% par rapport à 2022, signe que de plus en plus de foyers (dont certains de classe moyenne modeste) n'arrivent plus à faire face à ces dépenses vitales.

En somme, la hausse des coûts de l'énergie, surtout récente, a amputé le pouvoir d'achat «*arbitrable*» des classes moyennes françaises, c'est-à-dire ce qu'il leur reste pour les dépenses de consommation courante une fois payées les factures incontournables. Pour de nombreux ménages, l'arbitrage se fait entre se déplacer (voiture) et se chauffer : un véritable effet de ciseaux s'installe dans les zones périphériques où il faut assumer à la fois de longs trajets en voiture et un chauffage individuel coûteux. Ce phénomène contribue à une sensation de déclassement matériel : ce qui était autrefois acquis (pouvoir rouler pour travailler, pouvoir chauffer son logement correctement) devient difficile.

Alimentation et autres biens de consommation

La poussée inflationniste de 2022-2023 a particulièrement touché les produits alimentaires de base. Entre 2021 et 2024, les prix des produits de première nécessité ont augmenté d'environ +15,7% en

France, soit davantage que l'inflation globale (+12% sur la même période). Le panier alimentaire, incluant des produits comme les pâtes, la viande, les fruits et légumes, est devenu sensiblement plus cher, ce qui a obligé de nombreux ménages à ajuster leurs habitudes.

Les classes moyennes, n'ayant pas accès aux bons d'alimentation ou aux épiceries solidaires réservés aux plus démunis, ont dû adapter leur consommation : essor du hard-discount, chasse aux promotions, baisse relative de la consommation de viande ou de produits frais coûteux. Selon le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), environ 73% des ménages de classe moyenne ont déclaré avoir changé leurs habitudes de consommation en 2022-2023 pour faire face à l'inflation. Cela peut signifier acheter des marques de distributeur, renoncer à certains produits devenus trop onéreux ou réduire les quantités achetées. On voit apparaître chez une frange de la classe moyenne des comportements jadis associés aux ménages modestes, comme sauter certains postes de consommation «*non essentiels*» ou arbitrer entre remplir le caddie et financer d'autres dépenses obligatoires. Certains indicateurs montrent par exemple une baisse des dépenses de loisirs, de vacances, ou l'allongement de la durée de conservation des appareils ménagers (les classes moyennes renouvelant moins fréquemment leurs équipements qu'auparavant).

Malgré tout, il convient de noter qu'en 2024 le niveau de consommation moyen d'un ménage français reste supérieur à celui de 2000. Les classes moyennes consomment aujourd'hui davantage de services numériques, de technologies (smartphones, Internet haut débit...), bénéficient de produits moins chers qu'autrefois (vêtements, électroménager à prix relativement bas grâce aux importations). Ainsi, une partie du budget a pu se libérer pour de nouvelles dépenses.

Mais le ressenti négatif vient du fait que les dépenses subies (logement, énergie, alimentation) captent une fraction grandissante des revenus, ne laissant que peu de place aux dépenses choisies, sources d'amélioration concrète du niveau de vie.

Cas particuliers : profils au sein de la classe moyenne française

Urbains vs ruraux : Les ménages de classe moyenne vivant en milieu urbain (notamment dans les grandes villes) ont généralement des revenus un peu plus élevés que ceux vivant en zones rurales ou périurbaines, mais ils font face à des coûts de vie nettement plus importants, surtout pour le logement. Un couple de classe moyenne à Paris, par exemple, peut gagner ensemble 4000 € nets par mois, mais doit payer un loyer de 1500 € pour un appartement modeste, ce qui laisse 2500 € pour le reste (charges, transports, alimentation, etc.). Un couple similaire en zone rurale du Massif Central, gagnant peut-être 3000 € à deux, ne paiera que 600 € de logement pour une maison, mais devra posséder deux voitures et dépenser beaucoup en carburant pour le travail, et aura accès à moins de services publics de proximité. Ainsi, les contraintes financières prennent des formes différentes : en ville, c'est le logement et parfois la garde d'enfants (crèches, nounous) qui pèsent lourd ; à la campagne, c'est le transport individuel, l'énergie (chauffage d'une maison individuelle) et parfois le coût de certains biens plus chers faute de concurrence locale. Globalement, les territoires ruraux ont connu une stagnation économique, souvent moins de créations d'emplois qualifiés, entraînant un exode des jeunes diplômés. Ceux qui restent appartiennent plus souvent à la classe moyenne inférieure, avec un pouvoir d'achat limité malgré un coût immobilier faible, car les salaires locaux sont plus bas. À l'inverse, dans les métropoles dynamiques, on trouve beaucoup de « bobos » de classe moyenne supérieure qui ont des revenus confortables mais se plaignent du coût exorbitant de la vie urbaine. Le résultat est que le ressenti de déclassement est présent dans les deux milieux, pour des raisons différentes : les ruraux/périurbains voient leurs dépenses contraintes (essence, déplacement, chauffage) augmenter sans compensation salariale, tandis que les urbains voient chaque hausse de salaire absorbée par l'augmentation du loyer ou du prix du mètre carré.

Secteur public vs secteur privé : La France compte une part importante d'agents publics (fonctionnaires ou contractuels), qui sont nombreux dans la classe moyenne (enseignants, infirmières, employés administratifs, forces de l'ordre, etc.). Leur pouvoir d'achat a évolué différemment de celui des salariés du privé. En effet, le salaire des fonctionnaires est indexé sur la valeur du point d'indice, qui a été quasi gelé entre 2010 et 2016, puis à nouveau entre 2017 et 2021, avec seulement de légères revalorisations récemment (par exemple +3,5% en 2022 sous l'effet de l'inflation). En pratique, cela signifie que de 2010 à 2020, les fonctionnaires ont perdu du pouvoir d'achat (l'inflation, certes faible, n'a pas été compensée par des augmentations générales). Beaucoup de salariés du public milieu de grille (infirmiers, professeurs, agents administratifs de catégorie B/C) ont vu leur revenu stagner en euros courants pendant de longues années, obligeant le gouvernement à octroyer des primes ou des revalorisations catégorielles (Segur de la santé, revalorisation des enseignants débutants, etc.) pour rattraper le retard.

Dans le secteur privé, les salaires sont négociés entreprise par entreprise ou branche par branche. Certains secteurs dynamiques (industrie exportatrice, haute technologie, finance) ont accordé des augmentations régulières, de sorte que les cadres du privé ont parfois mieux tiré leur épingle du jeu que les cadres du public sur 20 ans. En revanche, dans beaucoup de PME ou de secteurs en difficulté (commerce de détail, agroalimentaire...), les hausses ont été minimales et souvent le salaire n'a augmenté que si le SMIC imposait un relèvement de toutes les grilles. Une grande partie de la classe moyenne salariée du privé a également subi l'essor des contrats précaires ou à temps partiel subi dans les années 2000-2010, ce qui a pu limiter leurs trajectoires de revenu (on pense par exemple aux adjoints commerciaux, aux employés polyvalents dans la grande distribution, etc., souvent à mi-chemin entre ouvrier et classe moyenne).

On peut noter que la classe moyenne «supérieure» du secteur public (catégorie A, cadres de la fonction publique) a été relativement préservée grâce à leur stabilité d'emploi et à un système de progression à l'ancienneté, même si la stagnation du point d'indice a également érodé leur pouvoir d'achat. Du côté du privé, la classe moyenne supérieure (cadres, professions intermédiaires qualifiées) a pu bénéficier de bonus ou d'avancements liés à la performance individuelle, ce qui, dans certains cas, leur a permis de suivre ou dépasser l'inflation. Mais ceci concerne plutôt le haut de la classe moyenne. Pour le cœur de la classe moyenne privée (techniciens, employés qualifiés, etc.), la progression a été faible.

En résumé, la classe moyenne du secteur public a plutôt perdu du terrain en pouvoir d'achat entre 2000 et 2024, en raison d'une politique de rigueur salariale de l'État, tandis que la classe moyenne du secteur privé a eu des fortunes diverses mais globalement une progression modeste, avec plus d'hétérogénéité (certains mieux lotis, d'autres non). Cette distinction a une dimension sociale : le sentiment de déclassement est fort chez les enseignants par exemple, qui ont vu leur niveau de vie reculer par rapport à l'ensemble de la population, alors que dans le privé certaines catégories (cadres supérieurs du numérique, par exemple) ont connu une amélioration tangible. Il existe donc au sein même de la classe moyenne des expériences divergentes, alimentant parfois un ressentiment mutuel ou un manque de compréhension entre, par exemple, un fonctionnaire de province et un cadre du privé en Île-de-France, alors même qu'ils pourraient statistiquement faire partie de la même «classe moyenne».

Bilan pour la France

Pour conclure sur le cas français, la période 2000-2024 a été marquée par une progression faible du pouvoir d'achat moyen et une hausse significative des dépenses incompressibles, ce qui a conduit de nombreux ménages de classe moyenne à sentir une érosion de leur confort financier. Les principales données chiffrées illustrent ce constat :

Le niveau de vie médian a gagné environ +25% en 25 ans, mais avec une stagnation durant les années post-crise, et une reprise récente insuffisante pour compenser le retard par rapport aux décennies antérieures.

Les salaires nets moyens ont augmenté d'à peine +0,3% par an en termes réels, et certains (fonction publique) ont même reculé en pouvoir d'achat sur certaines périodes.

Les prix du logement ont plus que doublé depuis 2000, entraînant une hausse du taux d'effort logement et une diminution de l'accessibilité à la propriété pour la classe moyenne.

Les dépenses pré-engagées (loyer, crédits, assurances, abonnements) captent désormais près d'un tiers du budget des ménages intermédiaires, contre un peu plus d'un quart au début des années 2000.

Le choc inflationniste récent a touché de plein fouet la classe moyenne : des produits essentiels +15% en trois ans, l'énergie + du tiers malgré le bouclier tarifaire, alors que les revenus n'ont pas suivi au même rythme.

En termes de perception, près d'un ménage sur deux de classe moyenne inférieure déclare avoir du mal à faire face à des dépenses imprévues importantes (par exemple 1 000 €), ce qui témoigne d'une insécurité financière latente qui s'est diffusée vers le bas de la classe moyenne.

Ces éléments expliquent pourquoi le thème du pouvoir d'achat est devenu omniprésent dans le débat public français, et pourquoi des mouvements sociaux inédits comme celui des Gilets jaunes ont émergé : ils incarnent la protestation d'une partie de la classe moyenne «*en déclin*», vivant souvent en zone périphérique, contre l'impression d'un nivellement par le bas de leurs conditions de vie.

J-C – Je lis cela de très loin, je compte en roupies et non en euros, vous divisez l'euro par 90 et vous avez une idée tout aussi lointaine de ce qui nous sépare. Par certains aspects, la France me paraît être sur une autre planète par rapport à ce que je connais ici en Inde, bien que l'évolution des classes soit sensiblement la même. Ça baigne en France pour la majorité, ceci explique cela.

Un tas de services ou biens d'équipement ne sont pas à la portée de la majorité qui est très pauvre, et les membres des classes moyennes se saignent ou se sacrifient pour y accéder, sauf les couches supérieures qui pour accéder à des services ou biens meilleurs doivent casquer encore plus, je veux dire s'endetter davantage, ils le sont tous jusqu'à être pris à la gorge ! C'est un aspect qui n'a pas été abordé dans l'étude sur la France, or la majorité des Français sont lourdement endettés, les crédits à la consommation finissent par essorer les plus pauvres, agios bancaires en prime.

Apparemment, tous se moquent de la manière dont ils arrivent à survivre, à mon avis, il est là le problème.

Ils n'ont même pas conscience que rien ne justifie le mode de vie infernal ou cauchemardesque qu'on leur impose, et qu'ils pourraient avoir une toute autre vie, meilleure, c'est un euphémisme tellement tout cela est stupide finalement.

Personnellement, il y a 35 ans déjà, j'ai choisi de rompre avec ce mode de vie trop contraignant ou superficiel. J'ai choisi l'aventure ou le risque, alors que rien ne m'y prédestinait. J'ai troqué un certain confort matériel et la sécurité au profit de la liberté, en fait, j'ai emprunté le chemin inverse

de la quasi-totalité de la population, ce qui m'a permis de profiter de la vie au-delà de toute espérance pour un ouvrier.

A défaut de pouvoir renverser le capitalisme, au lieu de le servir et de crouler sous son joug, je lui ai dit merde à ma façon. Ce n'est peut-être pas grand-chose ou cela peut paraître désuet, pas pour moi, car c'est toujours mieux que d'en être resté l'esclave. J'ai obtenu le statut d'un membre de la classe moyenne pauvre, ce qui m'a permis de servir le socialisme depuis 2001, ce qui n'est pas si mal finalement, j'aurais pu tourner plus mal ou finir vieux con et réac !

Le combat pour l'amélioration de nos conditions matérielles d'existence ou la satisfaction de nos besoins sociaux est indissociable de notre combat pour la réalisation de nos aspirations démocratiques.

Le combat pour la vérité et celui pour la liberté est indivisible. Vive le socialisme et le communisme !

La fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945 n'a pas mis fin au nazisme.

Lu.

- Après l'effondrement du système bipolaire, les équilibres mondiaux ont profondément changé, au point que certains ont interprété la fin de l'Union soviétique comme une « *victoire posthume* » du nazisme.

Selon que vous êtes riche ou pauvre, ce qui a été voté sera appliqué ou non... au nom de « l'économie réelle ».

Lundi, le Premier ministre Sébastien Lecornu a tenté de rassurer le monde de l'entreprise au sommet Choose France: certaines taxes votées en première lecture à l'Assemblée nationale "*n'auront jamais d'application*". Et le chef du gouvernement de pointer des "*aspirations à la justice fiscale ou sociale*" qui "*se déconnectent complètement de l'économie réelle*". AFP 18 novembre 2025

J-C – Ceux qui participent aux institutions de la Ve République le savent, ils cautionnent ce régime inféodé au capital, y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière. Ils se préparent déjà tous pour participer aux prochaines élections qu'on boycottera. Si la révolution n'est pas pour demain, on ne va se compromettre pour accéder au bar de l'Assemblée nationale ou de la mairie du coin !

CQFD.

Quand la Russie déraile: malgré les annonces du Kremlin, l'économie russe s'enfonce dans la crise - Slate.fr 18 novembre 2025

J-C - Je vous fais grâce de cet article à charge ou de propagande qui manipule les principaux indices économiques du pays. Dans quel but, devinez, ils le révèlent eux-mêmes au dernier paragraphe :

Slate - L'économie russe n'est pas «*en surchauffe*», comme le prétend la Banque centrale: elle tourne à vide, portée par un emballement militaire en circuit fermé. Autrement dit, Vladimir Poutine n'a vraiment pas intérêt à ce que la guerre s'arrête.

J-C - Poutine est responsable de la poursuite de cette guerre et non l'OTAN, CQFD.

Rappel. Qui sont les trafiquants de drogue ? Les Etats-Unis.

Lu.

« Lorsque la CIA a commencé son implication secrète en Birmanie au début des années 1950, la production d'opium locale était de l'ordre de 80t par an. Dix ans plus tard, grâce aux seigneurs de la guerre du Kuomintang chinois (armée nationaliste du KMT de Chang Kai Chek) soutenu par la CIA et la compagnie Civil Air Transport ou CAT (qui deviendra plus tard Air America, la compagnie aérienne de la CIA), la région produisit entre 300 et 400 t par an. Pendant la guerre du Vietnam, la production a atteint à un moment donné 1200t par an. Dès 1971, il y avait 7 labos de transformation de l'opium en héroïne dans la région, l'un d'entre eux était voisin de la base de la CIA de Ban Houei Sai au Laos. Ce labo produisait environ 3,6t d'héroïne par an ».

*« Je ne pense pas qu'aucun livre ait jusqu'ici avancé mes révélations datant de 1970 au sujet de l'implication d'Air America (ex-CAT) et son personnel dans le trafic de la drogue asiatique. L'élément politique profond ici est la présence du crime organisé, à la fois asiatique et américain en toile de fond et ce à chaque étape de l'histoire ; depuis la toute première implication après la seconde guerre mondiale des États-Unis dans l'infrastructure du trafic de la drogue asiatique, jusqu'au recyclage de l'argent asiatique dans la vie politique américaine, via le lobby chinois (nationaliste de Taïwan) et plus tard de la firme légale Corcoran & Rowe. (...) Une telle étude nous aiderait à déterminer pourquoi la CIA s'est alliée de manière répétitive avec des éléments du trafic de la drogue en Europe, en Afghanistan et au Moyen-Orient, en Amérique Latine et ailleurs, le plus récemment au Kosovo, en Colombie et en Afghanistan... » ~ Peter Dale Scott, «*Drugs, Oil and War* », 2003*

En famille jihadistes et opposants soutenus par l'impérialisme français.

Mali: face à la crise provoquée par les jihadistes, les opposants appellent au réveil, le régime à l'unité - RFI 17 novembre 2025

Mali: les chaînes de télévision françaises TF1 et LCI suspendues par les autorités - RFI 14/11/2025

LCI et TF1 sont suspendues au Mali, décision prise ce vendredi 14 novembre par la Haute Autorité de la Communication malienne. En cause, une séquence de l'émission «*Grands Dossiers*» diffusées sur LCI le dimanche 9 novembre, divisée en deux parties avec les bandeaux «*Mali, les jihadistes aux portes de Bamako*» et «*Mali, le nouveau fief d'al-Qaïda*». Dans cette séquence en replay sur le site de TF1+, les journalistes affirment que la junte a interdit la vente de carburant, que Kayes et Nioro sont sous blocus et que les terroristes sont proches de faire tomber la capitale. Selon les

autorités maliennes, ces affirmations violent le code de déontologie du journaliste au Mali, tenu au respect de la vérité et à la publication d'informations vérifiées.

Soudan, le carnage, la tragédie. Capitalisme : Stop ou encore ?

Lu.

- Cent cinquante mille morts, treize millions de déplacés internes, près d'un million et demi de réfugiés soudanais en Égypte et trente millions de personnes menacées par la famine : tel est le bilan effroyable de deux années de confrontation entre les deux généraux qui avaient eux-mêmes renversé Omar el-Béchir.

Réduire cette tragédie à un affrontement ethnique relève d'un réflexe post-colonial profondément ancré, qui sert trop souvent à masquer la réalité des rapports de force. Le conflit soudanais n'est pas la résurgence d'une querelle tribale ; il est devenu le théâtre d'une lutte acharnée entre puissances étrangères pour le contrôle des immenses richesses du pays.

Sans le soutien massif des Émirats arabes unis aux Forces de soutien rapide – des miliciens plusieurs fois accusés d'exactions et de massacres au Darfour – cette guerre n'aurait probablement ni cette intensité, ni cette longévité. Leur appui financier, logistique et militaire a transformé la RSF en véritable armée parallèle capable de défier l'État soudanais.

L'intérêt d'Abou Dhabi n'a rien d'altruiste : les Émirats exploitent l'or du Darfour, acheminé vers Dubaï, désormais plaque tournante incontournable du commerce mondial de l'or, et convoitent les terres fertiles du Soudan pour garantir l'approvisionnement alimentaire de leur population. Le drame soudanais se trouve ainsi pris en étau entre ambitions géo-économiques, luttes d'influence régionales et effondrement d'un État laissé à lui-même, tandis que les civils paient chaque jour un tribut insoutenable.

J-C - J'ai vérifié, les chiffres figurant dans le premier paragraphe sont exacts ou confirmés par Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). <https://news.un.org>

Santé.

La conférence parisienne du Pr Pierre Kory - AIMSIB 23 oct. 2025

<https://www.aimsib.org/2025/11/16/la-conference-parisienne-du-pr-pierre-kory-est-devenue-gratuite/>

<https://vimeo.com/1129790699/38d7d176d6?fl=pl&fe=ti>

Plus de 2000 scientifiques réclament un moratoire sur les vaccins à ARNm - Essentiel News 21 octobre 2025

Ce ne sont plus « *des Allemands* » ou « *des Japonais* » : ce sont désormais plus de 2000 scientifiques internationaux qui exigent un moratoire immédiat sur les vaccins à ARNm. Le 12 octobre 2025 à 15h, trente experts représentant vingt pays ont diffusé simultanément sur de nombreuses plateformes une conférence de presse internationale réclamant l'arrêt immédiat des vaccins à ARNm. Parmi eux, le Dr Alexandra Henrion-Caude et le Dr Peter McCullough.

<https://essentiel.news/plus-2000-scientifiques-reclament-moratoire-sur-vaccins-arnm/>

Faites tomber les masques. De l'efficacité frauduleuse ou toxique des vaccins.... à celle des filtres à cigarettes liés au cancer du poumon.

Les membres de l'OMS discutent de l'interdiction des filtres à cigarettes - RT 17 nov. 2025

La grande conférence internationale de lutte antitabac a démarré à Genève ce 17 novembre, et devrait se poursuivre jusqu'au 22 du même mois, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le thème de cette année est axé sur les dommages environnementaux causés par la cigarette à travers le monde, en plus des effets néfastes du tabagisme sur la santé humaine.

Avant l'ouverture de la conférence, Andrew Black, chef par intérim du secrétariat de la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'OMS, préconise l'élimination pure et simple de ces filtres fabriqués à base de plastique qui « *n'atténuent pas les effets toxiques de la cigarette* ».

D'après plusieurs études scientifiques, les filtres n'atténuent en rien la toxicité des cigarettes. Cité par RFI, Alexandre Golan, membre du collectif CAP 0 Mégot, a déclaré que « *le filtre est uniquement fait pour augmenter la "fumabilité", donc c'est le côté marketing, c'est ce qui fait que c'est moins désagréable dans la bouche. À partir du moment où c'est juste fait pour augmenter la consommation, la justification de son impact environnemental est encore moins crédible* ». RT 17 nov. 2025

J-C - C'était encore un énorme mensonge, une sordide mystification ou de la propagande à des fins purement mercantiles.

J'ai fumé toute ma vie et je me suis bousillé les poumons, dans quelle proportions, je l'ignore puisque je refuse de faire une radio ou des examens des poumons, je sais d'avance ce que les toubibs vont me sortir. J'ai toujours retiré le filtre car je lui trouvais un goût dégueulasse, je préfère celui du tabac. Je ne fume plus qu'une à deux cigarettes par jour.

Autrefois, l'industrie du tabac et les autorités sanitaires ventèrent les bienfaits des filtres à cigarettes qui selon eux permettaient de "*retenir certaines substances nocives comme le goudron*", pour finalement avouer près d'un siècle plus tard que "*leur efficacité est limitée*". Pire, il a été conçu pour rendre addictif à la cigarette, car il "*adoucit le goût fort du tabac, rendant la cigarette plus agréable et plus facile à fumer pour les nouveaux consommateurs. Cela peut faciliter la dépendance à la nicotine*". Pire encore, et par conséquence le filtre à cigarette "*peut pousser les fumeurs à fumer*

d'avantage pour compenser la dose de nicotine, augmentant leur exposition aux substances toxiques", mais encore "il ne protège pas des maladies graves liées au tabac. Certaines études suggèrent même que son utilisation généralisée a pu contribuer à une augmentation de certains types de cancer du poumon agressifs, comme l'adénocarcinome."

Vous avez bien lu, le filtre à cigarette a été conçu pour rendre la population accroc au tabac et la rendre gravement malade, le tout pour se faire un maximum de profit. Capitalisme : Stop ou encore?

Palestine occupée.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté en faveur d'un plan qui prévoit notamment le déploiement d'une force internationale dans la bande de Gaza- franceinfo/AFP 17 novembre 2025

Ses membres ont voté, lundi 17 novembre, pour le plan de paix de Donald Trump dans la bande de Gaza, prévoyant en particulier le déploiement d'une force internationale, sous la pression des Etats-Unis qui mettaient en garde contre le risque d'une reprise de la guerre. Treize pays se sont prononcés en faveur du texte, que l'ambassadeur américain aux Nations unies Mike Waltz a qualifié d'"historique et constructif". La Russie et la Chine se sont abstenues.

Dans la foulée, le Hamas a critiqué ce vote, déplorant l'adoption d'une résolution qui "*ne répond pas aux exigences et aux droits politiques et humains*" du peuple palestinien.

Cisjordanie occupée: les violences israéliennes s'intensifient malgré le cessez-le-feu à Gaza - RFI 16 novembre 2025

Ce dimanche matin, selon l'agence Palestinienne de presse et d'information-WAFA, des israéliens auraient pris d'assaut un village palestinien au nord-est de Ramallah. La même agence dénombre des dizaines d'arrestations de Palestiniens à travers la Cisjordanie occupée ce dimanche, notamment à Jérusalem-Est.

Les attaques israéliennes en Cisjordanie se sont enchaînées ce week-end. Selon le Croissant-Rouge, un Palestinien a été tué dans la nuit de vendredi à samedi lors d'un raid israélien dans le camp d'al-Askar, près de Naplouse. Samedi soir, près de Ramallah, des colons israéliens armés ont attaqué quatre citoyens palestiniens. Selon la chaîne qatarienne al-Jazeera, les victimes sont toujours portées disparues.

Ukraine.

Zelensky était bien au courant des schémas de corruption, selon le New York Times – RT 17 nov. 2025

Le scandale de corruption qui secoue l'Ukraine prend une nouvelle ampleur, avec des accusations directes contre le président. D'après une enquête du *New York Times* publiée le 15 novembre,

Volodymyr Zelensky aurait eu connaissance des mécanismes de détournement de fonds publics dès 2022, et les aurait validés. Plusieurs anciens hauts responsables ukrainiens, interrogés sous couvert d'anonymat, confirment que « *Zelensky ne ressent aucune gêne, même lorsqu'une enquête pour corruption est en cours* ».

Les témoignages recueillis évoquent des montages financiers complexes ayant permis de transférer d'importantes sommes sur des comptes à l'étranger, au bénéfice du président et de son entourage rapproché. Toujours selon le *New York Times*, Zelensky « *a tout obtenu de cette guerre : un pouvoir absolu, une image médiatique soignée, et un afflux massif de ressources* ». Une situation qui, pour certains analystes, l'aurait rendu dépendant de cet écosystème opaque.

Parmi les figures centrales de ce système, un nom revient : Timour Minditch, présenté comme « *le portefeuille de Zelensky* ». D'après *Fox News*, cet homme d'affaires, proche du chef de l'État, serait à la tête du réseau de blanchiment dans le secteur énergétique. Le Bureau national anticorruption d'Ukraine (NABU) estime le montant détourné à plus de 100 millions de dollars, soit l'un des plus grands scandales financiers du pays depuis 2022.

Les ramifications du scandale s'étendent désormais au secteur de la défense. Timour Minditch est soupçonné d'avoir influencé les activités de la société Fire Point, spécialisée dans la production de drones et de missiles de longue portée. Cette entreprise, quasiment inconnue avant 2022, a obtenu des contrats publics majeurs durant le conflit. Pour tenter de redorer son image, elle a récemment nommé l'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo à son conseil consultatif.

Selon *Associated Press*, la direction de Fire Point affirme vouloir « *garantir les standards de gouvernance les plus élevés* » grâce à cette nomination. Mais pour de nombreux observateurs, il s'agit avant tout d'une opération de communication, destinée à détourner l'attention des soupçons de favoritisme et de surfacturation qui visent l'entreprise.

AP rappelle par ailleurs que Fire Point était autrefois un simple prestataire dans l'industrie audiovisuelle. Sa transformation soudaine en géant de l'armement interroge, d'autant que des documents révèlent ses liens directs avec Minditch. Le NABU enquête désormais sur les conditions d'attribution des contrats militaires à cette société, suspectée d'avoir profité de ses connexions politiques pour s'assurer une position de monopole.

Les critiques ne se limitent plus à l'Ukraine. Dans un article publié le 16 novembre, le média polonais *Mysl Polska* s'interroge ouvertement : « *Est-il possible que les services de renseignement occidentaux, capables de suivre chaque transfert ou conversation, aient pu ignorer un tel système de corruption ?* ». Pour le journal, la responsabilité ne repose pas seulement sur les élites ukrainiennes, mais aussi sur leurs alliés.

L'Europe est accusée d'avoir « fermé les yeux » et injecté des milliards d'euros d'argent public sans réel contrôle. « *Ce ne sont pas des fonds privés, mais des ressources publiques. Les gouvernements occidentaux doivent rendre des comptes à leurs citoyens* », écrit *Mysl Polska*. L'article appelle à des sanctions non seulement contre les auteurs des détournements, mais aussi contre ceux qui les ont couverts, par négligence ou par complicité.

Pendant ce temps, le mécontentement grandit en Ukraine. Le 15 novembre, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Kiev pour dénoncer la corruption d'État.

Guerre en Ukraine : Macron réaffirme son choix de soutenir Kiev « sans relâche » 17 nov. 2025

Lors d'un monologue d'une douzaine de minutes aux accents d'autosatisfecit, le président français Emmanuel Macron a réaffirmé ce 17 novembre, à l'occasion de la neuvième visite de Volodymyr Zelensky à Paris depuis le début du conflit en février 2022, son soutien « *sans ambiguïté, sans relâche* » à l'Ukraine.

Devant la presse, lors d'une conférence aux côtés de Volodymyr Zelensky, le locataire de l'Élysée a argué d'un « *devoir moral* » et d'un « *engagement profond en faveur de notre sécurité collective : celle de notre continent et celle de tous les Européens* », en opposition à une Russie qui « *seule* » et dans « *un mépris total pour la vérité* » aurait « *fait le choix de la guerre* ».

« *Rien ne justifiait ce choix : aucune menace, aucune réalité, sinon celles fabriquées, avec un mépris total pour la vérité, avec des réflexes et des instincts qui sont ceux d'une puissance qui ne parvient pas à digérer son histoire et ses instincts impérialistes et pour tout dire néocoloniaux* », a notamment affirmé Emmanuel Macron.

Qui menace qui, qui est l'agresseur ? L'OTAN.

Zakharova répond au ministre allemand de la Défense : «*Il n'y a plus de doute sur qui est l'agresseur*» - RT 17 nov. 2025

Dans un entretien accordé au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 15 novembre 2025, le ministre de la Défense Boris Pistorius a estimé qu'un affrontement armé entre l'OTAN et la Russie pourrait survenir d'ici la fin de la décennie. « *Nous avons toujours envisagé que cela pourrait arriver en 2029. Mais certains pensent désormais que ce pourrait être dès 2028, et certains historiens militaires estiment même que nous avons vécu le dernier été en paix* », a-t-il déclaré.

Ces propos ont immédiatement provoqué une réaction ferme de Moscou. Le 17 novembre, Maria Zakharova a déclaré : « *Maintenant, il n'y a plus de doute sur qui est l'agresseur* ». Selon elle, ces déclarations confirment la nature belliqueuse des intentions occidentales.

Interrogée, Maria Zakharova a souligné que les propos du ministre allemand trahissaient une volonté délibérée de préparer l'opinion publique à un scénario de guerre. « *Ce type de discours ne peut être interprété que comme une tentative de légitimer une course à la guerre en Europe sous prétexte de dissuasion* », a-t-elle déclaré.

De son côté, la Russie rappelle qu'elle n'a jamais menacé aucun pays membre de l'Alliance. Le Kremlin souligne que Moscou reste ouvert au dialogue, mais uniquement sur une base d'égalité. Le président Vladimir Poutine a, pour sa part, qualifié les spéculations sur une prétendue attaque russe contre l'Europe de « *fiction* », dénonçant l'« *hystérie* » entretenue par les capitales occidentales.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a lui aussi commenté cette montée des tensions : « *Ce type de rhétorique militariste et belliqueuse se fait de plus en plus entendre dans les capitales européennes. Vous savez qu'il n'y a pas en Russie de partisans d'une confrontation avec l'OTAN, mais nous sommes forcés de prendre des mesures pour assurer notre sécurité et protéger nos*

intérêts légitimes. Cela est dû au fait que les pays de l'OTAN se sont lancés dans cette rhétorique militariste. C'est ce que j'ai à dire sur la situation. »

Macron vend des Rafale en papier à Zelensky - RT 17 nov. 2025

Les Rafale vendus à l'Ukraine par Macron sont des avions en papier. Tout, dans la visite de Zelensky à Paris, tient plus du sketch tragi-comique que de la politique. Une énième tentative de manipulation décryptée par Alexandre Regnaud.

C'est la neuvième visite en France de Zelensky depuis 2022, à croire qu'il aime particulièrement être tripoté par Macron. Ou plutôt, que ce dernier aime particulièrement le recevoir pour se donner de l'importance, faire semblant de peser dans le jeu international et surtout faire oublier ses 11 % (et encore, officiellement) de taux de popularité dans le pays. Il ne faut pas se leurrer, c'est un peu comme la fameuse « *coalition des volontaires* », désormais renommée « *force multinationale Ukraine* », un sketch tragi-comique de la grenouille qui veut se faire plus grosse que le bœuf.

À la différence que ce sketch sert principalement à maintenir les populations dans la peur, et ainsi de prétexte à imposer des mesures de plus en plus liberticides face à un ennemi absolument imaginaire. Mais surtout, à justifier des détournements massifs d'argent public vers des programmes militaires absolument inutiles, pour le plus grand plaisir des lobbies du secteur.

Beaucoup s'y sont trompés, par exemple, quand le général Bonneau, chef de la Gendarmerie, annonçait devant le Sénat être prêt à réprimer les oppositions intérieures à l'engagement de la France en Ukraine. Le seul but de son intervention était de se servir de ce prétexte pour demander de l'argent pour de nouveaux fusils d'assaut, des équipements de vision nocturne et autres matériels, et d'obtenir les 800 millions d'euros nécessaires pour cela et réclamés en réalité depuis plusieurs années. Rien de plus.

On emmène donc Zelensky au Mont-Valérien, faire de la figuration au « *PC opératif* » où les « *planificateurs* » de l'état-major de la « *force multinationale Ukraine* » s'activent. A quoi, on ne sait pas bien. En effet, il s'agit selon Macron de « *quelques milliers d'hommes* » qui n'auraient « *pas vocation à tenir une ligne de front ni à être engagés sur un conflit chaud, mais à signer une solidarité d'un point de vue stratégique* ». Si on le traduit, de la poudre de perlimpinpin !

Des termes très ronflants pour décrire des moyens humains dérisoires, destinés à une mission dont tous savent parfaitement qu'elle n'aura jamais lieu, puisqu'elle est une ligne rouge absolue pour la Russie. Mais par contre, cela maintient l'illusion, et surtout, justifie les dépenses !

Promener Zelensky là-bas sert simplement de prétexte aux médias pour donner une crédibilité auprès d'une opinion désinformée, à un projet dont aucun professionnel sérieux ne peut donner d'autre crédit que celui d'une mascarade. Ce qui nous ramène au point d'orgue de la visite, la signature d'une « *lettre d'intention* » où l'Ukraine prévoit d'acheter (pour de l'argent donc) jusqu'à 100 avions de chasse Rafale.

Notons que le mois dernier, le même clown en treillis a signé exactement la même chose en Suède, pour 100 à 150 chasseurs Gripen. On en arrive à la chute du sketch. D'abord parce qu'une lettre d'intention n'est que du vent, comme son nom même l'indique quasiment. Dans le domaine de l'armement en particulier, où même les contrats sont précaires, comme de nombreux exemples (souvenons-nous de l'humiliation des sous-marins australiens) le prouvent.

Ensuite parce que, pour acheter des Rafales (entre 70 et 100 millions d'euros pièce, sans armement ni équipement, jusqu'à 265 millions complet), il faut donc de l'argent. Et que l'Ukraine, on le sait, et Zelensky lui-même le dit et le répète dans ses tournées mondiales de mendicité, ne peut pas survivre sans l'aide financière occidentale, même pour les opérations courantes. Et même si l'argent apparaissait miraculeusement... Selon ses propres chiffres, Dassault a produit 21 appareils en 2024, et prévoit au mieux un rythme de 4 avions par mois cette année.

Toujours d'après leurs chiffres, il leur reste encore 233 appareils déjà commandés à livrer, en France, mais surtout à l'export. On ne voit donc pas bien quand seraient livrés les 100 appareils de la junte de Kiev. Alors pourquoi ce cirque ?

Il y a bien sûr la possibilité que les lobbies de l'armement se placent en cas d'arrivée de fonds à Kiev. Ils comptent sur le très hypothétique « *prêt de réparation* », consistant en 140 milliards d'euros directement volés des avoirs Russes. L'opposition de la Belgique et d'autres États, et même de la structure Euroclear elle-même, rendent pour l'instant les choses peu probables. Mais au cas où, mieux vaut être bien placé avec des « *lettres d'intention* » pour récupérer le pactole.

Mais surtout, comme déjà évoqué, dans l'empire du mensonge, il y a l'importance de faire semblant de faire quelque chose et d'exister. De la communication pour faire simple. On fait semblant de croire que l'industrie française n'a pas quasiment disparue, mais au contraire vend massivement. On fait semblant de croire que l'armée française n'est pas à l'os budgétairement depuis des décennies et tombe en ruine. Mais surtout, on fait semblant de croire que le grand président Macron est un acteur majeur du jeu géopolitique mondial, au cœur des décisions et des actions, au moins à l'égal des plus grands de la planète, voire supérieur. En bref, on manipule l'opinion !

Cela permet (au moins le pensent-ils) de faire oublier que le pays s'effondre et que l'argent manque partout alors que les impôts n'ont jamais été aussi confiscatoires, de détourner l'attention du vote d'un nouveau montant record d'impôts dans le budget 2026, avec la complicité d'absolument tous les partis, y compris ceux présentés comme d'opposition, sans exception.

Et au final, de préparer, lentement mais sûrement, la seule manière qu'ils ont de résoudre cette équation impossible dont ils sont eux-mêmes les responsables, en touchant au dernier trésor de la France : votre épargne. RT 17 nov. 2025

En plein scandale de corruption, l'OTAN décide de débloquer 500 millions de dollars d'armes pour l'Ukraine - 15 nov. 2025

Huit pays de l'OTAN — le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège et la Suède — ont annoncé un financement commun de 500 millions de dollars pour livrer des armes à l'Ukraine. Cette aide sera entièrement consacrée à l'achat d'équipements militaires américains, dans le cadre de l'initiative PURL (« *Prioritised Ukraine Requirements List* »), lancée en juillet dernier par le président américain Donald Trump et le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte.

Ce mécanisme permet aux États-Unis de fournir les armements tandis que les pays européens règlent la facture. « *Les Alliés nordiques et baltes ont pris l'initiative de financer un nouvel ensemble de moyens militaires dont l'Ukraine a besoin* », a déclaré Mark Rutte dans un communiqué publié le 13 novembre par l'OTAN.

En parallèle de ces annonces, l'Ukraine est rattrapée par une nouvelle affaire de corruption qui fragilise le pouvoir en place. Le Bureau national anticorruption a inculpé sept personnes, dont Timour Minditch, ancien partenaire d'affaires du président Zelensky, pour des faits de détournement de fonds de plus de 100 millions de dollars dans le secteur énergétique — massivement financé par l'Occident.

"Pas d'option facile" : von der Leyen exhorte les pays de l'UE à trouver 135 milliards d'euros pour l'Ukraine - Euronews 17 novembre 2025

Ursula von der Leyen implore les pays de l'Union européenne de se mettre d'accord d'ici décembre sur un plan visant à couvrir les besoins militaires et financiers de l'Ukraine pour les deux prochaines années, estimés à 135,7 milliards d'euros, selon une lettre envoyée lundi et vue par Euronews.

Dans sa lettre, Ursula von der Leyen souligne l'ampleur du financement dont l'Ukraine aura besoin en 2026 et 2027 : 83,4 milliards d'euros pour financer l'armée ukrainienne et 55,2 milliards d'euros pour stabiliser l'économie et combler le déficit budgétaire.

Niger.

Niger: le ministère de l'Intérieur suspend les activités de nombreuses ONG et associations - RFI 18 novembre 2025

Selon un message radio du ministère de l'Intérieur du Niger, diffusé ce week-end du 15-16 novembre et transmis aux gouverneurs des régions, seules les structures ayant publié leurs états financiers de l'an dernier sont autorisées à poursuivre leurs actions. Cela représente près de 140 ONG et associations autorisées. Une soixantaine sont internationales et 75 sont nationales. Elles sont autorisées à poursuivre leur travail car, selon le ministère de l'Intérieur, elles ont publié au Journal officiel leurs états financiers pour les activités de 2024.

Les autres, elles, sont donc suspendues et disposent d'un délai de 60 jours pour se mettre en conformité. Le message ne donne pas de chiffres, mais de source humanitaire, un grand nombre d'organisations sont concernées. En fin d'année 2024, le ministère nigérien de l'Intérieur recensait plus de 300 ONG internationales au Niger et plus de 3 000 associations nationales.

Venezuela.

J-C - Quand les porte-parole du parrain du terrorisme et du trafic de drogue international (les Etats-Unis) tentent maladroitement de justifier *"une logique de changement de régime"*.

Les États-Unis vont désigner comme groupe terroriste un cartel dirigé, selon Washington, par le président vénézuélien Nicolas Maduro - BFMTV 17 novembre 2025

Venezuela : Les Etats-Unis ciblent-ils un cartel qui n'existe pas ? - 20minutes.fr 18 novembre 2025

- Au Venezuela, les Etats-Unis désignent le supposé « *Cartel de los Soles* » comme organisation terroriste alors que son existence structurée est largement contestée.

- Cette décision est perçue comme un moyen d'accentuer la pression sur le président Nicolás Maduro et de justifier de potentielles actions militaires.

- Des experts alertent sur une dérive du cadre juridique puisque la qualification terroriste concerne ici un réseau criminel sans structure identifiable.

D'anciens responsables américains estiment même que le groupe n'existe pas « *en tant qu'organisation* » et que l'administration s'appuie sur des renseignements discutables.

La manœuvre est perçue par plusieurs observateurs comme un moyen pour Washington de renforcer sa pression sur le président Nicolás Maduro.

Des spécialistes interrogés par CNN y voient un glissement assumé vers une logique de changement de régime.

De son côté, le gouvernement vénézuélien dénonce une fiction destinée à légitimer une intervention. Nicolás Maduro et ses alliés affirment que le « *Cartel de los Soles* » est un « *récit impérialiste* » et nient toute implication personnelle dans le narcotrafic.

J-C – Pour autant, et cela ne date pas d'hier, des militaires sont liés au trafic de drogue, mais Maduro n'a pas le pouvoir de s'y attaquer, son régime repose en grande partie sur l'armée, il provoquerait sa propre chute. Nous soutenons inconditionnellement Maduro à défaut de mieux.

Mexique.

Mexique : Une opération digitale payée derrière la marche de la génération Z - Bolivar Infos 16 Novembre 2025

La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a affirmé que la convocation à la marche du 15 novembre prochain diffusée sous le nom de « *génération Z* » n'a pas une origine spontanée, mais fait partie d'une stratégie digitale payée, organisée de l'étranger et liée aux réseaux internationaux de droite. Cette information a été présentée jeudi lors de sa conférence matinale au Palais National.

Sheinbaum a souligné qu'il y a des jeunes qui ont des revendications légitimes mais qu'il est important d'identifier ceux qui organisent réellement la mobilisation, et comment opèrent les structures étrangères qui cherchent à intervenir dans la politique mexicaine grâce à des campagnes digitales.

Selon une analyse élaborée par l'équipe du Gouvernement à propos de cette campagne coordonnée de l'étranger, les dépenses destinées à sa promotion sur les réseaux sociaux ont dépassé les 90 000 000 de pesos en octobre et novembre. Ce chiffre ne correspond pas à un mouvement spontané, a-t-elle dénoncé.

Pendant la conférence de presse, Miguel Ángel Elorza Vázquez, coordinateur de Infodemia, a présenté un rapport qui liait cette convocation à Atlas Network, une organisation signalée pour

avoir financé des campagnes de désinformation contre des Gouvernements progressiste d'Amérique latine.

L'étude réalisée par le Système Public de Radiodiffusion montre que la campagne été structurée à partir de comptes récemment créés, administrés en partie depuis l'Espagne, les États-Unis et la Bolivie, et qui ont eu recours à l'intelligence artificielle pour produire des contenus.

Elorza a expliqué que le compte « *Génération Z-MX* » présenté comme apolitique, a une histoire de publications alignées sur des personnalités de l'opposition du Mexique et de la région et a repris ses activités la veille de la convocation de la marche, prévue pour ce samedi.

Selon cette analyse, 179 comptes sur TikTok et 359 communautés sur Facebook ont fait la promotion de cette mobilisation de manière synchronisée avec un comportement digital que Infodemia qualifie de non spontané et hautement coordonné. Au moins 28 administrateurs de ces pages résident hors du pays.

Le rapport a aussi détecté la participation de personnalités politiques, de communicants et d'influenceurs liés à des secteurs conservateurs parmi lesquels l'ancien président Vicente Fox, le patron, Claudio X. Gonzalez, Alessandra Rojo de la Vega et le patron, Ricardo Salinas Pliego, en plus de fournisseurs numériques d'Argentine, du Venezuela des États-Unis associés à des campagnes de manipulation de l'information. Selon Elorza, ces acteurs auraient lancé des contenus destinés à attribuer la mobilisation à une soi-disant vague de jeunesse spontanée.

Le Gouvernement mexicain soutient que cette opération fait partie d'un réseau transnational destiné à intervenir dans les processus politiques grâce à des stratégies digitales, une pratique qui a déjà été expérimentée dans d'autres pays de la région.

Dans son rapport, Infodemia rappelle que des campagnes similaires ont accompagné des protestations organisées par des secteurs de la génération Z en Amérique latine, en Asie, et sur d'autres continents dans lesquelles des organisations étrangères ont cherché à infiltrer les mouvements de jeunes en profitant de leur présence sur les plates-formes digitales.

Dans l'article de Telesur « *génération Z, quo vadis ?* », on explique que la génération Z, malgré sa capacité de mobilisation, affronte des inégalités dans l'éducation, l'accès aux technologies et la participation politique, ce qui en fait un secteur plus vulnérable aux stratégies de désinformation et aux opérations étrangères.

L'article signale que, bien que les jeunes entre 15 et 27 ans, aient été à la tête de protestation massives –comme au Népal, au Pérou, ou au Sri Lanka– l'absence de cohésion idéologique et la forte dépendance envers l'écosystème digital ont permis à des secteurs étranger d'influer sur son organisation.

Selon les enquêteurs, ce secteur combine les inquiétudes pour l'environnement, la pression économique et la crise de représentation mais son activité politique dépend dans une grande mesure des récits qui circule sur les réseaux sociaux où opèrent aussi bien des communautés authentiques que des campagnes coordonnées.

Des médias internationaux comme le *Wall Street Journal* ou le *New York Times* ont montré que l'exposition à des informations fausses est plus importante parmi les jeunes qui ont le moins de formation digitale, en particulier dans des situations dans lesquelles les algorithmes donnent la priorité à des contenu qui font appel à des émotions immédiates.

Les autorités mexicaines ont signalé que la convocation du 15 novembre s'inscrit dans ce scénario global. Elorza affirme que « *l'opération détectée est une mobilisation construite avec des robots, des comptes coordonnés et un financement étranger* », tandis que Claudia Sheinbaum confirme que le Gouvernement respecte toutes les expressions des jeunes mais considère qu'il est nécessaire que les citoyens sachent « *qui est derrière cette stratégie, et dans quel but.* »

La Présidence a confirmé que les analyses digitales continueront pour éclaircir la structure de cette campagne et ses liens internationaux.

Pour l'instant, l'information présentée parle d'une opération avec des acteurs locaux étrangers qui cherche à avoir une incidence sur le débat public mexicain grâce à des stratégies d'amplification artificielle dans une situation dans laquelle les mouvements digitaux de jeunes ont pris de l'importance sur la scène politique.

Equateur.

Équateur : les électeurs rejettent l'accueil de bases militaires étrangères et la réécriture de la constitution - Euronews 17 novembre 2025

Lors d'un référendum qui s'est tenu ce dimanche, les Équatoriens ont rejeté une proposition visant à engager un processus pouvant aboutir à une nouvelle constitution. Ils ont également dit non à une initiative prévoyant l'installation de bases militaires étrangères sur le territoire du pays.

Il s'agit d'une défaite importante pour le président Daniel Noboa, un conservateur proche de l'administration Trump. Il avait poussé les tribunaux équatoriens à inclure la question de la réécriture de la constitution. Six électeurs sur dix ont dit non.

Chili.

J-C – L'extrême droite pourrait revenir au pouvoir au Chili. L'impréparation du prolétariat des pays occidentaux et la trahison des partis du mouvement ouvrier en occident, notre incapacité à nous doter d'une nouvelle direction révolutionnaire a des conséquences dramatiques pour les peuples des pays dominés...

Présidentielle chilienne : premier tour serré, la droite dure en embuscade - Euronews 17 novembre 2025

Le premier tour des élections présidentielles chiliennes a donné lieu à un résultat incertain quant à l'identité du vainqueur de la soirée électorale. Avec 26,85 % des voix et 3 476 554 suffrages, le résultat de la coalition de gauche dirigée par Jeannette Jara pourrait être insuffisant pour revalider le mandat de l'actuel président Gabriel Boric.

Jara devra affronter l'éternel candidat d'extrême droite José Antonio Kast, qui la suit de près avec 23,92 % et 3 097 685 voix : moins de trois points ou 400 000 bulletins de vote.

Les finalistes du concours politique andin sont suivis par trois candidats qui vont du centre-droit à la défense ouverte d'un coup d'État militaire. Le populiste Franco Parisi, qui se présente également pour la troisième fois, a surpris avec un résultat plus élevé que prévu : 19,71 % des voix.

Parisi est suivi, avec 13,94% de soutien, par Johannes Kaiser Barents-Von Hohenhagen. Deuxième visage visible de l'extrême droite chilienne, mais un ou deux pas plus à droite que Kast, il est député du Parti national libertaire. Kaiser a ouvertement défendu l'héritage d'Augusto Pinochet.

La défaite de la soirée revient à Evelyn Matthei, candidate de centre-droit qui espérait arriver en troisième position et qui s'est contentée de 12,46%, avec 99% des votes dépouillés.

Jeanette Jara, consciente de ses difficultés à accéder à la présidence face au panorama politique complexe qui l'attend au second tour en raison de la force de la droite (la somme des trois candidats précédents, sans compter Kast, atteint un score non négligeable de 46,11 % des voix), a promis de suspendre ou de renoncer à son militantisme communiste si elle remportait la présidence. Elle a également tendu la main pour adopter certaines mesures de ses adversaires, dans un virage vers le centre que l'on verra si elle gagne le 14 décembre.

Inde.

Dans l'État du Bihar, la victoire du BJP renforce l'alliance de Modi en amont d'élections-clefs en 2026 - legrandcontinent.eu 14 novembre 2025

Les résultats partiels de la Commission électorale indienne, mis à jour à 12h00 (Paris) aujourd'hui, vendredi 14 novembre, voient le BJP remporter 92 sièges sur les 243 que compte l'Assemblée législative du Bihar — 18 de plus qu'en 2020. Au total, la National Democratic Alliance (NDA) obtiendrait plus de 180 sièges, soit une marge confortable dans un Parlement où 122 sont requis pour former une majorité.

Le Bihar est le deuxième État le plus peuplé du pays, situé à la frontière avec le Népal. Il compte 127 millions d'habitants, derrière l'Uttar Pradesh qui en compte 235 millions.

Avec un revenu par habitant moyen de 32 000 roupies, soit trois fois moins que la moyenne nationale, il est également le plus pauvre.

Le taux de chômage, bien qu'en baisse ces dernières années, atteint près de 10 % chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans.

Le fort taux de participation (67 %, soit le niveau le plus élevé depuis 1951) suggère que les récentes politiques du BJP dans l'État, notamment le transfert en septembre de 75 milliards de roupies (730 millions d'euros) aux femmes dans le cadre d'un programme pour l'emploi, ont joué un rôle déterminant dans le scrutin.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 novembre 2025

Les gangs mafieux de l'agro-alimentaire vous empoisonnent délibérément pour s'enrichir toujours plus.

"Des tactiques dignes de l'industrie du tabac" : ce qu'il faut retenir des études sur les aliments ultratransformés et leurs risques pour la santé - franceinfo.fr 19 novembre 2025

Céréales du petit-déjeuner, plats cuisinés, boissons sucrées, yaourts aromatisés... Les produits ultratransformés prennent de plus en plus de place dans notre alimentation et constituent une menace pour notre santé, selon un vaste collectif de chercheurs qui publient, mercredi 19 novembre, trois nouvelles études dans la revue médicale *The Lancet*. Leur ambition : dresser un panorama de référence sur le sujet, alors que les débats scientifiques continuent et que certains groupes industriels tentent de décrédibiliser la recherche.

La première étude publiée par *The Lancet* compile une centaine de travaux scientifiques afin d'établir l'état des connaissances sur les risques des aliments ultratransformés. Ceux-ci sont définis comme des produits fabriqués par des procédés industriels complexes à partir d'ingrédients bon marché combinés à des additifs et contenant peu d'aliments entiers.

L'étude conclut que leur consommation est associée à de multiples pathologies, comme l'obésité, le diabète ou les maladies cardiovasculaires. "*Le remplacement des régimes alimentaires traditionnels par des aliments ultratransformés constitue un moteur majeur de l'augmentation mondiale du fardeau des maladies chroniques liées à l'alimentation*", écrivent les auteurs. Ces risques pour la santé s'expliquent par les déséquilibres nutritionnels importants de ces aliments ainsi que la présence de contaminants, de perturbateurs endocriniens ou encore d'additifs nocifs.

Les produits ultratransformés se sont répandus partout sur la planète durant ces dernières décennies, selon les études compilées par les chercheurs. La contribution énergétique des aliments ultratransformés aux achats alimentaires totaux des ménages a ainsi triplé en Espagne au cours de trois dernières décennies, plus que doublé au Canada en huit décennies et augmenté de 10% à 23% au Mexique et au Brésil en quatre décennies. Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, leur consommation n'a que faiblement augmenté depuis vingt ans... car ils représentent déjà plus de 50% de la contribution énergétique totale des ménages depuis plusieurs décennies.

Pâtisseries, plats préparés, snacks, sauces, viandes reconstituées... Toutes les catégories d'aliments ultratransformés sont en hausse à travers le monde, quel que soit le niveau de revenus des habitants.

En bref, "*les tendances convergentes en matière de consommation, d'achats et de ventes mettent clairement en évidence le remplacement mondial des régimes alimentaires traditionnels par les*

produits ultratransformés et indiquent une expansion rapide dans les régions où les produits ultratransformés ne sont pas encore dominants", concluent les chercheurs.

La troisième étude publiée par *The Lancet* se penche sur les stratégies déployées par les grands groupes de l'agroalimentaire – les huit principaux étant Nestlé, PepsiCo, Unilever, Coca-Cola, Danone, Fomento, Economico Mexicano, Mondelez et Kraft Heinz. Les chercheurs les accusent d'avoir agressivement promu depuis plusieurs décennies des produits fabriqués à partir d'ingrédients de qualité médiocre. *"La rentabilité supérieure des produits ultratransformés par rapport aux autres types d'aliments alimente cette croissance"*, notent les chercheurs.

Au-delà de cette tendance très rentable, les industriels ont mis en place des stratégies de lobbying efficaces pour faire obstacle aux politiques publiques de lutte contre ces aliments néfastes pour la santé. Ces groupes utilisent également *"des tactiques dignes de l'industrie du tabac"* pour décrédibiliser les recherches sur les aliments ultratransformés, a estimé Chris van Tulleken, l'un des principaux auteurs de l'une de ces études, lors d'une conférence de presse. franceinfo.fr 19 novembre 2025

Commentaires d'internautes.

1- Privatisation des bénéfices, mutualisation des coûts (de santé). Toujours la même recette du capitalisme.

2- Les mêmes fonds financiers de l'industrie alimentaire sont dans l'industrie pharmaceutique.

Gagnants sur les deux tableaux

3- Il y a beaucoup d'hypocrisie sur ce sujet, si les gens mangent *"transformé"*, c'est aussi parce que c'est moins cher, et pas uniquement par choix ou à cause du lobbying agro-alimentaire.

Allez dans les rayons hard discount de supermarché, c'est la fête à la malbouffe et à l'ultra transformation, où on compense une qualité de produit moindre en ajoutant tout type d'exhausteur de gout (sucre, sel etc.).

Après des gens sont totalement immatures / incultes quand il est question de nutrition.

Capitalisme : Stop ou encore ? Esclavagisme moderne à outrance.

En Corée du Sud, des centaines de milliers de jeunes arrêtent de travailler, épuisés par les mauvais salaires et la pression hiérarchique - franceinfo.fr 19 novembre 2025

D'après les statistiques datant du mois d'octobre 2025, la Corée du Sud compte maintenant 736 000 jeunes officiellement *"en repos"*. Un nombre qui a explosé depuis la crise du Covid. Il ne s'agit pas de chômeurs en recherche active d'emploi ou bien de cadres qui auraient pris un congé sabbatique. Ce sont réellement des personnes âgées entre 20 et 39 ans qui ont abandonné l'idée de travailler. La plupart ont de bons diplômes, beaucoup sortent même des grandes universités de Séoul.

Décus par leur dernier travail et épuisés à l'idée de passer des entretiens pour un nouveau poste, ils expliquent qu'ils sont en pause pour un temps indéfini. Ils pointent surtout les très mauvais salaires,

la pression de la hiérarchie ou alors le climat entre collègues de travail. Une forme de burn-out pour ces jeunes coréens qui estiment également ne pas être récompensés de toutes ces années passées dans un système éducatif coréen ultra-compétitif, où ils ont dû bachoter à l'école puis dans les cours de soutien tous les soirs et même le week-end.

Pour les sociologues, c'est presque une rébellion passive.

À l'échelle individuelle, malgré les tensions dans les familles, ces jeunes qui font une pause ne sont pas un problème. Mais, à l'échelle nationale, c'est plus difficile. Alors que le pays vit déjà un terrible effondrement démographique ces jeunes constituent des cadres perdus pour les grandes entreprises et également de l'activité économique en moins.

La fédération des industries coréennes a fait un calcul. Elle estime que ces jeunes en repos ont coûté entre 2019 et 2023 plus de 44 000 milliards de wons à l'économie coréenne, soit environ 27 milliards d'euros. franceinfo.fr 19 novembre 2025

Pour eux, vous n'êtes que de la chair à canon !

J-C - La démocratie, la paix, l'humanisme au bout du canon. Capitalisme : Stop ou encore ?

« Il faut accepter de perdre nos enfants » : l'intervention choquante du chef d'État-major des armées françaises - RT 20 nov. 2025

Des déclarations stupéfiantes de la part d'un chef d'État-major des armées françaises : le 18 novembre, lors du Congrès des maires de France, Fabien Mandon a appelé les Français à se préparer à de futurs conflits, mentionnant bien sûr la Russie, et déclarant qu'il fallait « *accepter de perdre nos enfants* ».

« *Ce qui nous manque, et c'est là que vous avez un rôle majeur à jouer, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal pour protéger ce que nous sommes* », a-t-il indiqué, ajoutant : « *Si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants, à souffrir économiquement parce que les priorités iront à la production de défense, alors nous sommes en danger. Il faut en parler dans vos communes* ».

Le Kremlin a pourtant souligné à plusieurs reprises qu'il considérait comme absurde un conflit direct entre la Russie et les pays de l'OTAN. En 2023 déjà, le président russe Vladimir Poutine soulignait l'absence d'intérêts géopolitiques, économiques, politiques et militaires d'une telle guerre pour Moscou.

Complément.

Le colonel Guillaume Vernet, porte-parole de l'état-major des armées revient sur l'intervention du militaire et soutient sa prise de parole.

"Subir une guerre de haute intensité, ça veut dire envisager des pertes. Des pertes militaires, souffrir économiquement... (...) Un pays qui n'est pas prêt à comprendre ça est un pays faible."

Il ajoute que le chef d'état-major des armées s'est exprimé lors du congrès "*à la demande des maires de France pour exprimer sa vision et la partager*" et que lors de cette intervention, il n'a "*rien dit de nouveau*". BFMTV 20 novembre 2025

Si quelqu'un mérite de mourir, c'est eux !

« Nos enfants n'iront pas mourir en Ukraine » : la porte-parole du gouvernement répond aux propos du chef d'état-major des Armées - Paris Match 21 novembre 2025

« *Nos enfants n'iront pas combattre et mourir en Ukraine* », a promis vendredi sur TF1 la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon, après la polémique suscitée par le chef d'état-major des Armées pour qui la France devrait « *accepter de perdre ses enfants* ». Paris Match 21 novembre 2025

Chair fraîche. En guise d'avenir : la guerre ! Intégrer la jeunesse dans l'armée.

Les pistes envisagées pour un nouveau service militaire - BFMTV 21 novembre 2025

Parmi les pistes d'Emmanuel Macron et du Premier ministre Sébastien Lecornu: la réintroduction d'un service militaire

L'objectif serait de former 10.000 jeunes par an d'ici 2030 pour l'armée de terre, et 50.000 d'ici 2036. Des annonces du président de la République sont attendues la semaine prochaine à ce sujet.

Il durerait dix mois environ et serait, toujours selon les pistes envisagées, payé près de 1.000 euros par mois. Les volontaires seraient également nourris et logés. Pour éviter de "*perdre*" une année d'étude, l'idée d'une indemnisation en crédits ECTS est également avancée.

Les Français semblent majoritairement adhérer au rétablissement du service militaire. Selon un sondage Ipsos BVA-CESI École d'ingénieurs pour le *Parisien* publié en mars dernier, 86% des Français interrogés se disent favorables à son retour. 53% sont en faveur d'un service militaire obligatoire. Les moins de 35 ans, les plus concernés, sont légèrement moins enthousiastes que leurs aînés, même s'ils restent 78% favorables. Seuls 41% d'entre eux souhaiteraient qu'ils soient obligatoire.

J-C – Plutôt crever que de porter un jour leur saloperie d'uniforme !

Propagande de guerre du lobby militariste. Militarisation de la société. Conditionnement des consciences et promotion de la guerre pour le compte du complexe militaro-industriel-financier.

Guide de survie, message alarmant : ce que le gouvernement cherche à faire avec ses alertes sur la guerre - Le HuffPost 20 novembre 2025

Alarmisme démesuré ? Stratégie politique pour préparer les esprits à une intervention plus directe de la France contre la Russie dans la guerre en Ukraine ?

« *Avoir conscience de la réalité de la situation n'est pas céder à l'alarmisme* », peut-on lire dans le guide de survie. C'est tout l'enjeu de l'exécutif et des chefs militaires français : favoriser cette prise de conscience des Français sur les diverses menaces existantes, qu'elles soient climatiques, géopolitique ou cyber, par exemple via des campagnes de « *manipulation de l'information de la part des opposants*. » Auprès du Parisien, Matignon reconnaît que « *l'opinion publique a du mal à prendre en compte* » ces risques. Contacté par l'AFP, l'entourage de la ministre déléguée aux Armées Alice Ruffo abonde, soulignant que « *non l'idée n'est pas d'envoyer nos enfants au front* » mais qu'« *il y a besoin d'une prise de conscience de la réalité* ».

Selon un sondage Ifop réalisé en septembre 2025, 72 % des Français estiment que « *la Russie est une menace pour la souveraineté des États de l'Union européenne* ». Mais auprès de l'AFP, la chercheuse Bénédicte Chéron rappelle que « *la représentation de la guerre pour les Français, demeure très nettement l'invasion du territoire* ». En dehors de ce danger précis, ils ont « *du mal à accepter l'idée d'engager massivement des forces, d'en payer le prix*. »

Les formes de guerre dite « *hybride* », type actions de sabotage ou désinformation ne sont donc pas perçues comme une menace suffisante. Pourtant, à l'aune des européennes en 2024, une enquête Ipsos BVA pointait « *la vulnérabilité* » des Français face à la désinformation. Une petite majorité (57 %) des sondés se disait « *plutôt capable* » de distinguer une information fausse d'une vraie sur les réseaux, et seulement 17 % s'en disaient « *tout à fait* » capables. Un chiffre extrêmement faible, alors que de plus en plus, la désinformation s'impose comme une redoutable arme de guerre dans la plupart des conflits, et particulièrement dans ceux impliquant la Russie.

En complément. Lu dans un article publié le même jour par le même média où ils lâchent le morceau ou la vérité, leur ennemi.

Même si 64 % des Français craignent que le conflit militaire se propage jusqu'en France, selon un sondage Elabe de mars 2025, nombre d'entre eux continuent de se sentir éloignés de la guerre.

Selon l'analyste géopolitique Louis Duclos, sur le fond, il s'agit d'ouvrir les yeux aux gens sur un pays qui a décidé d'en découdre. « *Le pays n'est pas prêt à entendre ce genre de paroles, mais le but de ce discours était justement de choquer les esprits pour réveiller la société* » poursuit Louis Duclos. Le HuffPost et 20 minutes.fr 20 novembre 2025

J-C - Autrement dit, cette logorrhée sert à masquer que l'immense majorité de la population est foncièrement indifférente à leur propagande de guerre pour ne pas dire qu'elle la condamne, et refuserait de participer à une guerre contre la Russie. Au point que 20 minutes.fr a supprimé la rubrique "commentaire" ouvert à ses lecteurs, sans doute par crainte qu'il y ait trop de commentaires condamnant cette fureur guerrière de Macron et de l'institution militaire.

Quand la fureur guerrière a gagné le PCF, ce qui ne devrait étonner personne.

« *Il nous a déclaré la guerre* » : la mairie de Paris s'attaque aux décors de Noël du BHV - Le HuffPost 19 novembre 2025

« *Nos services ont constaté début novembre que les équipes du BHV avaient commencé à installer des sapins et du mobilier à l'extérieur du magasin* », explique Nicolas Bonnet Oulaldj, adjoint (PCF) à la maire de Paris chargé du commerce. Le patron du magasin Frédéric Martin adresse alors une demande en bonne et due forme à la mairie de Paris, qui la refuse en invoquant de nombreux événements prévus sur la voie publique pendant la période de Noël.

La situation reflète une période de tensions plus larges entre la municipalité et la direction du grand magasin, deux semaines après l'installation de Shein au 6^e étage. Quelques jours plus tôt, le BHV se faisait verbaliser par la ville pour des affiches Shein sur la façade du bâtiment, faute d'autorisation préalable.

« *Nous demandons à M. Merlin de se conformer au règlement. On ne va pas lui faire de cadeau. Il nous a déclaré la guerre, et quand quelqu'un vous déclare la guerre, vous vous défendez* », affirme Nicolas Bonnet Oulaldj. Le HuffPost 19 novembre 2025

J-C – Comment ? En collaborant avec nos ennemis.

«Schengen militaire» : l'UE entend améliorer sa mobilité militaire en dépensant 100 milliards d'euros - RT 19 nov. 2025

L'UE prévoit de dépenser encore 100 milliards de dollars à la défense. Cette fois-ci, il s'agit du «Schengen militaire», un plan proposé par la Commission européenne, visant à éliminer les obstacles logistiques au sein de l'UE. Ce projet doit permettre de réduire le temps de transit des forces vers les frontières orientales de trois à cinq jours.

En complément. Ce sont eux les fanatiques du complot.

- **"On vous voit": le Royaume-Uni met en garde Vladimir Poutine après la détection d'un navire russe dans ses eaux - BFMTV 19 novembre 2025**

- **Le Royaume-Uni demande aux acheteurs de drogues... de ne pas financer le secteur militaire russe – RT 21 nov. 2025**

Faire de la Russie un « *bouc émissaire* », l'accuser sans preuve de tous les maux et lui attribuer souvent des choses absurdes, est une tendance de longue date dans les pays occidentaux. RT 21 nov. 2025

- **La R&D de défense européenne explose avec la guerre en Ukraine : quel pays de l'UE dépense le plus ? - Euronews 20 novembre 2025**

Dans l'UE, les dépenses de R&D de défense ont grimpé de 90 % en cinq ans. Des experts y voient l'effet de l'invasion russe de l'Ukraine. Euronews 20 novembre 2025

- **Station d'écoute, bases aériennes, camps d'entraînement... Aux frontières de l'Otan, les renforts militaires de la Russie inquiètent de plus en plus - franceinfo.fr 20 novembre 2025**

- **La Pologne va fermer le dernier consulat russe après un sabotage ferroviaire - Euronews 20 novembre 2025**

Les musulmans : des terroristes en puissance !

Introduction à l'article figurant plus loin, portant sur un sondage commandé par le magazine *Écran de veille* réalisé à propos des musulmans en France.

Journalisme d'influence : l'exemple d'Écran de veille - Observatoire du journalisme 10 octobre 2021

Écran de veille, quel écran et pour veiller sur qui ?

Le journal se veut à la fois « *prospection géostratégique, veille sécuritaire, contre-terrorisme, résistance aux fanatismes* ». Il est l'émanation du site Global Watch Analysis et défend dans son éditorial les « *Valeurs fondamentales qui constituent le salutaire socle civilisationnel de la paix, de la fraternité, de l'égalité et du vivre ensemble* ». On pourrait ajouter les pommes de terre frites à cet ensemble vide et pompeux.

Global watch analysis (<https://global-watch-analysis.com/qui-sommes-nous/?lang=fr>)

À consulter le site (en français), celui-ci est consacré quasi exclusivement et de manière obsessionnelle aux Frères musulmans, leurs méfaits, leur influence néfaste, les financements du Qatar. Le magazine est publié en partenariat avec Countries Reports Publishing (Londres) dont nous n'avons pas retrouvé la trace. Certaines traductions sont faites par une agence de Malte.

Les articles eux-mêmes comportent une très longue analyse des attentats islamistes du 13 novembre 2015, des regrets de la défaite américaine en Afghanistan (La honte et le déshonneur), une dénonciation du Pakistan soutien des talibans, un portrait hagiographique de Ahmad Massoud, aimable fils de son père et élève de Sandhurst (l'académie militaire britannique), plus quelques brèves traitant du Moyen-Orient ou de l'industrie de la défense.

Qui est derrière ?

Résumons, un magazine sorti en plein procès de l'attentat du Bataclan, une hostilité déclarée face aux Frères musulmans et au Qatar, des articles très hostiles à la Turquie, des regrets de la désertion américaine en Afghanistan, l'hostilité également vis-à-vis du Hamas, une émanation du monde anglo-saxon, on secoue et ça donne quoi ?

Un magazine néo-conservateur d'influence sorti pour l'occasion ; inspiré par ? Au choix : Israël, l'Arabie Saoudite, les milieux bellicistes américains, les britanniques. L'Arabie Saoudite manque d'expérience dans le domaine, nous verrions plutôt à l'œuvre – sans bien entendu pouvoir absolument le prouver – une des nombreuses officines liées aux services israéliens. Peut-être avec des coups de pouce extérieurs. Un peu à la manière des services britanniques qui se cachent (mal) derrière le site Bellingcat qui a pignon sur rue. Comme quoi le papier a encore un avenir pour les officines d'influence.

Voir aussi : EU DisinfoLab/Saper Vedere, agences de désinformation américaines ?

<https://www.ojim.fr/eu-disinfoLab-saper-vedere-agences-de-desinformation-americaines/>

J-C – Quelle que soit la religion qu'on a adopté, c'est choquant de nos jours chez des gens dits instruits, en occident principalement ou au sein des classes moyennes, tellement c'est incohérent, illogique, on se demande comment c'est possible de croire de telles âneries et superstitions.

C'est à cette occasion qu'on se dit que les hommes ont décidément une case en moins ou qu'ils sont faibles par nature, et qu'il y en a parmi eux qui s'emploient à les maintenir dans l'obscurantisme, ce qui profite aux mieux nantis, les plus riches.

Il est de bon ton chez les démagogues ou populistes de droite comme de gauche, de ménager les croyants au nom de la tolérance qui fait des millions de morts tous les ans. C'est comme les riches et les pauvres, il en faut bien, généralement ceux qui tiennent ce discours n'appartiennent pas à la catégorie des plus démunis.

La bienveillance envers les croyants de la part de ces gens-là, est plus que suspecte, elle leur sert de bonne conscience, à croire qu'ils en ont bien besoin ou elle est bien mal placée. On pourrait croire qu'ils n'ont pas plus de conscience que cela. On leur en prête une parce qu'ils font mine d'en avoir une, mais dès qu'on veut le vérifier, on s'aperçoit qu'elle s'est évaporée ou qu'elle n'existe pas, sinon, c'est la seule dont ils ont vraiment conscience pour sauver les apparences. Donnez-leur à choisir entre la guerre et le socialisme, ils choisissent la guerre, donnez-leur à choisir entre le fascisme ou le nazisme et le socialisme, ils choisissent le fascisme ou le nazisme.

Croire est réservé aux faibles d'esprit. Alors comment expliquer que des scientifiques en font partie ? Pardi, parce que leur esprit n'est pas aussi développé qu'on ne le croit, en dehors de leur domaine de prédilection ce sont des ânes bâtés, voilà tout. Celui qui s'en contente est un idiot ! A suivre.

Je n'ai pas abordé les personnes arriérées généralement pauvres et précarisées, qui sont victimes de la cruauté du capitalisme ou tout simplement de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour survivre ils ont besoin de croire en un monde meilleur, plus juste, humaniste qui n'existe pas sur Terre, leur reprocher cette croyance serait cynique et cruel, tel n'est évidemment pas mon propos.

Les autorités politiques et religieuses profitent de leur ignorance et de leur dénuement pour instrumentaliser la religion, et en faire des instruments politiques pour mieux leur faire accepter leur condition sociale misérable et injuste, les maintenir en servitude, en esclavage. On peut constater, que c'est dans les pays les moins développés sur le plan économique, où les peuples sont soumis à une grande pauvreté, que la religion est omniprésente, mais aussi sous les pires régimes dictatoriaux. Voilà de quoi amplement justifier notre combat pour les en délivrer, pour le socialisme...

Que dit l'étude de l'Ifop sur la pratique religieuse des musulmans de France ? - 20 novembre 2025

Une étude de l'Ifop, publiée mardi 18 novembre, fait état d'une "*revitalisation*" de la religion musulmane dans le pays. Elle s'accompagne toutefois d'une "*progression préoccupante de l'adhésion aux thèses islamistes*", notamment chez les plus jeunes. Cette étude est commandée par Ecran de veille, une revue qui regroupe entre autres d'anciens journalistes de Marianne, et dont le sommaire est majoritairement consacré à dénoncer "*l'entrisme musulman*".

Contacté par franceinfo, le coprésident du Conseil français du culte musulman (CFCM), Ibrahim Alci, *"prend acte"* de ces résultats. Il appelle cependant à *"faire attention aux amalgames"* dans la lecture de l'étude.

"La réalité observée par un sondage sur 1 000 musulmans en France ne saurait être projetée sur l'ensemble des croyants." Ibrahim Alci, coprésident du Conseil français du culte musulman à franceinfo

L'islam connaît *"une trajectoire de revitalisation religieuse"* en France, à l'inverse du catholicisme, mais comme le protestantisme évangélique, souligne l'étude. Le degré de religiosité des musulmans est plus élevé que celui des adeptes d'autres religions. Près de huit musulmans sur dix déclarent se sentir *"plutôt religieux"*, *"très religieux"*, voir *"extrêmement religieux"*, contre environ une personne sur deux en moyenne pour les autres fidèles. Les pratiques religieuses et culturelles des musulmans se sont par ailleurs intensifiées ces dernières décennies. Le rituel quotidien de la prière a ainsi augmenté entre 1989 (41%) et 2025 (62%), notamment chez les jeunes de moins de 25 ans (67%). Le jeûne du Ramadan pendant tout le mois est aussi très suivi (73% en 2025, contre 60% en 1989), notamment chez les jeunes (83% chez les 18-24 ans).

Ce degré important de religiosité s'accompagne de *"l'application d'un séparatisme de genre"* qui est *"loin d'être marginale"*, et ce *"en rupture avec le libéralisme des mœurs dominant en Occident"*. En effet, plus de quatre musulmans sur dix (43%) refusent au moins une forme de contact physique ou visuel avec l'autre sexe. Dans le détail, un sur trois (33%) refuse de faire la bise à une personne d'un autre sexe, 14% de lui serrer la main. A chaque fois, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à refuser ces contacts. Là encore, ces chiffres sont plus élevés parmi la jeunesse musulmane. Sur ce point, Ibrahim Alci se dit *"étonné"* des résultats de l'institut, tout en reconnaissant que de telles situations existent. Seuls des musulmans ont été interrogés sur ces questions dans l'étude.

En outre, le port du voile se banalise chez les jeunes, bien qu'il reste minoritaire. Près d'une musulmane sur deux âgée de 18 à 24 ans se voile aujourd'hui (45%), soit quasiment trois fois plus qu'en 2003 (16%), année des débats sur son interdiction à l'école. L'institut estime donc que ce *"séparatisme"*, porté *"par la frange la plus rigoriste de la population musulmane"*, s'inscrit *"probablement dans une dynamique de réaffirmation identitaire"*. Les pratiques séparatistes *"fonctionnent comme des marqueurs de distinction dans une société perçue comme hostile ou assimilatrice"* envers les musulmans. Ainsi, si le port du voile répond à une injonction religieuse (80%), et à un besoin de protection dans l'espace public (44% disent le porter pour *"ne pas attirer le regard des hommes"*), il témoigne aussi d'une fierté identitaire (38% le portent pour montrer *"leur appartenance à leur religion"*).

L'institut note aussi que la volonté des musulmans de France de vivre dans une société conforme aux principes de la loi islamique se maintient, voire croît, en dépit de la séparation des Eglises et de l'Etat qui prévaut depuis 1905. Les musulmans sont ainsi plus nombreux qu'auparavant (44% en 2025, 28% en 1995) à estimer que, concernant un arbitrage sur des sujets *"importants"*, ils préféreraient respecter les lois religieuses que les lois françaises, s'ils devaient *"choisir"* entre les deux. La question n'ayant pas été adressée aux fidèles des autres religions, et il est difficile de statuer sur une exception musulmane sur ce sujet.

Par ailleurs, un peu moins d'un musulman sur deux (46%) estime que la loi islamique doit être appliquée, quel que soit le pays, dont 15% *"intégralement"* et 31% *"en partie"*, en l'adaptant aux règles du pays en question. Cette proportion était néanmoins plus importante en 2008, où plus de la moitié (54%) des musulmans était en faveur de son application, au moins en partie. Egalement

appelée charia, la loi islamique "*est l'ensemble des principes religieux, moraux et juridiques tirés du Coran, des paroles du Prophète et de l'interprétation des savants*", détaille Ibrahim Alci. "*C'est un idéal religieux, mais ce qui pose problème, c'est l'interprétation extrémiste de la charia*", ajoute-t-il. Les questions posées par l'Ifop ne précisent pas quel est le sens du mot "charia" auquel se réfèrent les répondants.

En dépit de ces résultats, l'Ifop relève que plusieurs "*idées reçues*" sur la population musulmane perçue comme une "*communauté fermée*" sont "remises en cause" par l'étude. Ainsi, les musulmans sont de plus en plus nombreux qu'avant à estimer que leurs coreligionnaires ont le droit de rompre avec l'islam (73% en 2025, contre 44% en 1989). Autre signe apparent d'ouverture, ils sont moins souvent en couple avec un conjoint de la même religion que le reste des croyants (73%, contre 80%).

Enfin, l'Ifop souligne que les idées islamistes, qui veulent faire de l'islam un projet politique, gagnent du terrain au sein de la population musulmane, tout en restant minoritaires. Près de quatre musulmans sur dix (38%) approuvent tout ou partie des positions "*islamistes*" en 2025, soit deux fois plus que ceux qui partageaient des positions "*intégristes*" il y a une trentaine d'années (19% en 1998). Ces deux termes ne sont néanmoins pas définis dans l'étude. Là encore, les jeunes sont plus nombreux que leurs aînés à partager ce choix (42% des 15-24 ans et 43% des 25-34 ans approuvent tout ou partie des positions islamistes).

Parmi les mouvances islamistes, les Frères musulmans inspirent autant de sympathie que d'hostilité (24% à chaque fois) chez les répondants. L'écart est bien plus grand pour salafisme (28% d'hostilité, 9% de sympathie) et le jihadisme (52% d'hostilité, 3% de sympathie). En conclusion, l'étude s'interroge sur la réversibilité de cette dynamique de "*réislamisation*" de la population musulmane, "*structurée autour de normes religieuses rigoristes et tentée de plus en plus par un projet politique islamiste*".

Commentaires d'internautes.

1- À toutes celles et ceux qui sont persuadés que s'en prendre à l'organisation internationale frères musulmans c'est s'en prendre à la religion musulmane ils se trompent lourdement ! Je lis aussi de part et d'autres que ce serait à cause d'Israël... Cette organisation s'en prend également à des personnes de confession musulmane qui ne partagent pas leur opinion, s'ils sont interdits dans la plupart des pays arabes ce n'est pas par islamophobie mais parce que ce mouvement s'est rendu responsable de terrorisme et de sédition par le passé. Ils usurpent le mot musulman mais ce n'est qu'un mouvement d'extrême droite misogyne et raciste brutal et ce n'est pas être d'extrême droite ni être islamophobe que de le combattre, c'est un devoir une nécessité absolue.

2- Une étude commandée pour une "*revue*" (Écran de veille) clairement d'extrême droite car "*consacrée quasi exclusivement et de manière obsessionnelle aux Frères musulmans*" ! Pour la neutralité journalistique, on peut oublier mais ça fait toujours plaisir aux xénophobes !

3- Certains dont les idées pointent vers l'extrême droite, trouvent un confort de pensée dans cette dérive rétrograde d'une jeunesse musulmane alors que la déliquescence de l'État et les discriminations sont en partie responsables de ce glissement identitaire. Ne nous voilons pas la face, cette radicalisation est à l'œuvre dans les trois religions monothéistes. C'est aisé de gloser et de s'offusquer du niveau de réflexion scientifique des jeunes musulmans alors qu'extrémistes religieux juifs et les évangélistes états-uniens au pouvoir dans leurs pays respectifs, nous renvoient dans des schémas de pensée complètement archaïques qui s'attaquent à toute liberté. Les extrémistes de toutes les religions sont entrées dans une logique de confrontation pour s'immiscer dans la sphère

publique et peser sur le fonctionnement des sociétés. Les stratégies médiatiques de certains industriels ou personnes politique qui tentent d'imposer un catholicisme traditionaliste en France, en son exemple. La montée d'un islam rigoriste est l'arbre qui cache la forêt. Les athées, les croyants dans leur ensemble, adeptes de l'esprit des Lumières, en un mot, les adeptes de la raison et de la tolérance vivent une très mauvaise époque et les perspectives qui s'annoncent, ne sont pas rassurantes pour la souplesse d'esprit.

4- *"Près de 43% approuvant les positions islamistes"...*Traduction : l'islam se confond avec l'islamisme dans la moitié de la population musulmane, contrairement aux recommandations à ne pas faire l'amalgame...

En complément.

Le révisionnisme de droite et le blanchiment sur les réseaux sociaux redorent le blason de Franco - Euronews 21 novembre 2025

J-C - Si de larges couches de travailleurs sont attirés par l'extrême droite, c'est parce qu'ils ont constaté que les pseudo-gauche et extrême gauche se comportaient comme la droite au pouvoir, non seulement elles partagent son idéologie réactionnaire, pour leur imposer elles recourent aux mêmes méthodes répressives ou autoritaires dignes de régimes autoritaires, y compris lorsqu'il s'est agi de couvrir leur compromission avec les régimes nazis de Kiev et Tel Aviv entre autres.

Les travailleurs ont pu observer comment la gauche et l'extrême gauche s'étaient alliées à la droite pour leur imposer masque, test PCR, code QR, injections géniques expérimentales, confinement, gestes barrières et d'autres mesures liberticides injustifiées. Ils ont pu réaliser le même constat avec la mystification climatique, qui s'est accompagnée de mesures coercitives qui ont contribué à modifier autoritairement leur comportement ou qui ont porté atteinte à leur mode de vie, alors qu'elles étaient entièrement fabriquées par la clique de Davos.

Idem avec la guerre en Ukraine et en Palestine occupée. Elles ont largement repris le discours officiel renvoyant la responsabilité de ces conflits à l'ensemble des protagonistes en présence, exonérant ainsi le régime nazi de Kiev et de Tel Aviv d'être à l'origine de ces guerres ou plutôt l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux, ils ont dilué leur responsabilité au profit de la Russie et du Hamas, ils avaient déjà pratiqué de la même manière avec la Libye, l'Irak et la Syrie, c'est une constante chez ces opportunistes ou populistes de gauches, faux démocrates ou humanistes.

Partant de là, bien que l'extrême droite ait tenu en sourdine les mêmes discours ou adopter les mêmes positions, elle s'est abstenue de les défendre bruyamment. Elle s'est plutôt employée à les moduler en critiquant les différents gouvernements de droite ou de gauche, pas besoin de parenthèses puisqu'ils ont appliqué pratiquement les mêmes politiques contre leurs peuples. Elle a profité de l'avantage que lui procurait sa position dans l'opposition parlementaire, pour se présenter comme un recours politique contre ce consensus droite-gauche et faire impression auprès de travailleurs ou jeunes.

L'extrême droite peut utiliser d'autant plus facilement toutes les méthodes de communication employées par les autres courants politiques pour berner les travailleurs et particulièrement les jeunes, du fait que de nos jours, ils sont largement dépolitisés ou ils n'ont jamais été politisés ou si peu, si bien qu'ils confondent aisément extrême droite et extrême gauche, révolution socialiste et révolution nationale-socialiste, l'extrême gauche étant marginalisée, atomisée, disloquée, fossilisée, disqualifiée car dégénérée ou corrompue, faillie, quasiment inexistante politiquement, logiquement

ils s'orientent principalement vers l'extrême droite, sans pour autant partager son idéologie ou sans comprendre ce qu'elle implique, ce qui n'est pas mentionné dans les conclusions de l'article ci-dessous, mais qu'il faut retenir.

On a bien compris que cela les arrangeait de faire croire que la jeunesse serait portée vers le fascisme, puisque tous les gouvernement en sont complices, ainsi que l'ensemble des médias en font la promotion, ce qui en fera un ennemi potentiel en plus du terrorisme et du narcotrafic, des virus et du climat et j'en passe, du Russe ou du Chinois. Et puis cela pourrait servir à le cautionner ouvertement le moment venu, plus ils en parlent, plus on devrait avoir l'impression que le fascisme ou le nazisme se répande dans la société, au point qu'à un moment donné il deviendra majoritaire et s'en réclamer paraître normal, naturel.

C'est ainsi que sans s'en apercevoir, en douceur, ils auront réussi à instaurer un nouvel ordre social corporatiste, totalitaire.

Je ne pense pas qu'il soit trop tard pour inviter les lecteurs à se tourner vers le socialisme.

Le révisionnisme de droite et le blanchiment sur les réseaux sociaux redorent le blason de Franco - Euronews 21 novembre 2025

Selon plusieurs enquêtes d'opinion, la jeunesse espagnole est de plus en plus droitnière. Ainsi, ce sondage diffusé par le quotidien El País du 2 novembre, ou cet autre (du CIS, Centre de recherches sociologiques d'octobre 2025) qui indique qu'environ 20% des Espagnols considèrent que la dictature franquiste était « bonne ou très bonne », contre 65,5% qui la considèrent comme mauvaise ou très mauvaise.

Selon le même sondage, 21,3 % des Espagnols jugent actuellement "*bonnes*" (16,8 %) ou "*très bonnes*" (4,5 %) les années de la dictature franquiste.

En outre, 17,3 % des plus de 4 000 citoyens interrogés dans le cadre de l'échantillon considèrent que le système démocratique actuel est "*pire*" (11,8 %) ou "*bien pire*" (5,5 %) que le régime franquiste. En termes de données désagrégées, il convient de noter que le groupe des 18-24 ans, avec 14,4 %, est en tête de l'opinion selon laquelle le système actuel est "*pire*".

"Il s'agit d'un point de départ sans précédent dans l'histoire de la démocratie espagnole", a déclaré M. Lorente. "Jamais dans toute notre histoire - depuis 79, date à laquelle cette question a été posée - autant de jeunes n'ont remis en question la démocratie en Espagne (...). Il est inquiétant de voir que certains jeunes commencent à considérer les alternatives autoritaires comme des options valables".

Ces données n'indiquent cependant pas nécessairement une montée du franquisme chez les jeunes. Selon Óscar Iglesias, directeur du cabinet présidentiel de la CEI, "*il existe un consensus démocratique majoritaire dans la société espagnole*", bien qu'il reconnaisse qu'*"il existe un pourcentage minoritaire, mais significatif, de la population qui montre des positions ambivalentes de nostalgie"*.

"Alors, pourquoi ce révisionnisme historique ? s'interroge M. Iglesias, qui est également docteur en sociologie. "La clé se trouve à l'extrême droite (...). Ils suppriment tout le contexte de la répression et du manque de liberté, essentiellement par le biais de messages ; en d'autres termes, ils suppriment le contexte historique et le contenu éthique, tout ce que la dictature signifie".

France.

J-C – Les vases communicants. Capitalisme : Stop ou encore ?

Les revenus des ultrariches s'envolent en France - RT 19 nov. 2025

L'Insee montre que les 0,1 % de Français les plus riches, environ 40 700 foyers, majoritairement en Île-de-France, ont vu leurs revenus croître à un rythme spectaculaire depuis vingt ans.

En 2022, il fallait déclarer au moins 463 000 euros pour entrer dans ce groupe, dont le revenu moyen atteint 1 million d'euros, tiré surtout des dividendes et revenus du capital. L'étude souligne la forte progression de ces revenus : +119 % entre 2003 et 2022, une hausse 2,6 fois plus rapide que celle du reste des foyers fiscaux, malgré les crises successives et les fluctuations liées aux réformes fiscales. Le passage à la « *flat tax* » en 2018 a notamment encouragé une remontée des dividendes.

Les ultrariches gagnent 167 fois plus que le quart le plus pauvre

L'écart avec les ménages les plus modestes s'est creusé dans des proportions inédites : les ultrariches gagnaient 95 fois plus que le quart le plus pauvre en 2003, contre 167 fois plus en 2022. Ce fossé croissant illustre le rôle clé joué par la flambée des marchés financiers et de l'immobilier, qui a largement bénéficié aux détenteurs de patrimoine.

Si ces foyers contribuent à hauteur de 13 % de l'impôt sur le revenu, leur taux d'imposition moyen a toutefois reculé, passant de 29,2 % à 25,7 % en vingt ans, notamment en raison de la baisse du taux marginal supérieur et de la mise en place du prélèvement forfaitaire unique. RT 19 nov. 2025

J-C – C'est pour amuser la galerie, ils ont « *oublié* » les instruments financiers qui leur permettent d'escamoter une partie de leur richesse notamment dans les paradis fiscaux...

La réaction en famille.

Ils sont compatibles puisqu'ils partagent la même idéologie.

Municipales 2025 : Alliances avec les macronistes ou le RN ? Le cœur des électeurs LR balance - 20 Minutes/AFP 21 novembre 2025

Selon un sondage Odoxa pour Le Figaro publié jeudi, 62 % d'entre eux sont favorables à s'allier au Rassemblement national en mars prochain, 63 % se tournent vers le camp présidentiel.

Les adhérents LR sont « *plus que partagés entre la tentation d'une alliance sur leur droite ou sur leur gauche* », explique Gaël Sliman, le président d'Odoxa, soulignant qu'une « *part non négligeable approuverait l'une et l'autre* ». 20 Minutes/AFP 21 novembre 2025

J-C – « *Le camp présidentiel* » devient la « *gauche* » de LR, ils osent tout, ou c'est juste pour qu'on comprenne à quel point ils sont à droite ou proche de RN/FN.

La réaction est modérée ou radicale, autrement dit fasciste selon les circonstances, ce qui n'empêche pas les salopards du NFP de mêler leurs voix aux leurs... Vous admettez, que dans ces conditions il faut une sacrée dose d'opportunisme pour participer aux différentes élections dans le cadre des institutions de la Ve République qui seraient démocratiques ou antidémocratiques selon l'extrême gauche qui les cautionnent.

Ils font bien partie de la même « famille politique » puante. S'ils le disent eux-mêmes...

Municipales 2026 à Béziers : LR soutient Robert Ménard et il en est « ravi » - 20 Minutes/AFP 22 novembre 2025

Robert Ménard a accueilli favorablement le ralliement des Républicains à sa candidature pour un troisième mandat à Béziers. Ce soutien s'inscrit dans la série d'investitures annoncées cette semaine par LR, qui appuie une trentaine de candidats de la même « famille politique » aux municipales, dont Louis Sarkozy à Menton.

Le président du parti, Bruno Retailleau, a justifié cette stratégie en saluant « *un maire extraordinaire* ». « *Nous l'avons investi comme maire de Béziers* », a-t-il confirmé.

Robert Ménard, qui revendique depuis plusieurs années une pratique locale de l'ouverture, met en avant sa majorité municipale rassemblant élus RN et élus LR. « *A la différence des autres, moi, je la fais à Béziers* », souligne-t-il.

Anciennement proche de Marine Le Pen et d'Eric Zemmour, Robert Ménard assure que sa ligne reste dictée par les enjeux locaux, sans dépendre des équilibres nationaux. 20 Minutes/AFP 22 novembre 2025

Quand la famille s'étend à LFI et à l'Union européenne.

Les députés votent en faveur d'une taxe de 2 euros sur les petits colis venant hors d'Europe - 20 Minutes/AFP 20 novembre 2025

L'Assemblée nationale a approuvé mercredi la mise en place d'une taxe de 2 euros ciblant les « *petits colis* » d'une valeur inférieure à 150 euros d'origine extra-européenne.

Un petit truc en plus proposé par le gouvernement dans le cadre de l'examen en première lecture du budget de l'Etat et que 208 députés contre 87 ont approuvé.

Le RN a voté contre, la gauche, la coalition gouvernementale et le groupe ciottiste UDR, allié de Marine Le Pen, pour.

La ministre Amélie de Montchalin (Comptes publics) s'est félicitée que la France mette en œuvre la taxe « *dès le 1er janvier* », comme la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, neuf mois plus tôt que les autres pays de l'UE. Elle a par ailleurs rappelé que les ministres des Finances de l'Union européenne se sont accordés la semaine dernière pour supprimer l'exonération de droits de douane dont bénéficient ces petits colis. 20 Minutes/AFP 20 novembre 2025

En famille avec l'oligarchie. Ils font " un bon travail ". Il y a des « signes » qui ne trompent pas.

"Une campagne incroyable": Donald Trump assure qu'il veut "aider" son farouche opposant Zohran Mamdani à "réaliser les rêves des New-Yorkais" - BFMTV 22 novembre 2025

Le nouveau maire de New York a été reçu ce vendredi 21 novembre à la Maison Blanche par Donald Trump, son farouche adversaire pendant sa campagne pour la mairie.

Pourtant, après leur entrevue dans le Bureau ovale, le président américain a salué devant la presse "une super réunion" et l'a félicité pour sa "campagne incroyable". *"Je pense que vous allez avoir, je l'espère, un excellent maire (...) Nous voulons que la ville que nous aimons s'en sorte (...) nous allons l'aider pour réaliser les rêves des New-Yorkais"*, a ajouté le milliardaire.

De son côté, le jeune maire a décrit une "réunion productive". "J'ai apprécié notre réunion, j'ai hâte de travailler avec lui pour rendre la ville abordable", a-t-il ajouté.

"Il a des idées un peu particulières", a souligné Donald Trump aux côtés de Zohran Mamdani. "Je suis très confiant qu'il va faire un bon travail (...) Il va surprendre certains conservateurs", a même estimé le président américain.

Dans une scène surprenante, interrogé par une journaliste qui lui demandait s'il estimait que Donald Trump était fasciste, le maire de New York a été interrompu par le président américain: *"Ce n'est pas grave. Tu peux simplement dire oui. C'est plus facile. C'est plus facile que d'expliquer"*.

Socialiste revendiqué, défenseur des migrants, Zohran Mamdani, né en Ouganda dans une famille indienne, incarne une opposition ferme à Donald Trump.

Alors que certains s'inquiètent de l'inexpérience du futur maire – son seul mandat étant celui d'élu de quartier à l'assemblée de l'Etat de New York – Zohran Mamdani a commencé à structurer son équipe. Il a choisi comme bras droit Dean Fuleihan, 74 ans, haut fonctionnaire aguerri de la politique locale, et confirmé Jessica Tisch à la tête de la police. Réputée pour avoir contribué à faire reculer la criminalité, elle entretient par ailleurs des liens amicaux avec Ivanka Trump, ce que le président a qualifié de « bon signe ». BFMTV et 20minutes.fr 22 novembre 2025

Palestine occupée.

Les États-Unis et Israël se servent de l'ONU pour occuper Gaza - defenddemocracy.press 18 nov. 2025

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution plaçant Gaza sous le contrôle d'un conseil dirigé par les États-Unis. Le Hamas a rejeté la résolution et déclaré que toute force internationale qui tenterait de désarmer le groupe deviendrait partie prenante au conflit.

Lundi, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution proposée par les États-Unis qui place Gaza sous le contrôle d'un organisme dirigé par les États-Unis, baptisé «Conseil de paix»,

pour une durée minimale de deux ans, et autorise le déploiement d'une force internationale sur le territoire palestinien qui opérera sous la supervision de l'armée américaine.

Les 15 membres du Conseil de sécurité ont adopté la résolution par 13 voix pour et aucune voix contre. La Russie et la Chine se sont abstenues, choisissant de ne pas utiliser leur droit de veto pour bloquer la résolution. Avant le vote, l'ambassadeur américain auprès des Nations unies, Mike Waltz, a averti que voter contre la résolution reviendrait à « voter pour un retour à la guerre ».

La résolution approuve le plan américano-israélien en 20 points pour Gaza publié par la Maison-Blanche le 29 septembre, qu'elle qualifie de « plan global ».

<https://www.defenddemocracy.press>

Un livre très critique contre l'attitude de l'occident vis-à-vis de Gaza remporte le National Book Award - 20minutes.fr 20 novembre 2025

Le symbole est puissant : l'écrivain et journaliste égypto-canadien Omar El Akkad a remporté l'un des plus prestigieux prix littéraires américains pour un livre qui critique ouvertement les « réponses » occidentales face à la dévastation de Gaza, rapporte le Washington Post.

One Day, Everyone Will Have Always Been Against This (Un jour, tout le monde aura toujours été contre cela, en français) aborde en effet la question de la « complicité » des États-Unis et de l'Europe lors de certains conflits, évoquant l'attitude de sociétés démocratiques qui « détournent le regard » de certaines violences commises à l'étranger.

J-C – Il faut bien cautionner la fausse gauche américaine ou l'opposition contrôlée...

Parler de « réponses » occidentales pourrait faire croire qu'ils ne sont pas à l'origine de ce génocide. Les États-Unis et ses vassaux européens ne sont pas complices de l'Etat juif d'apartheid, ils en sont les parrains, les commanditaires de tous ses crimes abominables depuis sa création.

Le massacre continue.

Frappe meurtrière israélienne dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué au Liban - RT 19 nov. 2025

Une frappe israélienne sur Aïn el-Héloué a fait au moins treize morts, suscitant une vague de condamnations palestiniennes et libanaises. Israël affirme avoir visé un site d'entraînement du Hamas, ce que le mouvement nie catégoriquement. L'attaque s'inscrit dans une série de violations persistantes du cessez-le-feu au Liban-Sud. RT 19 nov. 2025

Des frappes israéliennes ont fait 33 morts en 12 heures dans la bande de Gaza - The Associated Press 20 novembre 2025

Deux frappes israéliennes dans la ville de Khan Younès, au sud de Gaza, ont fait cinq morts jeudi matin, selon des responsables hospitaliers, portant à 33 le nombre de victimes de frappes aériennes en l'espace d'environ 12 heures.

Les responsables de l'hôpital Nasser, situé à Khan Younès, ont dit avoir reçu les corps de 17 personnes, dont cinq femmes et cinq enfants, à la suite de quatre frappes aériennes israéliennes visant des tentes abritant des personnes déplacées.

Dans la ville de Gaza, deux frappes aériennes sur un immeuble ont tué 16 personnes, dont sept enfants et trois femmes, selon les responsables de l'hôpital Al-Shifa, situé dans le nord de la ville, où les corps ont été transportés. The Associated Press 20 novembre 2025

Israël frappe de nouveau le sud du Liban, après une attaque contre un camp de réfugiés palestiniens - RFI/AFP 20 novembre 2025

L'agence de presse officielle libanaise Ani a indiqué que les raids israéliens de mercredi avaient frappé les villages de Deir Kifa, Chahour, Ainata et Tayr Felsay.

Plus tôt, le ministère libanais de la Santé avait fait état d'un mort et 11 blessés lors d'une frappe israélienne contre un véhicule à Tiri, dans le sud du Liban. Israël a affirmé y avoir tué un membre du Hezbollah. Selon l'Ani, l'homme tué travaillait pour la municipalité locale. La frappe a eu lieu alors que passait un « *bus universitaire transportant 26 étudiants* », dont certains ont été blessés. RFI/AFP 20 novembre 2025

"Ici, il n'y a plus de couleur" : un mois après le cessez-le-feu dans la bande de Gaza, des journalistes décrivent un "territoire dévasté" - franceinfo.fr 20 novembre 2025

Plus d'un mois après le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, c'est à un paysage de désolation que ressemble Gaza. Pendant quelques heures l'envoyé spécial de Radio France à Jérusalem, tout comme une dizaine de journalistes, a pu accéder au nord de l'enclave palestinienne, sous escorte de l'armée israélienne. Mercredi 19 novembre, ils ont été conduits dans une base militaire, tout près de la ligne jaune qui sépare depuis quelques semaines l'enclave administrée par le Hamas du territoire occupé par l'État hébreu.

Conduits au sommet d'une butte en terre, les journalistes ont pu observer en contrebas ce qu'il reste du quartier de Shuja'iyya, à l'est de la ville de Gaza. Derrière des fils barbelés, *"c'est un territoire dévasté et monochrome qui s'étend sous les yeux"*, décrit notre reporter. *"Il n'y a plus de couleur dans ce paysage, entre des monticules de ciment écrabouillés, d'anciens immeubles et maisons atomisés, dont les poussières se mêlent à une terre ocre et sèche. Il n'y a plus de couleur, juste du gris et du marron"*, détaille Thibault Lefèvre. franceinfo.fr 20 novembre 2025

Etats-Unis.

« Il a traversé une mauvaise passe » : Elon Musk renoue avec Donald Trump, abandonnant son projet de troisième parti - challenges.fr 19 novembre 2025

Après avoir claqué la porte de la Maison-Blanche avec fracas il y a moins de six mois, Elon Musk est désormais de retour parmi les soutiens de Donald Trump, le président américain évoquant une « mauvaise passe ». Le patron de Tesla renonce ainsi à son projet de création d'un troisième parti, à l'approche des élections de mi-mandat.

Moins de six mois après qu'une dispute avec le président Donald Trump a poussé Elon Musk à quitter Washington de manière spectaculaire, les alliés de l'homme le plus riche du monde prévoient une grande fête pour célébrer ce que les deux hommes ont accompli ensemble. Ce week-end, à Austin (Texas), des dizaines de personnes ayant travaillé pour Elon Musk au sein du « Département de l'Efficacité Gouvernementale » (« Department of Government Efficiency », DOGE) se retrouveront pour une réunion, selon trois sources proches du dossier qui, à l'instar d'autres personnes citées dans cet article, ont requis l'anonymat pour évoquer les relations entre l'entrepreneur et Donald Trump.

Ukraine.

Guerre en Ukraine : ce que l'on sait des 28 mesures du plan américain - Le Monde avec AFP 21 novembre 2025

Les Etats-Unis ont présenté un plan, dévoilé par l'AFP et le « *Financial Times*.

Voici les 28 points de ce plan, selon le projet de texte dévoilé dans la nuit de jeudi à vendredi par divers médias, dont Axios et le « *Financial Times* » (FT), examiné et traduit par l'Agence France Presse (AFP) :

1. La souveraineté de l'Ukraine sera confirmée.
2. Un accord global de non-agression sera conclu entre la Russie, l'Ukraine et l'Europe. Toutes les ambiguïtés laissées en suspens ces trente dernières années seront considérées comme résolues.
3. Il est attendu que la Russie n'envahira pas les pays voisins et que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ne s'étendra pas davantage.
4. Un dialogue sera mené entre la Russie et l'OTAN, sous la médiation des Etats-Unis, afin de résoudre toutes les questions liées à la sécurité et de créer les conditions d'une désescalade. Selon le FT, l'objectif fixé est par ailleurs de « garantir la sécurité mondiale et d'accroître les possibilités de coopération et de développement économique futur ».
5. L'Ukraine recevra des garanties de sécurité fiables.
6. Les forces armées ukrainiennes seront limitées à 600 000 militaires.

7. L'Ukraine accepte d'inscrire dans sa Constitution qu'elle ne rejoindra pas l'OTAN, et l'OTAN accepte d'inclure dans ses statuts une disposition spécifiant que l'Ukraine ne sera pas intégrée à l'avenir.
8. L'OTAN accepte de ne pas stationner de troupes en Ukraine.
9. Des avions de combat européens seront basés en Pologne.
10. Les Etats-Unis recevront une compensation pour la garantie de sécurité. Si l'Ukraine envahit la Russie, elle perdra cette garantie. Si la Russie envahit l'Ukraine, outre une réponse militaire coordonnée et décisive, toutes les sanctions mondiales seront rétablies, la reconnaissance du nouveau territoire et tous les autres avantages de cet accord seront révoqués. Si l'Ukraine lance un missile sur Moscou ou Saint-Petersbourg sans raison valable, la garantie de sécurité sera considérée comme nulle et non avenue.
11. L'Ukraine est éligible à l'adhésion à l'Union européenne et bénéficiera d'un accès préférentiel à court terme au marché européen pendant que cette question est à l'étude.
12. Un important paquet mondial de mesures pour reconstruire l'Ukraine, incluant la création d'un fonds de développement pour l'Ukraine, la reconstruction de ses infrastructures gazières, la réhabilitation des zones touchées par la guerre, le développement de nouvelles infrastructures et la reprise de l'extraction de minéraux et de ressources naturelles, le tout accompagné d'un programme de financement spécial élaboré par la Banque mondiale.
13. La Russie sera réintégrée dans l'économie mondiale, avec des discussions prévues sur la levée des sanctions, la réintégration du G8 et la conclusion d'un accord de coopération économique à long terme avec les Etats-Unis.
14. Quelque 100 milliards de dollars d'actifs russes gelés seront investis dans les projets menés par les Etats-Unis pour reconstruire l'Ukraine et y investir, les Etats-Unis recevant 50 % des bénéfices de l'initiative. L'Europe ajoutera 100 milliards de dollars afin d'augmenter le montant des investissements disponibles pour la reconstruction de l'Ukraine. Les fonds européens gelés seront débloqués, et le reste des fonds russes gelés sera investi dans un véhicule d'investissement américano-russe séparé.
15. Un groupe de travail conjoint américano-russe sur les questions de sécurité sera créé afin de promouvoir et de garantir le respect de toutes les dispositions du présent accord.
16. La Russie inscrira dans la loi sa politique de non-agression envers l'Europe et l'Ukraine.
17. Les Etats-Unis et la Russie conviendront de prolonger la validité des traités sur la non-prolifération et le contrôle des armes nucléaires, y compris le traité START I.
18. L'Ukraine accepte de ne pas être un Etat doté de l'arme nucléaire conformément au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.
19. La centrale nucléaire de Zaporijia sera mise en service sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'électricité produite sera répartie à parts égales entre la Russie et l'Ukraine (50-50).

20. Les deux pays s'engagent à mettre en œuvre des programmes éducatifs dans les écoles et la société visant à promouvoir la compréhension et la tolérance mutuelle.

21. La Crimée, Louhansk et Donetsk seront des territoires reconnus, y compris par les Etats-Unis, comme de facto appartenant à la Russie. Kherson et Zaporijia seront gelées le long de la ligne de front actuelle, ce qui signifiera une reconnaissance de facto le long de cette ligne. La Russie renoncera aux autres territoires qu'elle contrôle en dehors des cinq territoires. Les forces ukrainiennes se retireront de la partie de l'oblast de Donetsk qu'elles contrôlent actuellement, qui sera ensuite utilisée pour créer une zone tampon.

22. Après avoir convenu des dispositions territoriales futures, la Fédération de Russie et l'Ukraine s'engagent à ne pas modifier ces dispositions par la force. Aucune garantie de sécurité ne s'appliquera en cas de violation de cet engagement.

23. La Russie n'empêchera pas l'Ukraine d'utiliser le Dniepr à des fins commerciales, et des accords seront conclus sur le libre transport des céréales à travers la mer Noire.

24. Un comité humanitaire sera créé pour régler les questions relatives aux échanges de prisonniers, à la restitution des corps, au retour des otages et des détenus civils, et un programme de réunification familiale sera mis en œuvre.

25. L'Ukraine organisera des élections dans cent jours.

26. Toutes les parties impliquées dans ce conflit bénéficieront d'une amnistie totale pour leurs actions pendant la guerre et s'engageront à ne faire aucune réclamation ni n'envisager aucune plainte à l'avenir.

27. Cet accord sera juridiquement contraignant. Sa mise en œuvre sera contrôlée et garantie par un « conseil de la paix », présidé par le président Donald J. Trump. Des sanctions seront imposées en cas de violation.

28. Une fois que toutes les parties auront accepté ce mémorandum, le cessez-le-feu prendra effet immédiatement après le retrait des deux parties vers les points convenus pour commencer la mise en œuvre de l'accord.

Guerre en Ukraine : Trump lance un ultimatum à Zelensky - courrierinternational.com 22 novembre 2025

Donald Trump a donné une semaine à son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky pour se prononcer sur le plan de paix élaboré par Washington et Moscou, menaçant de retirer son soutien à Kiev en cas de refus.

La feuille de route élaborée par Washington et Moscou est tellement favorable à la Russie qu'elle semble avoir été dictée par le Kremlin.

Les Européens, totalement exclus des négociations sur le plan de paix – à l'instar de l'Ukraine –, ont relancé vendredi leurs propres efforts diplomatiques. Les responsables français, britannique et

allemand se sont entretenus par téléphone avec M. Zelensky pour *“travailler sur une proposition alternative”*, rapporte la Deutsche Welle.

Le média allemand souligne en outre *“les dirigeants de l’UE se réuniront samedi en marge du sommet du G20 à Johannesburg pour discuter du plan de paix américain pour l’Ukraine”*.

Le président du Conseil européen Antonio Costa et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont eux aussi parlé au président ukrainien vendredi, et ont réaffirmé sur X *“qu’il ne saurait y avoir de solution pour l’Ukraine sans l’Ukraine”*.

Enfin, le président russe Vladimir Poutine s’est exprimé vendredi pour la première fois sur le plan en vingt-huit points, auquel il a naturellement apporté *“son soutien”*, écrit la BBC. *“Je crois que ce plan peut lui aussi constituer la base d’un accord de paix définitif”*, a-t-il estimé.

Vladimir Poutine estime que le plan américain pour l’Ukraine peut *"servir de base à un règlement définitif"* de la guerre - BFMTV 21 novembre 2025

Le président russe Vladimir Poutine a estimé vendredi 21 novembre que le plan proposé par les États-Unis pour l’Ukraine peut *"servir de base à un règlement définitif"* de la guerre, menaçant de conquérir plus de territoire si Kiev venait à le rejeter.

"Il peut servir de base à un règlement pacifique définitif, mais ce plan n'est pas discuté avec nous de manière concrète", a déclaré Vladimir Poutine lors d'une réunion gouvernementale retransmise à la télévision.

"Nous sommes prêts à mener des négociations pacifiques et à résoudre les problèmes par des moyens pacifiques. Cependant, cela nécessite bien sûr une discussion approfondie de tous les détails du plan proposé. Nous y sommes prêts", a-t-il ajouté.

Selon lui, ce plan en 28 points, vu avec inquiétude à Kiev, n'a été évoqué entre Moscou et Washington que *"dans les grandes lignes"*, les Américains ayant demandé aux Russes de *"faire certains compromis, de faire preuve de souplesse"*.

"L’Ukraine et ses alliés européens se bercent encore d’illusions et rêvent d’infliger une défaite stratégique à la Russie sur le champ de bataille", a poursuivi Vladimir Poutine, assurant que Moscou était prête, en cas de refus, à atteindre ses objectifs *"par les armes, dans le cadre d’une lutte armée"*.

"Si Kiev ne souhaite pas discuter des propositions du président (Donald) Trump et refuse de le faire, alors Kiev et les fauteurs de guerre européens doivent comprendre que les événements qui se sont produits à Koupiansk se reproduiront inévitablement sur d’autres secteurs clés du front", a ajouté le président russe. BFMTV 21 novembre 2025

Iran.

Les chefs de gouvernement de l'OCS ont adopté une déclaration commune rejetant les mesures occidentales contre l'Iran - presstv.ir 18 November 2025

À l'issue de leur 24e réunion à Moscou, les chefs de gouvernement des pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils rejettent les mesures occidentales contre l'Iran, fondées sur des prétextes liés à son programme nucléaire.

À l'issue de la réunion, les chefs de gouvernement de l'OCS ont signé un accord de coopération globale portant sur le développement économique, les transports et la protection sociale, marquant ainsi la volonté de l'organisation d'approfondir l'intégration régionale entre ses États membres.

Le document a également été signé par le premier vice-président iranien, Mohammad Reza Aref, qui assistait à la réunion à la tête d'une délégation politique. presstv.ir 18 November 2025

Chine.

La Chine veut doubler la taille de sa classe moyenne d'ici à 2035- Courrier International 20 novembre 2025

Selon les dernières statistiques, la classe moyenne représente 400 millions de personnes en Chine, soit moins du tiers des 1,42 milliard de Chinois. Pékin voudrait porter leur nombre à 800 millions en 2035. La notion de revenus moyens s'applique à des ménages de trois personnes dont les revenus annuels dépassent les 100 000 yuans (environ 12 200 euros).

Politique de la demande

À cet effet, le ministère de l'Économie appelle à un changement de paradigme : *“le modèle de croissance traditionnel de la Chine, fondé sur l'investissement dans les actifs physiques, connaît désormais des rendements décroissants”*, explique le SCMP.

En parallèle, *“Pékin considère les inégalités excessives – en particulier le fort écart de revenus entre les zones urbaines et rurales – comme un obstacle majeur à l'augmentation de la consommation intérieure”*. Courrier International 20 novembre 2025

En complément.

Données sur l'Inde où je vis.

Classe moyenne : personnes gagnant entre 5 et 30 lakhs de roupies par an. Ce groupe constitue le pilier du système fiscal du pays, devant concilier prêts immobiliers, frais de scolarité et projets financiers. Riches : personnes dont le revenu annuel dépasse 30 lakhs de roupies. (1 lakh = 100 000 roupies)

La classe moyenne indienne compte environ 450 millions de personnes, soit 31 % de la population.

Le segment de la classe moyenne a augmenté de 6,3 % par an entre 1995 et 2021. Elle devrait représenter 38 % de la population d'ici 2031 et 60 % d'ici 2047. (Google)

J-C - Je ferais donc partie de la couche la plus pauvre des classes moyennes avec un revenu d'environ 550 à 600 000 roupies par an. Sans prêt immobilier ou frais de scolarité, je me considère comme pauvre, puisque je dois choisir entre aller chez le dentiste ou me faire opérer des yeux. Je ne prends jamais de vacances, je ne fais pas de tourisme, aucune sortie, aucune dépense superflue, je n'ai pas de bagnole, privation sur tout, y compris l'alimentaire. Je répare moi-même tout ce qui peut l'être, je ne jette rien ou je ne remplace rien qui n'est pas complètement foutu.

Chaque dépense est pesée, calculée, motivée ou justifiée, on ne gaspille rien, et tout ce qu'on économise sert à remplacer des biens d'équipement foutus, combler notre appauvrissement du fait de l'inflation ou on le partage avec plus pauvre que nous. On ne s'enrichit pas, c'est une notion qui nous est inconnue, à vrai dire qui me répugne !

Argentine.

Les banques américaines abandonnent leur plan de sauvetage de 20 milliards de dollars pour l'Argentine - RFI 22 novembre 2025

Si l'échange de devise a bien été activé, les banques ont décidé de réduire la voilure, refroidies selon la presse argentine par le refus du Trésor américain de garantir leur investissement. À la place des 20 milliards de dollars évoqués, les banquiers envisageraient désormais un prêt à court terme quatre fois moins important, juste assez pour aider l'Argentine à payer une dette d'environ 4 milliards de dollars qui arrive à échéance au mois de janvier.

Bolivie.

J-C - Totalitarisme. La Bolivie privatise le ministère de la Justice, c'est plus pratique !

Bolivie : le président Rodrigo Paz supprime le ministère de la Justice - AFP 21 novembre 2025

Le président bolivien Rodrigo Paz a supprimé jeudi le ministère de la Justice, après avoir annoncé dans un premier temps le remplacement de son titulaire, mis en cause par la révélation d'une condamnation pénale qu'il avait dissimulée.

Dans une déclaration à la presse depuis le siège du gouvernement, Rodrigo Paz a rappelé sa promesse de campagne de supprimer ce ministère, arguant que la gauche, au pouvoir pendant vingt ans jusqu'à son investiture le 8 novembre, l'avait utilisé pour, selon lui, persécuter l'opposition.

Rodrigo Paz n'a pas précisé si un autre ministère reprendrait les attributions de celui de la Justice, chargé notamment d'élaborer des projets de loi, de faire la liaison avec les pouvoirs législatif, judiciaire et électoral et d'assurer, dans certains cas, la défense juridique du gouvernement. AFP 21 novembre 2025

Finis le laxisme, la DEA va superviser elle-même le trafic international de cocaïne.

Bolivie : le chef de la lutte antidrogue annonce le retour imminent de la DEA américaine - AFP 22 novembre 2025

L'agence antidrogue américaine (DEA) va revenir "*très prochainement*" en Bolivie, après son expulsion en 2008, a annoncé vendredi dans un entretien à l'AFP le chef de la lutte antidrogue du pays, Ernesto Justiniano, jugeant "*exorbitants*" les chiffres estimés de la production de cocaïne dans le pays.

La nouvelle administration veut rompre avec les politiques menées sous les gouvernements de gauche d'Evo Morales (2006-2019) puis de Luis Arce (2020-2025), promettant des changements radicaux sur les plans politique, économique, social et diplomatique.

La DEA n'est plus présente en Bolivie depuis la rupture des relations bilatérales en 2008, lorsqu'Evo Morales a expulsé l'ambassadeur américain, l'accusant de soutenir un mouvement de droite cherchant, selon lui, à diviser le pays andin.

L'arrivée au pouvoir de Rodrigo Paz début novembre a relancé les relations entre les deux pays, ouvrant la voie au retour de l'agence antidrogue américaine.

La Bolivie traverse sa pire crise économique en quarante ans, aggravée par une pénurie de dollars.
AFP 22 novembre 2025

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 novembre 2025

Bilan de santé.

Suite à mon accident de scooter, j'ai enduit mes grosses plaies avec une crème antibiotique, avant d'utiliser de l'huile de noix de coco au pouvoir antibactérien et cicatrisant apparemment tout aussi efficace.

Alité ou condamné à rester chez moi la plupart du temps depuis un mois, j'ai manqué d'activité physique, pour autant la forte douleur procurée par mon pied m'a conduit à respirer plus profondément, du coup mon problème respiratoire récurrent s'est nettement atténué, j'y vois un effet de cause à conséquence bénéfique, comme quoi à quelque chose malheur est bon ! On se remonte le moral comme l'on peut.

Je dors un peu mieux, mais je reste insomniaque. En fait, ce qui se passe, c'est que vers 18 ou 19 heures je m'effondre ou je m'endors sur place en quelques secondes tellement je suis crevé, mais comme finalement j'irai dormir vers 23 heures au plus tôt, toutes les deux heures je me réveille et je me rendors quelque temps plus tard, ce qui fait qu'à 8 heures du matin, je n'ai dormi que 5 ou 6 heures. Je me rendors jusqu'à 10 heures, je me lève difficilement avec une terrible envie de dormir, alors je me fais violence pour vaquer à mes occupations comme l'on dit.

Ce n'est pas que je me sens mal, je me sens reposé mais vaseux. Je salue la nature autour de moi, et me voilà d'aplomb pour attaquer une nouvelle journée, où assurément les mauvaises nouvelles du vieux monde pourri ne manqueront pas. Voilà qui aurait de quoi en démoraliser plus d'un, mais pas moi puisque je crois en les masses et le socialisme. Comment je fais pour y croire encore, pas besoin de se forcer, il suffit de rester fidèle à ses principes et connecter à la réalité.

Social-patriotisme en famille. Leur humanisme est la politesse des salauds...

L'appel de 80 députés pour « interdire Shein » en France - Le HuffPost 23 novembre 2025

Parmi ces parlementaires français, on retrouve de nombreux députés Ensemble pour la République, aux côtés entre autres de Marie-Noëlle Battistel (PS), Anne-Cécile Violland (Horizons), Josiane Corneloup (LR) ou encore Erwan Balanant (MoDem).

Derrière chaque tee-shirt à 3 euros, ce sont des tonnes de CO2 émises, des rivières polluées par les teintures chimiques, et des montagnes de déchets textiles envoyés en Afrique ou en Asie.

Shein : « plusieurs centaines de millions voire plusieurs milliards d'euros » de préjudice pour le commerce français - La Tribune 20 novembre 2025

Les principales fédérations du commerce français ont attaqué mercredi la plateforme chinoise de commerce en ligne en justice pour « concurrence déloyale ». Leur avocat, Cédric Dubucq, demande réparation du préjudice économique subi.

J-C – Les avocats du CAC40 ou de l'impérialisme français...

Comment ils détruisent psychologiquement et socialement les nouvelles générations ou la promotion des perversions sexuelles, de la prostitution, de la pédophilie.

Quelles sont les conséquences d'une consommation précoce de porno chez les jeunes? - Slate.fr 22 novembre 2025

J-C – Qu'est-ce qui est sacrifié ici ?

A notre époque, il faut entendre par humanisme, une philosophie qui place l'épanouissement humain au-dessus de tout, en se basant sur la raison, la science, l'éthique et la compassion.

Ceux qui ici cautionnent la diffusion de la pornographie, rejettent cette définition qu'on peut adopter et compléter, pire, ils nient l'évolution millénaire de notre espèce jusqu'à notre époque, où pour la première fois depuis son développement historique l'humanité entrevoit sérieusement la possibilité de réaliser son émancipation définitive du règne de la barbarie.

Ils nous ramènent à l'état jadis de la sauvagerie où les rapports que les mâles et les femelles entretenaient étaient basés uniquement sur leurs pulsions primaires de survie animales, auxquelles appartiennent les pulsions sexuelles.

Les particularités morphologiques ou biologiques propres à notre espèce d'hominidés se traduiront par des activités qui allaient entraîner à leur tour des modifications radicales de leur comportement, parmi lesquelles : accroissement de la taille de la boîte crânienne ou du cerveau, station debout, position et forme du thorax et du cou favorisant l'allongement des cordes vocales qui participeront à l'élaboration du langage comme instrument social de communication unique en son genre ou le plus sophistiqué parmi les espèces animales, puisqu'il leur permettra d'exprimer de manière précise tout ce qu'ils passaient par l'esprit, disons pour faire bref, ajoutons la libération des membres antérieures qui donneront naissance aux mains, mains avec lesquels ils pourront saisir des objets et façonner des outils, mais aussi moyens d'expression qui donneront naissance aux premières manifestations picturales, puis à l'écriture, un autre instrument social de communication qui allait être décisif pour le développement de nos facultés cognitives, des sciences...

Tout ce développement va constituer la formidable aventure humaine, façonner la civilisation qui décidément peine à devenir véritablement humaine, de manière à ce que l'homo sapiens acquiert une conscience de soi qui lui permettra de prendre en mains son destin, on y est pas encore vraiment non plus, on n'en est plus très loin, on a encore des progrès à faire.

Au lieu de cela, les dangereux psychopathes qui gouvernent et leurs médias poussent les jeunes au viol, au crime, au désespoir en réalité. Qu'est-ce qui nous distingue des autres espèces, sinon que la nôtre est perfectible ou susceptible de progresser.

Avec leurs pratiques bestiales elle est vouée à régresser. Tu te dégoûtes toi-même, tu culpabilises, tu es complètement anéantis psychologiquement, tu n'es plus qu'une loque humaine, un dégénéré, une épave, un déchet de l'humanité, dans ces conditions, comment veux-tu avoir confiance en toi, prendre en mains ton destin, c'est quasiment impossible, c'est leur ultime objectif, l'auto-asservissement, l'esclave moderne. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont cautionné le génocide des Palestiniens, entre autres, tout se tient, il faut faire table rase de cette pourriture.

Quelles sont les conséquences d'une consommation précoce de porno chez les jeunes? - Slate.fr 22 novembre 2025

Les recherches les plus récentes réalisées en Espagne situent le début de la consommation de pornographie entre les âges de 8 ans et 13 ans.

Ce sont des contenus et des attitudes qui renforcent les modèles de virilité fondés sur la domination et le rabaissement.

La nouvelle pornographie numérique renforce la chosification des femmes, en les présentant comme des instruments du plaisir masculin.

En définitive, à l'adolescence, cette exposition façonne les premières expériences affectives et normalise l'idée selon laquelle le pouvoir, la soumission et la violence font partie du désir.

Les jeunes filles apprennent que la reconnaissance sociale dépend de leur capacité à s'exposer, ce qui génère une socialisation fondée sur l'autosexualisation et le capital érotique.

Si la pornographie enseigne à désirer avec violence, notre tâche est d'enseigner à désirer avec empathie. En ce sens, éduquer à l'égalité, à l'affection et au consentement n'est pas une option: c'est une urgence sociale.

J-C - Voilà comment ces monstres justifient l'apprentissage de la sexualité dès la maternelle. Vous noterez qu'à aucun moment ils n'évoqueront son interdiction parce que leurs motivations sont avant tout politiques.

Santé.

Lu.

Une étude publiée dans Biomarker Research révèle ce que des médecins courageux dénonçaient déjà à voix basse :

Une explosion de cancers dans l'année qui suit la vaccination COVID. Pas des impressions. Pas des cas isolés. Des statistiques. Des corrélations. Des organes ciblés.

Les chiffres qui tuent le doute : 1 an après l'injection, +69% de risque de cancer de la prostate, +53% pour le poumon, +34% pour l'estomac, +35% pour la thyroïde, +28% pour le côlon et le rectum, +20% pour le sein.

(Source : Biomarker Research – 2025 1-year risks of cancers associated with COVID-19 vaccination <https://biomarkerres.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40364-025-00831-w>)

France.

En hiver, peuvent-ils descendre en dessous de zéro ? C'est possible.

Sondage : Macron encore au plus bas, Lecornu chute... L'impopularité de l'exécutif se creuse encore - 20 Minutes/AFP 23 novembre 2025

La réaction sur toute la ligne. Ils ont rejeté ce texte parce qu'ils n'étaient pas assez antisocial, anti-ouvrier. En toile de fond, la crise du capitalisme.

France. Budget 2026 : Avec 404 voix contre, les députés rejettent à la quasi-unanimité le texte du gouvernement - 20 Minutes/AFP 22 novembre 2025

L'Assemblée nationale a infligé dans la nuit de vendredi à samedi un revers majeur à l'exécutif en rejetant très largement le budget 2026 : 404 voix contre, une seule pour, 84 abstentions.

Le camp gouvernemental a largement invoqué les mesures votées par les oppositions - « *des horreurs économiques* », selon Paul Midy (Renaissance) - pour justifier son absence de soutien au texte de l'exécutif.

Dans le viseur du camp gouvernemental, plusieurs hausses d'impôts, dont un « *impôt universel* » sur les multinationales censé rapporter 26 milliards d'euros, une hausse de taxe sur les rachats d'action, ou une contribution sur les dividendes. 20 Minutes/AFP 22 novembre 2025

Epilogue.

Travailler 12 heures de plus par an, la mesure votée au Sénat qui illustre le « nettoyage » promis au budget de la Sécu - Le HuffPost 23 novembre 2025

La droite sénatoriale a promis d'expurger et de nettoyer les « *folies fiscales* » adoptées par les députés sur le budget de l'État et le budget de la Sécurité sociale. Elle a tenu parole ce samedi 22 novembre, en votant pour augmenter la durée annuelle de travail des salariés de 12 heures supplémentaires, malgré la colère de la gauche et l'opposition du gouvernement.

Un amendement du sénateur centriste Olivier Henno (UDI), voté par les groupes de droite et du centre qui sont majoritaires au Sénat, a été adopté à 199 voix contre 135 dans le cadre de l'examen du PLSS.

Parmi les mesures du même type, le Sénat a rétabli la semaine dernière la taxe sur les mutuelles, le gel du barème de la CSG pour les retraités et les chômeurs, ou encore supprimé la hausse de la CSG sur les revenus du capital arrachée par les socialistes à l'Assemblée.

« *On ne pourra pas s'en sortir si on ne crée pas plus de richesses. Pour produire plus de richesses, il faut investir plus, mais surtout augmenter le temps de travail, a justifié Olivier Henno. Douze heures de travail rémunérées par an, c'est une heure par mois, 15 minutes par semaine.* » Le sénateur imagine sa mesure rapporter plus de 10 milliards d'euros par an.

En complément.

“Chaos et confusion” au Royaume-Uni avant la présentation du prochain budget - Courrier International 22 novembre 2025

Projets de hausses d'impôts sur les propriétés de luxe, retraites, épargne, jeux d'argent ou partenariats d'affaires : tout a été “*évoqué, divulgué, présenté... Affaiblissant l'économie et compliquant la tâche de la ministre*”. Cette instabilité a eu des répercussions immédiates sur les marchés, résume *The Spectator*, qui détaille l'effet de chaque revirement sur les taux des obligations d'État.

Le problème dépasse la stratégie fiscale et touche à la crédibilité même du gouvernement, le rituel budgétaire actuel ne fonctionnant plus.

Palestine occupée.

Lu.

Le soutien du Conseil de sécurité au plan Trump pour Gaza ignore le droit international, punit les Palestiniens et récompense les responsables du génocide.

Plus de deux ans après le début du génocide en Palestine, le Conseil de sécurité de l'ONU a enfin agi. Mais au lieu de faire respecter le droit international, de protéger les victimes et de faire en sorte que les coupables rendent des comptes pour leurs crimes, il a adopté une résolution qui bafoue ouvertement des dispositions essentielles du droit international, prive les victimes de leurs moyens d'action et les punit davantage, tout en récompensant et en confortant les auteurs.

Plus inquiétant encore, il confie le contrôle de Gaza, ainsi que des survivants du génocide, aux États-Unis, coauteurs du génocide, et prévoit la participation du régime israélien au processus décisionnel. Selon ce plan, les Palestiniens eux-mêmes ne se verront accorder aucune participation aux décisions concernant leurs propres droits, leur gouvernance et leur vie.

Ce faisant, le Conseil devient en pratique un instrument de l'oppression américaine, un vecteur de la poursuite de l'occupation illégale de la Palestine et un acteur complice du génocide commis par Israël.

Depuis que l'ONU a partagé la Palestine en 1947 contre la volonté du peuple autochtone, ouvrant ainsi la voie à 80 ans de Nakba, jamais l'organisation n'avait adopté une posture aussi ouvertement

coloniale (et juridiquement ultra vires, ce qui signifie qu'il a excédé ses compétences), ni foulé avec autant d'insouciance les droits d'un peuple.

Le massacre continue.

Bande de Gaza: la Défense civile annonce 21 morts dans des frappes israéliennes - AFP 23 novembre 2025

Les bombardements israéliens ont fait au moins 21 morts à Gaza-ville (nord) et à Deir al-Balah et Nousseirat, dans le centre du territoire, a indiqué à l'AFP Mahmoud Bassal, le porte-parole de la Défense civile, organisation de premiers secours opérant sous l'autorité du Hamas.

"Plus de 20 blessés ont été transportés à l'hôpital dont une majorité de femmes et d'enfants", a déclaré à l'AFP Khalil Al-Daqran, porte-parole du ministère local de la Santé, sous tutelle du Hamas. "Plusieurs ont été blessés à la tête ou à la poitrine", a-t-il ajouté.

Il faut bien des armes pour continuer ce massacre...

Allemagne: fin de l'embargo sur les armes à destination d'Israël – RFI 23 novembre 2025

Liban.

Israël annonce avoir tué le chef d'état-major du Hezbollah lors d'une frappe à Beyrouth - euronews 24 novembre 2025

La frappe perpétrée dans la banlieue sud de la capitale libanaise a fait cinq morts et 25 blessés, selon les autorités locales.

Il s'agit de la première frappe israélienne à Beyrouth depuis juin dernier.

Ukraine.

L'Ukraine face au choix entre la paix et l'effondrement du régime Zelensky - RT 22 nov. 2025

Selon plusieurs diplomates, Washington aurait même menacé de couper les livraisons d'armes et le renseignement. JD Vance, vice-président américain, a jugé « *illusoire* » de croire à une victoire militaire ukrainienne. Matteo Salvini, vice-président du Conseil italien, estime que « *l'envoi de nouvelles armes n'est plus nécessaire* ».

« *Les Américains parlent à l'Ukraine avec un langage de pression* », a confié un haut diplomate européen à Politico. En coulisses, les contacts sont brutaux. Selon le *Financial Times*, l'envoyé spécial américain Daniel Driscoll aurait intimé l'ordre à Volodymyr Zelensky d'accepter l'accord proposé, sans discussion.

À Bruxelles, l'agitation ne débouche sur rien. Malgré leurs milliards envoyés à Kiev, les Européens ont été mis à l'écart, réduits au rôle de spectateurs dans un conflit qu'ils ont eux-mêmes contribué à prolonger. Un diplomate européen a admis en privé que Washington dictait les règles. Aucun d'eux n'a proposé d'alternative.

L'Ukraine aborde l'hiver dans une situation critique. Sur le front, les pertes s'accumulent, les désertions explosent, et une grande partie des équipements occidentaux est perdue ou abandonnée. Selon *The Spectator*, le nombre de déserteurs équivaut désormais à celui des combattants encore engagés.

En parallèle, le pays est secoué par un scandale de corruption d'ampleur. Plus de 100 millions de dollars destinés aux infrastructures énergétiques ont été détournés. L'ancien associé de Zelensky, Timur Mindich, a fui à l'étranger. Le président est accusé d'avoir tenté d'étouffer l'enquête en plaçant la NABU sous contrôle direct. Sa cote de popularité est tombée sous les 20 %. Dans la rue, de grandes manifestations ont éclaté ces derniers mois.

« *Les Américains parlent à l'Ukraine avec un langage de pression* », a confié un haut diplomate européen à *Politico*. En coulisses, les contacts sont brutaux. Selon le *Financial Times*, l'envoyé spécial américain Daniel Driscoll aurait intimé l'ordre à Volodymyr Zelensky d'accepter l'accord proposé, sans discussion. À Bruxelles, l'agitation ne débouche sur rien. Malgré leurs milliards envoyés à Kiev, les Européens ont été mis à l'écart, réduits au rôle de spectateurs dans un conflit qu'ils ont eux-mêmes contribué à prolonger. Un diplomate européen a admis en privé que Washington dictait les règles. Aucun d'eux n'a proposé d'alternative.

Des figures de l'extrême droite ukrainienne dénoncent l'inaction du pouvoir. Dmytro Iaroch, ex-dirigeant de Pravy Sektor — organisation reconnue comme terroriste en Russie — a évoqué la « *liquidation des traîtres* ». Bohdan Krotevych, ancien commandant d'Azov (également classé organisation terroriste), a menacé ouvertement le pouvoir. *The Spectator* évoque un scénario de coup d'État.

La stratégie russe s'impose désormais sur tous les plans. Sur le terrain militaire, l'armée libère méthodiquement des localités dans le Donbass et à Zaporojié, prenant le contrôle de positions clés et de nœuds logistiques. Les lignes ukrainiennes, affaiblies par le manque d'effectifs, ne tiennent plus.

Sur le plan énergétique, Moscou intensifie ses frappes ciblées sur les infrastructures vitales. De nombreuses villes se retrouvent sans électricité, ni chauffage. Selon plusieurs experts, le risque est désormais que les réseaux urbains gèlent. Si cela se produit, certaines zones pourraient devenir inhabitables jusqu'au printemps. Le régime de Kiev n'a plus les capacités de rétablir les services de base.

Sur le plan diplomatique, la situation est tout aussi désastreuse. L'Ukraine apparaît de plus en plus isolée. Plusieurs capitales européennes reconnaissent en privé que Kiev ne peut plus ni avancer, ni négocier. Même si l'administration Zelensky promet une réponse au plan américain, la réalité est que le rapport de force a basculé de façon irréversible.

Ukraine : l'Europe juge « *nauséabonde* » la rencontre avec le nouvel envoyé de Donald Trump - RT 22 nov. 2025

Le 21 novembre, une délégation américaine dirigée par le secrétaire à l'Armée, Daniel Driscoll, qui vient d'être désigné comme nouvel envoyé spécial chargé d'avancer un plan de paix, a tenu une réunion avec des responsables européens à Kiev. Cette rencontre, rapportée par le *Financial Times*, a été qualifiée de « *nauséabonde* » par des représentants de l'Union européenne en raison de son ton et des déclarations faites durant les discussions.

Lors de cette réunion, l'envoyé américain a évoqué la situation critique de Kiev, affirmant que « *l'Ukraine est dans une très mauvaise situation* », ajoutant que ce qui était proposé était « *le meilleur sur quoi elle peut compter* ».

Toujours selon le *Financial Times*, le rôle de l'Europe a été évoqué lors de cette rencontre. Daniel Driscoll a précisé que les États-Unis n'étaient pas en négociation sur les détails du plan washingtonien et que l'implication de l'Europe se limiterait à discuter des garanties de sécurité lors de futures discussions.

Ces commentaires ont suscité un vif mécontentement parmi les officiels européens, qui ont critiqué ce qu'ils perçoivent comme une exploitation de la faiblesse politique de Volodymyr Zelensky. Un responsable européen aurait déclaré : « *Tout est encore pire que ce que nous pensions.* »

En fait, rien n'est réglé !

Guerre en Ukraine: un sommet organisé en urgence ce dimanche à Genève pour discuter du plan de paix proposé par Donald Trump - BFMTV 23 novembre 2025

Donald Trump avait donné jusqu'au 27 novembre, jour de la fête de Thanksgiving, à son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky pour répondre.

Mais samedi, le milliardaire républicain a répondu "non" à la question de savoir si son plan constituait sa "*dernière offre*" pour régler le conflit.

Plan de paix de Trump en Ukraine : un marché de dupes pour la Russie ? - RT 22 nov. 2025

Le président américain souhaite que son plan de paix soit accepté pour Thanksgiving. Alors que les analystes occidentaux déplorent les pertes de Kiev, Karin Bechet insiste : ce plan pourrait rapidement se transformer en cheval de Troie pour Moscou.

Trump a donné à Zelensky jusqu'au 27 novembre, c'est-à-dire jusqu'à la fête de Thanksgiving, pour accepter son plan de paix. D'un côté, il menace pour la énième fois de peut-être suspendre l'aide militaire à l'Ukraine (qui en réalité n'a jamais été suspendue), d'un autre côté il affirme ne pas avoir l'intention de lever les sanctions adoptées contre les entreprises russes Lukoil et Rosneft.

De son côté, Vance renforce le discours trumpien visant à faire de la guerre sur le front ukrainien un conflit strictement délimité entre la Russie et l'Ukraine, permettant ainsi de dédouaner les États-

Unis, les pays européens, l'Union européenne et évidemment l'OTAN. Il parle bien d'un « *plan de paix ukraino-russe* », qui est censé mettre définitivement fin à la guerre entre ces deux pays – comme si réellement il s'agissait d'une guerre entre deux pays (alors que l'Ukraine, comme État, n'existe plus) et non pas d'une guerre en Ukraine conduite par les élites globalistes.

De son côté, la Russie se dit toujours prête à négocier la paix, sans exclure de continuer à avancer militairement en cas d'échec. Le président russe souligne à ce sujet plusieurs éléments importants.

Tout d'abord, que le régime de Kiev est illégitime, au minimum parce que le mandat de Zelensky a formellement expiré. Ce qui pose la première question : avec qui signer, si jamais il y a quelque chose à signer ? D'où la seconde question : quelle serait alors la valeur de la signature de Zelensky ? Or, Trump insiste pour que l'accord soit signé strictement entre l'Ukraine et la Russie. Soulignons que l'éventualité d'un changement de figure à Kiev ne changerait en fait rien à la question. Il ne s'agirait toujours que d'une marionnette : l'Ukraine ne redeviendrait pas miraculeusement un État souverain avec un changement de « *gouverneur* ».

Vladimir Poutine a qualifié le régime de Kiev de « *groupe de criminalité organisé* ». Comment peut-on alors discuter avec eux ? Surtout que l'appréciation dépasse la simple personnalité de Zelensky.

Pas de règlement du conflit sur le fond

Malgré les déclarations tonitruantes concernant le « *plan de paix* » de Trump, la Russie a précisé qu'elle était au courant, qu'il n'y avait rien de nouveau et que ce plan n'était pas discuté sur le fond avec les États-Unis.

Mais de quoi parle ce « plan » justement au fond ? Certains sites pro-ukrainiens et donc globalistes ont « *fuité* » le plan en 28 points, proposé par Trump. Certains éléments sont particulièrement révélateurs de l'absence réelle de volonté de régler le conflit au fond.

En ce qui concerne les territoires, le Donbass (Lougansk et Donetsk) et la Crimée seront reconnus « *de facto* » comme appartenant à la Russie. Autrement dit, il n'y a pas reconnaissance des frontières constitutionnelles russes, même en ce qui concerne ces territoires. C'est également le cas pour les régions de Kherson et de Zaporojie, la ligne étant celle du front et la reconnaissance encore plus floue.

En contrepartie de cette non-reconnaissance juridique, la Russie doit renoncer à tout le reste. Rappelons que Koupiansk vient d'être libéré. Or, Koupiansk se trouve dans la région de Kharkov, où l'armée russe avance particulièrement bien. La Russie devrait donc renoncer politiquement à ces acquis territoriaux, sans que ses frontières constitutionnelles ne soient reconnues. Donc avec la certitude qu'elles seront contestées – politiquement voire militairement – dès que la situation deviendra favorable aux globalistes.

L'armée « *ukrainienne* » est maintenue, avec une légère baisse d'effectif. En contrepartie de cette réalité, la Constitution ukrainienne inscrit que l'Ukraine n'entrera pas dans l'OTAN et l'OTAN s'engage à ne pas l'accepter.

Autrement dit, le danger militaire perdure avec le maintien d'une armée ukrainienne conséquente et donc le temps donné à cette armée, aujourd'hui très affaiblie, de se refaire véritablement une santé. Et pour faire passer la pilule, une « *promesse* » qui n'engage que ceux qui y croient, comme l'exemple de la Finlande et de la Suède viennent de le démontrer. N'oublions pas, par ailleurs, que

la plupart des pays de l'OTAN ont conclu des accords bilatéraux de « *sécurité* » avec l'Ukraine, qui prévoient un mécanisme équivalant à celui de l'art. 5 du statut de l'OTAN.

Ici aussi, nous sommes face à une carotte fanée offerte gracieusement à la Russie, avec une contrepartie de danger, elle, bien réelle, qui n'est pas remise en cause.

Le non-élargissement de l'OTAN est également avancé, puisque de toute manière les troupes de l'OTAN ont déjà occupé tout le territoire européen et sont présentes aux frontières russes. Mais promis juré, ils n'iront pas en Ukraine. Cela était déjà la promesse faite à la chute de l'URSS. Nous connaissons la suite.

Surtout, la Russie doit accepter de payer des réparations de guerre. Donc, elle reconnaît en réalité la défaite.

En effet, les actifs gelés russes doivent servir en partie à la reconstruction de l'Ukraine. De plus, la plus grande partie doit être investie dans des projets américano-russes... et servir in fine l'économie américaine. On comprend mieux pourquoi certains lobbyistes des négociations en Russie soutiennent à ce point la position américaine sur le conflit en Ukraine. Toujours est-il que la Russie perd la capacité de décision concernant ses actifs entreposés en Occident, elle en est donc dépouillée. La voix d'un État, qui accepte la capitulation ne porte pas.

La levée des sanctions... mais pas toutes

En contrepartie, les sanctions seront petit à petit annulées. En tout cas pas toutes, puisque Trump a déjà déclaré ne pas revenir sur les sanctions adoptées contre Rosneft et Lukoil. Ainsi, les globalistes se donnent un instrument de pression sur la Russie, pour faire pression sur ses décisions politiques. Le chantage est une arme politique très efficace.

Un point encore doit retenir notre attention : l'amnistie générale de tous les « *criminels* ». La logique est simple et classique : on ne juge pas les vainqueurs. Les globalistes ne veulent pas voir leur responsabilité engagée pour les crimes volontairement commis et commandités contre les Slaves. Et ils veulent aussi récupérer leurs combattants.

Même si ce plan prévoit en réalité la capitulation de Russie, les globalistes farouches ne peuvent que difficilement l'accepter, car ils ont besoin d'écraser politiquement la Russie totalement. Elle ne peut sortir de ce conflit avec le moindre gain. Les discussions sont intenses entre les différents clans globalistes et Trump, incarnant la voie réaliste d'une victoire globaliste, tente de convaincre les plus durs.

Vance rappelle la difficulté d'une voie militariste pure : « *Toute critique du cadre de paix, sur lequel travaille l'administration, témoigne soit d'une mauvaise compréhension de ce cadre, soit d'une interprétation erronée d'une réalité cruciale sur le terrain. On s'imagine qu'il suffit d'accorder plus d'argent, plus d'armes ou plus de sanctions pour remporter la victoire.* »

Il est réaliste, dans le sens où une victoire militaire est impossible pour l'armée atlantico-ukrainienne aujourd'hui dans cette configuration. Or, changer de configuration implique des investissements d'une autre mesure et une implication directe des pays de l'OTAN sur le front ukrainien contre la Russie.

Après des décennies de désindustrialisation et de déstructuration des sociétés occidentales, les pays de l'OTAN – dont les États-Unis – n'y sont pas prêts. Ils ont besoin de temps. Ou de changer de tactique : faire chuter la Russie politiquement et doucement la détricoter pour la faire rentrer dans le bétail. Les négociations ouvrent la voie à ces deux possibilités.

Il y a toutefois peu de chances que ces propositions puissent faire tomber la Russie, même si la voix des sirènes globalistes y chante à pleins poumons ces derniers temps. Car les buts de l'opération militaire spéciale ne pourraient être atteints de cette manière.

Le plan Trump : réalisme politique ou cadeau à Moscou ? – RT 22 nov. 2025

L'armée russe progresse jour après jour. Le régime de Kiev est empêtré dans des scandales de corruption. Le moral des troupes est au bord de l'effondrement. Pourtant, les médias ne cessent de répéter que le plan américain est pro-russe. Quels sont les motifs occidentaux ? Le correspondant de RT en français Igor Kourachenko nous livre son analyse.

Inquiétude, déception, panique : voilà les trois mots qui résument le mieux l'ambiance dans les médias occidentaux. Pour certains, comme *Les Échos*, le plan de Trump est irréalisable. Pour d'autres, comme *La Croix*, il s'apparente à une capitulation de l'Ukraine. Mais tous – ou presque – martèlent la même idée : ce plan serait pro-russe, cousu sur mesure pour le Kremlin.

« Trump donne à la Russie presque tout ce qu'elle veut avec son plan de paix pour l'Ukraine » – CNN

« *Du conflit résolu "en 24 heures" au plan de paix favorable à la Russie* » – Le Figaro

« *L'Ukraine est sur la défensive après que les États-Unis et la Russie ont élaboré un plan de paix en 28 points favorable au Kremlin* » – The Times

Mais si l'on prend un peu de recul – et surtout, si l'on sort du prisme émotionnel –, une autre lecture s'impose. Ce plan, que tant de médias présentent comme un cadeau fait à Moscou, n'est en réalité pas aussi pro-russe qu'on veut le faire croire. Et je vais vous le démontrer, point par point.

Commençons par l'essentiel : la situation évolue chaque jour sur le champ de bataille. Et chaque jour, c'est l'Ukraine qui y perd du terrain. Koupiansk vient d'être entièrement repris par les forces russes. Plus de 80 % de Voltchansk sont sous contrôle russe, tout comme 75 % de Krasnoarmeïsk. Mais un autre point mérite l'attention : les combats font désormais rage à Konstantinovka. Et si vous regardez une carte, la suite logique semble claire : Sloviansk et Kramatorsk, avant d'atteindre les frontières administratives de la RPD.

La vraie question est donc : que va-t-il se passer ensuite ? Et surtout, à qui profiterait un cessez-le-feu dans ce contexte ? Car à mesure que l'armée russe avance, les conditions d'un éventuel accord de paix risquent de se durcir pour Kiev. Un précédent vient d'être créé : Koupiansk se trouve dans la région de Kharkov. Et désormais, les combats touchent aussi la région de Dnepropetrovsk.

Alors, à ce stade, qui aurait le plus à gagner du plan Trump ? L'Ukraine, qui perd quasiment une localité par jour ? Ou bien la Russie, à qui ce plan demanderait... d'arrêter sa progression ?

Et pour illustrer ce paradoxe, il suffit d'écouter Vladimir Poutine. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, il a clarifié la position russe en cas du refus de Kiev de signer le plan de Trump : « *Et dans l'ensemble, cela nous convient, car cela permet d'atteindre les objectifs de l'opération militaire spéciale par des moyens militaires. Mais, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, nous sommes prêts à des négociations de paix, à un règlement par la voie diplomatique.* » Un message clair : plus le temps passe, plus Moscou est en position de force.

Le cœur du problème, en réalité, c'est le bruit médiatique que les élites européennes – et même certains cercles américains – ont entretenu pendant des années. À coups de discours enflammés, de plateaux télé et de conférences sécuritaires, ils ont vendu un rêve : que l'Ukraine pourrait vaincre militairement la Russie. Et à force de le répéter, certains y ont cru eux-mêmes. Aujourd'hui, il faut enlever les lunettes roses. Et accepter que la réalité n'a rien d'un conte de fées.

Prenez une image simple : celle du football. L'équipe nationale de Saint-Marin ne peut pas gagner contre le Brésil ou la France, peu importe la qualité de ses ballons, la beauté de ses maillots ou l'enthousiasme de ses supporters. À un moment donné, il faut regarder le score, pas les slogans.

Évidemment, le plan Trump n'arrange pas vraiment Volodymyr Zelensky. Mais attention – cela ne veut pas dire qu'il n'arrange pas l'Ukraine. C'est même tout le contraire.

Pourquoi ? Parce que si les armes se taisent, il faudra lever la loi martiale... et donc organiser des élections. Et chacun sait que les chances de Zelensky de les remporter sont aujourd'hui proches de zéro. Mais pourquoi tient-il tant à rester au pouvoir ? La réponse est simple : pour continuer à gérer les flux d'argent.

Le récent scandale de corruption en Ukraine a mis en lumière les véritables priorités du cercle rapproché du président. Ce n'est pas qu'une question d'enrichissement personnel – même si, pour Trump, le fait que des aides américaines aient été détournées est une ligne rouge. Ce qui est plus grave encore, c'est que cela touche directement les soldats sur le front.

Le nom à retenir : Minditch. L'homme fort du scandale. Il a tenté de convaincre Roustem Oumerov – alors ministre de la Défense – de signer un contrat pour livrer des gilets pare-balles de mauvaise qualité aux troupes. Le but ? Empocher la différence. Et les soldats dans tout ça ? Ils se battent, risquent leur vie... pendant qu'en coulisses, certains pensent business. Quel message cela envoie-t-il à ceux qui sont au front ? Qu'ils sont sacrificiables ? Et nous voilà face à l'essentiel.

Il est clair que le moral des troupes ukrainiennes est en chute libre. Comment pourrait-il en être autrement ? À quoi bon se battre, risquer sa peau, perdre des frères d'armes... pour quoi ? Pour que Zelensky et son entourage puissent continuer à s'offrir des villas et des toilettes dorées ?

Les soldats, eux, voient ce qui se passe. Ils voient l'armée russe avancer. Ils voient leurs camarades se rendre en masse. Et peu à peu, beaucoup comprennent déjà : ce n'est pas leur guerre. C'est celle d'un régime qui a perdu tout lien avec la réalité.

Résumons. L'armée russe progresse jour après jour. Le régime de Kiev est empêtré dans des scandales de corruption. Et le moral des troupes est au bord de l'effondrement. Le vrai risque aujourd'hui, ce n'est pas un compromis de paix. C'est que le front ukrainien s'effondre totalement. Et alors, qui peut dire où l'armée russe s'arrêtera ?

Donald Trump, lui, a bien compris ce moment crucial. Il voit que l'Ukraine arrive à un point de bascule. C'est précisément maintenant qu'il met la pression sur Zelensky. Ce n'est pas de la

sympathie pour la Russie. C'est du réalisme politique. Froid. Calculé. Car l'Ukraine n'a plus le luxe de choisir entre le bien et le mal. Seulement entre le difficile... et la catastrophe.

Burkina Faso

Au Burkina, le Régime d'assurance maladie universelle entrera en vigueur le 1er février 2026
sputniknews.africa 22 novembre 2025

Au Burkina, le Régime d'assurance maladie universelle entrera en vigueur le 1er février 2026

Les ministres de la Fonction publique et de la Santé ont présenté le dispositif, affirmant que le RAMU permettra à "chaque citoyen de se soigner sans risque de s'appauvrir".

Cette réforme comble une lacune majeure: moins de 10% des Burkinabè sont couverts actuellement.

Dans le même temps, les ménages assument 34% des frais médicaux, alors que la norme maximale recommandée par l'OMS est de 20%.

Le RAMU couvrira un vaste panier de soins incluant notamment:

- examens cliniques et biologiques;
- interventions chirurgicales;
- soins liés à la maternité;
- hospitalisations,
- radiologie;
- kinésithérapie;
- transport médicalisé des patients

Une phase pilote débutera en février 2026 dans les régions du Kadiogo et du Guiriko avant la généralisation nationale.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 novembre 2025

La musique adoucit les mœurs... en temps de guerre !

Joe Bonamassa - "Different Shades Of Blue" - Official Music Video

https://www.youtube.com/watch?v=Z3_GOk36JD0&t=14s

Joe Bonamassa - "Blues of Desperation" - Official Music Video

<https://www.youtube.com/watch?v=6JJMIY3Go9s>

B.B. King - The Thrill Is Gone [Crossroads 2010] (Official Live Video)

https://www.youtube.com/watch?v=SgXSomPE_FY

Album de Joe Bonamassa

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/bonamassa-free-album.zip

Alors plutôt dur ou plutôt mou ?

Une recette de cake au citron sur le Net. Avis d'internautes.

Plutôt mou.

- 1- Délicieux cake moelleux.
- 2- Très bonne recette, le gâteau est léger et super bon !
- 3- Le cake est moelleux fondant et pas du tout sec miam !

Plutôt dur.

- 1- Très dur. Dommage.
- 2- Il y a trop de farine, le gâteau a failli tuer mes convives.
- 3- Pour moi cette recette n'est pas assez aérée.

J-C – Mon blog ne suscite aucun commentaire de la part de mes lecteurs qui ne tiennent pas à se faire connaître, en revanche cette recette a fait l'objet de plus de 450 commentaires, je devrais peut-être me reconverter !

Plus sérieusement, l'immense majorité des internautes ont apprécié cette recette qu'ils ont souvent modifiée en fonction de leur goût personnel, c'est leur droit. Ils ont retenu l'essentiel et ils l'ont fait savoir, du coup je l'ai retenue et je la ferai, c'est si facile, rapide et pas cher. Et savoureux avec un thé vert au jasmin sans sucre.

En politique cela fonctionne à l'inverse, l'essentiel ne compte pas ou il est secondaire. Les militants ou les lecteurs ne retiennent que nos désaccords, ce qui nous divise ou fait polémique et nous réduit à l'impuissance, ce qui m'amène à penser qu'on ne poursuit pas vraiment les mêmes objectifs politiques ou pour le moins on n'est pas du tout sur la même longueur d'onde, construire le parti et préparer les conditions de la révolution socialiste...

Les internautes qui ont trouvé leur cake trop dur ou immangeable, n'ont pas dû respecter à la lettre la recette. Si leur gâteau était raté, c'était forcément parce que la recette était mauvaise ! Il y en a qui commette la gravissime erreur de le penser à propos du socialisme, à aucun moment ils ne se remettront en cause, ce qu'un esprit scientifique doit faire en permanence, sinon il est perdu.

Hommage et respect.

Bourvil - *"C'est injuste, je n'ai jamais fumé, ni bu, ma femme m'a toujours soigné avec une cuisine saine"*, avait-il déclaré à son ami, l'acteur Georges Beller, peu de temps avant de mourir.

J-C - Oui, la vie est imprévisible, injuste d'une certaine manière.

On en fait toute une histoire, parce qu'on ne peut pas faire autrement. Plein de gens meurent à tout âge depuis toujours de ce qu'on appelle de nos jours le cancer et bien d'autres maladies, sans qu'on sache vraiment pourquoi. Comme toute la matière, nous sommes composés d'éléments chimiques qui se côtoient ou se combinent, se transforment au gré des forces physiques auxquelles ils sont soumis ou qu'ils ont contribué à créer, ce qui échappe encore en grande partie à la connaissance.

Et il faut bien avouer, que tant qu'on est en bonne santé, on ne s'en soucie guère. On mange et boit n'importe quoi, on vit n'importe comment, en fait, ce n'est pas tout à fait exact, ce serait plutôt en fonction des conditions sociales qui nous sont imposées dès notre naissance et dont on n'a pas vraiment conscience. On se leurre sur nous-même. Partant de là, nous gérons notre santé à la manière de la roulette russe. Nous la malmenons ou nous la mettons en danger sans le savoir la plupart du temps, plutôt on en prendra conscience, et mieux cela vaudra pour retarder ou réduire les souffrances de la vieillesse. Il y a une explication à tout, qu'on la connaisse ou l'ignore.

Parole d'internaute.

1- La banalisation occidentale permanente du génocide israélien commis en toute impunité en Palestine atteste de notre déshumanisation intégrale. Une fois cette limite franchie, la barbarie

s'étant substituée à la conscience humaine, tout espoir est réduit à néant. Voilà bien où nous en sommes, à l'ère de l'autodestruction !

J-C - Le capitalisme pourrissant entraîne l'humanité dans son sillage... A nous de ne pas tomber dans ce piège et de nous en tenir à nos aspirations légitimes, au socialisme, sinon nous sommes perdus !

2- Un journaliste occidental demande à Poutine :

« Si vous êtes si puissants... pourquoi l'Ukraine existe encore ? »

Réponse cinglante de Poutine :

« Nous n'avons jamais voulu raser l'Ukraine. Nous voulons l'arracher à l'OTAN, sans détruire un peuple frère. L'Occident a transformé ce conflit en un champ d'expérimentation militaire. Ils fournissent armes, satellites et cibles.

Autrement dit, la Russie ne se bat pas contre l'Ukraine, mais contre tout le système militaire occidental. »

La guerre, c'est la paix. Quand les faits contredisent le récit officiel.

Lu.

On nous répète que *«la Russie allait trahir»*, que *«l'Occident n'a rien vu venir»*, que *«la France est menacée»* et que *«l'Europe doit se préparer»*. Mais dès qu'on rassemble les faits – les vrais – un tableau très différent apparaît : la paix de 2022 existait, un texte était prêt, il a été torpillé par Londres, Washington et Paris, puis maquillé sous un récit de fatalité historique. Aujourd'hui, les mêmes responsables agitent une menace russe totalement imaginaire pour préparer une opinion publique réticente à l'idée de sacrifices qu'eux-mêmes n'assumeront jamais. La diplomatie russe, elle, a rappelé calmement qu'elle n'a jamais eu la moindre intention d'attaquer la France, ce qui a mis à nu la dramaturgie de nos dirigeants. Il est temps de raconter ce qui s'est réellement passé.

La paix de 2022 existait, un texte était prêt, et il reposait sur la seule condition que Moscou a toujours jugée absolument non négociable : la neutralité de l'Ukraine et la fin définitive de l'expansion de l'OTAN vers les frontières russes. C'est précisément cette condition, centrale, incontournable, que Londres, Washington et Paris ont refusée et qu'ils refusent encore aujourd'hui.

Le résultat est que cet accord a été saboté, la guerre a été prolongée, et maintenant, pour maquiller ce désastre, on tente de convaincre les peuples européens que la Russie pourrait attaquer Paris, Berlin ou Varsovie demain matin, en passant par la Suisse. Et tout cela alors même que la diplomatie russe répète, calme comme un métronome, qu'elle n'a jamais eu la moindre intention d'attaquer un pays de l'OTAN. Les faits sont têtus : la menace est un récit politique, pas une réalité stratégique. Lorsque l'on revient à la chronologie, celle qui est interdite d'antenne, tout devient limpide.

Décembre 2021 :

La Russie soumet aux États-Unis et à l'OTAN un projet de traité de sécurité. Le cœur de ce texte, c'est la ligne rouge connue depuis vingt ans : pas d'Ukraine dans l'OTAN, pas de nouvelles avancées de l'OTAN vers la Russie, et un mécanisme de désescalade militaire. Rien de nouveau : c'est la même position que Moscou défend depuis Munich 2007. Jens Stoltenberg l'a résumé sans fard le 7 septembre 2023 : *«La Russie voulait un accord qui mette fin à tout nouvel élargissement de l'OTAN. Nous avons dit non»*.

Voilà la vérité brute : l'Occident a refusé la paix AVANT la guerre.

Puis arrive Istanbul, avril 2022 :

Un accord est rédigé, paraphé, validé par les deux délégations. Tous les témoins le confirment : Oleksandr Chalyi, David Arakhamia, même des sources du *Financial Times*. La base de l'accord ? Toujours la même : neutralité de l'Ukraine, garanties internationales, retrait progressif des forces et reconnaissance que l'Ukraine ne deviendra pas un État membre de l'OTAN.

Contrairement à ce qui a été prétendu ensuite, Bucha n'a pas stoppé les négociations :

«Bucha a été instrumentalisé après coup ; les négociateurs ukrainiens eux-mêmes (Arakhamia 2023, Chalyi 2024) ont confirmé que ce n'était pas la raison principale de l'arrêt des pourparlers». C'est à ce moment précis que Londres intervient. Selon Ukrainska Pravda (5 mai 2022), Boris Johnson dit alors à Zelensky : *«Même si l'Ukraine est prête à signer certains accords avec la Russie, les partenaires occidentaux ne le sont pas, et Poutine doit être mis sous pression, pas négocié»*. Fin de l'histoire : La condition russe fondamentale est rejetée, l'accord est enterré, la guerre doit continuer.

Depuis trois ans, l'Occident rejoue le même schéma : refuser la neutralité ukrainienne, encourager l'adhésion future à l'OTAN, exiger une *«victoire totale»*, tout en sachant parfaitement qu'aucune de ces conditions n'était atteignable dans le monde réel. Et c'est précisément pour cette raison que l'Europe a accueilli avec panique le plan de paix américain de 2025, car le plan Trump, déjà en circulation dans les chancelleries, repose encore une fois sur la seule architecture réaliste : Non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, gel du front, garanties bilatérales de sécurité, fin de l'escalade, réouverture graduelle des relations énergétiques.

Voici les passages exacts de la fuite des *«28 points»* américains (Politico Europe / Newsweek, octobre 2025) : Point 4 : *«L'Ukraine s'engage à une neutralité permanente et à ne jamais rejoindre l'OTAN»*. Point 12 : *«Gel des lignes de front au 1er décembre 2025 ; les territoires sous contrôle russe à cette date restent sous administration russe pour une période transitoire de 30 ans»*.

En clair : Trump propose en 2025 exactement ce que l'Europe a refusé en 2022... et qu'elle refuse encore aujourd'hui.

Alors évidemment, Bruxelles contre-attaque avec une contre-proposition visant à contourner le gel de l'expansion de l'OTAN. Car si ce gel est acté, tout le narratif occidental s'effondre : la guerre devient inutile, les morts deviennent injustifiables, et la responsabilité politique revient à ceux qui ont refusé cette même clause en 2021 et en 2022.

Voilà pourquoi l'Europe *«fout la merde»* dans le processus de paix : l'UE ne veut pas d'une paix réaliste, elle veut une paix idéologique, et comme cette paix n'existe pas, elle préfère la guerre. (Elle veut surtout une paix sociale dans ses frontières, ce n'est pas la même chose. – J-C)

Macron, quant à lui, sent le vent tourner alors il tente de réécrire l'histoire : «*La Russie allait trahir Istanbul*». Une phrase absurde. La diplomatie russe l'a pulvérisée le 13 novembre 2025 par la voix de Maria Zakharova : «*La Fédération de Russie n'a jamais eu, n'a pas et n'aura jamais l'intention d'attaquer la France ou tout autre pays de l'OTAN*».

Toute la mise en scène macroniste s'est effondrée en une seconde, sauf sur LCI, BFMTV et tous les médias mainstream.

Quant à l'armée française, elle n'y croit pas davantage, et même s'ils doivent rester discrets et faire preuve de réserve : les bruits de couloirs s'amplifient démontrant que les états-majors refusent d'être sacrifiés pour compenser les erreurs politiques de 2022. Le surnom «*Général Soja*», né dans les rangs de l'armée, est un signe de rupture interne. (Quelles «*erreurs politiques*», cette concession au récit officiel est inacceptable. – J-C)

Il reste Trump, et s'il impose un accord reposant sur la neutralité de l'Ukraine, tout le château narratif européen explose. Cela révélera l'impensable : La guerre n'était pas inévitable, la paix était à portée de main et l'Occident l'a détruite délibérément. (Normal, il l'a fomenté ! – J-C)

Et ce n'est pas tout :

Selon des fuites publiées par le *Washington Post* en octobre 2023, le Pentagone et la CIA estimaient dès juillet 2022 que l'Ukraine ne pourrait jamais reprendre le contrôle de plus de 50% des territoires occupés. Tout le matériel militaire qui a été envoyé depuis février 2022, et qui a été détruit intégralement, n'a fait que retarder l'inévitable en vidant l'arsenal de l'Union européenne.

Aujourd'hui, cette Union européenne ne peut évidemment pas admettre l'évidence : l'Ukraine a perdu la guerre alors que ce désastre était prévisible depuis deux ans et demi pour quiconque savait lire un tableau logistique ou un rapport démographique. Mais reconnaître cette vérité, ce serait admettre l'indicible : des centaines de milliers de jeunes Ukrainiens ont été envoyés à la mort pour sauver un récit politique. (Mais aussi ou surtout pour sauver le capitalisme en crise. – J-C)

Il faudrait aussi expliquer comment des centaines de milliards d'euros ont été siphonnés dans les budgets européens, mettant en difficulté les hôpitaux, infrastructures, PME, retraites, etc. pour financer une guerre perdue d'avance. Tout cela alors que nos dirigeants savaient parfaitement que chaque euro ne faisait que prolonger l'agonie.

Voilà pourquoi Bruxelles ne peut pas dire la vérité, parce que la vérité la condamne. Parce qu'elle obligerait à reconnaître qu'on a sacrifié un pays entier pour préserver le prestige de l'OTAN, qu'on a menti aux peuples européens pour justifier un pillage budgétaire inouï et qu'on a transformé l'Ukraine en champ d'expérimentation géopolitique, exactement comme on a transformé l'Irak ou la Libye en «*projets démocratiques*». (Comparaison plutôt mal avisée. – J-C)

Alors oui, l'UE s'accroche au mensonge, car si la vérité sort un jour, il faudra expliquer pourquoi tant de morts, tant d'argent et tant d'années ont été jetés dans un incinérateur géopolitique, alors que la fin était écrite dès le premier mois du conflit. (Avant même le premier jour, c'est plus précis. – J-C)

Les peuples européens, eux, n'ont jamais été consultés. Mais ils paient, et paieront encore longtemps, la facture.

Le prix de la paix sociale... Et les affaires sont les affaires.

La Grèce et l'Italie sont les seuls pays où le revenu des ménages a baissé au cours des 20 dernières années - Euronews 26 novembre 2025

Le revenu par habitant de l'UE a augmenté régulièrement entre 2004 et 2008, a stagné entre 2008 et 2011 en raison de la crise financière mondiale et a diminué en 2012 et 2013.

Depuis 2013, le revenu a continué à augmenter régulièrement jusqu'en 2020, année où il a diminué en raison de la pandémie mondiale de COVID-19. L'année 2021 a été marquée par une reprise, mais le revenu a augmenté lentement en 2022 et 2023.

Les premières données pour 2024 montrent une accélération de la croissance des revenus.

Si l'on considère les pays de l'UE, c'est en Roumanie que le revenu réel des ménages par habitant a le plus augmenté entre 2004 et 2024 (134 %), suivie de la Lituanie (95 %), de la Pologne (91 %) et de Malte (90 %).

La Grèce et l'Italie sont les seuls pays où le revenu des ménages par habitant a diminué au cours des 20 dernières années (-5 % et -4 % respectivement), tandis que les augmentations les plus faibles ont été observées en Espagne (11 %), en Autriche (14 %), en Belgique (15 %) et au Luxembourg (17 %). La France se situe à 20%. Euronews 26 novembre 2025

En complément.

L'Union européenne continue à exporter des pesticides interdits sur son territoire vers l'Afrique - RFI 26 novembre 2025

L'enquête des organisations Public Eye et Unearthed s'appuie sur la consultation de centaines de notifications d'exportation, un document obligatoire à remplir par les entreprises européennes qui exportent des produits chimiques interdits dans l'Union.

Non seulement les pays européens continuent à produire et à vendre à l'étranger leurs pesticides dangereux, mais pire, le volume de ces exportations a plus que doublé en cinq ans, pour atteindre les 122 000 tonnes en 2024. Les principaux exportateurs sont l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne et les pays africains les plus consommateurs sont le Maroc, l'Afrique du Sud, suivis de près par le Kenya qui importe près de 500 tonnes de ces produits chaque année.

Deux pesticides utilisés

Le pays d'Afrique de l'Est achète notamment de l'Imidacloprid et de l'Iprodione, deux pesticides utilisés dans les plantations de haricots verts, de café ou de coton. « *Ces produits peuvent être dangereux, mais pas si l'on porte des vêtements de protection* », explique dans les colonnes du journal The Nation, Fredrick Muchiri, patron du Bureau pour le contrôle des pesticides. Une étude kényane de 2020 estime toutefois que seul un agriculteur sur six est ainsi équipé. RFI 26 novembre 2025

France

Le PS ou la voix de la réaction sur toute la ligne. Et le NFP ?

François Hollande favorable à un service militaire volontaire pour "encourager" l'engagement dans la réserve - BFMTV 26 novembre 2025

Article 49.3 : Pourquoi François Hollande considère qu'il ne faut pas s'en « priver pour toujours » - 20 Minute/AFP 26 novembre 2025

Collaboration de classes ou "deal" en famille.

Rejet du budget : le Premier ministre Lecornu invoque la «responsabilité» des oppositions - RT 25 nov. 2025

Contraint de constater les limites de sa stratégie parlementaire ouverte, face à un texte amendé de manière incohérente, il mise désormais sur le sens de l'intérêt général des partis.

Du côté des socialistes, l'idée d'un accord global avec le bloc central émerge, malgré les réticences initiales. « *Il faut un "deal" entre macronistes, socialistes, écologistes et communistes* », avance le député PS Laurent Baumel, rejetant toutefois le terme de coalition et se félicitant « *d'appartenir à un groupe qui ne pratique pas le tout ou rien et qui accepte la négociation et la recherche des compromis* ».

Yannick Jadot, sénateur écologiste, plaide pour des négociations en amont sur les équilibres budgétaires, les recettes et les économies.

Quand même les chiottes deviennent des « éléments de confort ».

J-C – Affirmer qu'au gouvernement ils auraient un état d'esprit moyenâgeux serait encore un compliment !

Non mais sans blague, il est normal que les pays développés aient accès à ce bien-être, et que les pays sous-développés n'y aient pas le droit.

S'ils ne savent plus quoi inventer pour taxer la population, on retiendra qu'avec 32 millions de propriétaires, la majorité des Français dispose d'un patrimoine immobilier, ainsi le régime antidémocratique dispose d'une base sociale qui lui assure une certaine stabilité politique, ou on est loin du peuple révolutionnaire, ceci explique cela.

Quand j'expliquais que le peuple s'était embourgeoisé, je passais pour un réac ou un révisionniste auprès de nombreux militants qui refusaient de regarder la réalité en face, et pour cause ils en faisaient partie ou ils ne pouvaient pas admettre que par voie de conséquence, cela concernait aussi le mouvement ouvrier. Et à quoi cela a-t-il abouti ? A leur décomposition ou à un bilan politique nul, chacun peut le constater.

Pression fiscale en France : face au tollé, Sébastien Lecornu suspend la hausse surprise de la taxe foncière - RT 26 nov. 2025

« *Doit-on considérer que l'on est riche en France quand on dispose de l'accès à l'eau courante, du chauffage, d'un lavabo voire d'une baignoire ?* »

Le 18 novembre, *Le Parisien* révélait que Bercy avait décidé de réévaluer d'office les caractéristiques de confort, qui entrent dans le calcul des valeurs locatives cadastrales, pour 7,4 millions de logements à l'occasion de la prochaine campagne de paiement de cet impôt qui concerne 32 millions de propriétaires. Ces éléments de confort, qui augmentent la surface théorique du bien – et donc mécaniquement le montant de la taxe foncière – vont du raccordement à l'électricité et au chauffage, pour deux mètres carrés supplémentaires chacun, en passant par la baignoire ou le vide-ordure, qui ajoutent respectivement cinq et trois mètres carrés, selon une nomenclature qui remonte aux années 70 et qui se basait sur les déclarations des propriétaires (à la suite de travaux ou de leur acquisition du bien).

En somme, Bercy a décidé de considérer que – de base – tout logement en France jouissait aujourd'hui de ces « *éléments de confort* », à charge des propriétaires, le cas échéant, de démontrer le contraire à l'administration fiscale. Cette mesure « *qui aurait été décidée dès l'été dernier* », rapportait *Les Échos*, et présentée par l'entourage de la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin comme « *une simple mise en conformité, une mise à jour pour que l'impôt soit payé comme il se doit par les propriétaires* », avait provoqué un tollé dans l'ensemble de la classe politique française.

Palestine occupée.

Le massacre continue.

Gaza: la Défense civile fait état de trois morts dans des frappes israéliennes - BFMTV 24 novembre 2025

Érotisme, espionnage, chantage et banque : l'axe Epstein/banque Rothschild/cyberarmement d'Israël - Réseau Voltaire 24 novembre 2025

L'affaire Epstein n'est pas ce que l'on croit. Certes, on savait que l'homme d'affaire avait créé un réseau de prostitution pédophile et qu'il exerçait du chantage sur ses riches clients au profit de ses amis israéliens. Des documents, publiés par Drop Site News, attestent qu'il entretenait des relations politiques avec l'ancien Premier ministre israélien, le général Ehud Barack. Celui-ci manœuvrait le réseau Epstein pour vendre des cyber-armes israéliennes. Derrière l'affaire de mœurs, une affaire, politique cette fois, secoue de nombreux pays de la Mongolie à la Côte d'Ivoire, en passant par la Russie.

Par Alfredo Jalife-Rahme

La fétide "affaire Epstein" s'est avérée relever de l'irruption au plus haut niveau de la cyberstratégie.

Le cas du pédophile khazar Jeffrey Epstein représente le noyau opérationnel d'une véritable politique de la plus grande létalité, nouvelle incarnation de la triade éternelle du pouvoir intégral : sexe/argent/pouvoir.

Le site Dropsitenews.com [1] — basé à Washington, fondé par d'anciens collaborateurs de l'Intercept qui expose les abus de pouvoir et la désinformation — suite à l'exhumation partielle de nouveaux documents du House Oversight Committee des États-Unis, relie des points qui semblaient incohérents et impensables de Jeffrey Epstein avec ses coreligionnaires banquiers Rothschild, les fréquentes et bien connues visites de l'ancien Premier ministre et ancien ministre de la défense israélien, le lituanien ashkenazi Ehud Barak (EB), et « l'industrie des cyber-armes israéliennes » — lire mon article : « *Quiconque possède un téléphone portable, des médicaments et des aliments possède un « morceau d'Israël », dixit Netanyahu* » [2] -.

J'ai laissé de côté la façon dont se sont connectés Jeffrey Epstein, le Khazar polonais Leon Black d'Apollo Global Management, la Salvadorienne-allemande Ariane de Rothschild (veuve du banquier Benjamin de Rothschild) et la Khazare Cynthia Fanny Renée Tobiano Rozenblum (vice-directrice du groupe Edmond de Rothschild), pour me concentrer sur les portes tournantes de l'axe érotisme/espionnage/chantage/banque mondialiste/cyberarmes.

Le « *mouchard à but non lucratif* » Distributed Denial of Secrets [3] a dévoilé les négociations financières entre Epstein et Rothschild pour collecter des fonds pour le développement des cyberarmes israéliennes par l'ex-ministre de la Défense israélienne Ehud Barak, et son élève Pavel Gurvich, « *Diplômé de l'unité 81, unité technologique secrète de l'armée israélienne* ». Je passe également sous silence les liens crapuleux d'Epstein avec la khazar Kathryn Ruemmler, conseillère juridique d'Obama, qui a été le pionnier des « *cyberarmes* », avec en particulier, le ver Stuxnet [4] qui a saboté la centrale nucléaire de Natanz en Iran, dans le cadre du schéma « *Jeux olympiques* ».

Il n'était pas anormal que Kathryn Ruemmler soit ensuite passée au service de la banque d'origine israélienne Goldman Sachs. Il n'est pas gratuit non plus que les mégabanes mondialistes JP Morgan et Deutsche Bank aient été mises en évidence dans leurs liens méta-financiers avec Epstein. Les entreprises holistiques lucratives d'Epstein nécessitaient la gestion de grandes banques lubrifiantes comme JP Morgan/Goldman Sachs/Deutsche Bank/Rothschild...

Il existe une littérature accablante sur les liens du Mossad avec Epstein et sa concubine Ghislaine Maxwell (fille de Robert Maxwell, qui a mystérieusement disparu en haute mer ; voir, sur Robert Maxwell, le super espion d'Israël : La vie et l'assassinat d'un magnat des médias [5]).

Le portail iranien PressTV titre que « *Jeffrey Epstein a utilisé l'empire de la banque Rothschild pour financer l'industrie des cyber-armes d'Israël* » [6].

Il s'ensuit que la partie pédophilie et trafic sexuel constituaient le leurre pour attirer la plus haute classe politique des États-Unis (l'ancien directeur de la CIA William Burns, le polémique homme d'affaires Bill Gates, des anciens présidents, etc.) et même la royauté de Grande-Bretagne (tel l'ancien prince Andrew), où les instruments cyberoffensifs « *y compris le réseau de surveillance Tor, le logiciel de piratage informatique pour téléphones mobiles à la NSO-style et les technologies d'exploitation des routeurs* ».

Le jumelage de la Southern Trust Company d'Epstein et du Reporty Homeland Security (maintenant Carbyne) d'Ehud Barak a bénéficié du soutien financier de la banque mondialiste, en particulier de la banque Rothschild.

L'engagement du pédophile Jeffrey Epstein avec le « *Grand Israël* » est allé jusqu'à opérer le premier sommet de cyberguerre d'Israël lors de la conférence Herzliya de 2014 [7] ; parrainée par la Fondation (sic) Rothschild Caesarea et a pu compter avec la participation notable de l'ancien premier ministre khazar et ancien ministre général de la Défense Ehud Barak.

Le fond de l'affaire Epstein : la cybermilitarisation mondialiste de la pédophilie.

Notes.

[1] « Jeffrey Epstein Pursued Swiss Rothschild Bank to Finance Israeli Cyberweapons Empire », Ryan Grim & Murtaza Hussain, Substack, November 18, 2025.

[2] « Netanyahu : "Quiconque possède un téléphone portable, des médicaments et des aliments possède un morceau d'Israël" », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Maria Poumier, La Jornada (Mexique) , Réseau Voltaire, 16 novembre 2025.

[3] « Ehud Barak emails », Distributed Denial of Secrets, August 27, 2025.

[4] « De los multimedia a la Internet : el control de Estados Unidos/Israel »] Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 19 de agosto de 2012.

[5] Robert Maxwell, Israel's Superspy : The Life and Murder of a Media Mogul Gordon Thomas & Martin Dillon, Grand Central Publishing (2003).

[6] « Jeffrey Epstein used Rothschild banking empire to finance Israeli cyberweapons industry », PressTV, November 19, 2025.

[7] « The 14th Herzliya Conference 2014 », Reichman University, June 8-11, 2014.

Syrie.

L'autre massacre continu cautionné par Trump et Macron.

En Syrie, "c'est la punition collective contre les alaouites" - France 24 26 novembre 2025

<https://fr.news.yahoo.com/syrie-cest-punition-collective-contre-062550062.html>

Russie.

EXCLUSIF. Sergueï LAVROV. Grande interview. - Dialogue franco-russe

<https://www.youtube.com/watch?v=aLgBha0qxco>

L'interview a été enregistrée le 21 novembre 2025 à Moscou.

J-C – Vous ne perdrez pas votre temps en l'écouter.

Ukraine.

« Si vous devez faire quelque chose 19 fois, c'est que vous avez échoué » : le ministre américain des Finances critique les sanctions de l'UE contre la Russie 24 nov. 2022

« À mon avis, si vous devez faire quelque chose 19 fois, c'est que vous avez échoué. » C'est par cette formule directe que Scott Bessent, ministre américain des Finances, a résumé l'échec de la politique européenne de sanctions contre la Russie. Dans un entretien, le 23 novembre, il a fustigé l'Union européenne pour son entêtement à multiplier les paquets de sanctions... sans obtenir aucun résultat concret.

Bruxelles a en effet adopté en octobre un 19^e train de mesures punitives, visant notamment les banques russes, les entreprises chinoises et indiennes, le secteur du gaz naturel liquéfié, ainsi que les diplomates russes. Mais pour Bessent, ces efforts sont non seulement inefficaces, mais également autodestructeurs. Il dénonce le fait que l'Europe achète du carburant raffiné en Inde à partir de pétrole brut russe. « Ils financent la guerre contre eux-mêmes », a-t-il déclaré.

Cette critique ne vient pas de Moscou, mais du cœur même du gouvernement américain, ce qui renforce encore le constat. Tandis que l'Union européenne continue d'annoncer de nouveaux paquets, les divisions internes se creusent, et les effets réels sur l'économie russe restent limités.

La Russie continue cependant de faire preuve de résilience. Moscou rappelle régulièrement que les sanctions occidentales sont illégales et que l'économie russe a développé une véritable « immunité ». Malgré les restrictions, le pays maintient sa stabilité.

Au sein même de l'UE, les critiques deviennent plus audibles. Le ministre hongrois Péter Szijjarto a appelé à lever les sanctions pour relancer l'économie européenne. Le vice-président américain J.D. Vance a, lui aussi, dénoncé l'approche de Bruxelles, qu'il juge illusoire : « Il y a une illusion selon laquelle plus d'argent, plus d'armes ou plus de sanctions mèneront à la victoire. »

En complément.

La Finlande poursuit la construction de sa clôture à la frontière avec la Russie - euronews 26 novembre 2025

Guerre en Ukraine : "L'Europe doit maintenir la pression sur la Russie", assure Ursula von der Leyen - Euronews 26 novembre 2025

Ouchakov : les propositions européennes pour la paix en Ukraine sont jugées non constructives et inadaptées aux intérêts russes 24 nov. 2025

Le conseiller du président russe, Iouri Ouchakov, a confirmé le 24 novembre, que Moscou avait pris connaissance du projet de plan de paix proposé par les États-Unis dans le cadre du règlement du conflit en Ukraine. Ce document, issu des échanges entre Washington et Kiev à Genève la veille, comprend 28 points, dont plusieurs sont considérés par la Russie comme « tout à fait acceptables », bien qu'ils nécessitent, selon ses mots, « une discussion et une étude très détaillées ».

Ouchakov a toutefois précisé qu'aucune négociation directe n'avait encore été engagée avec la partie américaine : « *Cette question n'a pas encore été discutée avec nous* », a-t-il déclaré. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a qualifié la rencontre de Genève de la « *plus productive depuis le début du conflit* ». Il a évoqué des ajustements possibles, évoquant tour à tour 26 ou 28 dispositions à discuter.

À l'opposé, les propositions européennes, révélées le même jour par plusieurs médias occidentaux, ont été fermement rejetées par la Russie. Dès leur prise de connaissance, Ouchakov a qualifié ce projet de l'Union européenne de « *totalement non constructif* » et « *inadéquat pour la Russie* ». Moscou estime que ces propositions ignorent les réalités sur le terrain et ne tiennent pas compte des intérêts russes.

Ce contre-projet, soutenu par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, prévoit l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, le stationnement de troupes de l'Alliance sur son territoire, et une armée ukrainienne forte de 800 000 hommes « *en temps de paix* ». En échange, il est simplement proposé à la Russie de « *reprendre les discussions sur la sécurité* ». Pour le Kremlin, ces suggestions ne peuvent en aucun cas servir de base sérieuse à un processus de paix et sont perçues comme provocatrices.

Dans ce contexte marqué par de nombreuses spéculations, Iouri Ouchakov a appelé à la prudence. « *Nous croyons uniquement ce que nous voyons et ce qui nous est transmis par les canaux appropriés* », a-t-il déclaré, rappelant la nécessité d'une communication claire et officielle.

Moscou n'a pas encore reçu de version définitive du plan américain, y compris celle évoquée à Genève. Malgré cela, la Russie ne ferme pas la porte : Ouchakov a souligné que « *la majorité des propositions sont acceptables* » si elles sont clarifiées et ajustées dans le cadre d'un dialogue sérieux. Le Kremlin estime que le projet américain pourrait évoluer, en tenant compte des positions de Moscou, de Washington, de Kiev et, dans une moindre mesure, de certaines capitales européennes.

Ouchakov a réaffirmé la disponibilité de la Russie à entamer des pourparlers directs avec les États-Unis. Pour Moscou, l'avenir des négociations dépendra de la capacité des Occidentaux à présenter un plan de paix réaliste, équilibré et respectueux des intérêts stratégiques russes.

Coups tordus et peaux de bananes. Rumeurs et délation.

Lu.

Il semble que Keith Kellogg, l'envoyé spécial de Trump en Ukraine, ait été licencié pour avoir divulgué des informations sur le « *plan de paix* » en 28 points.

« *L'envoyé de Trump, Steve Witkoff, dirige la rédaction du plan et en a longuement discuté avec l'envoyé russe Kirill Dmitriev* », a déclaré un responsable américain.

Le jeudi 20 novembre, le *New York Post* :

"Le commentaire [de Marco Rubio] est intervenu après qu'Axios a annoncé mardi qu'un accord avait été conclu, citant l'homme de main de Poutine, Kirill Dmitriev, qui a affirmé avoir travaillé sur le plan avec Witkoff.

De hauts responsables américains pensent que Dmitriev a divulgué le plan à Axios comme moyen de faire passer «leur point de vue en premier [parce que] il apparaît qu'ils en sont les gagnants», a déclaré l'un des responsables."

Witkoff semblait avoir supposé la même chose dans un message rapidement supprimé à X en réponse à l'article mardi soir.

«Il a dû l'avoir obtenu de K», a écrit Witkoff à propos de l'auteur d'Axios, Barak Ravid, voulant apparemment l'envoyer en tant que message, se référant à Dmitriev par sa première initiale».

Un autre «K», intimement impliqué dans tout ce qui concerne Kiev est le général Keith Kellogg. Lorsque la fuite s'est produite, il était toujours l'envoyé spécial de Trump à Kiev et aura eu connaissance du plan.

Au lendemain de la fuite à Axios, Kellogg a été licencié. Comme Reuters l'a rapporté mercredi :

«Exclusif : L'envoyé ukrainien de Trump, Kellogg, quittera son poste en janvier, selon des sources (...) Son départ sera une mauvaise nouvelle à Kiev. Le lieutenant général à la retraite était largement considéré par les diplomates européens, Ukrainiens inclus, comme une oreille bienveillante au sein d'une administration qui s'est parfois intéressé au point de vue de Moscou sur les origines de la guerre en Ukraine».

The Hill a rapporté vendredi :

«L'envoyé spécial de Trump pour l'Ukraine va quitter son poste

L'envoyé spécial du président Trump pour l'Ukraine, Keith Kellogg, quittera ses fonctions en janvier, a confirmé jeudi la Maison-Blanche à The Hill, alors que le président a renouvelé ses efforts pour mettre fin à la guerre de la Russie contre Kiev.

La Maison-Blanche n'a fourni aucun autre détail sur les raisons du départ de Kellogg, dont le rôle et l'influence dans l'administration Trump ont suscité des réactions mitigées. (...) Dans sa position, Kellogg était considéré comme un défenseur de Kiev dans une administration plus proche de la position de négociation du Kremlin».

Si janvier est la date de fin, pourquoi le remplaçant de Kellogg a-t-il déjà été nommé vendredi ?

Kellogg aurait divulgué le plan. Witkoff s'en est plaint à Trump (ou à Vance). Kellogg a été viré avec effet immédiat. Son remplaçant est déjà là. Les affirmations anonymes selon lesquelles Kellogg part pour d'autres raisons (faites par Kellogg lui-même ?), sont fausses et faite pour obscurcir l'affaire.

Vrais faux négociateurs, on nage en plein poker menteur ! « Blah, blah, blah. »

Lu.

En d'autres termes, beaucoup de choses restent ambiguës, vagues ou imprécises. Un tel plan serait bien sûr, dans l'ensemble, inacceptable pour Moscou (même si celle-ci ne le désavouera peut-être pas catégoriquement). Malgré tout, ce plan a suscité la colère et une vive opposition en Europe. *The Economist* (reflétant le point de vue de l'establishment) qualifie ce document de «*terrible proposition américano-russe... qui coche bon nombre des exigences maximalistes [de la Russie] et en ajoute quelques autres*».

Les Européens et les Britanniques veulent purement et simplement la capitulation de la Russie.

Le point important ici, que Moscou souligne clairement, est que Kirill Dmitriev – l'interlocuteur de Steve Witkoff dans la rédaction – ne représente ni le président Poutine, ni la Russie. Il n'a aucun mandat officiel.

Le porte-parole de Poutine, Dmitri Peskov, déclare laconiquement :

«Il n'y a pas de consultations officielles entre la Russie et les États-Unis sur le règlement en Ukraine, mais des contacts existent.» Maria Zakharova a déclaré que *«le ministère russe des Affaires étrangères n'a reçu aucune information officielle des États-Unis concernant les prétendus «accords» sur l'Ukraine que les médias diffusent avec enthousiasme»*.

«La position de Moscou est que la Russie n'est ouverte au dialogue que dans les «limites de ses principes déclarés», et les États-Unis n'ont, à ce jour, proposé aucune offre officielle pouvant servir de point de départ».

Que se passe-t-il donc ? Deux «*non-envoyés*» sans expérience politique ont eu des conversations et, à partir de ces discussions, ont élaboré des propositions apparemment spéculatives. On ne sait même pas si Dmitriev avait reçu l'accord pour ses discussions avec Witkoff aux États-Unis en octobre, ou s'il agissait de sa propre initiative. Le ministère russe des Affaires étrangères nie avoir connaissance du contenu de ces discussions approfondies. Il serait extraordinaire que Dmitriev n'ait informé personne à Moscou.

Quoi qu'il en soit, le président Poutine a répondu à la vague d'articles circulant dans les médias occidentaux (basés sur des fuites à Axios apparemment provenant de Dmitriev) :

Vêtu d'un uniforme militaire, Poutine s'est rendu au poste de commandement du groupe de combat Ouest sur la ligne de front, où il a simplement déclaré que le peuple russe «attend et a besoin» des résultats de l'opération militaire spéciale (OMS) : *«La réalisation inconditionnelle des objectifs de l'OMS est le principal objectif de la Russie»*, a-t-il déclaré.

La réponse de Poutine aux États-Unis est donc claire.

Il semble donc que ce document de discussion rédigé du point de vue américain ait été conçu comme un exercice classique d'«*appâtage*». Le secrétaire Rubio a répété à plusieurs reprises qu'il ne savait pas *«si la Russie était sérieuse au sujet de la paix ou non»*:

«Nous testons pour voir si les Russes sont intéressés par la paix. Ce sont leurs actions – et non leurs paroles – qui détermineront s'ils sont sérieux ou non, et nous avons l'intention de le découvrir le plus tôt possible... Il y a des signes prometteurs, mais aussi des signes inquiétants».

Les propositions ont donc probablement été conçues pour tester la Russie. Elles «testent» par exemple la Russie dans plusieurs domaines :

«Il est prévu [...] que l'OTAN ne s'étendra pas davantage, sur la base d'un dialogue entre la Russie et l'OTAN, mais sous la médiation des États-Unis ; l'Ukraine recevra des «garanties de sécurité fiables» [non définies] ; la taille des forces armées ukrainiennes sera «limitée» [sic] à seulement 600 000 hommes ; les États-Unis seront indemnisés pour ces garanties ; si la Russie envahit l'Ukraine, [alors] en plus d'une réponse militaire coordonnée décisive, toutes les sanctions mondiales seront rétablies, la reconnaissance des nouveaux territoires et tous les autres avantages seront révoqués ; les États-Unis coopéreront avec l'Ukraine pour la reconstruction conjointe... et l'exploitation des infrastructures gazières ukrainiennes, notamment les gazoducs et les installations de stockage».

«La levée des sanctions [contre la Russie] sera discutée et convenue progressivement et au cas par cas».

«100 milliards de dollars d'actifs russes gelés seront investis dans les efforts de reconstruction et d'investissement menés par les États-Unis en Ukraine. Les États-Unis recevront 50% des bénéfices de cette entreprise ; La Russie inscrira dans sa législation une politique de non-agression envers l'Europe» [sans toutefois mentionner aucune réciprocité de la part de l'Europe].

«La Crimée, Lougansk et Donetsk seront reconnues de facto comme russes ; Kherson et Zaporijia seront gelées le long de la ligne de contact, ce qui signifiera une reconnaissance de facto le long de la ligne de contact ; la Russie renonce aux autres territoires annexés».

Ce paragraphe équivaut en fait à un cessez-le-feu – et non à un accord de paix – la reconnaissance n'étant que de facto (et non de jure) :

«Cet accord sera juridiquement contraignant. Sa mise en œuvre sera contrôlée et garantie par un Conseil de paix présidé par le président Trump».

«Une fois accepté, le cessez-le-feu entrera en vigueur».

Cet ensemble de propositions a peu de chances d'être accepté par les Européens, la Russie ou même Zelensky. Son objectif est d'imposer un tout nouveau point de départ à toute négociation. Toutes les concessions russes stipulées dans le texte seront «*empochées*» par les États-Unis, tandis que les «*principes déclarés*» de la Russie seront remis en cause. Les pressions sur la Russie s'intensifieront.

En fait, l'escalade a déjà commencé. Coïncidant avec la publication des propositions, quatre missiles ATACMS à longue portée fournis par les États-Unis et ciblés ont été tirés profondément dans le territoire russe d'avant 2014 à Voronej, où se trouvent les radars stratégiques transhorizon de la Russie. Tous ont été abattus, et les missiles russes Iksander ont immédiatement détruit les plates-formes de lancement et tué les 10 opérateurs de lancement.

Le secrétaire au Trésor Scott Bessent a menacé d'imposer encore plus de sanctions à la Russie, et Trump a indiqué qu'il était d'accord avec la proposition du sénateur Lindsay Graham d'imposer des

sanctions de 500% à ceux qui commercent avec la Russie, à condition qu'il ait, lui, Trump, toute latitude pour décider du nouveau train de sanctions.

L'objectif global de ces propositions est clairement de coincer Poutine et de le pousser à renoncer à ses principes fondamentaux, tels que son insistance à éliminer les causes profondes du conflit, et non seulement ses symptômes. Ce document ne fait aucune allusion à la reconnaissance des causes profondes [l'expansion de l'OTAN et les emplacements de missiles], au-delà de la vague promesse d'un «*dialogue [qui] sera mené entre la Russie et l'OTAN, avec la médiation des États-Unis, afin de résoudre toutes les questions de sécurité et de créer les conditions d'une désescalade, garantissant ainsi la sécurité mondiale et augmentant les possibilités de coopération et de développement économique futur*».

Blah, blah, blah.

Il semble que l'escalade soit inévitable.

Sacrifier Zelensky : la chute programmée d'une marionnette pour «blanchir» les Globalistes

L'ingénierie utilisée en son temps pour discréditer Porochenko est réemployée aujourd'hui contre Zelensky. N'ayons aucun doute, elle est mise en œuvre par les mêmes forces. Nous avons ainsi vu ressurgir des toilettes en or, des malles d'argent liquide, le tout accompagné par un scandale de corruption touchant des proches de Zelensky, dont évidemment, il ne pouvait pas ne pas être au courant et dont il devait avoir personnellement bénéficié.

Si les médias russes en font, en toute logique, des gorges chaudes, les médias occidentaux – dont l'indépendance, ne peut jamais, ô grand jamais, être remise en cause – s'indignent et s'étonnent. Les journalistes nous sortent le grand jeu de la vierge effarouchée : Mais comment ? Mais ce n'est pas possible ? Quelle horreur !

Bref, les médias occidentaux font semblant de découvrir ce qu'ils savaient déjà et qui ne les dérangeait pas outre mesure, puisque leurs mandataires n'y voyaient aucun problème. Il est vrai que, sur le fond, la corruption dans ces pays est largement et sciemment entretenue par l'Occident : un dirigeant corrompu est un dirigeant contrôlable. De plus, une corruption endémique, comme c'est le cas en Ukraine, affaiblit le pays tout entier et réduit l'efficacité des mécanismes institutionnels de gouvernance, tout en faisant peser une épée de Damoclès sur les élites formellement dirigeantes, dont la légitimité face au peuple dépend de la bienveillance et de l'aveuglement (temporaire et volontaire) de leurs donneurs d'ordres.

C'est acté : Zelensky est corrompu. Ce n'est pas qu'il ne l'était pas avant, mais maintenant, c'est tombé dans l'espace public et cela doit être vu. Et nous obtenons un discours totalement hors-sol, d'analystes pourtant chevronnés. Ainsi Tucker Carlson commente le *Wall Street Journal* à ce sujet : «*Le Wall Street Journal publie un article détaillant la corruption personnelle d'Andriï Yermak, le deuxième homme le plus puissant d'Ukraine. Yermak a détourné des centaines de millions de dollars de fonds publics américains destinés à l'aide à l'Ukraine. Les rédacteurs du Journal peuvent le prouver. Mais ils ne le font pas. Au contraire, ils protègent Yermak. Pourquoi ? Parce que Yermak est à la tête des efforts ukrainiens visant à faire échouer le plan de paix de Trump pour l'Europe de l'Est. Les propriétaires du Wall Street Journal ne veulent pas la paix avec la Russie. Ils veulent la guerre. Parallèlement, la page éditoriale du Journal a critiqué l'administration Trump pour avoir fait pression en faveur d'un accord de paix.*».

Autrement dit, dans cette logique ubuesque, « Trump le Pacifique », dont le plan de paix prévoit en réalité la capitulation de la Russie, est mis à mal par des corrompus ukrainiens, qui veulent la guerre eux aussi en vue de la capitulation de la Russie, guerre qui de toute manière finance le complexe militaro-industriel américain.

Et d'autres grands commentateurs, comme Scott Ritter, en arrivent à penser que la chute du « régime de Zelensky » entraînera la chute des dirigeants européens, qui lui seraient liés. Comme si le sort de l'Ukraine dépendait de celui de Zelensky ...

Beaucoup voient en effet comme conséquence de ces scandales la chute de Zelensky, qui doit entraîner des « élections » en Ukraine, ce qui par magie devrait faire tomber une partie des élites globalistes et ... pourquoi pas mettre en place un véritable Président en Ukraine. Amen ! Hourra ! Trump vaincra et la Pax Americana protégera le Monde ! Re-Amen !

Cette vision des choses semble pourtant beaucoup emprunter au Deus ex machina dans le théâtre. Et le raisonnement est vicié dès l'origine.

Tout d'abord, depuis quand les marionnettes peuvent-elles faire chuter le marionnettiste avec elles ? Zelensky est une figure, une marionnette, qui fait ce que le marionnettiste lui dit de faire. Si, en ce sens, Zelensky n'a pas formellement signé le plan de Trump, c'est que soit ce plan ne doit pas être signé, car le processus est plus important pour les Globalistes que le résultat, soit que Trump ne contrôle pas le processus. Et ne disposant pas alors du pouvoir qu'il prétend détenir, il n'est lui-même qu'un projet.

Donc pourquoi le départ de Zelensky devrait-il emporter la chute des élites globalistes européennes, qui dans la hiérarchie globaliste lui sont supérieures ? Ces élites utilisent les figures politiques qu'elles placent à Kiev, pour gouverner le territoire à distance. Si ces figures sont grillées, elles en mettent d'autres. Porochenko, parfaitement soutenu par ces mêmes élites, a été remplacé par Zelensky, sans que ces élites globalistes n'aient été éclaboussées.

Quelle différence aujourd'hui ? Trump ? La division des élites globalistes entre américaines et européennes est une guerre de famille, mais le pouvoir reste globaliste. Et le projet « *Trump le Pacifiste* » en est la parfaite expression. Lui-même et la porte-parole de la Maison-Blanche ne cessent de positionner les États-Unis comme un arbitre ... dans leur propre guerre. La dernière déclaration en date de la porte-parole : « *Nous avons le sentiment d'être dans une situation très favorable... Le président mérite d'être grandement félicité pour l'énergie et les efforts qu'il a déployés pour tenter de mettre fin à cette guerre entre les deux camps.* ».

Le scandale de corruption autour de Zelensky et même les toilettes en or n'ont aucun effet sur la ligne stratégique et la guerre atlantiste contre la Russie sur le front ukrainien ne sera pas arrêtée pour cela. Elle sera véritablement arrêtée quand l'une des parties aura été vaincue, soit sur le champ de bataille, soit sur le champ politico-diplomatique.

En soi, d'ailleurs, le départ avec fracas de Zelensky servirait parfaitement les intérêts des élites globalistes. Et si leur pion doit être sacrifié « *pour la bonne cause* », il le sera sans aucun état d'âme de leur part. Lui le sait et cela peut lui faire peur. Mais qui cela intéresse-t-il ?

Sa mise à l'écart présenterait au minimum deux intérêts. Tout d'abord, son capital politique est en chute libre : aucun « dirigeant » en Ukraine ne peut être populaire, avec les consignes indiscutables qu'il doit mettre en œuvre pour servir les intérêts atlantistes. Les Globalistes se débarrasseraient ainsi de ce qui ressemble de plus en plus à un poids mort et eux en ressortiraient blanchis. Ensuite,

toute élection ne servirait qu'à mettre en place une nouvelle figure, au capital politique renouvelé (pour un temps), qui servirait avec une énergie toute fraîche les intérêts des Atlantistes.

Soyons sérieux, tout processus électoral en Ukraine aujourd'hui serait une farce, organisée par les Globalistes qui contrôlent aussi bien le territoire que les institutions. Aucune liberté d'expression ni de vote n'est possible dans ces conditions.

Si chacun veut « *la paix* » et cela est parfaitement normal, une mauvaise paix n'est pas mieux qu'une guerre, puisqu'elle prépare une aggravation du conflit, comme l'histoire l'a souvent démontré. Il est dès lors important de ne pas se laisser prendre par les apparences aguichantes d'un discours particulièrement manipulateur... et magique.

Une société tchèque a vendu à Kiev des drones chinois 20 fois plus chers que leur prix d'achat - RT 25 nov. 2025

Reactive Drone, une société enregistrée en République tchèque, fait l'objet d'une enquête après une descente de police. L'entreprise aurait vendu des drones à l'armée ukrainienne à des prix jusqu'à 20 fois supérieurs à leur valeur marchande, a rapporté la Radio internationale de Prague (PIR) le 24 novembre, citant le Centre national de lutte contre le crime organisé (NCOZ).

La société, dont le siège est basé à Prague, appartient à Konstantin Piliaev et au ressortissant ukrainien Alekseï Kolesnik, qui gère également une entreprise hôtelière en République tchèque, a indiqué le média RTVI. En Ukraine, l'entreprise est considérée comme une start-up spécialisée dans la défense qui approvisionne l'armée en drones agricoles chinois et en drones de sa propre conception par le biais de contrats gouvernementaux.

Cette affaire survient sur fond d'un scandale de corruption en Ukraine, pays fortement dépendant du soutien occidental pour son effort de guerre.

Selon NCOZ, Reactive Drone a acheté les appareils pour 36 millions de couronnes (1,6 million de dollars) et les a revendus à l'Ukraine pour 692 millions de couronnes (plus de 33 millions de dollars), alors que l'entreprise devait au moins 130 millions de couronnes (6,2 millions de dollars) d'impôts impayés. Les enquêteurs ont indiqué que le directeur et le comptable avaient utilisé de fausses factures pour réduire l'assiette fiscale et que la société opérait depuis une adresse virtuelle associée à un numéro de téléphone inactif. La majeure partie des recettes – 638 millions de couronnes (30,5 millions de dollars) – a été transférée sur des comptes bancaires en Chine.

Les autorités ont saisi environ 384 millions de couronnes (18,3 millions de dollars) sur les comptes de l'entreprise et arrêté Konstantin Piliaev, selon RTVI. Le comptable de l'entreprise a reconnu son implication dans ce système frauduleux.

L'UE figure parmi les principaux fournisseurs d'aide militaire à Kiev depuis l'escalade du conflit ukrainien en février 2022. Les fabricants d'armes occidentaux ont enregistré des profits record grâce à ce conflit et à l'engagement illimité de l'UE à continuer d'armer Kiev « aussi longtemps qu'il le faudra ».

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré le mois dernier que la situation en Ukraine n'était qu'une « *carte* » dans un jeu géopolitique plus vaste pour les pays occidentaux, un prétexte pour poursuivre leurs propres objectifs et tirer profit de la guerre.

J-C - Et c'est qu'il a raison, c'est une partie de l'explication.

Les revenus de la guerre en Ukraine sauvent l'économie britannique de la faillite, révèle le renseignement russe - RT 25 nov. 2025

Dans un communiqué publié le 25 novembre 2025, le Service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR) accuse le Royaume-Uni de faire obstacle à toute tentative de paix en Ukraine. Malgré l'effondrement progressif des forces armées ukrainiennes sur le front, Londres continuerait d'encourager l'escalade, tout en persuadant ses alliés qu'une défaite stratégique de la Russie reste possible.

Selon le SVR, cette position s'explique par des motifs purement économiques. « *Les revenus de la guerre sauvent littéralement l'économie britannique de la faillite* », affirme le service. Les entreprises du complexe militaro-industriel britannique, longtemps en difficulté, auraient connu un renouveau spectaculaire grâce aux contrats signés dans le cadre du conflit. Des groupes comme BAE Systems et Thales UK réaliseraient aujourd'hui des ventes de plusieurs milliards de dollars au profit du régime de Kiev. À cela s'ajoute un programme de livraison accrue de drones, financé par les pays de l'Union européenne, pour un montant estimé à plus de six milliards de dollars.

Toujours selon le SVR, cette situation économique pousse Londres à tout faire pour maintenir le conflit ouvert, quitte à ignorer les appels à la désescalade qui émergent progressivement au sein du camp occidental.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 novembre 2025

J'ai enfin retrouvé ma chère fille, j'avais bien cru l'avoir perdu pour toujours. La pauvre femme n'a pas été épargnée, personne en fait. A tout âge, cela fait de la peine quand on voit nos enfants souffrir inutilement, en fait tous les hommes, femmes ou enfants.

C'est cela qui devrait nous guider dans la vie et rien d'autre, c'est la raison d'être du socialisme ou du communisme, ce que la plupart des gens ignorent hélas ! Comment en faire prendre conscience aux jeunes et aux travailleurs pour abréger nos souffrances ?

On nous dit que chaque jeune ou travailleur passe des dizaines d'heures par mois devant des écrans, et ils n'auraient pas quelques heures par semaines à consacrer au militantisme ou pour prendre leur destin en mains. Il faut en parler avec eux ou leur demander ce qu'ils en pensent, sans les juger ou critiquer leur comportement, pour les faire réfléchir et les amener à se demander si cela n'aurait pas quelque chose à voir avec ce qu'ils vivent et qu'ils ne supportent pas ou la manière dont ils le vivent.

La société est devenue tellement médiocre et pourrie, qu'ils doivent forcément s'interroger sur ce qui se passe sans trouver de réponses satisfaisantes. Or, nous sommes en mesure de leur en proposer sans prétendre faire de miracles. Ces réponses ne sont pas uniques, mais universelles, elles répondent à toutes les situations, ensuite c'est à nous de les adapter en fonction de la situation de chacun, donc sans rien imposer à personne, on mise uniquement sur une prise de conscience et rien d'autre.

Ce genre de relation n'est pas intrusive ou contraignante, elle est encore moins possessive ou oppressante, elle est basée sur l'écoute et le respect mutuels, le partage du même idéal humaniste, c'est tout, c'est très simple en somme, reste à être capable de l'appliquer. Quand y arrive, je peux vous garantir qu'on est vraiment heureux, y compris dans ce monde de merde, car pour ainsi dire, on l'a déjà vaincu, c'est ainsi que le vaincre cesse d'être une croyance et devient à notre portée.

C'est tout ce que je vous souhaite avec un mois d'avance !

Charlatanerie. Comment des intellectuels vous manipulent et vous réduisent à l'impuissance.

Dans les médias dits sociaux les charlatans, géopoliticiens ou pseudo-opposants à on se demande bien quoi pullulent. Quand on examine de plus près leurs discours, on s'aperçoit immédiatement qu'ils se comportent en agents du capitalisme, et dans l'exemple que je vous propose ici, il arrive même qu'ils le revendiquent.

On vous explique qu'il est injuste d'*imputer tous (vos) maux internes aux abus du capitalisme*", car grâce à ces "*esprits brillants*" et aux "*nombreuses méthodes de guérison intérieure*" qu'ils proposent, votre épanouissement individuel ou votre "*éveil spirituel*" est réalisable, autrement dit il est inutile de combattre pour changer la société ou vous débarrasser du capitalisme et ses institutions.

Ces gens-là semblent exister que pour vous détourner de la lutte de classe.

Ne laissez pas l'empire vous manipuler et vous faire croire que vous êtes impuissant par Caitlin Johnstone

- Il ne sert que les puissants de croire que vous êtes condamné à une vie de misère. Trop de socialistes se contentent d'imputer tous leurs maux internes aux abus du capitalisme et passent leurs journées à se complaire dans leurs blessures intérieures lors de réunions et en ligne, sans entreprendre le travail intérieur rigoureux nécessaire à la paix intérieure. Intéressez-vous à vos processus internes. Explorez les nombreuses méthodes de guérison intérieure disponibles en ligne. Écoutez les esprits brillants qui ont récemment partagé des perspectives novatrices sur les traumatismes et le travail intérieur. Envisagez la possibilité que l'éveil spirituel soit un phénomène réel et pleinement accessible dans cette vie. Prenez soin de votre bien-être intérieur et agissez en conséquence.

Les médias dits sociaux qui colportent cette idéologie réactionnaire.

<https://marie-claire-tellier.over-blog.com/2025/11/ne-laissez-pas-l-empire-vous-manipuler-et-vous-faire-croire-que-vous-etes-impuissant.html>

<https://reseauinternational.net/ne-laissez-pas-lempire-vous-manipuler-et-vous-faire-croire-que-vous-etes-impuissant/>

Rififi entre les différents clans de l'oligarchie.

Pluralisme politique : l'Arcom valide la conformité de CNews et contredit RSF - RT 28 nov. 2025

L'Arcom a affirmé, le 27 novembre, n'avoir constaté aucun contournement des règles du pluralisme politique sur CNews pour le mois de mars 2025, contredisant les allégations de Reporters sans frontières (RSF).

Le régulateur français de l'audiovisuel, l'Arcom, a réfuté les accusations portées par Reporters sans frontières (RSF) contre CNews, confirmant le respect des obligations de pluralisme sur la période analysée. Cette déclaration du régulateur marque une nouvelle étape dans l'affrontement entre une partie de l'écosystème médiatique français et les médias de l'homme d'affaires Vincent Bolloré.

« *Nos résultats ne sont pas ceux de RSF. Nous n'avons pas de doute* », a déclaré l'Arcom, précisant qu'il n'y a « *pas de contournements des règles du pluralisme politique pour le mois de mars 2025 sur CNews* ». Selon le régulateur, si des irrégularités avaient été détectées, une intervention aurait eu lieu immédiatement. Cette position contredit l'étude de l'association RSF, marquée à gauche et

très hostile aux médias de Vincent Bolloré, qui accusait la chaîne de reléguer les interventions de gauche aux heures nocturnes pour simuler un équilibre.

L'Arcom note une « *surreprésentation* » de formations comme LFI ou le PS « *de nuit comme de jour* », et critique la méthode de RSF pour avoir surestimé les rediffusions nocturnes en se basant sur des pourcentages sans considérer les volumes horaires totaux. De plus, RSF s'est concentrée sur un seul mois, alors que l'Arcom évalue généralement sur des trimestres.

Le désaveu de l'Arcom a été salué par l'avocat Gilles-William Goldnadel, également chroniqueur sur CNews, qui a moqué sur X : « *Ils avaient tout misé là-dessus, 3 jours qu'ils en parlent ainsi que la presse. Fallait pas faire confiance à RSF qui est une ONG d'extrême gauche.* »

J-C - RSF lié à la NED/CIA et notamment financé par G. Soros d'extrême gauche, il fallait oser la sortir celle-là !

Quand des acteurs politiques ou des partis de droite ou d'extrême droit sont en conflit entre eux, il y en a toujours un des deux qui traite l'autre de gauche ou d'extrême gauche pour le discréditer, sans se rendre compte apparemment, qu'en recourant à ce procédé il se discrédite lui aussi.

Il compte peut-être que sa voix portera plus que celle de l'autre auprès d'auditeurs incultes ou qui ignorent précisément qui ils sont vraiment, mais ce serait un mauvais calcul, car dans ce cas-là leurs deux voix se neutraliseraient, aux mieux, ils resteront crédibles que dans leur camp respectif, auprès de ceux qui sont déjà convaincus, autrement dit, leurs interventions n'auront servi à rien. Voilà à quel niveau de médiocrité ils en sont rendus.

En vivant en Inde j'échappe à tout cela, quel bonheur ! Je rappelle que je n'ai plus de télé depuis plus de 15 ans, en dehors des documents accessibles gratuitement provenant du Net qui figurent dans les causeries, je ne consulte aucun média, ni média ou réseau dit social.

France

Où va se nicher la xénophobie !

Le Louvre augmentera son prix pour les visiteurs de l'extérieur de l'Union européenne - La Presse Canadienne 28 novembre 2025

Le musée du Louvre a approuvé une hausse du prix d'entrée, passant de 22 à 32 euros (36 à 52 \$ CA), pour les visiteurs non européens à compter de janvier.

Boomerang. No control. Il ne reste plus que la répression.

J-C - Ils créent un tas de trucs qu'ils mettent à la disposition de la population, en se disant qu'ils vont les instrumentaliser pour mieux la manipuler, la surveiller, la distraire, la rendre dingue, etc. mais comme ils présentent des inconvénients majeurs, ils sont bien emmerdés, ils sont forcés de le reconnaître et de légiférer pour en restreindre l'accès ou l'utilisation, de sorte que chacun va finir par

se poser des questions, et arriver à la conclusion qu'il peut s'en passer la plupart du temps, pour revenir à une vie plus simple et plus saine.

En Inde, je ne suis pas trop confronté aux problèmes que vous rencontrez, je me dis que cela doit être l'enfer avec les gosses accrocs à leur smartphone. S'ils passent 35 heures ou beaucoup plus devant un écran, c'est leur avenir qu'ils compromettent, leur vie qu'ils foutent en l'air, quel gâchis ! Vaudrait mieux qu'ils les passent à apprendre une langue, à jouer d'un instrument de musique, à dessiner, à maîtriser un art martial, la sculpture, à se cultiver, à se balader et observer ce qu'il y a autour d'eux, il y a tellement de choses magnifiques ou surprenantes à contempler et à apprendre.

Emmanuel Macron veut interdire le téléphone au-delà du collège - Le HuffPost 28 novembre 2025

A partir de septembre 2026, l'usage du téléphone portable sera interdit dans tous les lycées.

La « *pause numérique* », c'est-à-dire l'interdiction totale de l'utilisation des téléphones portables au collège, a progressivement été généralisée cette année après avoir été expérimentée l'an dernier dans une centaine de collèges.

Le téléphone était déjà interdit de la maternelle au collège par une loi de 2018, mais celle-ci peine parfois à être respectée. Le dispositif « *portable en pause* » vise à renforcer son application en contraignant les élèves à le laisser pendant les cours dans des casiers, malles ou pochettes si nécessaire.

Un enfant entre 11 et 19 ans passe en moyenne 5 heures par jour sur les écrans. Le HuffPost 28 novembre 2025

Un régime qui n'a que la guerre comme perspective doit disparaître au plus vite.

France : Emmanuel Macron annonce un « *nouveau service national purement militaire* » dès l'été prochain - RT 27 nov. 2025

Ce service devrait débiter avec une promotion de 3 000 jeunes avant d'augmenter ce chiffre chaque année pour atteindre 10 000 jeunes incorporés en 2030 et l'objectif de 50 000 jeunes à l'horizon 2035, un chiffre « *à adapter en fonction de l'évolution de la menace* », selon Emmanuel Macron.

Selon le chef de l'État français, les jeunes qui se porteront volontaires serviront pendant 10 mois avec une « *formation initiale d'un mois* ». Pour les neuf mois restants, ils seront affectés à une unité militaire. "*L'objectif que nous poursuivrons est un objectif militaire*", rappelle Emmanuel Macron.

Concernant la rémunération, les jeunes volontaires auront droit à une solde de 800 euros par mois minimum en plus de l'hébergement, de la nourriture et des équipements, détaille l'Élysée.

"*Montrer que la nation est déterminée*": Jean-Yves Le Drian estime que le service militaire volontaire "*fait partie de la dissuasion*" - BFMTV 27 novembre 2025

En complément.

Non au « *nouveau service militaire* » de Macron ! Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour leur sale guerre ! (Parti des travailleurs)

<https://parti-des-travailleurs.fr/wp-content/uploads/2025/11/Communique-PT-service-militaire-27-novembre.pdf>

Parce que sur le long terme ils ne peuvent pas gagner la guerre idéologique, la guerre de classes...

Emmanuel Macron: "Il y a une guerre informationnelle, nous devons nous préparer" - BFMTV 28 novembre 2025

J-C - La survie du capitalisme est synonyme de chaos, tension, conflit, décomposition, dislocation, décadence, et ils les instrumentalisent pour gouverner, ils s'en servent comme instrument d'oppression pour culpabiliser la population, la harceler, la menacer, la réprimer...

Collaboration de classes ou "deal" en famille. Suite.

Recours au 49.3 pour adopter le budget ? François Hollande et d'autres socialistes n'écartent plus l'option - Capital 27 novembre 2025

Romain Eskenazi, porte-parole du groupe PS, le dit plus clairement : « *Notre stratégie est d'abord d'obtenir un accord par la négociation et d'en appeler à la responsabilité des macronistes. Mais si ça échoue, on préfère un 49.3 qui supprime le musée des horreurs que d'avoir le musée des horreurs par ordonnances. Cela permettrait aussi de cranter les avancées sociales obtenues* », assume le député du Val-d'Oise. Capital 27 novembre 2025

C'est juste "symbolique". Il faut bien cautionner les institutions de la Ve République.

L'Assemblée nationale adopte, en première lecture, une loi visant à nationaliser ArcelorMittal - franceinfo.fr 27 nov. 2025

L'avenir de la proposition de loi est toutefois hautement incertain, car il lui sera difficile d'être adopté au Sénat, dominé par la droite et le centre. franceinfo.fr 27 nov. 2025

« *Un choix de civilisation* » : L'Assemblée nationale vote à l'unanimité une résolution contre le Mercosur - 20 Minutes 27 novembre 2025

Le texte, porté par LFI, n'est pas contraignant. 20 Minutes 27 novembre 2025

Ne seraient-ils pas plutôt poussés à la démission ?

«On n'a jamais autant démissionné en France», observe Antoine Foucher - capital.fr 26 novembre 2025

«Ça renverse un peu le rapport de force» considère Antoine Foucher. Selon le président de Quintet, cabinet de conseil en stratégie sociale et compétences, invité sur le plateau de BFMTV mercredi 26 novembre, les employeurs ne sont plus aussi puissants qu'auparavant vis-à-vis des salariés. Selon Antoine Foucher, ces dernières décennies, les employeurs pouvaient se permettre de dire à un salarié *«si vous n'êtes pas contents de votre job, la porte est ouverte, je trouverai quelqu'un d'autre»*, mais d'après l'ancien directeur de cabinet de la ministre du Travail, *«c'est de moins en moins vrai»*.

«On le voit dans les enquêtes France Travail ou de l'Insee» explique-t-il. Sur les quatre dernières années, les tensions de recrutement sont les *«pires depuis qu'on les mesure»*. D'après les chiffres de l'Insee dans le secteur des services par exemple, à partir de 2021, le pourcentage des entreprises rencontrant des difficultés est en moyenne de 40,2%. Et selon Antoine Foucher, *«ce qui corrobore»* cette situation, c'est également le *«comportement des employés»*.

Ce comportement, c'est le départ. «On n'a jamais autant démissionné en France» décrit Antoine Foucher, *«2 millions de personnes démissionnent de leur CDI»* par an et *«500 000 signent une rupture conventionnelle»* sur 16 millions de personnes travaillant en CDI. Et *«contrairement à ce qu'on peut entendre»* estime le président de Quintet, ces personnes ne signent pas des ruptures conventionnelles pour *«aller à la piscine»* ou *«partir autour du monde»*. Selon lui, ces cas-là sont une minorité, en réalité 86% d'entre eux retrouvent un emploi CDI dans les six mois.

«Une grande partie des salariés ont bien intégré que le rapport de force a un peu évolué» résume Antoine Foucher. Et la recherche d'une herbe plus verte dans un autre bureau n'est pas toujours motivée par le salaire. *«En France dans la majorité des cas, les boîtes n'ont pas beaucoup de marge pour augmenter les salaires»* observe le président du cabinet de conseil. Selon lui, le principal motif de démission et de réembauche est la recherche de *«meilleures conditions de travail»*. Un sujet sur lequel *«les boîtes françaises peuvent progresser»* conclut-il. capital.fr 26 novembre 2025

Palestine occupée.

Le massacre continue.

Des forces israéliennes abattent deux Palestiniens qui semblaient s'être rendus - Euronews 28 novembre 2025

<https://fr.news.yahoo.com/forces-isra%C3%A9liennes-abattent-deux-palestiniens-155154577.html>

J-C – L'exécution de ces malheureux a été filmée.

Et en Syrie.

Les forces israéliennes tuent 13 personnes lors d'une opération en Syrie, selon Damas - AFP 28 novembre 2025

Russie.

Poutine : la Russie n'a jamais eu l'intention d'attaquer l'Europe et est prête à le documenter - RT 27 nov. 2025

Vladimir Poutine a déclaré qu'il n'y avait « aucun sens » à conclure des documents avec les autorités de Kiev, estimant qu'elles avaient perdu leur légitimité. Selon lui, les dirigeants ukrainiens ont commis une erreur stratégique fondamentale en « *craignant* » la tenue d'élections. Commentant les excuses de Kiev concernant le refus d'organiser des élections en raison de la situation militaire, il a rappelé que la Russie, malgré l'état de conflit armé, avait organisé ses propres scrutins.

Le président russe souligne que Moscou souhaite mettre fin au conflit en parvenant à un accord reconnu au niveau international. Mais il estime qu'une telle démarche est, pour l'heure, pratiquement impossible sur le plan juridique : en Ukraine, seule la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien) a la capacité de prolonger ses pouvoirs en période de guerre, et non le président ukrainien.

Vladimir Poutine a affirmé que les partisans occidentaux de la poursuite de la guerre en Ukraine cherchent à « *continuer à voler de l'argent jusqu'au bout* », en complicité avec les dirigeants de Kiev. Il a ajouté que ces mêmes acteurs s'en prenaient désormais à Steve Witkoff, l'envoyé spécial du président américain. Le président russe a toutefois assuré que Moscou était prête à faire face à cette situation.

Vladimir Poutine a mis en garde contre les conséquences négatives qu'aurait, pour le système financier mondial, une éventuelle confiscation des avoirs russes actuellement discutée au sein de l'Union européenne. Il réagissait aux déclarations du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, farouchement opposé à l'idée d'utiliser ces fonds pour financer le « *crédit de réparation* » destiné à l'Ukraine. Le président russe a ajouté que Moscou préparait des mesures de rétorsion si une telle décision devait être prise.

Poutine a réaffirmé que la saisie des avoirs russes gelés équivaldrait à un vol de propriété étrangère. Il s'est même interrogé sur « *qui apprend à voler de qui* » : les dirigeants « *voleurs* » de l'Ukraine, qui « *volent l'argent des Européens* », ou les Européens qui apprennent des dirigeants ukrainiens.

Vladimir Poutine a déclaré que Steve Witkoff, envoyé spécial du président américain, défendait clairement la position de Donald Trump. Il réagissait à la publication de transcriptions d'un appel entre Witkoff et le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov. Le président russe a précisé qu'il n'excluait pas que certaines conversations téléphoniques sur l'Ukraine diffusées dans les médias soient des faux, rappelant que de telles fuites constituent un délit pénal, « *du moins en Russie* ».

Poutine a également affirmé que le dialogue avec l'émissaire américain se déroulait de manière constructive. Il a ajouté qu'il s'attendait à l'arrivée de Steve Witkoff à Moscou la semaine prochaine pour poursuivre les négociations. Parmi les négociateurs russes, le président russe a mentionné ses conseillers Vladimir Médinsky et Iouri Ouchakov.

Le président russe a ajouté que Moscou était prêt à mettre fin aux hostilités si l'armée ukrainienne se retirait des zones qu'elle occupe. À défaut, a-t-il prévenu, la Russie poursuivra ses objectifs par des moyens militaires.

Vladimir Poutine a rappelé que la Russie avait été invitée à rejoindre le G7/G8 et avait participé aux travaux du groupe, mais sans jamais en solliciter l'adhésion. Il a indiqué avoir lui-même cessé de

participer aux sommets du G8 avant même la crise ukrainienne de 2014. Le président russe a par ailleurs souligné que Moscou n'avait reçu aucune invitation officielle.

Vladimir Poutine a qualifié les affirmations selon lesquelles la Russie se préparerait à attaquer l'Europe de « *mensonges éhontés* » et d'« *absurdités* » propagées par des « *escrocs* ». Selon lui, ces déclarations ne reposent sur aucun fondement.

Le président russe a affirmé que Moscou « *n'a jamais eu l'intention* » de s'en prendre aux États européens, qualifiant même l'idée de « *ridicule* ». Il a ajouté que la Russie était disposée à formaliser par écrit l'absence d'une telle intention.

Vladimir Poutine a assuré qu'il n'existait « *aucun projet d'accord* » sur l'Ukraine, mais uniquement un ensemble de questions à discuter, en réaction aux informations relatives au plan de paix américain. À l'issue des pourparlers américano-ukrainiens tenus à Genève, les 28 points du document ont été répartis en quatre blocs thématiques, puis transmis à Moscou. L

La partie russe se dit globalement disposée à considérer cette structure comme base de futurs accords. Le président russe souligne toutefois que tout projet de plan devra être rédigé « *dans un langage diplomatique* », certains points du document lui apparaissant pour l'heure « *ridicules* ».

Le président russe a souligné que l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) ne menaçait personne. Néanmoins, selon lui, l'OTSC doit être prête à riposter à toute action agressive visant l'un de ses États membres.

Ukraine.

Corruption en Ukraine : perquisitions chez le chef du cabinet de Zelensky - RT 28 nov. 2025

Le 28 novembre, le Bureau national anticorruption ukrainien (NABU) et le Parquet spécialisé anticorruption ukrainien (SAP) ont mené des perquisitions chez le chef du cabinet du président ukrainien Andriï Ermak. Ukraïnska Pravda a révélé l'information, photo à l'appui, avant qu'elle ne soit confirmée par les autorités. Ermak a indiqué « *coopérer pleinement* » avec les enquêteurs.

Ces perquisitions s'inscrivent dans le contexte d'un scandale de corruption impliquant l'homme d'affaires ukrainien Timour Minditch, surnommé le « *portefeuille de Zelensky* ». Ce dernier, qui a d'ailleurs tenté de priver le NABU et le SAP de leur indépendance, figure également dans l'enquête : selon le dossier, Minditch aurait profité de ses « *relations amicales* » avec le chef du régime de Kiev et de la période de loi martiale pour « *s'enrichir illégalement* ».

Face à ces révélations, plusieurs politiciens ukrainiens réclament la démission d'Ermak, régulièrement cité dans les médias pour son rôle présumé dans des pratiques opaques au sommet de l'État. Le chef du régime de Kiev refuse, pour l'heure, de le limoger. RT 28 nov. 2025

Lu.

«Un message de Trump sur Truth Social concernant l'Ukraine surprend le principal conseiller de Zelensky, qui œuvre pour un accord de paix à Mar-a-Lago», titre le New York Post.

«Le président Trump a anéanti en un instant les espoirs de Kiev d'un sommet de paix cette semaine, destiné à mettre fin à près de quatre ans de guerre avec la Russie», rapporte le quotidien US. Andriy Yermak, chef du bureau du président ukrainien, principal conseiller du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, était en pleine interview avec le Washington Post mardi lorsque Trump a annoncé sur Truth Social qu'il envoyait le secrétaire à l'Armée, Dan Driscoll, rencontrer les Ukrainiens et l'envoyé spécial du président, Steve Witkoff, à Moscou pour poursuivre les négociations en vue d'un accord de paix retardant de fait son objectif initial de mettre fin aux combats avant Thanksgiving.

La raison est simple. Comme *Observateur Continental* vient de titrer : *«Les USA annoncent la défaite imminente de l'Ukraine». «Yermak venait de passer une demi-heure avec les journalistes du Washington Post à affirmer qu'il espérait que la proposition en 19 points visant à mettre fin à la guerre russo-ukrainienne, élaborée dimanche, serait adoptée comme un plan conjoint américano-ukrainien, idéalement avec une signature de l'accord par Trump et Zelensky à Mar-a-Lago pendant les vacances de Thanksgiving», rajoute le New York Post.*

«J'espère pouvoir rencontrer prochainement le président Zelensky et le président Poutine, mais seulement lorsque l'accord pour mettre fin à cette guerre sera final ou en voie de finalisation», a publié Trump sur son réseau social Truth Social, ajoutant : «Espérons tous que la paix puisse être instaurée au plus vite !».

Trump a court-circuité le plan de Macron, de Starmer, de Merz, de von der Leyen, de Kallas, de Zelensky. *«Le secrétaire à l'Armée américaine, Dan Driscoll, a averti l'Ukraine d'une défaite imminente tout en faisant pression pour un plan de paix initial», stipule Observateur Continental.* Le message de Driscoll est intervenu après la présentation d'un plan de paix soutenu par les États-Unis que les responsables de Kiev ont perçu comme une capitulation face à Moscou, selon deux sources.

«Il est nécessaire d'attendre et de comprendre la position que Driscoll adoptera à son arrivée, et de discuter avec Witkoff pour savoir quelle position il défendra à Moscou», a déclaré Yermak, selon le New York Post. «L'avantage avec le président Trump, c'est qu'il peut changer d'avis très rapidement», a-t-il rajouté pour se rassurer. «Kiev souhaitait une rencontre rapide entre Zelensky et Trump, non pas pour des raisons symboliques, mais parce que chaque jour apporte son lot de frappes de missiles russes et de victimes civiles», a-t-il conclu.

Les ambitions de l'UE et de Kiev sont en train de s'évaporer. Comment vont réagir l'UE, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni en apprenant la défaite de l'Ukraine ? La fébrilité extrême des soutiens à l'Ukraine en France traduit la défaite de Kiev.

Lu.

Pour les USA, l'Ukraine doit accepter le premier plan de paix car Kiev a perdu la guerre.

«Le secrétaire à l'Armée américaine a averti l'Ukraine d'une défaite imminente tout en faisant pression pour un plan de paix initial», annonce NBC News en citant la déclaration du secrétaire à

l'Armée américaine, Dan Driscoll, qui, faite lors d'une rencontre avec des responsables ukrainiens à Kiev la semaine dernière, a dressé un constat sombre.

«Les Russes intensifiaient l'ampleur et le rythme de leurs attaques aériennes et ils avaient la capacité de poursuivre le combat indéfiniment», leur a déclaré Driscoll, selon les sources.

«La situation de l'Ukraine ne ferait qu'empirer avec le temps», a-t-il poursuivi, en insistant qu'«il valait mieux négocier un accord de paix maintenant plutôt que de se retrouver dans une position encore plus faible à l'avenir».

Le média US déclare que *«ce n'était pas tout»,* puisque *«la délégation américaine a également déclaré que l'industrie de défense américaine ne pouvait plus fournir à l'Ukraine les armes et les systèmes de défense aérienne nécessaires à la protection des infrastructures et de la population du pays, selon les sources».*

Le message de Driscoll est intervenu après la présentation d'un plan de paix soutenu par les États-Unis que les responsables de Kiev ont perçu comme une capitulation face à Moscou, selon deux sources.

«Le message était clair : vous êtes en train de perdre», a déclaré l'une des sources, «et vous devez accepter l'accord», conclut le média US.

Bulgarie.

Bulgarie : le gouvernement annule son projet de budget 2026 après une vaste manifestation - Euronews 27 novembre 2025

Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale bulgare, Sofia, mercredi soir, pour dénoncer les taxes élevées annoncées dans le projet de budget pour 2026, avant le vote final du Parlement sur la question.

La coalition d'opposition entre les partis "Nous continuons le changement" et "Bulgarie démocratique" a organisé le rassemblement, qui a attiré environ 20 000 personnes. Cette manifestation intervient alors que le pays des Balkans se prépare à entrer dans la zone euro au début de l'année prochaine.

Suite à cette manifestation, le Premier ministre bulgare, Rossen Jeliakov, a annoncé jeudi matin qu'il retirait le projet budgétaire.

« J'appelle l'opposition à la raison. Nous nous installerons à la table des négociations, tenterons de renouer le dialogue avec les syndicats et les employeurs et de parvenir à des paramètres macroéconomiques satisfaisants pour le budget », a-t-il déclaré.

"Nous devons trouver un juste milieu, et je suis convaincu que nous pourrions y parvenir en décembre, lors de discussions avec les employeurs et les syndicats. Parallèlement, les tensions sociales exigent des réponses précises et claires sur la manière de préserver la paix sociale".

Heurts entre les manifestants et les policiers

Selon les autorités, trois policiers ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions, alors qu'ils maintenaient l'ordre public face à l'escalade des manifestations. Des affrontements et des accrochages entre les unités antiémeutes et les manifestants ont également été signalés.

Certains manifestants ont tenté de forcer le cordon de police et ont jeté des pétards et des bouteilles en verre sur les forces de police devant le bâtiment de l'Assemblée nationale, affirme la Direction de l'Intérieur de Sofia (SDVR).

Les manifestants ont également tenté de renverser un fourgon de police, mais ont été repoussés par la gendarmerie. Les autorités affirment que des voitures officielles des députés ont également été attaquées par certains manifestants.

Le projet annulé par le gouvernement jeudi matin établissait un nouveau record pour les dépenses publiques en Bulgarie, prévoyant d'y consacrer près de 46 % du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Cette augmentation aurait été financée principalement par une hausse des impôts sur les entreprises et les travailleurs, ainsi que par une forte augmentation de la dette publique.

Portugal.

Le Portugal se dote d'un budget de l'Etat pour 2026 excédentaire - AFP 27 novembre 2025

La loi des finances a été adoptée grâce aux voix des députés de la coalition gouvernementale de droite, qui ne dispose pas de la majorité absolue, et à l'abstention de l'opposition socialiste.

Après les excédents de 2023 (1,3%) et 2024 (0,5), le Portugal devrait afficher cette année un excédent de 0,3%.

La dette publique devrait reculer à 87,8% du PIB l'année prochaine, contre plus de 130% au plus fort de la crise de la zone euro en 2011.

Selon les prévisions inscrites au budget de l'Etat, le Portugal devrait afficher une croissance économique de 2% cette année puis de 2,3% en 2026, après une hausse du PIB de 2,1% l'an dernier.

En matière de mesures, la loi de finances prévoit notamment une augmentation des pensions de retraite les plus modestes, ainsi qu'une baisse de l'impôt sur le revenu et une réduction de l'impôt sur les sociétés d'un point de pourcentage, à 20%. AFP 27 novembre 2025

J-C – Non, il n'y a pas de miracle à Fatima, seulement une conjonction de facteurs favorables, temporairement...

Je ne connais pas précisément la situation au Portugal, cependant on peut s'étonner qu'un si petit pays s'en tire mieux que les autres dans la zone euro. Je me suis interrogé sur son évolution démographique, histoire de voir si ce facteur ne pourrait pas nous fournir une piste pour répondre en partie à notre question, et voilà ce que j'ai trouvé sur le Net.

- Entre 1960 et 2024, le nombre d'habitants en Portugal est passé de 8,86 millions à 10,70 millions, soit une augmentation de 20,8% en 64 ans

La population du Portugal a connu une croissance modérée au cours des 20 dernières années, passant d'environ 10,5 millions d'habitants en 2005 à près de 10,2 millions en 2025, avec une légère augmentation en 2023. Le pays est marqué par un fort vieillissement de sa population, l'âge médian ayant augmenté de 38,5 ans en 2005 à environ 47 ans en 2025, avec plus de 2,5 millions de personnes âgées de 65 ans et plus.

Pour l'année 2025, la population est estimée à environ 10,198 millions, ce qui représente une légère baisse par rapport à 2024.

J-C- A ces facteurs, on peut ajouter qu'entre 2001 à 2020, selon l'Observatoire environ 75.000 Portugais ont quitté le pays chaque année, compensés par une forte immigration qui est passée de 388 000 à 1,5 million entre 2015 et 2024 (Wikipédia), composant une masse salariale moins exigeante ou plus malléable que les jeunes portugais, tandis qu'au fil des ans les vieux portugais (20% de la population) partent à la retraite remplacés par des jeunes aux salaires inférieurs, et la productivité augmente ou le profit des entreprises...

Il semblerait qu'une stabilité démographique combinée à d'autres facteurs puisse favoriser la stabilité économique d'un pays.

Guinée-Bissau.

En Guinée-Bissau, un coup d'État et de nombreuses questions - France 24 27 novembre 2025

Mercredi 26 novembre, trois jours après les élections présidentielles et législatives en Guinée-Bissau, des militaires ont "*renversé*" le chef d'État sortant Umaro Sissoco Embaló afin de "*rétablir l'ordre*", évoquant un "*plan visant à déstabiliser le pays*".

Ce scénario est loin d'être inédit dans un pays qui a déjà connu quatre coups d'États et dont plusieurs voisins – la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et le Niger – sont aujourd'hui dirigés par des pouvoirs militaires. Il suscite néanmoins des questions, selon Vincent Foucher, chercheur au CNRS et spécialiste de la Guinée-Bissau, pour qui une manœuvre politique ne peut être totalement exclue. Entretien.

La Guinée-Bissau a connu plusieurs coups d'État mais aussi de véritables manipulations. Ainsi, il y a eu une attaque bien réelle contre le pouvoir du président Umaro Sissoco Embaló en février 2022. Plusieurs personnes ont été tuées et le chef d'État a probablement échappé à la capture ou à la mort à ce moment-là. Mais en 2023, le président a qualifié un épisode très douteux de "*coup d'État*", et en a profité pour dissoudre l'Assemblée nationale, qui était alors dominée par l'opposition. Il faut donc prendre ce genre d'annonces avec des pincettes.

Le contexte est particulier car le président Embaló, qui a été élu lors des élections de 2019, a beaucoup manipulé les institutions pour asseoir son pouvoir. Il a mis au pas la Cour suprême, dissous le Parlement, et retardé la tenue de la présidentielle en la calant sur les législatives. Il a fini par accepter l'organisation des élections mais la Cour suprême a interdit la participation de son principal rival, Domingos Simoes Pereira.

C'est la première fois de l'histoire de la Guinée-Bissau, depuis l'avènement des élections pluralistes dans le pays, que le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), ne participe pas. Il s'agit quand même du grand parti de la lutte pour la libération, doté d'une base électorale majeure dans le pays.

Il y a eu par le passé des connexions assez bien documentées entre des hommes politiques, des chefs militaires et des trafiquants de drogue. Il s'agit donc d'un véritable problème. Mais comme on accuse parfois ses adversaires de coup d'État, on peut les accuser de s'adonner au trafic de drogue. Les militaires qui disent avoir pris le pouvoir affirment qu'ils sont intervenus pour empêcher des barons nationaux du trafic de drogue de le prendre, mais tout cela est très vague : ils n'identifient personne.

Certains opposants et mouvements citoyens considèrent que ce qui s'est joué aujourd'hui est un faux coup d'État orchestré par le président et l'armée pour empêcher la publication des résultats électoraux, prévue jeudi, et conserver le pouvoir.

Bissau: un général va diriger une transition d'un an, manifestations interdites et couvre-feu levé - AFP 27 novembre 2025

La capitale était jeudi après-midi à l'arrêt avec les magasins et marchés pour la plupart fermés, selon des journalistes de l'AFP, après le putsch des militaires qui ont renversé le président sortant Umaro Sissoco Embalo et suspendu les élections dont les résultats devaient être annoncés sous peu et que le camp présidentiel comme l'opposition affirment chacun avoir remportées.

Mercredi, les auteurs du putsch avaient expliqué avoir été *"poussés à le faire"* pour garantir la *"sécurité au niveau national et rétablir l'ordre"*, évoquant la découverte par les *"renseignements généraux"* d'un *"plan visant à déstabiliser le pays avec l'implication des barons nationaux de la drogue"*.

Pays très pauvre de 2,2 millions d'habitants, la Guinée-Bissau est affectée par des problèmes de corruption et est réputée être une plaque tournante du trafic de drogue entre l'Amérique du Sud et l'Europe.

Plusieurs analystes interrogés par l'AFP et des représentants de la diaspora émettent des doutes sur le scénario présenté par les putschistes, soulignant que l'arrêt du processus électoral profite au camp Embalo alors que le candidat de l'opposition à la présidentielle tenue dimanche, Fernando Dias, avait dès mardi revendiqué une large victoire.

Ce coup d'Etat est survenu la veille de l'annonce prévue des résultats provisoires des élections présidentielle et législatives du 23 novembre.

"C'est un coup d'Etat qui vise à empêcher la prise de pouvoir par le candidat de l'opposition" Fernando Dias, estime ce chercheur. Selon lui, *"c'est le scénario idéal pour M. Embalo qui pourrait suite à des négociations être libéré et éventuellement se repositionner pour les prochaines élections"*.

Le principal opposant bissau-guinéen Domingos Simoes Pereira - dirigeant du puissant PAIGC, parti historique ayant mené la Guinée-Bissau à l'indépendance - qui avait été écarté de la présidentielle de dimanche, a été lui aussi arrêté mercredi, selon des proches et un collaborateur.

La précédente présidentielle, en 2019, avait débouché sur plusieurs mois de crise postélectorale, M. Embalo et son adversaire M. Pereira revendiquant tous deux la victoire.

En complément.

« Ce qui s'est passé en Guinée-Bissau est une mascarade. Nous voulons que le processus électoral continue », a réagi depuis Dakar le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko, insistant pour que la commission électorale puisse proclamer le vainqueur. RT 28 novembre 2025

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 novembre 2025

La grosse plaie à mon pied droit n'est pas encore cicatrisée au bout de 3 semaines, c'est pénible et si douloureux que cela m'empêche de dormir. J'ai enfin investi dans des bandages et des compresses médicales. Il a cessé de pleuvoir, le soleil est de retour toute la journée, c'est toujours bon pour le moral qui se maintient.

J'évite désormais de penser à mon passé et à la France et je m'en porte mieux. Quoique, le fisc a décidé d'emmerder mon épouse qui y vit. Alors qu'on est séparé officiellement seulement, on a fait des déclarations d'impôt séparées, or c'est illégal, on l'ignorait, bien que cela ne change rien, puisque j'ai une retraite misérable et elle touche le minimum vieillesse. On n'est pas imposable, trop pauvres, mais ils ont décidé de nous faire chier, à suivre.

On rend un tas de petits services à nos voisins qui sont plus pauvres que nous encore, on a de meilleurs rapports. Je m'investis aussi un peu plus dans mon village, bref, je suis de plus en plus indien ! Par rapport à nous, vous êtes sacrément privilégiés, je ne déconne pas, on ne vit pas dans le même monde, cela doit être pour cela que je ne reçois jamais de courriels des lecteurs, on ne se comprend pas ou ils ne font aucun effort pour me comprendre. Peu importe, j'ai de quoi tenir, je suis blindé, je me fous de ce que pensent de moi les gens qui ne me connaissent pas.

J'ai contacté un militant canadien sans vraiment attendre de réponse. De toutes manières, maintenant, même quand vous écrivez à des gens, ils ne vous répondent plus. J'ignore pourquoi, ils doivent être profondément perturbés. C'est étrange tous ces gens qui n'ont pas envie de se faire des amis, quelle époque pourrie ! En attendant des jours meilleurs...

J'ai ajouté les causeries de cette page à la fin du fichier d'octobre • [Octobre.](#)

Le 23 novembre 2025

Je commence à récupérer. Et cela se voit !

A chaud. Comme d'habitude on se moque de nous. On va bien se marrer en lisant les commentaires tordus des uns et des autres, qui seront révélateurs. Je ne vous ai pas dit tout ce que je pensais, car cela n'aurait à rien, j'aurais été incompris.

Quelques réflexion sur le plan américain en 28 points visant à régler le conflit en Ukraine.

Sur le volet économique.

12. Un important paquet mondial de mesures pour reconstruire l'Ukraine

J-C - Mais aucun pour reconstruire les territoires que l'Ukraine a dévastés et qui seront intégrés à la Fédération de Russie. Ce sont les travailleurs Russes qui paieront !

13. La Russie sera réintégrée dans l'économie mondiale, avec des discussions prévues sur la levée des sanctions, la réintégration du G8 et la conclusion d'un accord de coopération économique à long terme avec les Etats-Unis.

J-C - Dans le cadre de l'accord scellé entre les Américains et les Russe dans le dos ou sur le dos des Européens principalement. La "*coopération économique à long terme avec les Etats-Unis*", le fin mot de l'histoire qu'on connaissait depuis le début, mais je m'étais abstenu de le dire. Ils se font la guerre, ils font la paix et puis ils passent aux choses sérieuses : le business !

14. Quelque 100 milliards de dollars d'actifs russes gelés seront investis dans les projets menés par les Etats-Unis pour reconstruire l'Ukraine et y investir, les Etats-Unis recevant 50 % des bénéfices de l'initiative. L'Europe ajoutera 100 milliards de dollars afin d'augmenter le montant des investissements disponibles pour la reconstruction de l'Ukraine. Les fonds européens gelés seront débloqués, et le reste des fonds russes gelés sera investi dans un véhicule d'investissement américano-russe séparé.

J-C - La confirmation de la confiscation d'actifs russes au profit des Américains. Les Russes sont décidément riches et généreux, qu'en pensent les travailleurs russes ?

Une analyse plus générale.

Les Américains avaient dit : Si on se sert de l'Ukraine pour mettre la pression militairement sur la Russie, celle-ci sera obligée de réagir militairement, et c'est ce qui s'est passé. On peut donc en déduire que les Américains avaient manigancé cette guerre sans attaquer directement la Russie. Pourquoi ? Parce que les Américains en avaient besoin, ils sont davantage alliés qu'ennemis dans ce conflit. Ils en avaient besoin sur quel plan ? Pardi, économique ! Comment cela ? Pour tirer parti de cette guerre au détriment de ses vassaux de l'Union européenne, les dindons de la farce qui endosseront le coût de cette guerre ou le reporteront sur ses peuples dont les conditions matérielles et sociales se dégraderont, notamment.

Par ailleurs, il y a quelque temps déjà les Russes avaient indiqué aux Américains qu'une fois la guerre terminée, ils pourraient profiter des richesses extraites des territoires conquis, allant même jusqu'à imaginer que des entreprises russes et américaines pourraient s'associer pour exploiter ces richesses et se les partager, tandis que les Européens seraient exclus de ce deal ou ils ne récolteraient que des miettes, nous y sommes.

Bien que les peuples occidentaux bénéficient d'un niveau de vie supérieur à celui des autres peuples dans le monde, ils représentent un marché en grande partie saturé ou limité, en perte de vitesse par rapport aux marchés en expansion en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique. Pour ne donner qu'un exemple, la classe moyenne chinoise devrait doubler au cours des dix années à venir pour atteindre 800 000 de consommateurs potentiel, soit plus du double de celle de toute l'Europe. Les

revenus ou le niveau de vie des masses augmente considérablement sur les continents précédemment mentionnés, beaucoup plus vite qu'en Europe où il stagne ou tend à régresser. Il s'écoule aujourd'hui plus de marchandises partout dans le monde qu'en Europe, et cette tendance va s'amplifier dans l'avenir en fonction du développement économique d'autres pays ou régions du monde.

Mais surtout, l'Europe possède peu de matières premières et d'énergies fossiles, elle s'est énormément désindustrialisée au cours des 50 dernières années, les gains qu'elle tira de son développement industriel au cours des XIX^e et XX^e siècles s'épuisent rapidement, désormais son économie repose essentiellement sur le secteur tertiaire des services... Sa population est vieillissante, et sa main d'œuvre dans le cadre de la division internationale du travail ne représente plus qu'une fraction de la masse salariale mondiale, la plus coûteuse ou la moins concurrentielle, ce qui la condamne sur le marché mondial face à la progression de nouvelles puissances mondiales, Chine, Inde, Russie, Brésil, et plein d'autres pays qui jouent sur le plan régional un rôle économique avec lesquels l'UE ne peut pas rivaliser. Le renchérissement de l'euro et la politique coloniale de ses dirigeants conduits de nombreux pays à se détourner de l'euro (et du dollar) pour régler leurs transactions commerciales, cette tendance devrait aussi se renforcer dans l'avenir.

Bref, l'UE est inévitablement condamnée à la stagnation ou à la régression économique, d'où son exclusion du règlement de la guerre en Ukraine proposé par les Américains et les Russes. A suivre.

Sur le volet politique.

26. Toutes les parties impliquées dans ce conflit bénéficieront d'une amnistie totale pour leurs actions pendant la guerre et s'engageront à ne faire aucune réclamation ni n'envisager aucune plainte à l'avenir.

J-C - Vous aurez noté qu'il n'est plus question de "*dénazification*" de l'Ukraine, puisque les nazis et leurs commanditaires, leurs porte-parole politiques, tous les complices de leurs massacres ou actes de barbarie bénéficieront d'une "*amnistie totale*". Autrement dit, c'était un faux prétexte avancé par la Russie, dont le dénouement serait pire qu'à Nuremberg, où aucun des commanditaires et financiers du régime nazi ne fut ne serait-ce que cité.

Poutine a prétendu ne pas avoir eu connaissance de ce document... En réalité, il a été conçu conjointement par les Américains et les Russes.

20minutes - Malgré quelques fuites, on ne sait pas encore exactement ce que contient le plan de paix que les Etats-Unis ont concocté pour mettre fin à la guerre en Ukraine. On sait toutefois que ce plan a fait l'objet de négociations dans l'ombre entre Washington et Moscou.

Le plan de paix présenté à l'Ukraine par les Etats-Unis a été négocié entre le Kremlin et Washington par le biais de deux émissaires respectifs. Celui de Moscou est un certain Kirill Dmitriev, PDG d'un fonds d'investissement souverain russe doté d'un capital de plus de dix milliards de dollars. 20minutes.fr 21 novembre 2025